



RAPPORT SEMESTRIEL 2010

Actualisation du Document de Référence 2009 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 1er avril 2010, conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF, et répertorié sous le numéro D.10-0199.

Actualisation du Document de Référence 2009 déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 juillet 2010.

INDEX

1	PERFORMANCE FINANCIERE DU SEMESTRE CLOS AU 30 JUIN 2010	3
2	MESSAGE DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL	5
3	GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	7
4	LE MARCHE DES SERVICES INFORMATIQUES	9
5	RAPPORT D'ACTIVITE	27
6	PROGRAMME TOP (TOTAL OPERATIONAL PERFORMANCE).....	42
7	REVUE FINANCIERE	48
8	RESULTATS FINANCIERS	53
9	EVOLUTION DU CAPITAL ET PERFORMANCE BOURSIERE	80
10	RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES	84
11	RESPONSABLES DU DOCUMENT ET DU CONTROLE DES COMPTES.....	89
12	COMMUNIQUE DE PRESSE RELATIFS AUX RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2010	92
13	GLOSSAIRE – DEFINITIONS	98
14	IMPLANTATIONS	104

1 PERFORMANCE FINANCIERE DU SEMESTRE CLOS AU 30 JUIN 2010

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos au 30 juin 2010	Semestre clos au 30 juin 2009	% de variation
<u>Compte de résultat</u>			
Chiffre d'affaires statutaire	2 494	2 589	-3,7%
Impact des taux de change		26	
Chiffre d'affaires à périmètre et taux 2010	2 494	2 615	-4,6%
Marge Opérationnelle	150,1	118,3	
% du chiffre d'affaires	6,0%	4,6%	
Résultat Opérationnel	95,9	42,5	
% du chiffre d'affaires	3,8%	1,6%	
Résultat net – Part du Groupe	60,0	18,2	
% du chiffre d'affaires	2,4%	0,7%	
Résultat net normalisé – Part du Groupe (c)	98,3	73,9	
% du chiffre d'affaires	3,9%	2,9%	
<u>Bénéfice net par action (BNPA)</u>			
BNPA (a)	0,87	0,27	
BNPA dilué (b)	0,85	0,27	
BNPA normalisé (a) (c)	1,42	1,08	
BNPA normalisé dilué (b) (c)	1,35	1,08	
	30 juin 2009	30 juin 2008	
<u>En unités</u>			
<u>Autres indicateurs clés</u>			
Endettement net sur capitaux propres	7%	20%	
Effectifs fin de période	48 188	49 407	

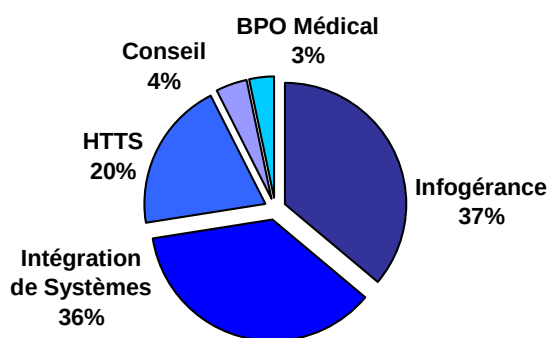
(a) En euros, basé sur le nombre moyen pondéré d'actions.

(b) En euros, basé sur le nombre moyen dilué pondéré d'actions.

(c) Basé sur le résultat net – part du Groupe avant éléments inhabituels, anormaux et non fréquents (nets d'impôt).

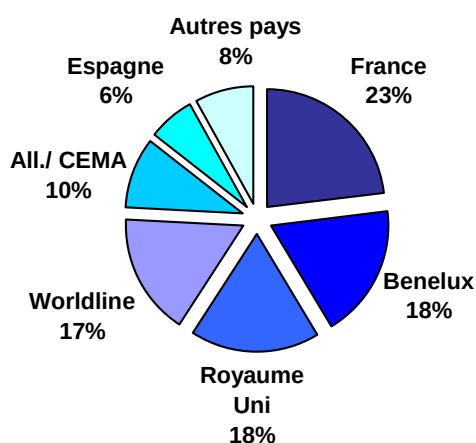
REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR LIGNE DE SERVICES, GBU ET MARCHES

En millions d'euros



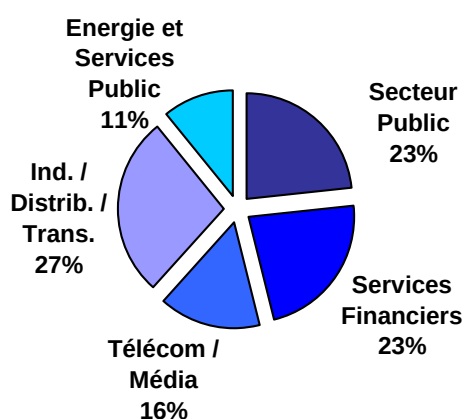
Infogérance
Intégration de Systèmes
HTTS
Conseil
BPO Médical

S1 2010	
Infogérance	903
Intégration de Systèmes	902
HTTS	499
Conseil	110
BPO Médical	80
Total	2 494



France
Benelux
Royaume Uni
Worldline
AII./ CEMA
Espagne
Autres pays

S1 2010	
France	573
Benelux	459
Royaume Uni	442
Worldline	420
AII./ CEMA	241
Espagne	158
Autres pays	201
Total	2 494



Secteur Public
Services Financiers
Télécom / Média
Ind. / Distrib. / Trans.
Energie et Services Public

S1 2010	
Secteur Public	585
Services Financiers	562
Télécom / Média	388
Ind. / Distrib. / Trans.	690
Energie et Services Public	269
Total	2 494

HTTS : Services Transactionnels de Haute Technologie

Les entités opérationnelles (Global Business Units) sont composées de la **France** (France et filiale française au Maroc), le **Royaume-Uni**, le **Benelux** (Pays-Bas, Belgique et Luxembourg), **Atos Worldline** (filiales française, allemande et belge), **Allemagne Europe Centrale / EMA** (Allemagne, Europe centrale comprenant l'Autriche et la Pologne ainsi que les Pays méditerranéens Grèce, Turquie et Suisse et l'Afrique du Sud), **Espagne**, et **Reste du Monde** (Amérique du Sud incluant Argentine, Brésil et Colombie, Asie Pacifique comprenant la Chine, Hong Kong, Singapour, la Malaisie, l'Indonésie, Taiwan, le Japon ainsi que l'Amérique du nord, l'Inde, Major Events et le Moyen-Orient avec Dubaï).

2 MESSAGE DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

A mi parcours du plan de transformation à trois ans que j'ai lancé à la fin de l'année 2008, je suis heureux de vous annoncer que le Groupe a une nouvelle fois présenté des résultats semestriels en ligne avec ses objectifs.

Notre profitabilité opérationnelle s'est élevée à 6,0% du chiffre d'affaires (5,7% en excluant l'effet des nouvelles règles comptables liées à la réforme de la taxe professionnelle en France), ce qui représente une amélioration de 110 points de base par rapport aux 4,6% réalisés au premier semestre 2009. Le Groupe est ainsi bien placé pour atteindre son objectif d'amélioration de la marge opérationnelle d'au moins 250 points de base entre 2008 et 2011.

Par ailleurs, l'endettement net du Groupe a été réduit de 20 millions d'euros depuis le début de l'année après avoir financé l'acquisition de la société Shere au Royaume-Uni et racheté les intérêts minoritaires d'Atos Worldline en Allemagne pour un total de 54 millions d'euros, dans le cadre du développement de nos activités de services transactionnels.

Ces performances sont le résultat de l'exécution rigoureuse du Programme TOP et plus particulièrement de son volet portant sur la réduction de la base de coûts, le développement de l'offshore, l'optimisation de la trésorerie et les gains de productivité provenant des techniques Lean.

Dans un environnement économique qui est resté difficile, la décroissance du chiffre d'affaires a été contenue, conformément à nos anticipations, à -4,6% au premier semestre 2010. Notre activité a été très dynamique dans les pays émergents, mais nous devons encore faire face aux effets de la crise dans nos géographies européennes et sur plusieurs de nos lignes de services. En conséquence, nous avons renforcé l'ensemble des initiatives destinées à préparer le Groupe à l'environnement économique d'après crise, ce qui s'est d'ores et déjà traduit par un accroissement du niveau de notre carnet de commandes.

Ainsi, cinq nouveaux projets portant sur la réorganisation des forces commerciales sont venus renforcer le Programme TOP avec la mise en place d'une organisation des ventes globale, par marchés verticaux, et un accent particulier porté sur les offres innovantes (Cloud Computing, Informatique verte,...). Par ailleurs, le Groupe a poursuivi sa stratégie d'innovation. Dans ce cadre, nous avons lancé de nouvelles solutions dans le « Smart Mobility » (mobilité intelligente), et nous avons engagé le projet de regrouper dans une seule entité, Atos WordGrid, l'ensemble de nos activités de « Smart Energy » (gestion intelligente de l'Energie). De nouvelles solutions innovantes seront prochainement développées dans les domaines de la Gestion du Contenu d'Entreprises (ECM) et des réseaux sociaux informatiques.

Au cœur de notre stratégie de développement figure le déploiement des Services Transactionnels de Haute Technologie (HTTS). Au premier semestre, nos activités HTTS se sont développées dans plusieurs nouvelles géographies du Groupe au delà du périmètre d'Atos Worldline. Des équipes dédiées ont été formées, générant de nouvelles opportunités commerciales avec l'appui d'Atos Worldline.

Au cours de ce premier semestre, nous avons également franchi de nouvelles étapes sur la voie de l'exemplarité en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons ainsi publié notre premier Rapport de Responsabilité d'Entreprise certifié selon les standards de la « Global Reporting Initiative » (GRI), qui constituent la référence mondiale. Nous avons également officiellement adhéré au Pacte Mondial des Nations-Unies par lequel nous nous engageons à respecter des principes essentiels en matière de Droits de l'homme, Normes sociales, Environnement et Lutte contre la corruption.

Au-delà, nous réaffirmons notre ambition de figurer parmi les employeurs de référence dans notre secteur. C'est l'objectif du Programme « Well Being at Work » (Bien-être au Travail) lancé depuis six

mois, et dont les premières initiatives en matière d'environnement de travail ont été déclinées pour notre nouveau Campus Atos à Bezons près de Paris qui regroupera dès septembre nos collaborateurs franciliens.

Au total, la performance réalisée par le Groupe lui permet d'envisager sereinement la poursuite de son développement à l'international, en s'appuyant sur ses propres actifs mais aussi en saisissant d'éventuelles opportunités d'acquisitions.

Je suis fier du travail accompli et des résultats atteints par nos équipes au cours du premier semestre, et confiant dans notre capacité à réaliser nos objectifs sur la totalité de l'année 2010.

Thierry BRETON,
Président Directeur Général

3 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Atos Origin est une société anonyme à Conseil d'Administration depuis le 10 février 2009. Depuis cette date, Thierry Breton en est le Président Directeur Général. Le passage d'un mode Conseil de Surveillance et Directoire vers un système avec Conseil d'Administration et Président Directeur Général a permis de simplifier et d'unifier la gouvernance, en l'adaptant aux nouveaux défis de la Société.

3.1 DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale se compose du Président-Directeur Général et de deux Directeurs Généraux Adjoints.

Nom	Fonctions opérationnelles	Fonctions transverses
Thierry Breton	Président Directeur Général	
Charles Dehelly	Directeur Général Adjoint en charge des Opérations	Lignes de Services Intégration de Systèmes et Infogérance, Programme TOP, fonction Achats, Unités Opérationnelles du Groupe (GBUs) (*)
Gilles Grapinet	Directeur Général Adjoint en charge des Fonctions Globales	Fonctions Globales, Ventes et Marchés, Clients Stratégiques Internationaux (SIC), Stratégie et Innovation (Group Innovation Business Dvpt & Strategy - GIBS), Lignes de Services Conseil et Services Transactionnels de Haute Technologie.

(*) A l'exclusion d'Atos Worldline et d'Atos WorldGrid qui sont sous la direction de Gilles Grapinet

3.2 LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif a pour objet de gérer les performances opérationnelles du Groupe. Ses principales attributions consistent à accompagner la Direction Générale dans la définition des priorités et le suivi des performances opérationnelles, l'exécution du Programme TOP (*Total Operational Performance*) et la mise en place des plans d'action. Il s'agit d'un organe dédié à la gestion des opérations du Groupe.

Le Comité Exécutif a pour mission d'améliorer les échanges et la coopération entre les Unités Opérationnelles Globales, les Lignes de Services Globales, la Direction Commerciale et les Fonctions Globales.

Le Comité Exécutif est composé des membres de la Direction Générale ainsi que des responsables des Unités Globales, des Lignes de Services Globales, du Directeur Financier, du Directeur des Ressources Humaines, du Directeur des Ventes et Marchés Globaux, du Directeur des Clients Stratégiques Internationaux, du Directeur de la Stratégie et de l'Innovation, et du Secrétaire Général du Groupe.

3.3 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Lors de l'Assemblée Générale Mixte qui s'est tenue le 27 mai 2010, les actionnaires ont approuvé la nomination de Madame Aminata Niane en qualité de nouveau membre du Conseil d'Administration. Ils ont également ratifié la cooptation de Monsieur Lionel Zinsou-Derlin en qualité de membre du Conseil et la nomination de Madame Colette Neuville en qualité de Censeur.

Les membres du Conseil d'Administration sont :

Nom	Nationalité	Age	Date de nomination	Membre du Comité	Fin de mandat (*)	Nombre d'actions détenues
René Abate	Française	61	2009		2011	1 000
Behdad Alizadeh	Américaine	48	2009	N&R	2011	1 000
Nicolas Bazire	Française	52	2009	N&R	2011	1 000
Jean-Paul Béchat	Française	67	2009	A	2011	1 000
Thierry Breton	Française	54	2009		2011	5 000
Mme Jean Fleming	Britannique	41	2009		2011	640
Bertrand Meunier	Française	53	2009	N&R	2011	1 000
Mme Aminata Niane	Sénégalaise	53	2010		2012	(**)
Michel Paris	Française	52	2009	A	2011	1 000
Pasquale Pistorio	Italienne	73	2009	A	2011	1 000
Vernon Sankey	Britannique	60	2009	A	2011	1 000
Jean-Philippe Thierry	Française	61	2009	N&R	2011	1 500
Lionel Zinsou-Derlin	Française / Béninoise	55	2010		2011	1 000
Censeur						
Mme Colette Neuville	Française	73	2010		2010	500

A : Comité d'Audit; N&R : Comité des Nominations et des Rémunérations

(*) Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'année

(**) Madame Aminata Niane ayant été nommée lors de l'Assemblée Générale du 27 mai 2010 a, selon les statuts, trois mois pour acquérir un montant minimum de 1 000 actions.

4 LE MARCHE DES SERVICES INFORMATIQUES

Le marché des services informatiques se transforme rapidement et le Groupe a constaté une accélération générale de la vitesse de cette transformation. Les tendances clés présentées ci-dessous traduisent une évolution du marché, concernant à la fois "l'offre", par exemple pour des acteurs tels qu'Atos Origin, mais aussi la "demande", pour ses clients et parfois même pour les clients de ses clients.

4.1 PARTS DE MARCHÉ ET CONCURRENCE

4.1.1 Description du Marché

Marché Européen de l'informatique traditionnelle

Suite aux conditions difficiles de 2009, les fournisseurs de services européens et américains poursuivront leur recherche de compétitivité par la mise en œuvre de restructurations et des recentrages d'activités. Par ailleurs, la spécialisation et la verticalisation des métiers vont continuer à s'intensifier. Enfin, dans cet environnement économique incertain, les prestataires de services qui portent une forte attention à la qualité de leurs prestations développeront un avantage concurrentiel sérieux.

Les nouveaux entrants sont d'ores et déjà actifs sur les marchés de services de l'infrastructure traditionnelle avec un ensemble d'offres, fournissant courriel, stockage, en ciblant tout d'abord le marché des entreprises moyennes avant de monter dans la chaîne de valeur. *Salesforce.com* continue à rencontrer un essor remarquable avec plus de 30% de part de marché dans l'offre Cloud autour de la sphère de la relation client – le CRM.

Les alliances vont continuer à être indispensables pour être attractif et fournir des activités innovantes – avec des fournisseurs de services d'informatique technologique s'alliant à des spécialistes industriels, des spécialistes techniques ou encore leurs propres concurrents directs.

Hautement concurrentielles, les offres des spécialistes (innovantes/ idéal client/ bon prix) seront cruciales pour prendre des parts de marché et maintenir de la croissance dans les deux prochaines années.

Industrie informatique des moyens de paiements

Mise en place du SEPA

En Europe, il est aujourd'hui plus difficile de réaliser un paiement de détail entre deux états de la zone Euro qu'au sein d'un même pays. Cette situation résulte d'un cloisonnement des espaces bancaires nationaux, notamment sur les plans juridique et technique. C'est pour y remédier que la Commission Européenne a demandé à l'industrie bancaire de construire l'Europe des Paiements : le Single Euro Payments Area, couramment appelé SEPA.

Ce projet vise à harmoniser les transferts financiers, en devise euro, entre les pays membres (virements, prélèvements, carte bancaire, ...), pour faire en sorte qu'un paiement transfrontalier soit traité avec la même rapidité, la même sécurité et dans les mêmes conditions qu'un paiement domestique partout dans l'espace européen. Le but est de doter les habitants de l'Union Européenne de moyens de paiements scripturaux communs, permettant de réaliser des paiements en euro dans des conditions identiques quel que soit le pays de l'Union.

Le secteur bancaire européen a défini les schémas SEPA pour les opérations de virements et de prélèvements. Le schéma pour les virements a été lancé avec succès en janvier 2008. A partir de novembre 2009, les banques ont progressivement déployé les services autour du SEPA Debit Direct (prélèvements). Pour les cartes de paiement, le cadre SEPA cartes Framework a été adopté et sera progressivement mis en œuvre dans les toutes prochaines années par les banques, les systèmes de cartes et les opérateurs de paiement par cartes.

Nouvelles tendances sur le marché des paiements

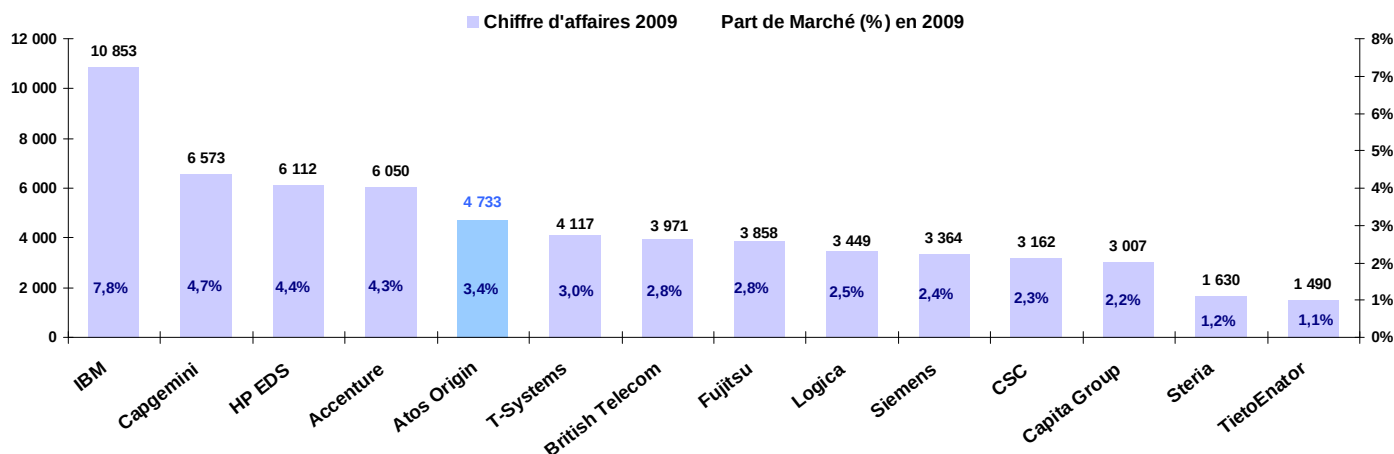
- Les paiements électroniques sont en forte croissance du fait du développement significatif de l'équipement des ménages ;
- De nouveaux modes de paiement voient le jour, à la faveur du développement des "smartphones" ;
- Les transactions transfrontières étaient limitées par le passé, tant en nombre qu'en valeur ; mais le développement du tourisme et des voyages aidant, les volumes de transactions transnationales se sont fortement accrus ;
- Et enfin, de façon comparable au téléphone mobile et au succès du prépayé, le paiement prépayé est devenu maintenant incontournable (carte cadeau...).

Les dynamiques du marché du paiement s'articulent essentiellement autour d'une polarisation de l'industrie sur des éléments clés de la chaîne de valeur, et d'une intensification de la concurrence, laquelle, par le passé, existait uniquement sur quelques marchés nationaux.

Le paysage concurrentiel dans son ensemble est aussi en pleine mutation. En 2008, HSBC, a lancé une initiative visant à fournir des services de paiements aux commerçants britanniques, et des services à des sites marchands sur Internet à l'échelle mondiale. Fin 2009, Ingenico a réalisé l'acquisition d'Easycash, et une possible coopération entre Equens, processeur hollandais, avec le CEDICAM (Crédit Agricole) a été annoncée. Enfin, au premier trimestre 2010, le processus de cession de la plateforme de paiements de RBS, entité spécialisée dans les transactions électroniques et filiale de Royal Bank of Scotland, a été lancé.

4.1.2 Classement en Europe de l'Ouest

Selon Gartner, Atos Origin était à fin 2009, la cinquième plus grande société de services de gestion informatique avec une part de marché de 3,4% en Europe de l'Ouest. La part de marché des services informatiques et positionnement s'établit comme suit :



Source : Sociétés, et étude Gartner IT Services Worldwide Market Share 2007-2009 ; Avril 2010 pour les activités "Professional services" seulement. 1 USD = 0,7196 Euro en 2009

En millions d'euros, Professional Services inclut Consulting Services (Consulting for Atos Origin), Development et Integration Services (Systems Integration for Atos Origin), IT Management (Managed Services for Atos Origin) et Process Management (On-line Services and BPO for Atos Origin), mais pas Product Support (Hardware and Software Maintenance and Support).

4.2 TENDANCES DU MARCHÉ

4.2.1 Evolution de l'offre

Croissance du sourcing multiple et de l'off-shore

Depuis plusieurs années, les grands acteurs ont renforcé leurs capacités en “production à bas coûts” et les SSII indiennes ont réalisé quelques percées sur le continent européen. Atos Origin considère que ces deux types de fournisseurs - ceux provenant de l'Occident et ceux d'Inde- convergent au final vers un même modèle de production. Ce modèle consiste en une organisation possédant des centres de production en propre, ou détenus avec des partenaires, dans des localisations variées à l'échelle mondiale, ce réseau s'appuyant sur une présence sur site (on-shore), dans la même région (near-shore) ou très délocalisée (off-shore). Certains analystes pensent toutefois qu'une stratégie axée sur le seul arbitrage des coûts de main-d'œuvre ne suffit pas à garantir leur succès. Ainsi, la future réussite des réseaux mondiaux de production ne dépendra pas uniquement de la disponibilité de ressources à bas coûts mais surtout de la qualité de ses compétences, outils, méthodologies et alliances.

Le taux de croissance des fournisseurs de services informatiques de l'héritage indien, qui dépassait les 25% par an ces trois dernières années, a certes ralenti en 2009, mais ils restent extrêmement actifs. Après les défis de 2009, principalement pour ceux possédant une solide base de clients aux Etats-Unis, industriels ou bancaires, Atos Origin anticipe un ralentissement mais s'attend à les voir rester en tête en termes de taux de croissance en 2010. Le Groupe estime que, même si la part de marché des grands prestataires indiens est toujours relativement faible en Europe, ils resteront très actifs sur les appels d'offres lancés sur des contrats internationaux. Enfin, pour croître sur le vieux continent, il n'est pas à exclure que les SSII indiennes étudient des opérations de croissance externes ciblées sur des sociétés de petite taille.

Une tendance croissante à l'optimisation des coûts (industrialisation, Lean)

La plupart des sociétés de services ont lancé de solides programmes visant à faire décroître leurs coûts d'opérations, d'une part en simplifiant leurs fonctionnements et en réduisant les personnels non productifs et indirects, et d'autre part par des gains de productivité, par exemple, en utilisant les dernières technologies et les outils pour devenir plus efficaces (automatisation de la gestion d'infrastructure, logiciels générant directement les lignes de programmation, recueil automatisé de demandes client par rationalisation des processus). Les techniques du *Lean*, développées tout d'abord pour les industriels, ou Six Sigma, sont maintenant diffusées sur le marché des services informatiques, principalement dans la sphère de l'Infogérance, mais progressivement aussi dans les activités d'intégration.

Services Cloud (Cloud computing et SaaS)

Les sociétés de services informatiques sont aussi les sources ou les détenteurs d'un nombre croissant d'innovations arrivant sur les marchés. La section 16 du rapport annuel 2009 couvre les événements les plus novateurs de l'année concernée, et atteste de l'importance donnée par le Groupe aux utilisations faites dans le cadre de la vie privée - telles que les Communautés, les réseaux sociaux et les blogs, et à tout ce qui est utilisé communément dans les entreprises. Pour Atos Origin, l'adoption rapide du Cloud Computing, qui s'intensifiera en 2010, constitue une des principales tendances de l'évolution de l'industrie informatique.

Les virages stratégiques qu'ont effectués Google et Amazon, passant d'un marché de masse à celui de l'entreprise, sont une illustration de ce changement. Cet événement fait partie intégrante du Cloud Computing, phénomène qui mue à présent du *buzz* à la réalité. Après une année 2009 où de nombreux fournisseurs nord-américains ont annoncé leurs plans de développement Cloud services, en 2010 c'est en Europe qu'il faut s'attendre à observer de nombreuses actions marketing.

Gartner¹ décrit les caractéristiques du service Cloud comme « une informatique stylisée où les capacités de monter en puissance et d'élasticité relatives à l'information sont délivrées “comme un service” à des clients externes utilisant les technologies de l'Internet ».

Pour Atos Origin, un Service Cloud n'est autre qu'un service qui est délivré aux clients via Internet sur une base de paiement à la consommation.

¹ Gartner : Cabinet international de référence pour la recherche sectorielle en Informatique

Le service Cloud est une continuité de services existants qui peuvent ensuite être classifiés en quatre couches fonctionnelles, dont la couche « 1 » désigne des fonctions métiers et la couche « 4 » désigne les services d'une infrastructure informatique :

1. **Business Process as a Service** – le service inclut par exemple de l'assistance client, du CRM et de la gestion de carte ;
2. **Software as a Service** – ce service inclut par exemple les applications SAP, Salesforce.com et Microsoft BPOS ;
3. **Platform as a Service** – le service inclut du middleware¹ comprenant des bases de données et des plates-formes de transaction de paiement, des environnements de développement à la demande et des applications type Google... ;
4. **Infrastructure as a Service** – le service inclut par exemple Amazon infrastructure et fournit de la capacité de traitement, du stockage, du réseau à la demande et même des "operating system"

Bien qu'ils soient encore en recherche de maturité, ces services commencent à être délivrés aujourd'hui et les analystes prévoient qu'à partir de 2012, 25% des services informatiques viendront de ces modèles non traditionnels.

Atos Origin a la conviction que les solutions partagées, extrêmement flexibles, et facturées selon le principe du paiement à l'acte, rendues possibles par le Cloud computing sont parfaitement adaptées aux besoins actuels de ses clients et auront, par conséquent, un impact énorme sur le marché des technologies de l'information dans les années à venir. Atos Origin dispose déjà d'une solide expérience en matière de développement et de fourniture de services Cloud, notamment par l'intermédiaire de sa filiale Atos Worldline, et a ainsi décidé début 2010 de développer de nouvelles solutions afin d'aider ses clients à tirer parti des nouvelles opportunités liées au Cloud computing.

Avec le lancement en janvier dernier de la gamme de services Cloud computing **Atos Sphere™**, la société a créé une nouvelle combinaison de ses services de Conseil, de Services Transactionnels de Haute Technologie, d'Intégration de Systèmes et d'Infogérance afin de proposer un ensemble complet d'offres destinées à faire face à ce nouveau défi :

- des prestations de Conseil afin de comprendre les enjeux liés à la situation spécifique de ses clients, de concevoir un calendrier stratégique et de gérer leur projet de cloud computing.
- un éventail de services d'infrastructure Cloud hébergés dans les propres Centres de données d'Atos Origin et dotés de l'intégralité des fonctions de sécurité ayant fait la renommée d'Atos Origin, offrant le choix entre un Cloud "Public" ou "Privé".
- une gamme de services fonctionnels devenant abordables pour les petites entités, tels que des services de tests SAP avancés, de migration de données, ou de gestion du cycle de vie des produits.

Atos Origin s'engage dans une démarche d'amélioration continue de ses solutions Atos Sphere, fidèle à sa vision et à son ambition de s'imposer en tant que "Cloud Enabler". Elle ouvre ainsi le monde du Cloud computing à ses clients, leur propose un accès intégré à ses propres services Cloud, mais également à une vaste gamme de services Cloud disponibles, de façon sécurisée et contrôlée, dans la parfaite continuité de ses prestations de services professionnelles haut de gamme fournies aux industries les plus exigeantes.

Positionnement et communication sur l'innovation

Face à la multiplication des offres, les sociétés de services informatiques ont déployé de nombreuses initiatives visant à clarifier leurs positionnements, et Atos Origin en a été un des principaux acteurs. Après l'annonce en 2009 de la démarche HTTS visant à mondialiser le portefeuille détenu par la filiale Atos Worldline, le Groupe a lancé en 2010 un grand programme marketing visant à renouveler son portefeuille d'offres et à ainsi répondre à la demande d'innovation de ses clients. A cet effet, le Président Directeur Général, Thierry Breton, a instauré une communication trimestrielle pour le

¹ Middleware : logiciel de médiation (ou logiciel technologique)

lancement des évènements majeurs sur le portefeuille d'activités, qui en 2010 s'est déroulé en quatre étapes.

Sur le premier semestre ont été présentées AtosSphere, Ambition Carbone Zero, Atos WorldGrid, et l'offre de *Smart Mobility* ("Mobilité intelligente"). Au second semestre, le Groupe dévoilera ses services de Gestion de contenu, Réseaux Sociaux et Collaboration.

Cette alternance de communication financière et de communication sur les offres traduit l'effort porté sur le contenu des prestations et sur la politique de différenciation du Groupe.

4.2.2 Analyse de la demande

Une baisse des coûts de l'Informatique par une Infogérance plus sophistiquée

La mondialisation, le sourcing multiple et l'industrialisation sont des tendances parfaitement établies sur le marché. Ensemble, ils détiennent la plus grande attractivité influençant le virage du marché des services de gestion informatique de ces dernières années.

Les clients sont en demande de propositions de valeur plus élaborées et à retour sur investissement rapide. Ils attachent de l'importance à la flexibilité qui se traduit notamment par une facturation "à la consommation" et par des indicateurs clés sur les performances mesurées. Cette approche a été associée à davantage de projets pour couvrir le support informatique de bout en bout, depuis le Conseil et l'Intégration de Systèmes jusqu'à l'Infogérance.

Une augmentation de la demande en externalisation de processus métiers (BPO - Business Process Outsourcing)

La forte croissance initiale du BPO a été nourrie par les mouvements d'externalisation des processus traditionnels, RH, comptabilité, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni tout d'abord, puis progressivement en Europe continentale, sollicitant également qu'un arbitrage sur le coût du travail administratif y soit ajouté pour renforcer la proposition de valeur traditionnelle en externalisation de services informatiques.

Atos Origin voit maintenant d'autres vagues de croissance de la demande en BPO :

- Les entreprises voulant agrandir leurs champs d'action du BPO relatifs aux autres fonctions supports comme les achats, la finance, le CRM et les activités spécifiques d'un métier (ou d'une ligne métier), comme par exemple la gestion des dommages dans l'assurance, la facturation dans les télécoms, etc.
- Les organisations publiques, qui se retrouvent face au vieillissement des agents de l'Etat, cherchent également à externaliser les fonctions supports. Selon le Groupe, l'émergence de cette tendance va se confirmer dans les années à venir.

Gestion de contenu et collaboration

L'une des tendances récentes les plus remarquées dans l'industrie de l'information technologique a été la croissance explosive de l'informatique digitale. La plupart des clients indiquent observer un doublement du volume des données de l'entreprise tous les 18 mois voire jusqu'à deux ans. Dans les années à venir, Atos Origin estime que cette tendance s'intensifiera et même s'accélérera par un renforcement des efforts à fournir et des services à utiliser à la fois pour sécuriser et stocker ces données.

La perspective de croissance du volume de l'information est dix fois supérieure dans les cinq prochaines années, alors que notre aptitude à la lecture et à l'assimilation de données ne s'élèvera pas. A l'avenir, le besoin pour l'entreprise de pouvoir distinguer et extraire l'information pertinente rapidement et facilement va ainsi s'accroître.

Il est communément accepté qu'à partir de 2013, plus de 25% du contenu vu par les utilisateurs de l'informatique sera de l'imagerie, de la vidéo, de l'audio ou tout moyen hybride incluant du texte. La demande accrue d'incorporer des actifs riches en informations comme les images digitales

(numérisées) ou la vidéo en entreprise ou encore des applications institutionnalisées sera importante, et les demandes en technologie et infrastructure vont pousser à une gestion efficace des coûts.

Qui plus est, une tendance en parallèle se développe pour assurer la gestion et valoriser davantage la croissance du volume de l'information :

- Pour accroître la productivité des employés par une meilleure collaboration ;
- Pour renforcer plus efficacement les fonctionnalités des outils par de l'archivage intelligent et des nouveautés technologiques légales ;
- Pour améliorer l'agilité de l'entreprise par des processus plus alignés ;
- Pour satisfaire la qualité exigée des prises de décision Groupe par un déploiement étendu de l'information stratégique.

Ces évolutions réclament une plus grande vigilance envers l'information existante au sein de l'entreprise et des systèmes de gestion de contenu ; cela nécessitera aussi de nouvelles approches qui seront à déployer partant de la stratégie vers l'architecture : l'objectif sera de combiner de l'information structurée et non structurée dans une même entité d'hébergement. Atos Origin ayant une longue existence et une belle réussite dans le déploiement de gestion de contenu d'entreprise pour ses clients, souhaite être en pôle position de cette nouvelle tendance avec pour principale motivation d'aider ses clients à obtenir les avantages concurrentiels qui amélioreront efficacement la gestion et valorisation de l'information qu'ils seront amenés à délivrer.

Le développement durable, au-delà du Green IT (Informatique 'verte')

Alors que l'excitation médiatique s'était déjà transformée en véritable action fin 2008, Atos Origin a observé un renforcement accru en 2009 de l'intérêt d'agir pour le développement durable'. Les moteurs d'action dans le secteur privé ont été pour la plupart les réductions de coûts et le respect des nouvelles réglementations en vigueur telles que celles concernant le développement durable, une pression des actionnaires et le développement de l'image. Les offres pour la Gouvernance, Gestion des Risques et Conformités (GRC) sont devenues légions. Elles se sont étendues également au Secteur Public, avec l'accomplissement d'un bouquet unique de services pour améliorer l'environnement, en ayant moins de consommation d'énergie, mais aussi en répondant aux attentes plus importantes exprimées par les citoyens.

Le Groupe a développé une expertise scientifique et technologique visant à réduire l'impact de ses activités sur l'environnement – démarche communément désignée par le terme « Green for IT » - et, par l'intermédiaire de ses solutions informatiques, ayant pour objectif d'aider ses clients à optimiser leur efficacité environnementale, démarche « IT for Green ».

En 2010, Atos Origin a été la première société de services informatiques à communiquer de façon Globale ses réalisations en matière de développement durable au titre de l'année 2009, conformément à la *Global Reporting Initiative* (GRI), énonçant les normes mondiales *de facto* pour les rapports relatifs au développement durable. Pour ce faire, elle a mesuré sa propre empreinte carbone et l'a communiquée à l'organisation *Carbon Disclosure Project* (CDP). Pour aller plus loin encore, Atos Origin a réalisé, en France, un audit carbone en partenariat avec l'ADEME et O2 France afin d'évaluer l'empreinte carbone totale de son centre de données (*datacenter*) d'Aubervilliers. Cette évaluation peut être considérée comme une innovation sur notre marché des TIC.

Avec ses solutions **Ambition Zéro Carbone** lancées en janvier 2010, Atos Origin met l'accent sur l'accompagnement de ses clients sur le chemin de l'excellence environnementale. Le programme vise à mettre en place la transformation des activités informatiques, en intégrant les meilleures pratiques en matière d'efficacité énergétique et en réduisant l'impact carbone ce qui implique le recours à des solutions carboneutres.

Les offres Ambition Zéro Carbone intègrent :

- Des **services et solutions de transformation** incluant l'évaluation de la maturité en termes de développement durable, *Maturity Assessment* (calendrier du développement durable), des systèmes de mesure opérationnels (développement durable intelligent), des programmes de gestion des changements, *Change Management Program* (comportements culturels

durables), l'entreprise numérique, *Digital Company* (environnement de travail durable), la transformation des entreprises, *Business Transformation* (approvisionnement vert, chaîne logistique écologique et fabrication écologique), avec pour objectif de proposer le parfait équilibre entre performances et écoénergie.

- Les **projets de transformation accompagnant le passage aux éco-TIC** incluent la rationalisation du portefeuille des applications, l'efficacité énergétique de l'environnement de travail, la transformation de l'infrastructure verte à l'aide de nouvelles technologies de virtualisation, de centre de données verts au sein desquels les applications sont hébergées dans le respect de l'environnement. Afin de réduire encore le carbone émis par les applications d'hébergement, Atos Origin a conclu un partenariat avec Schneider Electric afin de mettre en place les technologies de refroidissement les plus écologiques dans ses centres de données. Grâce à ces différentes solutions, l'empreinte carbone des services informatiques des clients d'Atos Origin peut être réduite de façon significative.
- De plus, pour la première fois en 2010, Atos Origin propose à ses clients de **compenser leurs émissions de CO2 restantes** liées à l'informatique, via un partenariat avec un organisme de compensation spécialisé. Plus spécifiquement, Atos Sphere fournira des solutions Cloud dont les empreintes carbone seront égales à zéro. L'initiative de compensation s'inscrira dans le cadre de programmes de réduction de l'empreinte carbone ayant pour principal objectif la réduction des émissions de CO2.

De nombreuses solutions technologiques proposées dans notre portefeuille ont été déployées afin de réduire l'empreinte carbone des Jeux Olympiques d'hiver de Vancouver. À ce titre, Atos Origin s'est vu décerné une « Étoile de la durabilité » par le Comité d'organisation de Vancouver en décembre 2009.

Ce portefeuille d'offres, ainsi que les réalisations du Groupe en matière de développement durable figurent dans la partie 18 du Document de Référence 2009, et sont détaillées dans le Rapport de Responsabilité d'Entreprise 2009, qu'Atos Origin a publié pour la première fois cette année.

4.3 ANALYSE DU MARCHÉ PAR LIGNE DE MÉTIER

4.3.1 Prévisions 2010 de Gartner - Cabinet international de référence pour la recherche sectorielle en Informatique

Dans une étude détaillée par ligne de métier parue au second trimestre 2010, l'institut Gartner table sur une croissance comprise entre 1 et 2% pour le marché Européen en 2010 :

(En millions d'euros)	2008	2009	2010	Croissance des dépenses en %	
				2009/2008	2010/2009
Conseil	19 056	17 101	17 491	-10,3%	+2,3%
Développement et intégration	54 733	49 541	50 334	-9,5%	+1,6%
Infogérance - BPO	75 818	72 803	74 110	-4,0%	+1,8%
Total Europe de l'Ouest	149 607	139 445	141 935	-6,8%	+1,8%

Source: Gartner - *Prévision des dépenses en services professionnels – Europe de l'Ouest – 2^{ème} trimestre 2010* - Taux de change : 1 USD = 0,7196 euro en 2009 et 1 USD = 0,7334 euro en 2010.

Les services couvrent le conseil, le développement et l'intégration de Systèmes, l'infogérance, les services en ligne et le BPO pour Atos Origin, mais excluent le support hardware ou logiciel.

4.3.2 Détail par ligne de métier

Conseil

Les entreprises changent continuellement leurs modèles économiques, leurs processus, leurs organisations et leur technologie de l'information pour adresser de nouveaux marchés et créer un avantage compétitif. De plus en plus, les technologies sont un facteur clé de ces transformations allant jusqu'à les élaborer ou les piloter.

Les entreprises ne muteront pas toutes à la même vitesse pour un certain nombre de raisons. La problématique des entreprises est d'identifier et d'adopter des technologies significatives plus rapidement que la concurrence, et bien plus important encore de changer rapidement leurs modèles

économiques, leurs processus et autres comportements de leurs collaborateurs, clients et partenaires pour retirer un bénéfice complet des nouvelles technologies. L'enjeu pour la plus grande majorité des entreprises plus "traditionnelles" est d'implémenter de nouvelles technologies plus rapidement tandis que l'enjeu pour la plus grande majorité des entreprises "d'avant-garde" est de changer les comportements, les modèles économiques et les processus le plus rapidement possible et en profondeur.

Le marché du conseil fait face à des conditions extrêmement difficiles depuis 2009. Cela avait déjà débuté au second semestre en 2008 par un démarrage des réductions des dépenses externes par les entreprises pour affronter la crise ; le secteur bancaire, traditionnellement le plus actif, a été le marché le plus en difficulté en 2009.

La forte diminution de la demande a eu pour conséquence un déclin sévère du marché en Europe en fonction des géographies et des marchés :

- Le Nord de l'Europe et l'Espagne sont les zones les plus sérieusement impactées ;
- Les structures publiques et les entreprises ont pleinement concentré cette année leurs dépenses sur des projets permettant de mutualiser leurs besoins informatiques, de s'adapter aux conditions de marché, de diminuer leurs coûts opérationnels et en alignant leurs organisations pour une plus grande réactivité. Les dépenses ont également porté sur des activités désormais obligatoires de mises en conformité réglementaires ou logicielles. Cependant, le conseil en achats a été protégé par les comportements nouveaux des départements Achats pendant la récession économique, cherchant à réduire leurs dépenses.

Les attentes des clients se modifient et le marché conduit un nouveau modèle économique pour le Conseil dans lequel de plus en plus de clients :

- Feront une moindre différence entre le Conseil Stratégique et le Conseil technologique dès que l'on observe une progression des changements du modèle économique et des processus conduits par l'adoption technologique ;
- Attendent un engagement sur un impact mesurable plutôt par des services de transformation réalisés de bout en bout que par des conseils indépendants ;
- Contractualiseront sur la base de compétences formalisées et non plus sur une base de relationnel client ;
- Effectueront leurs dépenses par des achats d'offres standard bâties à partir d'un retour d'actifs tangibles comme des outils et des méthodologies, plutôt que de l'expertise locale ;
- Attendent des fournisseurs d'être rémunérés selon un pourcentage des bénéfices délivrés.

Atos Origin prévoit que le Conseil tire profit de ces changements en 2010, d'une part en passant du conseil métier au conseil autour des processus ; et d'autre part en bénéficiant du ralentissement en 2010 de la pression exercée par le marché.

Atos Consulting tend à créer un avantage concurrentiel en anticipant les attentes clients vis-à-vis du Conseil en Services, principalement en optimisant les actifs d'Atos Origin et en améliorant l'alignement d'Atos Consulting avec les autres lignes de services. A ce titre, trois grandes initiatives ont été lancées en 2009 et se poursuivent en 2010 :

- Aligner le portefeuille des clients dans le but d'augmenter la valeur ajoutée de ses clients en délivrant des services de bout en bout sur la transformation, de renforcer l'intimité du Groupe avec ses clients partenaires, et notamment étoffer le relationnel au-delà du responsable informatique avec les autres décideurs de ses clients, accroître la proactivité et partager les carnets de commandes avec les grands comptes afin d'améliorer les ventes en Conseil.
- Aligner le portefeuille d'offres : 1) sortir des compétences locales pour des offres structurées qui ne peuvent être vendues largement que sur une base standard : ceci représente à la fois un levier de croissance majeur et une amélioration du levier de rentabilité 2) Homogénéiser le portefeuille d'offres du conseil avec celui des offres standards d'Atos Origin dans le but d'assurer une complète continuité de services. En conséquence, pour toutes les offres multi-métiers – Intégration de Systèmes, Infogérance, BPO et HTTS, une offre de conseil est en cours de définition. Par exemple, sur le sujet du Cloud Computing, Atos Consulting délivre la méthodologie relative au développement du Cloud et à propos du développement durable, un

conseil Green IT, une approche économique intelligente du développement durable, une standardisation sur le développement durable Entreprise (actuellement l'empreinte carbone et un plan d'action pour le CO₂).

- Aligner les compétences, faire que la haute technicité et l'expertise d'Atos Consulting rendent Atos Origin unique au moment de délivrer des processus en Innovation technologique et en projet de Transformation : le Groupe construit des processus de « première classe » en innovation et de compétences en Transformation basées sur des outils éprouvés et des méthodologies appliquées.

Intégration de Systèmes

Le marché de l'Intégration de Systèmes est confronté à l'adversité des conditions de marché depuis 2009. De nombreuses entreprises dans différents secteurs ont dû faire face à de considérables et soudaines baisses de chiffre d'affaires. Tandis qu'elles réduisaient drastiquement leurs dépenses, les budgets des services informatiques étaient revus à la baisse et particulièrement les dépenses externes telles que les services professionnels. Ainsi de nombreux projets informatiques ont été reportés ou annulés et quelque fois même arrêtés.

Les intégrateurs ont été confrontés à une forte pression sur les tarifs, et certains contrats ont dû être renégociés à la baisse pour intégrer la volonté des clients de réduire leurs coûts totaux de possession (ou TCO¹).

Selon les analystes, le marché de l'Intégration de Systèmes a décliné d'environ 10% en 2009 avec une décroissance plus importante dans plusieurs marchés majeurs d'Atos Origin tels que les Pays-Bas et l'Espagne.

Néanmoins, Atos Origin est convaincu que le marché des intégrateurs va continuer à se maintenir et à croître sur le moyen et long terme. La croissance reviendra à la fois grâce à une augmentation des usages technologiques et à un marché plus vaste.

Les usages technologiques tout comme le besoin de services en intégration de systèmes seront redynamisés par la diffusion des Communautés/Web 2.0, et les applications utilisant le contexte, la mobilité, le machine à machine, sécurité et gestion de l'identité. La taille du marché adressable sera dynamisée par plusieurs facteurs incluant une pénétration renforcée du recours à l'externalisation en Europe continentale, à l'attachement de la satisfaction du secteur public, et le domaine de la santé, de même que les services aux collectivités ; les prestataires de services devront bénéficier de la dynamique positive de la demande des pays émergents dits BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Le développement du Cloud Computing sera un complément également pour faciliter l'ouverture du marché des PME (Petites et Moyennes Entreprises) aux intégrateurs de systèmes.

Infogérance

L'évolution du marché en Europe concernant l'infogérance (gestion des services informatiques), a été estimée à une décroissance de 4% en 2009 par le cabinet d'étude Gartner.

L'Infogérance est une activité qualifiée d'acyclique par opposition au conseil et à l'intégration de système, et elle tend à se stabiliser quand l'environnement économique faiblit. Cependant, la croissance de l'infogérance se réduit dès que l'incertitude se manifeste.

2010 devrait potentiellement être une année propice à l'externalisation de l'Informatique et au BPO en Europe, bien que les cycles de décisions soient devenus vraisemblablement plus longs. De plus, beaucoup d'acheteurs rechercheront à accélérer leur Retour sur Investissement (ROI) et à augmenter la flexibilité des engagements. La renégociation de certains contrats, pour réduire les coûts et augmenter la flexibilité, pourrait fournir des opportunités de consolidation ciblées et augmenter la durée des contrats.

L'analyse effectuée par le Groupe dans le rapport annuel 2009 s'est confirmée, avec un nombre limité de nouvelles affaires, plusieurs renégociations et un élargissement du périmètre d'action. Ces tendances pour 2009 et 2010 incluent :

¹ Total Cost of Ownership : TCO dans le reste du document

- Plus de croissance en provenance de prolongation d'activité ou de "foisonnement" avec des clients existants – protéger la base client existante reste critique en 2010 ;
- Une croissance considérable des migrations vers des environnements virtualisés, comme voie pour offrir plus de flexibilité et réduire les coûts ;
- Une augmentation de l'off-shore en Infogérance ;
- Le développement d'exigence environnementale, incluant une consommation d'énergie ajustée et des références similaires dans la plupart des projets ;
- Un intérêt croissant dans le domaine de la gestion du sourcing et de la gouvernance.

Atos Origin estime que ces tendances subsisteront en 2010. En général, les réductions de coûts et la pénurie de compétences seront un moteur majeur pour l'Infogérance. Cependant, il existe aussi une demande auprès des fournisseurs de services pour l'obtention d'une meilleure connaissance sectorielle, d'une flexibilité et de plus d'innovation.

Dans un environnement économique difficile, les recours aux solutions "uniques et définitives" pour transformer et opérer tout ou partie des systèmes d'information risquent de se poursuivre dans la croissance que le Groupe observe.

Dès qu'un client réclamera de l'innovation, l'expertise d'un domaine industriel sera primordiale pour sélectionner le bon partenaire d'Infogérance. Quelques analystes pensent que le marché de l'externalisation segmentera prochainement les acteurs organisés par domaine d'expertise.

4.4 TENDANCES ET POSITIONNEMENT DU GROUPE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Grâce au programme GAMA, Atos Origin se développe désormais en s'appuyant davantage sur une démarche sectorielle avec des offres internationales homogènes, une approche "Marché" complète et une gestion commerciale fortement coordonnée. Cette partie résume les positionnements clé du Groupe et ses axes de développement.

Parmi les différents marchés, celui des **Energies et Services Publics** (*Utilities*) et plus particulièrement le nucléaire et les énergies vertes, le **Secteur Public** pour lequel l'informatique deviendra critique à des fins d'économies, ainsi que le marché des **Services Financiers**, emmené par le dynamisme de la banque de détail, devraient tirer leur épingle du jeu. Atos Origin semble donc bien positionné puisqu'en 2009, le Groupe réalisait 59% de son chiffre d'affaires dans ces trois domaines.

4.4.1 Secteur Public et Santé

Tendances

2009 fut une année stable en termes de croissance mais mouvementée pour les organisations publiques:

- Les gouvernements ont dû aider leurs institutions financières en difficulté ;
- Le recentrage sur leur cœur de métier induit une réduction de la taille des administrations et un pilotage plus fort par l'innovation ;
- Des programmes de réduction budgétaire sont en cours d'élaboration et sont progressivement annoncés ; le gouvernement anglais a été un des premiers à en faire mention en Juin 2010. Ils vont conduire à de nouveaux modèles économiques, entre l'administration et ses prestataires informatiques.

Nous vivons dans un monde en changement permanent et le secteur public doit aussi relever les défis de ces changements. Le bon fonctionnement du secteur public dépendra de sa capacité à anticiper les nouveaux besoins suffisamment tôt et de sa capacité à effectuer les adaptations nécessaires. La complexité de ses systèmes informatiques et de son organisation constitue le principal sujet auquel doit répondre le secteur public pour réagir rapidement.

Enfin, le rôle de l'Union Européenne est de plus en plus visible et important. Le traité de Lisbonne donne davantage de moyens au Parlement Européen et définit ses nouvelles missions avec cinq points d'action majeurs qui se traduiront ensuite sur le comportement des Etats Membres :

- être mieux équipé pour traiter les problèmes d'aujourd'hui ;
- avoir plus de pouvoir dans le façonnement de l'Europe ;
- contrôler de façon plus ferme le budget européen ;
- avoir une plus grande voix au chapitre sur le choix des dirigeants de l'Union Européenne ;
- donner la parole au citoyen européen.

Ce rôle accru de l'Europe aura un fort impact sur les systèmes informatiques nationaux.

Le positionnement d'Atos Origin sur le Secteur Public et la Santé

En 2009, 28% du chiffre d'affaires du Groupe provenait des organisations publiques (gouvernements centraux et locaux, santé, éducation et défense). En Europe, Atos Origin est bien implanté sur ce secteur avec ses activités de Conseil, d'Intégration de Systèmes et d'Infogérance. Sa présence dans les différents pays n'est certes pas totalement homogène, mais lui donne une base solide pour poursuivre son développement.

Pour les gouvernements et administrations centrales, Atos Origin se concentre sur l'externalisation des infrastructures et des applications ; le Groupe est l'un des principaux fournisseurs de services informatiques des ministères français, espagnol, britannique et néerlandais. Pour les administrations locales, Atos Origin se concentre sur les sujets d'e-gouvernement. Une solution développée par Atos Consulting, utilisée dans plusieurs municipalités, permet par exemple aux citoyens de s'informer sur les lois et la législation et de communiquer avec leurs administrations locales.

Dans l'Education, Atos Origin se concentre sur la mise en place et la gestion d'information pour étudiants et a introduit le terme "Olympic learning".

Dans la Défense, Atos Origin applique "le mode de travail de la Défense" (partenariat imbriqué) et se concentre sur les sujets ayant trait à l'OTAN tels que le programme "Network Enabled Capabilities and Security" du ministère de la Défense britannique.

Dans la Santé, Atos Origin se concentre sur l'externalisation de processus métiers, notamment dans la médecine du travail de l'administration anglaise (BPO Médical), les centres de services de soins partagés et le pilotage efficace des processus support.

Perspectives

Alors que les organisations publiques font face à d'importantes réductions budgétaires. Atos Origin vise à développer sur la base de son expertise actuelle des offres d'infogérance adaptées aux besoins des organisations et leur permettant de générer des économies de coûts. L'expertise du Groupe est renforcée par sa capacité à proposer des solutions de support qui intègrent et utilisent l'influence de l'Union Européenne. Les domaines d'expertise sectorielle qui profitent de cette croissance sont :

- La gestion des citoyens grâce aux solutions d'e-gouvernement ;
- Les partenariats public-privé (PPP) ;
- La gouvernance et le contrôle des risques pour les ministères et la Santé ;
- Les nouvelles opportunités d'Infogérance pour les systèmes informatiques traditionnels, et de BPO pour des sujets comme le contrôle fiscal, la délivrance de permis, ou l'automatisation de l'obtention des aides sociales.

4.4.2 Energie et Services Publics (Utilities)

Tendances

2009 a été marquée par divers niveaux et formes de déréglementation. Les services aux collectivités suivent quelques grandes caractéristiques communes à tous les pays:

- Une attention soutenue à la satisfaction client et à la gestion de la relation client ;
- Une prise en compte des impacts des nouvelles normes ;
- Les réglementations de la qualité de services aux consommateurs, l'efficacité des actifs et infrastructures et les effets des nouvelles lois nationales.

L'émergence de nouveaux modes de production (photovoltaïques, éolien ...) et de consommation « Intelligente » (automobile, gestion dynamique au niveau domestique, ...) vont contraindre les opérateurs de transport et de distribution d'électricité à adapter leurs infrastructures et les systèmes de pilotages associés (grilles « intelligentes » et systèmes de contrôle de commande en particulier). Ceux-ci devront également être en mesure de gérer la production énergétique par les consommateurs finaux.

Par ailleurs, les fournisseurs de gaz et de pétrole visent désormais des lieux plus reculés et plus instables. Dans le même temps, divers problèmes se posent à eux:

- Le coût élevé du travail et du pétrole ;
- Les pressions pour plus d'écologie ; l'utilisation d'une part croissante d'énergies renouvelables ;
- L'instabilité politique ;
- Le souci de sécurisation des approvisionnements et l'augmentation de la demande des pays en voie de développement.

Ces mutations entraîneront une attention continue de la part des acteurs de ce secteur sur l'efficacité opérationnelle et sur la gestion de la performance dans un souci de productivité. Cependant, ces actions doivent être menées dans un contexte d'intensification de la concurrence et d'instabilité des prix.

Les petits consommateurs se concentrent sur une amélioration de la gestion de leurs dépenses ayant pour cause la crainte d'une hausse des prix durable. A contrario, les grands consommateurs

(entreprises) cherchent à accéder au marché de gros afin de mieux gérer les risques liés aux variations des prix énergétiques.

Le positionnement d'Atos Origin sur le secteur Energie et Services Publics (Utilities)

En Europe continentale, Atos Origin détient une part de marché supérieure à 10%, et est le 6^{ème} fournisseur de **services** dans ce secteur. 10% du chiffre d'affaires du Groupe provient en effet du secteur Energie et Utilities. Atos Origin est un partenaire majeur de la plupart des grandes entreprises d'Energie et Utilities comme EDF, GDF/Suez, Schlumberger, Endesa, Repsol, Total, Nuon, Vattenfall, Petrobras, Shell... Fort de plus de 2 000 experts au sein de Centres d'Excellence partout dans le monde, Atos Origin offre des solutions sur le marché international, couvrant entièrement la chaîne de valeur.

La gestion intelligente de l'énergie représente un changement sans précédent dans la façon dont les fournisseurs d'énergie et leurs clients interagissent dans la production, le stockage et la distribution d'énergie. Atos Origin est aux avant-postes des technologies permettant d'anticiper au mieux la gestion de la demande, l'optimisation de l'utilisation des réseaux de transport et de distribution afin de réduire de façon significative leurs coûts d'exploitation et de contrôler en temps réel la production d'énergie pour l'adapter aux besoins.

Le Groupe est convaincu que ses solutions technologiques constituent une réponse aux enjeux économiques de maîtrise de l'énergie et peuvent contribuer à une croissance durable plus respectueuse de l'environnement. C'est pourquoi, en mars 2010, le lancement d'une nouvelle offre de solutions technologiques pour la gestion intelligente de l'énergie a été annoncé, ainsi que le projet de création d'une filiale internationale nommée « **Atos WorldGrid** », qui serait entièrement dédiée à ce nouveau marché à très haute valeur ajoutée, porteur d'une croissance plus verte et économe de l'énergie. Cette entité pourra capitaliser sur plus de vingt ans d'expertise, son portefeuille de droits de propriété intellectuelle et sur les succès internationaux, qui la placent d'ores et déjà en position de leader :

- Atos Origin est la seule grande SSII à fournir des systèmes de contrôle commande numérique de centrales nucléaires,
- Atos Origin est la seule grande SSII à assurer des prestations de maintien en condition opérationnelle pendant plus de 20 ans de systèmes de contrôle commande de centrales nucléaires et de systèmes de conduite de réseaux de transport électrique,
- Atos Origin est l'intégrateur du plus grand programme lancé à ce jour de déploiement de compteurs intelligents.

A titre d'illustration d'interventions récentes d'Atos Origin dans ce secteur de la gestion intelligente de l'Energie, on peut mentionner que :

- Atos Origin est la première SSII à gérer un réseau à grande échelle de compteurs intelligents en Europe – objectif de 35 millions de compteurs devant être déployés par l'opérateur français du réseau de distribution ERDF. Les solutions de compteurs intelligents conçues par Atos Origin permettent aux « Smart Operateurs » d'atteindre trois objectifs ; diminuer leurs coûts, améliorer les services à destination des clients entreprises et particuliers et à terme réduire la consommation d'énergie par une meilleure régulation du réseau. Ainsi, début mars 2010, ERDF a mis en production sa nouvelle plate-forme informatique et de télécommunications de son projet Linky.
- En Chine, Atos Origin va livrer à China Nuclear Power Engineering Corporation (CNPE) un système de contrôle commande ainsi qu'un simulateur pleine échelle pour la conduite de 4 réacteurs nucléaires et pour la formation intensive de ses opérateurs. Les systèmes seront basés sur notre plateforme temps réel ADACS-N™ (Advanced Data Acquisition & Control System). La plate-forme Atos Origin est conçue pour satisfaire les exigences incluant fonctionnalités dédiées à l'amélioration de la sécurité, fiabilité et efficacité des opérations nécessaires pour piloter une centrale nucléaire.
- Atos Origin fournit un système temps-réel innovant permettant le contrôle et la gestion d'un gazoduc pour Wingas, l'un des principaux transporteurs allemands de gaz. Pour la première

fois, un système unique va collecter les informations issues du dispatching commercial et physique permettant ainsi de s'adapter rapidement aux changements réglementaires. L'opérateur bénéficie d'un avantage concurrentiel par la baisse de ses coûts d'opération et par l'optimisation de ses processus. La technologie conçue par Atos Origin permet un pilotage en temps réel de son réseau en fonction des contrats d'acheminement.

Perspectives

La hausse des dépenses informatiques du secteur Energie et Utilities devant être l'une des plus fortes du marché et étant donné l'excellente position d'Atos Origin chez un grand nombre de grands groupes internationaux, l'ambition du Groupe pour 2010 est de se situer au-dessus de la croissance du marché. La création de la filiale Atos WorldGrid devrait être finalisée fin juillet 2010 et le périmètre de l'entité internationale, regroupant toutes ses solutions technologiques liées à la production, au transport et à la distribution intelligentes de l'énergie, devrait générer un chiffre d'affaire de plus de 150 millions d'euros en 2010.

4.4.3 Services financiers

Tendances

La crise a fortement affecté les institutions financières:

- la demande et la disponibilité de crédit se sont effondrées ;
- la dépréciation des actifs a dépassé les 3 000 milliards de dollars mondialement ;
- la capitalisation des institutions financières sur le marché a chuté de 5 000 milliards de dollars.

Alors que le coût du risque a augmenté, les instances de régulations ont créé de nouvelles réglementations plus contraignantes visant à accroître la transparence des institutions financières. De plus, la demande et le besoin de produits innovants mettent les marges sous pression (sites de comparaison par exemple). L'émergence de la banque à distance (mobile, Internet), la mise en place du Single Euro Payment Area (SEPA) ainsi que de la directive concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID) abaissent la barrière d'entrée sur le marché pour les nouveaux entrants.

En conséquence, les institutions financières (banques et assurances) concentrent leurs investissements dans l'amélioration de la gestion du risque et de la conformité, l'amélioration de la relation client et de sa fidélité ; une attention soutenue est donnée à une meilleure intégration de leurs acquisitions passées et de leurs entités locales, à l'optimisation et la consolidation de leur back-office ainsi qu'à la modernisation de leurs systèmes informatiques critiques.

Le positionnement d'Atos Origin vis-à-vis des institutions financières

En Europe, Atos Origin est le premier fournisseur d'infogérance et le 8^{ème} fournisseur de services informatiques aux institutions financières. Avec 8 000 experts en processus et technologies pour les services financiers, les banques et assurances génèrent plus de 22% du chiffre d'affaires du Groupe.

Atos Origin gère pour les institutions financières:

- les plates-formes de règlements interbancaires (RBTR) et le traitement de 255 millions de positions par an ;
- 477 000 terminaux de paiement et plus de 2 milliards de transactions de paiement par an ;
- les règlements et livraisons pour les principaux marchés de titres et de dérivés européens ;
- des systèmes traitant 400 milliards d'euros d'actifs.

Dans la banque, Atos Origin est présent principalement dans deux métiers, la banque de détail et la banque d'investissement. Le Groupe est un fournisseur majeur de services informatiques aux grandes banques européennes comme BNP Paribas, ING, Standard Chartered Bank, Crédit Agricole, Commerzbank, Société Générale, Banco Santander, Dexia, La Banque Postale, LCH Clearnet.... Dans l'assurance, le Groupe a renforcé sa position avec des clients majeurs tels qu'Achmea, Manulife, Mass Mutual, UVIT, NFUM et Capita et Willis.

Au delà de l'infogérance, Atos Origin fournit des services intégrés et à forte valeur ajoutée apportant des innovations, des changements profonds et des impacts forts sur l'activité des banques dans des domaines tels que: le développement de modèles opérationnels cible, des solutions d'implémentation et d'intégration des processus/fonctions de cœur de métier tels que les services électroniques aux consommateurs pour la banque et l'assurance, les services de paiement par carte, la sécurisation de l'information. Le Groupe fournit aussi des services pour les processus métier, les applications et les plates-formes informatiques.

Perspectives

Les institutions financières continuant de réduire leurs investissements informatiques, Atos Origin vise un développement basé sur d'une part une expertise générique dans l'externalisation informatique et cinq axes verticaux d'expertises ciblées pour fournir des solutions innovantes répondant aux défis de ses clients:

- *Gestion des clients*: différenciation, protection et développement de la base clients grâce à des services électroniques et des plates-formes multicanaux pour les banques et assurances;
- *Excellence opérationnelle*: définition de nouveaux standards coûts/revenus grâce à l'utilisation de systèmes de pointe en banque et en assurance ainsi que l'utilisation de processus de *Lean* ;
- *Risque et conformité*: augmentation de la transparence financière et du respect des exigences de conformité par de puissants outils de gestion de risque, en phase avec les normes Solvency II; amélioration des contrôles par l'utilisation de techniques de gestion de contenu plus performant (ECM) et par une sécurisation accrue de l'information ;
- *BPO (Business Process Outsourcing)*: améliorer les services aux clients et permettre des économies par l'externalisation des processus et fonctions transverses. Les offres couvrent le paiement par carte, le risque crédit, les processus du back office assurance ;
- *Solutions et infrastructures financières*: améliorer l'efficacité métier avec des solutions flexibles et robustes (règlement et livraison, gestion d'actifs), ou avec des solutions de back-office de courtage de titres.

4.4.4 Télécommunications et Medias

Tendances

2009 fut une année difficile pour les fournisseurs de services de télécommunication ; le Groupe a identifié quatre tendances fortes :

- L'usage du mobile a continué de progresser, entraînant une demande croissante de capacités réseaux ;
- Le revenu moyen par utilisateur (ARPU) est resté toutefois stable, obligeant les opérateurs à une focalisation accrue sur les services à valeur ajoutée pour compenser la baisse continue des revenus des communications vocales ;
- La consolidation des fournisseurs de services télécoms s'est poursuivie ;
- La mondialisation des activités (massification) pour réduire les coûts de production grâce aux économies d'échelle obtenues s'est également accentuée.

La conjonction d'un revenu moyen par utilisateur stable et d'un besoin en capacités réseau en hausse met la marge sous pression. En outre, de plus en plus d'applications (y compris les applications de télécommunication comme la voix) passent à un modèle basé sur Internet. Ceci augmente les attentes des usagers en termes de fiabilité dans la connectivité de base et dans les infrastructures de communication et leur capacité d'accéder à des services de données, partout et n'importe quand. Les axes de différenciation des fournisseurs de services de télécommunications se situent de plus en plus hors du cœur des capacités réseau et vers la fourniture des appareils/applications pour l'utilisateur final. L'émergence de l'ensemble des modèles économiques et de solutions techniques de masse pour la connectivité de base et des services de télécommunications à faibles coûts abaissent les barrières à l'entrée des nouveaux entrants.

En conséquence, les fournisseurs de services de télécommunications concentrent leurs investissements sur l'augmentation de leurs capacités réseau et sur le déploiement de composants réseau de nouvelle génération leur permettant une différenciation future, une rationalisation et une consolidation de leurs activités (particulièrement entre les pays).

Le positionnement d'Atos Origin sur le secteur des Télécommunications et Média

En Europe de l'Ouest, Atos Origin est l'un des trois premiers fournisseurs de services d'externalisation et l'un des cinq plus grands fournisseurs de services informatiques aux opérateurs de télécommunication et Média. Avec plus de 4 000 experts en processus et technologies de télécommunication, Atos Origin génère environ 14% de son chiffre d'affaires chez les grands acteurs du secteur.

Dans les télécommunications, Atos Origin se focalise principalement sur les fournisseurs de services mobiles type GSM, de téléphonie fixe et d'Internet et est un fournisseur majeur de services informatiques aux grandes entreprises européennes comme France Telecom, Vodafone ou KPN.

Outre l'Infogérance, Atos Origin offre aux fournisseurs de services Télécommunications des services d'Intégration de Systèmes à forte valeur ajoutée tels que les déploiements d'infrastructures (par exemple, les réseaux intelligents de nouvelle génération ou les systèmes de paiements en ligne), les déploiements de système de gestion (activations des clients et facturations pré ou post-payé) ou les mises en œuvre d'applications d'entreprises (systèmes financiers et comptables, systèmes RH - Ressources Humaines, CRM - relation client).

Atos Origin se concentre particulièrement sur les services en mode BPO en proposant par exemple des solutions économiques et efficaces pour les processus métier tels que la gestion des coupons prépayés ou la gestion de boîtes de messageries électroniques.

En Avril 2010, Atos Origin a nommé Bruno Fabre en tant que *Executive Vice President* sur ce marché. Il est plus particulièrement en charge du déploiement de la stratégie de développement sur ce secteur, ayant pour but de renforcer le positionnement d'Atos Origin chez les acteurs des Télécoms et Média.

Perspectives

Le Groupe estime que les fournisseurs de services de télécommunications d'Europe de l'Ouest poursuivront la réduction de leurs investissements informatiques ; Atos Origin souhaite accompagner ce marché grâce à une expertise transverse comme l'externalisation informatique (Infogérance et Tierce Maintenance Applicative) accompagnée de trois axes d'expertise sectorielle:

- Excellence opérationnelle autour des métiers vitaux comme la facturation et la relation client ;
- Excellence dans le déploiement des applications OSS (infrastructures), BSS (gestion/facturation) et CRM (relation client) de nouvelle génération ;
- BPO pour les processus métier standardisés.

4.4.5 Industrie, Distribution et Transports

Tendances

De même que le secteur bancaire, l'Industrie, la Grande Distribution et les Transports furent particulièrement affectés par la crise de 2009. Suite à la chute de la demande, la production et les approvisionnements furent durement touchés, certains allant jusqu'à l'arrêt. Les industries manufacturières se focalisaient sur leur survie, en réduisant drastiquement leurs investissements mais aussi leurs coûts fixes lorsque cela était possible. Dans le même temps, un grand nombre d'entreprises ont profité de 2009 pour perfectionner leur mise en œuvre du développement durable, leur efficacité opérationnelle et leur relation client.

Même dans l'éventualité d'un scénario de reprise en 2010, les industriels, distributeurs et entreprises de transport continueront de faire "plus avec moins", capitalisant sur les innovations et les efficacités acquises durant la crise et les utilisant comme vecteur d'une croissance pérenne pendant la reprise. Les objectifs fondamentaux que sont la rentabilité et la croissance prévaudront. Bien qu'étant centrées sur le contrôle des coûts, la gestion de la trésorerie et le maintien de la fidélité client, les entreprises du secteur se pencheront de nouveau sur la croissance de leur chiffre d'affaires et chercheront à regagner des parts de marché. Les industriels commenceront à réinvestir et innover avec pour objectif de gagner de nouveaux clients, développer de nouveaux marchés, de nouveaux produits et services plus durables et de meilleure qualité.

Le positionnement d'Atos Origin sur les secteurs de l'Industrie, de la Distribution et des Transports

25% du chiffre d'affaires d'Atos Origin provient de l'industrie (Automobile, Aérospatiale, High-Tech, Chimie, Pharmacie, Biens de grande consommation), de la distribution (commerce de gros compris) et des transports. Ces secteurs représentent le plus vaste marché potentiel en termes de services informatiques, mais connaissent des taux de croissance modérés.

Prenant en compte les contextes économiques et environnementaux, Atos Origin a accompagné ses clients Industrie, Distribution et Transports dans la poursuite de leurs objectifs, survie et réduction de coûts. Le Groupe leur a ainsi permis une amélioration de leur performance opérationnelle et de la fidélité de leurs clients, en :

- Fournissant une évaluation très rapide de la valeur de leurs activités, afin d'identifier, de développer et de donner la priorité à des initiatives créatrices de valeur commerciale immédiate ;
- Proposant des solutions d'approvisionnement innovantes pour permettre à ses clients de réduire ou éliminer les coûts fixes et les dépenses vitales, les transformant en services payés à l'utilisation et en fonction de leur qualité ;
- Permettant à ses clients d'améliorer leur expertise, leur capacité de production et de planification dans leurs fonctions critiques que sont la gestion mondiale de la chaîne d'approvisionnements, l'excellence dans les opérations et la production, l'innovation des produits et des services ainsi que la loyauté de leurs clients et les "effets marque".

Afin de maintenir et d'étendre le leadership d'Atos Origin dans le secteur Industrie, le Groupe s'est employé en 2009 à améliorer son expertise dans des domaines clés qui sont aussi porteurs de valeur :

- Le développement durable: conjointement avec IDC¹, le Groupe a publié l'étude "Le business case pour l'excellence environnementale est réel" et a étendu son portefeuille pour les secteurs de l'Industrie, de la Distribution et des Transports ;
- Le système de pilotage de production (Manufacturing Execution Systems - MES): Atos Origin a créé en mars un centre d'excellence puis, breveté M4MES qui est une méthode propriétaire de production de valeur et ainsi reçu une reconnaissance internationale pour sa réflexion sur le leadership et l'expertise dans l'Industrie ;
- La gestion du cycle de vie du produit (PLM): un partenariat a été signé avec la société PTC en juin, un centre d'excellence créé en octobre, et un service de PLM à la demande lancé en décembre ;
- L'amélioration des solutions logistique et de gestion de la chaîne fournisseur ;
- Les programmes de fidélisation client et "d'effets marque", se focalisant sur l'approche HTTS.

Perspectives

En 2010, par ses compétences uniques dans les secteurs MRT, Atos Origin continuera à servir ses clients mondiaux comprenant: Adidas, Ahold, Air France/KLM, Akzo Nobel, Alstom, Amadeus, ASML, Auchan, Canon, Paccar/DAF, DSM, EADS, Johnson Controls, L'Oréal, Lufthansa, LVMH, Michelin, NXP, Océ, Philips, PPR, Procter & Gamble, PSA, Renault-Nissan, Rhodia, Safran et Sanofi-Aventis. Le Groupe maintiendra et développera son leadership dans ses secteurs cibles.

¹ IDC : International Data Corporation, groupe de conseil et d'études

4.5 ANALYSE DU MARCHÉ PAR ENTITÉS GÉOGRAPHIQUES

4.5.1 Positionnement parmi les acteurs présents en Europe de l'Ouest

Selon les dernières évaluations (*) du cabinet Gartner, les tailles de marché et positions respectives du Groupe s'établissent comme suit :

(En millions d'euros)	Taille du marché		Poids (2009)	Atos Origin		
	2008	2009		Parts de marché	Classement	Leader du marché
Royaume-Uni	49 273	44 838	32%	2,3%	9	British Telecom
Europe Centrale	31 120	29 300	21%	2,7%	7	T-Systems
France	19 553	18 588	13%	8,1%	2	Capgemini
Benelux	15 263	14 349	10%	12,6%	3	Capgemini
Espagne	8 435	8 102	6%	3,9%	6	IBM
Pays nordiques	15 044	13 960	10%	-	-	TietoEnator
Reste de l'Europe de l'Ouest	11 980	11 325	8%	-		
Total Europe de l'Ouest	149 607	139 445	100%	3,4%	5	IBM

(*) Source : IT Services Worldwide Market Share 2000-2014, Gartner – 2^{ème} trimestre 2010 pour les activités Services seulement ("Professional services"). 1 USD = 0,7196 euro pour 2009

Le Royaume-Uni inclut l'Irlande, l'Europe Centrale est composée de l'Allemagne, de la Suisse et de l'Autriche, le Benelux comprend les Pays-Bas et la Belgique, les pays Nordiques sont composés de la Suède, de la Norvège, de la Finlande et du Danemark.

4.5.2 Principaux concurrents

PAYS	CONCURRENTS IDENTIFIES
Royaume-Uni	British Telecom, Capita, HP-EDS, Fujitsu, IBM, Capgemini, Accenture, CSC, Logica
Europe Centrale	T-Systems, Siemens, IBM, HP, Accenture
France	Capgemini, IBM, Logica, Accenture, France Telecom, Sopra, Steria
Benelux	Capgemini, IBM, Getronics, Logica, Ordina, HP, Accenture, KPN
Espagne	IBM, Telefonica, Accenture, Fujitsu, Indra

Source : IT Services Worldwide Market Share 2000-2014, Gartner, Avril 2010

5 RAPPORT D'ACTIVITE

5.1 PERFORMANCE OPERATIONNELLE

La performance opérationnelle des activités est présentée sur la ligne marge opérationnelle, tandis que les produits ou charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (autres produits / charges opérationnels) sont présentés après la marge opérationnelle en conformité avec la recommandation n°2009-R-03 (2 juillet 2009) du Conseil National de la Comptabilité relative au format des états financiers.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 494 millions d'euros au premier semestre 2010, représentant une variation statutaire de -3,7% par rapport à 2 589 millions d'euros au premier semestre 2009.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	% chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois (*)	% chiffre d'affaires	% variation
Chiffre d'affaires statutaire	2 494		2 589		-3,7%
Marge opérationnelle statutaire	150,1	6,0%	118,0	4,6%	+26,9%
Autres produits / (charges) opérationnels	-54,2		-75,8		
Résultat opérationnel	95,9	3,8%	42,2	1,6%	

(*) ne prend pas en compte l'impact de 0,3 million d'euros lié au changement de méthode comptable sur le calcul des retraits

Au premier semestre 2010, la marge opérationnelle a atteint **150 millions d'euros, soit 6,0% du chiffre d'affaires**, après prise en compte de la CVAE en France. Sans cet impact comptable, la marge atteint 141 millions d'euros, à 5,7% du chiffre d'affaires, comparé à 4,6% du chiffre d'affaires réalisés au premier semestre 2009, soit une augmentation de 110 points de base.

Les éléments compris entre la marge opérationnelle et le résultat opérationnel sont présentés au chapitre suivant dans la revue financière.

5.2 CHIFFRE D'AFFAIRES

5.2.1 Croissance organique

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'est élevé à 2 494 millions d'euros représentant une variation organique de -3,7% en statutaire par rapport à 2 589 millions pour le premier semestre 2009. Hors effets de change dont l'impact a été positif pour 26 millions d'euros, la décroissance organique a été de -4,6% ou -121 millions d'euros sur la période.

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% variation
Chiffre d'affaires statutaire	2 494	2 589	-3,7%
Impact des taux de change		26	
Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants	2 494	2 615	-4,6%

Les variations de taux de change ont donné lieu à un ajustement positif de 26 millions d'euros notamment du fait de la baisse de la livre sterling représentant 12 millions d'euros, un ajustement positif de 7 millions d'euros lié au Real brésilien, de 3 millions d'euros liés au Rand Sud-Africain et de 4 millions d'euros pour les autres devises.

5.2.2 Evolution du chiffre d'affaires par trimestre

Le chiffre d'affaires a diminué de -4,6% au premier semestre 2010 dont une décroissance de -5,5% au premier trimestre et une décroissance de -3,8% au second trimestre.

(en millions d'euros)	Premier trimestre 2010	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2010
Chiffre d'affaires	1 231	1 264	2 494
% de variation statutaire	-4,9%	-2,4%	-3,7%
% de variation proforma (*)	-5,5%	-3,8%	-4,6%

(*) Croissance organique 2010 à périmètre et taux de change constants.

Pour les activités cycliques, la baisse a été moins forte au second trimestre par rapport au premier trimestre 2009.

5.2.3 Chiffre d'affaires par Entité Opérationnelle (GBU)

La performance du chiffre d'affaires par **entité opérationnelle** s'est établie comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% croissance (*)	Répartition du chiffre d'affaires (2010)
France	573	573	+0,1%	23%
Benelux	459	517	-11,2%	18%
Royaume-Uni	442	458	-3,6%	18%
Atos Worldline	420	416	+0,9%	17%
Allemagne / CEMA	241	288	-16,3%	10%
Espagne	158	175	-9,5%	6%
Autres Pays	200	188	+6,7%	8%
Total à périmètre et taux de change constants	2 494	2 615	-4,6%	100%

(*) Croissance organique 2010 à périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires par entité opérationnelle (GBU - Group Business Unit) a évolué comme suit :

- En **France**, le chiffre d'affaires s'est stabilisé au premier semestre grâce à une reprise sur les activités cycliques, Intégration de Systèmes et Conseil,
- l'activité au **Benelux** a chuté de -11%, la baisse de chiffre d'affaires s'est poursuivie dans les activités cycliques. Cependant, elle a été limitée à -9% au second trimestre,
- au **Royaume-Uni**, la variation du chiffre d'affaires a été contenue à -4% grâce aux activités HTTS et BPO Médical, qui ont permis de compenser pour partie la décroissance observée dans les activités cycliques,
- **Atos Worldline** a affiché une légère progression de 1%, malgré la baisse prévue de l'activité Marché Financiers,
- l'activité en **Allemagne / Europe Centrale / MA** a connu une décroissance organique de -16%, dont -11% proviennent, comme anticipé par le Groupe, d'un moindre chiffre d'affaires avec le client Arcandor,
- l'**Espagne** a connu une décroissance de -9% dans un contexte économique qui est resté difficile,
- Le segment « **Autres Pays** », qui regroupe principalement l'Asie et l'Amérique, a enregistré une croissance de +7% grâce au fort développement du Groupe en Asie. L'activité liée aux Jeux Olympiques d'hiver de Vancouver a également contribué à la croissance sur ce segment.

En **France**, l'activité Conseil a connu une croissance organique de +7,6% avec un chiffre d'affaires de 20 millions d'euros principalement due à des projets additionnels dans le Secteur Public et les Services Financiers. La pression sur les prix qui avait entraîné une baisse du taux de facturation journalier moyen en 2009 s'est poursuivie au premier semestre 2010, mais grâce à des actions fortes

du management le taux d'utilisation a augmenté de manière significative à 75% par rapport à 62% pour le premier semestre 2009. Des contrats clés ont été gagnés dans le secteur financier avec La Banque Postale et Swiss Life, dans le Secteur Public avec le Ministère des Finances et la SNCF, et dans l'Industrie avec EADS.

L'activité Intégration de Systèmes en France a crû de +2,6% à 324 millions d'euros comparé au premier semestre 2009, avec une accélération au second trimestre où la croissance s'est élevée à +4,4% par rapport à un premier trimestre à +0,9%. Le chiffre d'affaires a augmenté dans le Secteur de l'Energie et des Services Publics et s'est stabilisé dans le segment Automobile, après une chute l'an dernier. Le chiffre d'affaires dans le Secteur Public et dans celui des Télécommunications a baissé respectivement avec les Ministères et France Télécom. Le taux journalier moyen est resté stable au premier semestre 2010 comparé au premier semestre 2009. Le taux d'utilisation a été maintenu à 83% comparé au premier semestre 2009.

En Infogérance, le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'est inscrit en baisse de -3,6% à 223 millions d'euros, en raison d'un niveau moindre de foisonnement sur les contrats existants. Des commandes prévues ont été décalées et de ce fait il n'y a pas eu de montée en charge significative sur de nouveaux projets pour générer des volumes additionnels sur la première partie de 2010.

Au **Benelux**, les activités cycliques, Conseil et Intégration de Systèmes, ont décliné de -18% à 201 millions d'euros, continuant de souffrir d'une demande plus faible émanant des grands clients dans les secteurs Financiers et des Télécommunications. En Conseil, la demande est restée généralement faible avec un manque de projets significatifs, affectant plus particulièrement les secteurs Finance et Industrie. Un management énergique de l'activité Conseil a permis d'augmenter le taux d'utilisation à 61% par rapport à 58% au premier semestre 2009.

En Intégration de Systèmes la demande du marché est restée faible en particulier dans les Télécommunications, en Finance et dans l'Industrie. Le Groupe est parvenu à reformer ses ressources en inter contrats et à augmenter le taux d'utilisation à 74% par rapport à 73% au premier semestre 2009.

En Infogérance, le chiffre d'affaires aux Pays-Bas a connu une diminution de -5,6% à 257 millions d'euros, principalement en raison du report de décisions d'investissements des clients. Sur le reste de l'activité d'Infogérance, le chiffre d'affaires a été généré sur les contrats pluri annuels récurrents et il est resté pratiquement stable.

Au **Royaume-Uni**, l'activité Conseil a généré un chiffre d'affaires de 25 millions d'euros en diminution de -9,3% avec néanmoins une croissance organique de +1,1% au second trimestre après une chute de -18,7% au premier trimestre. L'activité a été impactée par une baisse des missions dans le secteur Public à la suite des décisions gouvernementales de réduire les dépenses de Conseil. Dans le secteur Privé, le chiffre d'affaires a crû avec des clients tels que Crédit Suisse, Fiserv et Lloyds TSB. Le Groupe a porté ses efforts sur une gestion optimisée des ressources permettant ainsi une augmentation du taux d'utilisation à 54% comparé à 51% pour la première partie de l'année 2009.

L'Intégration de Systèmes a diminué de -11,7% à 107 millions d'euros après un premier trimestre faible compte tenu de moindres volumes. Au second trimestre, la croissance séquentielle comparée au premier trimestre a été de +8% avec des revenus additionnels tant sur le Secteur Public que sur le Secteur Privé. Une gestion stricte des ressources a permis une nouvelle augmentation du taux d'utilisation pour atteindre 79,5% par rapport à 79,4% au premier semestre 2009.

En Infogérance, le chiffre d'affaires a atteint 190 millions d'euros, la diminution ayant été contenue à -5,8% avec surtout moins d'achats pour reventes. La croissance séquentielle aura été de +8% au second trimestre 2010 par rapport au premier trimestre.

HTTS a réalisé un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros sur le premier semestre en croissance organique de +27% provenant à la fois de nouveaux contrats comme celui avec Capita, et d'un plus fort nombre de transactions traitées. HTTS bénéficie d'ores et déjà au Royaume-Uni du déploiement des offres d'Atos Worldline pour sa base de grands clients en particulier dans le secteur des Assurances, pour Highways Agency, et les sociétés ferroviaires (TOCs).

Enfin, dans le BPO Médical, le chiffre d'affaires a augmenté de +5,1% à 80 millions d'euros pour le semestre provenant d'un nombre croissant des contrôles médicaux.

Concernant **Atos Worldline**, le chiffre d'affaires a augmenté de +0,9% pour atteindre 420 millions d'euros. La croissance a été de 2,3% en excluant le contrat avec Euroclear qui a pris fin au début du second semestre 2009. La croissance a été soutenue par le nombre de transactions sur les Paiements, en particulier en Belgique et en Allemagne. L'évolution du chiffre d'affaires en France est affectée par une base de comparaison défavorable compte tenu du déploiement du contrat des Radars et de la montée en charge du projet des Passeports Biométriques au premier semestre 2009. Ces effets n'ont pu encore être compensés par le chiffre d'affaires additionnel provenant du contrat nouvellement signé pour le Dossier Médical Personnalisé.

En **Allemagne Europe Centrale / CEMA**, le chiffre d'affaires a diminué de -16,3% soit une baisse de -47 millions d'euros à 241 millions d'euros. Le chiffre d'affaires avec Arcandor s'est pour sa part élevé à 32 millions d'euros comparé à 64 millions d'euros au premier semestre 2009, soit une chute de -32 millions d'euros comme cela était anticipé par le Groupe. Globalement, la baisse du chiffre d'affaires avec Arcandor aura contribué pour -11% à la baisse de -16% de l'entité opérationnelle Allemagne / CEMA.

L'Intégration de Systèmes a réalisé un chiffre d'affaires de 120 millions d'euros en recul de -15% en raison d'une moindre demande sur le secteur de l'Industrie et de la Distribution. La baisse de chiffre d'affaires avec Arcandor a aussi affecté l'Intégration de Systèmes et le secteur de la Distribution a également été affecté par un plus faible chiffre d'affaires réalisé avec Neckermann. Le Groupe a poursuivi sa politique de formation d'effectifs en inter contrats et de réorganisation lorsque la formation n'était pas suffisante. Ainsi, dans un environnement difficile, le taux d'utilisation a été de 76% légèrement au-dessus des 75% atteints au premier semestre 2009.

En Infogérance, le chiffre d'affaires s'est élevé à 121 millions d'euros en recul de -17,6% provenant du secteur de la Distribution. Ce chiffre d'affaires a bien entendu été fortement affecté par la baisse avec Arcandor. Au cours du premier semestre 2010 le chiffre d'affaires avec Primondo Quelle, l'activité de vente par correspondance d'Arcandor liquidée au quatrième trimestre 2009, aura été proche de zéro.

En excluant l'effet chiffre d'affaires Arcandor, l'Allemagne aura subi une légère baisse de -4%. Le chiffre d'affaires de la GBU aura été affecté par le secteur des Télécommunications en baisse dans la plupart des pays mis à part l'Afrique du Sud.

En **Espagne**, les conditions de marché difficiles se sont poursuivies au cours du premier semestre 2010. En conséquence l'entité opérationnelle a connu une baisse de son chiffre d'affaires de -9% à 158 millions d'euros.

Alors que les activités de Conseil ont été particulièrement affectées avec une chute de -22% à 23 millions d'euros en raison du gel des projets en particulier dans le secteur privé, la baisse a pu être contenue à -4% en Intégration de Systèmes avec un chiffre d'affaires de 105 millions d'euros. Les baisses de prix se sont poursuivies sur tous les secteurs mais plus particulièrement sur le Secteur Public et sur les Télécommunications. La mise en place d'une gestion serrée a permis de maintenir le taux d'utilisation au niveau particulièrement élevé de 87% contre 85% au premier semestre 2009.

L'Infogérance a été impacté par la baisse de chiffre d'affaires avec Telefonica et le revenu s'est élevé à 17 millions d'euros contre 20 millions d'euros au premier semestre 2009. Enfin, les activités de Services Transactionnels de Haute Technologie (HTTS) ont réalisé un chiffre d'affaires de 13 millions d'euros principalement sur le traitement informatisé des cartes de fidélité.

Les Autres Pays ont réalisé un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros en croissance organique de +6,7%.

En Asie, y compris en Inde, le chiffre d'affaires s'est élevé à 99 millions d'euros en croissance organique de +12% grâce à l'augmentation en Infogérance provenant d'une renégociation de contrat fin 2009 avec une institution financière majeure. Le chiffre d'affaires réalisé pour les Jeux de la Jeunesse à Singapour a également contribué à la croissance du chiffre d'affaires sur cette région.

Sur la zone Amérique, la situation s'est révélée plus délicate dans l'Intégration de Systèmes en Amérique du Nord avec une baisse de revenus sur des contrats de maintenance applicative dans le secteur Industrie et en Amérique du Sud où la demande est restée faible sur les secteurs Télécommunications et Energie.

Enfin dans l'unité Evènements Majeurs (Major Events), tous les projets relatifs aux Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de Vancouver au Canada ont été produits avec succès et ont contribué à la croissance de chiffre d'affaires de l'entité opérationnelle.

5.2.4 Chiffre d'affaires par ligne de services

La performance du chiffre d'affaires par **ligne de services** s'est établie comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% croissance (*)	Répartition du chiffre d'affaires (2010)
Infogérance d'infrastructures	903	963	-6,2%	36%
Intégration de Systèmes	902	955	-5,6%	36%
HTTS (Services Transactionnels de Haute Tech.)	499	488	+2,2%	20%
Conseil	110	132	-17,0%	4%
BPO Médical	80	76	+5,1%	3%
Total à périmètre et taux de change constants	2 494	2 615	-4,6%	100%

(*) Croissance organique 2010 à périmètre et taux de change constants

En **Infogérance d'infrastructures**, le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'est élevé à **903 millions d'euros**, représentant 36% du total. Cette activité a connu une décroissance organique de -6% provenant pour moitié de la baisse anticipée avec le client Arcandor en Allemagne, et pour l'autre moitié du manque de foisonnement avec les clients existants en particulier aux Pays-Bas et en France, partiellement compensé par des volumes élevés en Asie.

La ligne **Intégration de Systèmes** a enregistré un chiffre d'affaires de **902 millions d'euros** soit 36% du total, en décroissance organique de -6%. Cette activité avait chuté de -11% en 2009, compte tenu d'une baisse de la demande et de la pression exercée sur les prix, notamment au Benelux et en Espagne. Au premier trimestre 2010, la baisse avait été de -9%, elle a été contenue à -2% au deuxième trimestre 2010, grâce à une croissance de +4% en France. Au Pays-Bas, les prix se sont stabilisés sur l'activité Régie, et en conséquence, le chiffre d'affaires a diminué de -9% au second trimestre contre -24% au premier trimestre.

L'activité **Services Transactionnels de Haute Technologie** a réalisé un chiffre d'affaires de **499 millions d'euros**, soit 20% du chiffre d'affaires total, en hausse de +2% sur le semestre. Après un premier trimestre en croissance de +0,6%, l'activité a cru de 3,8% au second trimestre. Sur le premier semestre 2010, l'activité Paiements qui représente les deux tiers du chiffre d'affaires HTTS a cru de +4%, alors que les services électroniques sont restés pratiquement stables. Dans le même temps, l'activité de Marchés Financiers a réalisé sur le semestre un chiffre d'affaires en décroissance de -8%, compte tenu de la refonte en cours sur les nouvelles offres.

L'activité **Conseil** a réalisé un chiffre d'affaires de **110 millions d'euros** au premier semestre 2010, en baisse organique de -17%. Conformément aux attentes du Groupe, si les conditions difficiles de marché se sont poursuivies au premier semestre 2010, le ratio de prise de commandes de 125% permet d'envisager une stabilisation de l'activité au cours des prochains trimestres.

Le **BPO Médical** a réalisé un chiffre d'affaires de **80 millions d'euros** en croissance organique de +5%. Cette activité réalisée entièrement au Royaume-Uni et composée de contrats pluriannuels, a vu ses volumes croître à nouveau au cours du premier semestre.

5.2.5 Chiffre d'affaires par secteur industriel

La performance du chiffre d'affaires par **secteur industriel** est la suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% croissance (*)	Répartition du chiffre d'affaires (2010)
Secteur Public	585	599	-2,3%	23%
Services Financiers	562	556	+1,1%	23%
Télécoms, Média & Services	388	449	-13,6%	16%
Industrie, Distribution, Transports	691	746	-7,4%	28%
Energie et Services publics (« Utilities »)	269	265	+1,5%	11%
Total à périmètre et taux de change constants	2 494	2 615	-4,6%	100%

(*) Croissance organique 2010 à périmètre et taux de change constants

Le Groupe est organisé autour de cinq secteurs industriels qui couvrent la totalité du chiffre d'affaires.

Le **Secteur public** a réalisé un chiffre d'affaires de 585 millions d'euros représentant 23% du chiffre d'affaires total. Les principaux clients sont les Ministères et la Sécurité Sociale en France, le Ministère du Travail et des Retraites (DWP), la Santé (NHS) et le Ministère de la Justice au Royaume-Uni. Le secteur public a connu une légère décroissance organique de son chiffre d'affaires de -2,3% provenant principalement des Ministères en France et du Ministère de la Justice au Royaume-Uni. .

Le secteur des **Services financiers** (23% du chiffre d'affaires du Groupe) a enregistré un chiffre d'affaires de 562 millions d'euros en croissance organique de +1% provenant de revenus additionnels faits avec des grands comptes tels que BNP Paribas en France, UVIT aux Pays-Bas, SCB en Asie et Royal Liver au Royaume-Uni.

Télécommunications Médias et Services ont généré au premier semestre 2010 un chiffre d'affaires de 388 millions d'euros représentant 16% du chiffre d'affaires total du Groupe, en baisse organique de -13,6%, faisant face à des conditions de marché difficiles en Intégration de Systèmes dans les Télécommunications y compris des demandes de baisses de prix. Les principaux clients dont le chiffre d'affaires a baissé ont été KPN aux Pays-Bas et France Telecom en France.

Le secteur **Industrie, Distribution Transports** (28% du chiffre d'affaires total du Groupe) a généré un chiffre d'affaires de 691 millions d'euros en baisse de -7,4%, plus de la moitié provenant de la réduction en Allemagne avec le client Arcandor en faillite. L'activité s'est stabilisée avec de grands clients comme Renault ou Rhodia en France, et elle a été en croissance avec OCE aux Pays-Bas, SNCF en France ou Highways Agency au Royaume-Uni. En plus d'Arcandor, l'activité a baissé avec les clients moyens ou petits du Groupe.

Le secteur Energie et Services publics ("Utilities") a représenté 11% du chiffre d'affaires du Groupe à 269 millions d'euros et a enregistré une croissance organique de +1,5%. Ce secteur montre des signes de reprise et Atos Origin est bien positionné compte tenu de son expertise reconnue sur ce secteur. Les récentes signatures avec EDF en France, et avec CNNC en Chine pour l'informatique de contrôle de nouvelles centrales nucléaires montrent l'intérêt de grandes institutions pour les offres du Groupe dans le domaine de l'énergie. C'est dans ce contexte que le Groupe a décidé de créer une filiale dédiée « Atos WorldGrid » dans la gestion intelligente de l'Energie et des Services Publics pour accélérer sa croissance sur ce marché dans les prochains trimestres.

5.2.6 Prises de commandes

Le montant total des prises de commandes s'est élevé à **2 844 millions d'euros**. Le ratio de prises de commandes sur facturation s'est établi à 114% au premier semestre 2010, au-dessus du niveau de 112% du premier semestre 2009.

Au cours du second trimestre 2010, ce ratio a été de 100% et le Groupe a renouvelé et signé de nouveaux contrats, en particulier dans le secteur de l'Energie et Utilities et pour les sociétés de services financiers. La **France** a ainsi remporté un contrat avec Veolia en Infogérance et renouvelé

des services d'intégration de systèmes pour EDF. En **Allemagne**, le Groupe a renouvelé le contrat avec E-Plus. Au **Benelux**, les contrats pluriannuels d'infogérance ont été reconduits avec un client leader dans les services dans l'Energie et avec KPN, et de nouveaux contrats ont été signés avec Philips et Schiphol Telematics. Au **Royaume-Uni**, de nouvelles signatures ont été conclues dans le Secteur Public, et dans le Secteur Privé avec Whitbread et Britvic, leaders britanniques sur les marchés respectifs de l'hôtellerie et des boissons non alcoolisées. **Atos Worldline** a renouvelé ses contrats avec Mercedes Benz Bank et Orange Voice, et signé un nouveau contrat avec Altadis. **Atos Worldline** a également renégocié ses contrats avec les trois caisses d'épargnes allemandes de Berlin, du Bad Württemberg et de Bavière. En **Espagne**, le contrat dans les services financiers avec une grande Caisse d'Epargne en Intégration de Systèmes a été renouvelé et un nouveau contrat a été remporté auprès de l'Agencia de Informatica dans le Secteur Public. Aux **Etats-Unis**, un nouveau contrat a été conclu avec la Federal Home Loan Bank - Seattle, un établissement fournisseur de crédit pour les banques, et un renouvellement de contrat avec un acteur majeur dans le domaine de l'Energie a été signé.

Conformément aux prévisions, le déploiement de **l'initiative Groupe HTTS** a démarré au premier semestre 2010 sur les géographies prioritaires, l'accent ayant porté sur les aspects commerciaux avec la génération d'un portefeuille d'affaires pour signer des contrats significatifs à partir du second semestre 2010. A ce titre, à la fin du premier semestre 2010, la forte dynamique du premier trimestre a été maintenue avec un portefeuille commercial non pondéré compris entre 350 et 400 millions d'euros pour les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Chine et l'Allemagne. Ce chiffre ne prend pas en compte quelques opportunités additionnelles de taille très significative.

La création de la nouvelle filiale internationale **Atos WorldGrid** dédiée au déploiement du portefeuille de solutions et de savoir faire distinctifs du Groupe dans la gestion « intelligente » de l'Energie et des Services Publics est en ligne avec le calendrier. A ce titre, cette filiale sera opérationnelle en France dès la fin du mois de Juillet 2010, et pour l'Espagne et la Chine au troisième trimestre 2010.

Au 30 juin 2010, le carnet de commandes total s'élevait à **7,3 milliards d'euros** représentant 1,4 année de chiffre d'affaires, et en croissance de +5% par rapport au 31 décembre 2009.

Au 30 Juin 2010, le montant total pondéré des propositions commerciales en cours s'élevait à **2,6 milliards d'euros** au niveau de celui du 30 Juin 2009.

5.3 MARGE OPÉRATIONNELLE ET TAUX DE MARGE

5.3.1 Performance de la marge opérationnelle

La performance de la marge opérationnelle s'est établie comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois) (*)	Croissance
Marge opérationnelle statutaire	150,1	118,0	+27%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>6,0%</i>	<i>4,6%</i>	+140 pts
Impact des taux de change		1,0	
Marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	150,1	119,0	+26%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>6,0%</i>	<i>4,6%</i>	+140 pts

(*) ne prend pas en compte l'impact de 0,3 million d'euros lié au changement de méthode comptable sur le calcul des retraites ;

En tenant compte des facteurs saisonniers, le début d'année est traditionnellement marqué par une réduction contractuelle du chiffre d'affaires générée par les contrats de longue durée dans le cadre duquel le Groupe a accepté à l'avance de partager certains bénéfices avec les clients.

La marge opérationnelle du Groupe pour le premier semestre 2010 s'est élevée à 150,1 millions d'euros représentant 6,0% du chiffre d'affaires. Par trimestre, le taux de marge opérationnelle s'est amélioré au second trimestre 2010 comparé au premier trimestre 2010 passant de 4,1% à 7,9% du chiffre d'affaires. Par ailleurs, cette performance a été réalisée grâce aux réductions de coûts provenant du programme TOP et d'une gestion optimisée des effectifs directs. De plus, la marge opérationnelle du second trimestre comprend la comptabilisation de la nouvelle taxe professionnelle (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises - CVAE) pour un montant de 9,1 millions d'euros. Cette taxe était précédemment comptabilisée en marge opérationnelle, elle est désormais enregistrée en Impôts, conformément à la directive du Conseil National de la Comptabilité. En excluant cet effet, la marge opérationnelle du semestre aurait été de 5,7% (en augmentation de 110 points) et celle du second trimestre aurait représenté 7,1% du chiffre d'affaires.

Les bénéfices du programme TOP sur la marge opérationnelle se sont poursuivis au cours du premier semestre 2010, réduisant à nouveau la base de coûts. Les réductions les plus importantes, si l'on compare le premier semestre 2010 et le premier semestre 2009 proviennent des coûts de maintenance qui ont chuté de -17% (la base annuelle était de 257 millions) et les voitures de fonction pour lesquelles les coûts ont diminué de -17% (la base annuelle 2009 était de 93 millions d'euros). Dans le même temps, les loyers des immeubles loués ont baissé de -5%. Le déménagement en cours des bureaux en région parisienne vers le campus de Bezons génèrera des économies additionnelles.

(en millions d'euros)	Trimestre 1 2010	% de chiffre d'affaires	Trimestre 2 2010	% de chiffre d'affaires	Semestre 1 2010	% de chiffre d'affaires
Chiffre d'affaires	1 231		1 264		2 494	
Marge opérationnelle	50,9	4,1%	99,2	7,9%	150,1	6,0%

5.3.2 Marge opérationnelle par entité opérationnelle (GBU)

La performance de la marge opérationnelle par entité opérationnelle est la suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 Juin 2010 (6 mois) (*)	% de rentabilité	Semestre clos le 30 Juin 2009 (6 mois) (*)	% de rentabilité	% de croissance
France	17,6	3,1%	22,1	3,9%	-20%
Benelux	42,8	9,3%	34,4	6,7%	24%
Royaume-Uni	36,2	8,2%	37,5	8,2%	-3%
Atos Worldline	69,7	16,6%	61,2	14,7%	14%
Allemagne / CEMA	10,9	4,5%	4,2	1,5%	158%
Espagne	-9,3	-5,9%	5,0	2,9%	-286%
Autres Pays	21,5	10,8%	2,9	1,6%	641%
Coûts Centraux (*)	-31,4	-1,3%	-33,9	-1,3%	+7%
Coûts des lignes de services (*)	-8,1	-0,3%	-14,4	-0,5%	+44%
Marge Opérationnelle à périmètre et taux de change constants	150,1	6,0%	119,0	4,6%	+26%

(*) Les coûts centraux des lignes de services ne sont pas alloués aux pays.

Dans un environnement économique qui est resté difficile et malgré la baisse de chiffre d'affaires, le Groupe a amélioré sa rentabilité opérationnelle en poursuivant le déploiement du programme TOP conformément au plan à trois ans.

En **France**, l'amélioration de la marge opérationnelle s'est poursuivie en Intégration de Systèmes. La situation a été plus difficile en infogérance compte tenu d'un manque de chiffre d'affaires additionnel généré par foisonnement, qui s'effectue couramment avec une marge plus élevée. En conséquence, l'amélioration en Conseil et en Intégration de Systèmes s'est vue neutralisée, et l'entité opérationnelle France a vu sa marge opérationnelle décroître de -80 points de base. Sans l'effet provenant de la nouvelle taxe professionnelle, la marge opérationnelle en France aurait été de 2%.

Au **Benelux**, la marge opérationnelle a fortement augmenté de 34 millions d'euros (6,7% du chiffre d'affaires) à 43 millions d'euros (soit 9,3%), en augmentation de 260 points de base, malgré une

baisse de revenu de 58 millions (soit -11%). Cette performance opérationnelle, provient principalement de l'Infogérance, sur trois éléments principaux :

- Economies de coûts générées par le programme TOP,
- Moins de recrutements en raison du redéploiement de ressources libérées par la mise en place des ressources par le processus Lean,
- Forte réduction des coûts indirects.

Au **Royaume-Uni**, la marge opérationnelle est restée stable à 8,2% malgré une baisse du chiffre d'affaires de 16 millions d'euros (-3,6%). Cette performance a pu être réalisée grâce au redéploiement des ressources vers les activités en croissance et par une nouvelle réduction de la base de coûts.

Atos Worldline a fait croître sa rentabilité de 14,7% à 16,6% malgré un coût commercial additionnel pour déployer ses offres dans le cadre de la première vague des géographies HTTS (Royaume Uni, Pays-Bas, Espagne et Asie). Cette amélioration provient de volumes de transaction plus élevés en paiements et d'un strict contrôle des coûts indirects.

L'Allemagne / CEMA a restauré sa marge opérationnelle au premier semestre 2010 à 4,5% comparé à 1,5% au premier semestre 2009, avec une forte amélioration de l'Infogérance, et ceci malgré un revenu moindre réalisé avec le Groupe Arcandor.

Les autres Pays ont enregistré la plus forte amélioration au premier semestre 2010, passant de 1,6% à 10,8% de marge en augmentation de 18 millions d'euros. Cette performance provient des trois éléments suivants :

- la renégociation de grands contrats d'Infogérance en Asie conjuguée à une baisse du coût des centres de données,
- Une forte amélioration de la gestion des projets en Intégration de Systèmes en Asie avec une nouvelle équipe de management,
- le déploiement du nouveau modèle de production en Infogérance et en Intégration de Systèmes en Asie en 2009.

Ces améliorations de la marge opérationnelle ont été impactées par la marge négative de l'Espagne à -9 millions d'euros due à un environnement économique général particulièrement difficile (baisse de prix et réduction de volumes), décalages de projets au forfait spécifiques, et ajustements insuffisants de la base de coûts. Les effets du plan de restructuration en cours et du changement de direction intervenu au premier semestre doivent permettre une amélioration de la performance au second semestre.

Les coûts des **Fonctions Globales** (pour les lignes de services et les GBU) ont bénéficié des effets du programme TOP, de l'adoption du *Lean* et de l'AVA (*Analyse de la Valeur Ajoutée*). Ils ont ainsi été réduits de près de 20% et représentent 39 millions d'euros sur le premier semestre 2010 en baisse de -9 millions d'euros comparé à la même période en 2009, et dont -2 millions d'euros proviennent des rémunérations à base d'actions.

5.3.3 Marge opérationnelle par Ligne de Services

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 Juin 2010 (6 mois) (*)	% de rentabilité	Semestre clos le 30 Juin 2009 (6 mois) (*)	% de rentabilité	% de croissance
Infogérance d'infrastructures	63,3	7,0%	33,2	3,4%	91%
Intégration de Systèmes	33,2	3,7%	37,7	3,9%	-12%
HTTS (Services Transactionnels de Haute Technologie)	79,6	15,9%	71,8	14,7%	11%
Conseil	(3,1)	-2,8%	1,6	1,2%	-293%
BPO Médical	8,4	10,6%	8,6	11,3%	-2%
Coûts centraux (*)	(31,4)	-1,3%	(33,9)	-1,3%	+7%
Marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	150,1	6,0%	119,0	4,6%	+26%

(*) Les coûts centraux des Lignes de Service sont alloués aux Lignes de Service

L'infogérance d'infrastructures a enregistré une forte progression de marge à 63 millions d'euros, soit 7% du chiffre d'affaires. Cette forte progression de marge a été atteinte grâce à la mise en place du Nouveau Modèle de Production et l'accélération du programme TOP. Cette performance a été réalisée malgré une baisse de -6% du chiffre d'affaires. Les principales améliorations proviennent :

- de l'Allemagne / CEMA où la baisse de chiffre d'affaires réalisé avec le client Arcandor a été absorbée par de fortes actions pour réduire la base de coûts, et notamment en termes de restructurations. En juin 2009, le groupe a passé une provision de 14 millions d'euros pour créances douteuses. La GBU a augmenté sa marge opérationnelle de 16 millions d'euros cette année ;
- du Benelux, qui a vu sa marge augmenter de 10 millions d'euros malgré une baisse de son chiffre d'affaires de 15 millions d'euros, a bénéficié des mesures découlant du programme TOP, et notamment la mise en place du *Lean management* et les réductions de charges hors personnel ;
- de l'entité "Autres Pays", la marge en Amérique du Sud a bénéficié du redimensionnement de la structure et de l'attention portée au contrôle strict de la base de coûts, qui ont résulté dans une amélioration de la marge de 3 millions, alors qu'en Asie, les 8 millions d'amélioration de marge sont venus de la mise en place du Nouveau Modèle de Production, mais aussi d'une meilleure facturation sur des grands contrats existants,
- du Royaume-Uni où la marge opérationnelle est restée stable en valeur absolue malgré les 12 millions de chiffre d'affaires en moins, grâce à une réduction de la base de coûts ;

En France cependant, la marge opérationnelle a chuté à un niveau légèrement positif, malgré un manque de foisonnement sur les contrats existants, qui habituellement génère une marge plus élevée.

En **Intégration de Systèmes**, dans un contexte d'une baisse de chiffre d'affaires de -6%, la marge opérationnelle a été maintenue à 3.7%, par rapport à 3.9% au premier semestre 2009. En valeur absolue, la marge opérationnelle a été de 33 millions d'euros comparée à 38 millions d'euros l'an dernier. Deux entités ont surtout contribué à cette baisse de marge :

- L'Allemagne / CEMA où la marge a chuté pour devenir négative à -1 million d'euro par rapport à une marge positive de 9 millions d'euros. Pour faire face à la réduction de l'activité le management a mis en place des mesures de baisse de coûts, dont l'effet ne s'est pas encore traduit dans le résultat. Au second semestre 2010, l'entité devrait également bénéficier de la gestion optimisée des ressources mise en place.
- L'Espagne où la marge opérationnelle a été négative à -5 millions d'euros, par rapport à une marge qui était positive l'an dernier à 4 millions d'euros. Les baisses de prix ont continué à éroder les marges et l'entité a du également faire face à des décalages de projets.

Ces effets négatifs ont été partiellement neutralisés par des actions à la fois sur le chiffre d'affaires et sur les coûts permettant une amélioration de la marge opérationnelle en Asie, en France, et sur les coûts centraux de l'Intégration de Systèmes. Le taux de marge opérationnelle a été maintenu au Pays-Bas et au Royaume-Uni.

L'activité de **Services Transactionnels de Haute Technologie** a amélioré sa marge opérationnelle tant en valeur absolue à 80 millions d'euros par rapport à 72 millions au premier semestre 2009, qu'en profitabilité pour s'établir à 15,9% par rapport à 14,7% au premier semestre 2009. Dans la mesure où le Groupe investit pour déployer les offres d'Atos Worldline vers ses autres zones géographiques, l'amélioration de marge opérationnelle est venue d'Atos Worldline, et plus particulièrement des paiements où la profitabilité a bénéficié de volumes en croissance. Dans les trois zones suivantes, la France, la Belgique et l'Allemagne, Atos Worldline a accéléré les projets du programme TOP, générant ainsi des gains de productivité et une marge en augmentation par rapport à l'an dernier.

En **Conseil**, la marge opérationnelle s'est améliorée en France pour s'élever à 5,3% au premier semestre 2010, ayant bénéficié d'un chiffre d'affaires en croissance sur ce Pays. Au Pays-Bas, grâce à une attention forte portée à la gestion des effectifs de consultants, le taux d'utilisation a pu être augmenté et la marge opérationnelle légèrement améliorée malgré une chute de chiffre d'affaires déjà mentionnée. Si la marge opérationnelle a légèrement baissé au Royaume-Uni, le principal effet est venu de l'Espagne, où la marge a chuté dans la même proportion que la baisse de chiffre d'affaires. En conséquence, le Conseil a enregistré une marge opérationnelle négative de -3 millions d'euros par rapport à une marge de +2 millions d'euros l'an dernier.

Le **BPO Médical** a maintenu au premier semestre 2010 un niveau de marge opérationnelle à deux chiffres. Dans cette activité, l'augmentation des volumes a compensé les effets de baisse de prix.

5.4 REVUE DES RESSOURCES HUMAINES

5.4.1 Evolution de l'effectif

<i>En nombre d'employés</i>	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Variations
Effectif d'ouverture	49 036	50 975	(1 939)
Variation de périmètre	(130)	(139)	9
Recrutements (*)	2 487	2 007	480
Départs (*)	(2 146)	(2 074)	(72)
Réorganisation	(1 059)	(1 362)	303
Effectif de clôture	48 188	49 407	(1 219)

(*) Effectif à contrat à durée indéterminée uniquement, hors variations des effectifs en contrat à durée déterminée

Ressources humaines

L'effectif total du Groupe est passé de 49 036 au 31 décembre 2009 à 48 188 au 30 juin 2010. Les effectifs directs sont globalement stables depuis Avril 2010, alors que les effectifs indirects sont encore en baisse, dans le contexte d'Analyse de Valeur Ajoutée (AVA) mis en place par le Groupe.

Les recrutements d'effectifs directs ont représenté près de 2 500 ingénieurs, avec une accélération sur le second trimestre où 1 500 entrées ont été enregistrées. La moitié des recrutements sur le premier semestre a été effectuée dans les pays émergents, en Asie et en Amérique du Sud, ainsi qu'au Maroc.

Le taux de départs volontaires a légèrement augmenté pour se situer à 8,8% fin Juin 2010 comparé à 7,5% fin Juin 2009.

Le nombre de départs à l'initiative du Groupe a été proche de 1 200 personnes en ligne avec les attentes du Groupe.

Le nombre de sous-traitants s'est élevé à 2 337 personnes, niveau relativement stable depuis 1 an. Ce chiffre est resté, conformément à la politique actuelle du Groupe, autour de 5% de l'effectif total. Le coût de la sous-traitance a pour sa part diminué de 13% (soit environ 40 millions d'euros) au premier semestre 2010 comparé au premier semestre 2009.

Enfin, le Groupe a poursuivi ses efforts de formation et de mobilité professionnelle dans le cadre de la politique initiée au début de l'année 2009. A ce titre, les effectifs en inter contrats ont à nouveau été réduits pour représenter 834 salariés fin juin 2010 comparé à 1 044 personnes fin Juin 2009, effectif déjà en forte baisse.

5.4.2 Variation des effectifs par Ligne de Services et par Entités opérationnelles

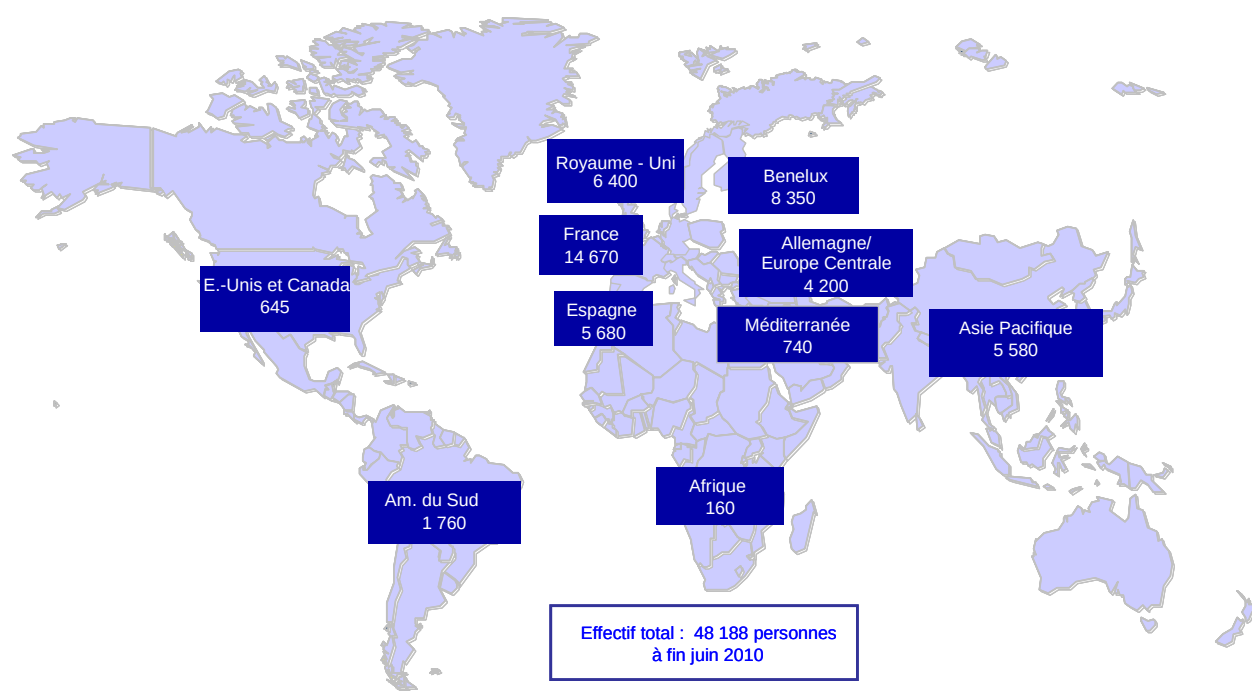
(En nombre d'employés)	30 Juin 2010	31 Déc. 2009	Variations
Conseil	1 919	2 070	-7%
Intégration de Systèmes	21 949	22 647	-3%
Infogérance d'Infrastructures	16 131	16 305	-1%
Services Transactionnels de Haute Technologie	5 896	5 771	2%
BPO Médical	1 931	1 879	3%
Corporate (*)	215	214	0%
Centre de Services Partagés (Pologne)	147	150	-2%
Total	48 188	49 036	-2%
France	11 583	11 954	-3%
Benelux	7 230	7 750	-7%
Royaume-Uni	6 399	6 269	2%
Atos Worldline	4 817	4 804	0%
Allemagne / CEMA	3 628	3 746	-3%
Espagne	5 527	5 668	-2%
Autres Pays	8 642	8 481	2%
Corporate (*)	215	214	0%
Centre de Services Partagés (Pologne)	147	150	-2%
Total	48 188	49 036	-2%

(*) Corporate inclue le Management les fonctions supports et les lignes de service

Au 30 Juin 2010, l'effectif total de 48 188 salariés était en baisse de 2% par rapport au 31 Décembre 2009. La principale diminution s'est produite dans les entités Benelux, Allemagne / CEMA, France et Espagne. Atos Worldline a pratiquement maintenu ses effectifs. L'Asie et le Royaume-Uni ont légèrement augmenté leur effectif de 2% de manière à produire les projets nouveaux en cours.

Par ligne de services, le Groupe a réorganisé ses effectifs sur les activités cycliques avec des départs qui se sont produits soit sur de faibles contributeurs ou sur des salariés qui n'ont pas pu se former à des techniques pour travailler sur des projets pour les clients.

5.4.3 Effectif par Région au 30 Juin 2010



6 PROGRAMME TOP (TOTAL OPERATIONAL PERFORMANCE)

6.1 LEAN MANAGEMENT

6.1.1 Définition et ambition

Depuis la création du programme TOP, Atos Origin a adopté les principes du *Lean* management, qui permettent à l'entreprise de s'appuyer sur les compétences et la créativité de ses équipes pour viser 3 objectifs à la fois : délivrer un service aux clients de manière plus efficace, améliorer la qualité des prestations, favoriser le bien-être au travail.

Cette approche novatrice a été initialement mise en pratique dans certains métiers d'Infogérance comme les Global Services Desks et Infrastructure Services, puis introduite dans les autres activités du Groupe, de la Maintenance Applicative aux Services bureautiques de proximité. Les résultats observés sont semblables dans tous les domaines, avec un plein effet plein atteint après 3 à 9 mois.

L'utilisation continue du *Lean* management dans tous les métiers du Groupe va fournir un avantage compétitif en renforçant la performance opérationnelle, en développant la satisfaction des clients à travers une meilleure qualité de service, et en attirant et conservant les meilleurs talents. Le programme est déployé dans tous les pays où le Groupe est implanté et est par ailleurs utilisé comme un puissant levier pour renforcer l'industrialisation des pratiques de travail.

Les succès obtenus ont conduit le Groupe à accélérer le déploiement du *Lean* management : depuis la fin de l'année 2009, où environ 3 000 collaborateurs directs travaillaient selon les principes du *Lean* management, 2 000 collaborateurs directs supplémentaires ont été couverts au cours du 1^{er} semestre 2010. L'ambition est d'atteindre environ 9 000 collaborateurs directs utilisant le *Lean* Management quotidiennement d'ici la fin de l'année 2010 et de poursuivre l'accélération en 2011.

Pour soutenir cette ambition, le Groupe a investi dans la constitution d'un groupe de 150 experts dédiés à temps plein au *Lean* et qui opèrent les transformations *Lean*, sur un site à la fois. De plus, la *Lean Academy* assure la formation à la méthodologie et l'assistance de ces experts, tout comme la sensibilisation des 3 600 top managers aux principes du *Lean Mindset*.

6.1.2 Exemples de cas pratiques

Améliorer la Maintenance Applicative (Intégration de Systèmes)

En 2009 et 2010 le Groupe a mené avec succès plusieurs projets de transformation *Lean* dans ses centres de Maintenance Applicative. Un de ces premiers projets se déroulait à Bordeaux en France. Il a abordé des projets critiques de tierce maintenance applicative, ainsi que des projets de type intégration de systèmes focalisés sur SAP. Adopter le *Lean* management nécessite la participation du plus grand nombre de personnes travaillant sur un site. Pour cette raison, tous les développeurs, tous les chefs de projet, tous les directeurs de projet et le directeur du centre de service se sont activement impliqués dans le processus du *Lean*.

A Bordeaux, chaque équipe avait la charge de définir son propre plan d'actions, sur la base des conclusions du diagnostic *Lean*. Cette approche a permis de faire émerger un esprit d'amélioration continue et de responsabilité personnelle pour le traitement des problèmes rencontrés au sein de chaque équipe.

Parallèlement à l'amélioration de la productivité, le pilotage des méthodes et des processus *Lean* sur le site de Bordeaux a abouti à une amélioration de la satisfaction client. Pour Philippe Thomieres, le Directeur du centre de service SAP de Bordeaux, le site est maintenant une « véritable vitrine de nos activités, qui impressionne les clients visitant le centre. Aujourd'hui et plus encore à l'avenir, ce sont les méthodologies « *Lean* SAP by Atos Origin » qui nous permettront de gagner dans la compétition avec les autres acteurs majeurs. »

Améliorer le Support sur site

En début d'année 2010 le Groupe a mené plusieurs pilotes de *Lean* management en Allemagne, en France et en Belgique sur ses opérations de Support bureautique de proximité. L'objectif de ces pilotes était de voir comment le Groupe pouvait maintenir voire augmenter la qualité de service tout en améliorant radicalement la productivité sur chaque site. L'application du *Lean* management sur des environnements distribués accroît le niveau de complexité par rapport à des projets centrés sur un seul site. L'optimisation des interfaces entre call centers et équipes de proximité, ou la bonne répartition des effectifs locaux pour tenir compte de la topographie des sites clients en constituent deux exemples.

Suite à la conduite réussie de ces pilotes, Atos Origin a opéré de nombreux changements tels que la mise en place de protocoles d'intervention standardisés qui réduisent de manière significative le temps par incident et améliorent en conséquence l'expérience client. Les flux d'information entre call centers – onshore et offshore – et équipes de proximité ont aussi été fluidifiés pour améliorer le taux de résolution, réduisant la charge de travail de support sur site. En parallèle, chaque équipe de proximité a mis en place de nouveaux standards de management visuel de la performance et de communication qui développent la cohésion d'équipe et la réactivité aux besoins des clients.

6.1.3 Durabilité de l'impact

En parallèle du pilotage de 70 projets de transformation *Lean*, le Groupe a développé un ensemble robuste de mécanismes pour maintenir l'impact du *Lean* management dans la durée et ancrer l'amélioration continue dans la culture Atos Origin.

Ces mécanismes incluent des audits de durabilité du *Lean*, une communauté de Directeurs et Managers de terrain ayant participé à des transformations *Lean* (*Lean Commodores*), et des liens étendus avec les RH sur les aspects de gestion des effectifs. Cette mission essentielle garantit que le personnel rendu disponible à travers des gains de productivité est accompagné et au besoin formé pour être positionné sur de nouveaux contrats ou en remplacement de sous-traitants. Cela minimise les coûts de restructuration tout en donnant un élan positif pour le *Lean* Management auprès des collaborateurs.

Le Groupe a également lancé un effort de gestion du changement pour améliorer le soutien au personnel concerné par ces changements, maintenir la motivation des équipes et renforcer les effets du programme *Well Being at Work*.

6.2 METHODOLOGIE DE DÉVELOPPEMENT DE COMPTE

6.2.1 Programme Top Sales 2 : en cours de mise en œuvre

TOP Sales 2 vise à développer nos comptes existants de +4% par an à partir de 2011.

L'objectif est d'identifier les opportunités de croissance sur tous les comptes existants et définir des plans d'action pour atteindre la croissance ciblée.

Cette initiative utilise trois leviers de croissance majeurs :

- développer les comptes internationaux au-delà du marché intérieur, renforcer notre proximité avec les activités des clients et notre relation avec leur direction générale,
- vendre systématiquement tous les portefeuilles d'offres pertinents à tous les comptes pour accroître la fécondation croisée,
- identifier les nouvelles opportunités de croissance en analysant les enjeux des clients et les initiatives majeures pour améliorer la performance.

Cette initiative comporte quatre actions majeures :

- définir une méthodologie globale de gestion de compte,
- mettre en place dans toutes les GBU un nouveau rôle appelé Sales navigator, pour faciliter le processus de gestion de compte,
- déployer une méthodologie de gestion de compte pour les 250 comptes à travers une série d'ateliers impliquant tous les pays concernés par le compte,
- construire et déployer une méthodologie d'enquête de satisfaction client, ce qui est perçu comme un moyen supplémentaire d'identifier les opportunités de croissance avec nos clients.

Au cours du 1^{er} semestre, une méthodologie d'enquête de satisfaction client a été définie et déployée sur plus de 50 comptes et une méthodologie globale de gestion de compte a également été définie et déployée sur plus de 80 comptes.

Pour les comptes concernés, des opportunités ont été identifiées pour les développer de plus de 4%. Cette croissance consiste pour 35% à développer les comptes au niveau international, pour 20% à proposer des offres à haute valeur ajoutée comme l'HTTS et Atos World Grid, et pour 45% à développer Consulting, l'intégration de système et l'infogérance sur les marchés intérieurs.

170 autres comptes seront contactés au cours du 2nd semestre pour couvrir presque la totalité de nos recettes.

6.2.2 Programme Top Sales 1 : en cours de mise en œuvre

En tant que composante des initiatives TOP Sales, Top Sales 1 (TS1) vise à aligner les compétences de ventes avec le plan de croissance. Lors du 4^{ème} trimestre 2009, un Sales Training Coursus global a été développé en commun par les RH et les Ventes, alignant le besoin de formation avec le plan de ventes et se focalisant sur les secteurs de croissance d'Atos Origin : portefeuille d'offres, off-shore, développement de comptes.

A la fin de l'année 2009, un plan de formation ambitieux pour 2010 a été élaboré et approuvé par le Comité Exécutif d'Atos Origin, ciblant 1 700 personnes dans la Communauté des Ventes, pour fournir une culture commune et augmenter les ventes transfrontalières.

Au cours du 1^{er} semestre 2010, 3 000 jours de formation ont été consacrées sur 5 programmes de formation fondamentaux : Sales Effectiveness (méthodologie commune de ventes), Win Workshop (bonne pratique Atos dans la gestion d'opportunité), Global Sourcing Selling, Offerings et Proactive Sales Mindset (nouvelle méthodologie de développement de compte).

Au 2nd semestre, puis pour 2011 et au-delà, en plus des 5 programmes fondamentaux sur la durée, les investissements de formation sur les ventes seront concentrés sur des programmes de formation dédiés à l'augmentation des ventes, fournissant ainsi à nos vendeurs des compétences supplémentaires pour supporter les CXO (Chief Experience Officer) clients dans leurs principales activités.

En collaboration avec Atos University, le programme Top Sales 1 contribuera aux résultats de nos clients et ceux d'Atos à travers l'Atos Sales Academy. La Sales Academy a intégré les nouveaux programmes de formation sur les ventes, réalisés au cours du 1^{er} semestre dans son catalogue complet de programme de formation. L'Atos Sales Academy répond aux besoins des spécialistes des ventes et d'autres acteurs impliqués dans le processus des ventes à tous les niveaux dans tout le Groupe Atos Origin.

6.2.3 Proactive Sales Mindset

Le principe fondamental du « Proactive Sales Mindset » est de faire passer Atos d'un statut de fournisseur à celui de conseiller fiable auprès de nos clients et se concentrer sur les valeurs à leur apporter, afin d'élaborer un plan de ventes solide sur 3 ans, avec des opportunités identifiées en commun avec nos clients.

Sur le 1^{er} trimestre, le programme de formation PSM a été élaboré par l'initiative TOP Sales 1 pour former nos équipes de vendeurs à cette nouvelle approche de gestion de compte fondée sur une nouvelle mentalité créative et ambitieuse. 400 vendeurs (Account Sales Executives, Account Executives, Account Partners) seront formés au travers d'une trentaine de sessions de formation, dans 10 zones géographiques en Europe, aux Etats-Unis, en Amérique Latine et en Asie.

Le programme de formation PSM explique aux participants comment réaliser le chiffre d'affaires nécessaire à la croissance, comment réfléchir en ayant l'objectif à l'esprit, et comment anticiper tout ce qui pourrait empêcher que le chiffre d'affaires soit atteint. Sur un programme d'une journée, les participants abordent les composants d'un plan de compte et ce que pourrait être une stratégie de compte, ainsi que la manière de réussir l'exécution d'un plan de compte. A travers des études de cas, les participants apprennent comment gagner la confiance du client, comprendre sa situation, les perspectives et l'ambition de prévision, et comment élaborer une stratégie de compte efficace.

Le Proactive Sales Mindset s'applique à tous les comptes d'Atos. Tous les comptes sont importants et gérés par un Account Executive. Des équipes de ventes sont formées au Proactive Sales Mindset au cours du 1^{er} semestre 2010.

En développant cette nouvelle mentalité, les équipes chargées des comptes d'Atos s'assureront que tout service fourni aux clients est pleinement en phase avec les intérêts de leur activité fondamentale, en se basant sur des solutions qui font la force d'Atos. En développant les ventes avec une approche gagnant-gagnant, PSM soutiendra la croissance de chiffre d'affaires à la fois pour nos clients et pour Atos. C'est un changement culturel pour Atos et nos clients ont déjà témoigné leur satisfaction.

6.3 L'ACCÉLÉRATION DE L'OFF-SHORE

Dans le marché actuel, l'off-shore est une obligation afin que les coûts de production baissent plus vite que les prix du marché et que le Groupe reste compétitif, en restant concentré sur l'excellence et la qualité de sa production. L'off-shore est un atout majeur tant pour obtenir le renouvellement de contrats que pour l'acquisition de nouveaux clients, principalement dans les marchés fortement mondialisés comme les télécommunications, l'industrie, la finance où Atos Origin a besoin de faire preuve d'innovation, de connaissance du marché et de prix compétitifs. A travers le Programme TOP, avec ses Delivery Lines mondiales en infogérance et en intégration de systèmes, le Groupe a fortement augmenté la taille des équipes dans les centres off-shore en 2009. Cet effort s'est poursuivi au cours du premier semestre de l'année 2010 et se développera encore.

L'infogérance

En 2009, le Groupe a augmenté ses équipes en off-shore.

Cela a été réalisé par le transfert progressif de la gestion des serveurs et de la surveillance des services vers les quatre principaux centres off-shore d'Infogérance situés en Inde, en Malaisie, au Maroc et en Pologne. Dans le même temps le Groupe a mis en place des programmes de formation afin de redéployer le personnel on-shore sur de nouveaux postes.

L'intégration de systèmes

Un plan en cinq étapes a permis l'accroissement de l'off-shore en améliorant l'efficacité, la qualité de services et la rentabilité opérationnelle :

1. Accélérer le déploiement de la plate-forme de fourniture de services – standardisation des processus et des outils dans le monde, préalable nécessaire à un passage en off-shore rapide et efficace.
2. Passer à un mode Usine – création d'un catalogue de services à des tarifs prédéfinis garantissant leur fourniture et facilitant le chiffrage des solutions par les GBU pour leurs clients.
3. Standardiser les processus de transition entre l'onshore et l'off-shore – gérer le transfert de contrats existants en abaissant le coût de transition et ceci sans interruption de service.
4. Définir les principes du nouveau modèle opérationnel en Inde – bénéficier d'économies d'échelle et fournir des services optimisés en réorganisant les opérations indiennes globalement sur les technologies et/ou les domaines fonctionnels. Par exemple, des équipes deviennent spécialisées dans les tests, les montées de version et applications SAP, le développement Java et .net, pour l'ensemble des clients.
5. Développer l'aide à la vente – aider la force de vente à mieux appréhender et maîtriser l'offre off-shore dans les nouveaux contrats.

A la fin du premier semestre 2010, Atos Origin possède 14 lignes de production autour de technologies diverses opérationnelles en Inde.

Le programme HTTS

HTTS et Atos Worldline augmentent leurs capacités off-shore pour supporter un fort développement de portefeuille au coût le plus compétitif. Une part significative de ses solutions de paiement est désormais réalisée en Inde.

Une forte attention est aussi accordée pour développer des centres ayant des compétences linguistiques semblables à celles des pays demandeurs

- Maroc
Pour faire face à l'accroissement de la demande de ses clients français, le Groupe a renforcé son centre off-shore marocain. En septembre 2009, Atos Origin a déménagé dans un tout nouveau campus "Casa Near-shore" près de Casablanca, construit dans le but de concentrer les compétences. Le Groupe a augmenté à la fois la taille de l'équipe d'Intégration de Systèmes et celle d'Infogérance afin de mieux servir ses clients. En 2010, le Groupe met en pratique la même approche que celle déployée en Inde.
- Argentine
Pour répondre également à la demande de l'Espagne, le Groupe a décidé de renforcer ses capacités off-shore SI en Argentine, comme les banques et les grands groupes internationaux basés en Espagne cherchent à développer leurs activités en Amérique du Sud.

6.4 BIEN ETRE AU TRAVAIL

Fin 2009, Atos Origin a lancé un programme « Bien-être au travail » (« Well Being at Work ») à l'échelle du Groupe. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de son plan de transformation, a pour objectif de revisiter le rapport au travail de ses salariés, en s'appuyant sur les nouvelles technologies, et en intégrant les attentes sociales des collaborateurs, génération « Y » incluse, l'objectif étant, d'ici à 2012, de classer Atos Origin parmi les entreprises distinguées pour la qualité de leur environnement de travail.

Début 2010, un conseil « Well Being at Work » a été mis en place et est chargé de mener une réflexion originale et

- d'imaginer de nouvelles méthodes de travail ;
- de définir les relations professionnelles de demain au sein de l'entreprise ;
- de pousser la communauté scientifique de la société à faire preuve d'innovation ;
- d'anticiper de manière visionnaire les attentes de nos clients.

Le Groupe a décliné le programme en sept projets sociaux concrets dans le cadre d'une approche qui couvre notamment tous les aspects de l'entreprise de demain, depuis le lancement de programmes de management, de formation et de gestion des talents, à la mise à disposition d'outils de travail spécifiques pour le travail à distance, en passant par la mise en place d'organisations du travail collaboratives et flexibles. La mise en place du nouveau Campus Atos Origin et siège social du Groupe à Bezons, constitue l'un des projets phares de ce programme.

Depuis 2009, à Bezons comme dans les autres implantations du Groupe, une attention particulière a parallèlement été portée à l'occupation optimisée de ses bureaux.

6.5 SOUTENIR L'INNOVATION

6.5.1 Mondialisation des plateformes de paiement

Atos Worldline a traité en 2009 environ trois milliards de transactions de paiements en Belgique, en France et en Allemagne. Afin de renforcer sa position et de préparer le marché SEPA, Atos Worldline a lancé un programme stratégique qui a été intégré au Programme TOP en 2009 : le programme de mondialisation des plates-formes de paiement. Son but est de fournir les premières plateformes de traitement des paiements réellement paneuropéennes pour le traitement des opérations d'acceptation, d'achat, d'émission, de compensation, de règlements et de livraisons.

Ces plates-formes mondiales de traitement des paiements sont conçues et développées pour répondre aux besoins des clients internationaux pour les traitements transfrontaliers, le front et le back office, y compris la conformité réglementaire et la gestion de la fraude.

Avec ces plateformes mondiales, le Groupe a pour objectif d'augmenter de manière significative dans les années à venir le nombre de transactions traitées en développant ces activités sur les marchés

existants (Belgique, France et Allemagne) et en développant les synergies avec les autres marchés sur lesquels Atos Origin a déjà une présence forte.

6.5.2 Investir dans l'innovation

Atos Origin est au premier plan mondial des projets technologiques innovants dans le secteur énergétique, dans le secteur public, dans les télécommunications et dans les services financiers. À travers le Programme TOP, le Groupe a utilisé une approche méthodique pour identifier ces projets et s'assurer de leur visibilité tant interne qu'externe. Ces projets ont également permis de solliciter et de bénéficier d'Aides à la Recherche octroyées en soutien à l'innovation. Conjugué à l'amélioration de la trésorerie, cela a permis d'investir encore plus dans la Recherche et le Développement.

6.6 POURSUITE EN 2010

Le Programme TOP est un programme sur trois ans qui continuera jusqu'en 2011. À la fin de l'année 2009, le Groupe a lancé de nouvelles initiatives dans les domaines du bien être des employés portant en particulier sur la gestion des talents, la formation, le management et le télétravail.

7 REVUE FINANCIERE

7.1 ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Le Groupe a réalisé un résultat net - part du Groupe de 60,0 millions d'euros au 30 juin 2010, ce qui représente 2,4% du chiffre d'affaires consolidé de la période.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	% de rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% de rentabilité
Marge opérationnelle	150,1	6,0%	118,3	4,6%
Autres produits et charges opérationnels	-54,2		-75,8	
Résultat opérationnel	95,9	3,8%	42,5	1,6%
Résultat financier	-10,0		-14,4	
Charge d'impôt	-23,8		-7,7	
Part des intérêts sans contrôle et associés	-2,1		-2,2	
Résultat net – part du Groupe	60,0	2,4%	18,2	0,7%
Résultat net retraité – part du Groupe (*)	98,3	3,9%	73,9	2,9%

(*) Défini ci-après

7.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente 6,0% du chiffre d'affaires total de la période, en tenant compte de la nouvelle taxe française, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui est enregistrée dans la charge d'impôt. Sans cet impact réglementaire, la marge opérationnelle s'établit à 141,0 millions d'euros (5,7% du chiffre d'affaires à comparer à 4,6% l'an dernier).

7.1.2 Résultat opérationnel

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents et représente une charge nette de 54,2 millions d'euros au 30 juin 2010. Le tableau suivant montre une analyse par nature et par destination de ce poste :

(en millions d'euros)	Coûts de transformation du Groupe	Autres éléments non -récurrents	Total
Restructuration des effectifs	-19,2	3,1	-16,1
Rationalisation des bureaux de Paris	-14,2	-	-14,2
Autres charges de rationalisations immobilières	-1,1	1,8	0,7
Perte de valeur sur goodwill	-	-25,0	-25,0
Reprise de provisions de bilan d'ouverture devenues sans objet et autres	-	0,4	0,4
Total	-34,5	-19,7	-54,2

Les coûts de restructuration du Groupe (charge de 34,5 millions d'euros)

La charge de restructuration des effectifs de 19,2 millions d'euros est la résultante à la fois de l'adaptation des effectifs du Groupe aux effets de la récession économique et des coûts non-récurrents induits par les programmes TOP visant à améliorer l'efficacité et la productivité du Groupe. La combinaison de ces deux actions a concerné principalement les Pays-Bas (6,0 millions d'euros), la zone Ibérique (5,0 millions d'euros) et la France (3,7 millions d'euros).

La charge relative au programme de rationalisation des bureaux de Paris correspond principalement :

- Aux loyers, pour un montant de 8,8 millions d'euros, du nouveau bâtiment dont l'installation, au premier semestre 2010, est en cours. Cette charge de loyer ne sera pas décaissée en 2010 puisqu'une franchise de deux ans de loyers, commençant en 2010, est consentie par le nouveau propriétaire;

- A une transaction conclue avec le propriétaire de l'immeuble "Les Miroirs" pour 20,0 millions d'euros en échange d'une résiliation anticipée du contrat de location qui sera payée sur le troisième trimestre 2010. Cette opération a conduit à un complément de charges de 3,0 millions d'euros sur le résultat opérationnel car 17,0 millions d'euros de coûts étaient déjà couverts par la provision constituée en 2009;
- Aux activités se situant dans le bâtiment de Suresnes qui seront transférées également à Bezons. Cette décision a été officiellement annoncée aux représentants du personnel, et a conduit à la comptabilisation d'une provision supplémentaire de 4,9 millions d'euros.

Autres éléments non-récurrents (charges de 19,7 millions d'euros)

Les autres éléments non-récurrents comprennent principalement la perte de valeur de 25,0 millions d'euros comptabilisée sur l'unité génératrice de trésorerie Ibérique suite à une détérioration de l'environnement économique en Espagne.

7.1.3 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe au premier semestre 2010 correspond à une charge nette de 10,0 millions d'euros comprenant :

- Le coût net de l'endettement;
- Les produits et charges financiers non opérationnels.

Le coût net de l'endettement financier au 30 juin 2010 a représenté une charge nette de 8,5 millions d'euros contre une charge nette de 6,5 millions d'euros au 30 juin 2009.

Le coût net de 8,5 millions d'euros correspond à un endettement moyen brut de 564,2 millions d'euros qui a été compensé par un montant moyen brut de trésorerie et équivalent de trésorerie de 430,0 millions d'euros. Une partie de la trésorerie et des équivalents de trésorerie disponibles provient du produit de l'émission de l'obligation convertible du Groupe (OCEANE).

Le coût moyen des emprunts financiers a été de 3,19% au cours du premier semestre 2010 (ce pourcentage a été négativement impacté par le taux d'intérêt effectif de l'OCEANE de 6,68% lequel est calculé selon les normes IFRS en prenant en compte la valeur des options de conversion) et le produit financier moyen de la trésorerie s'est élevé à 0,31%.

Au cours du premier semestre 2010, l'endettement financier net moyen du Groupe a été ramené à 134,2 millions d'euros contre 368,6 millions d'euros au premier semestre 2009.

Le ratio de couverture des intérêts consolidés (marge opérationnelle divisée par le coût net de l'endettement net financier) a été de 18 au premier semestre 2010. Il ne doit pas être inférieur à 4 jusqu'à l'échéance du crédit syndiqué du Groupe.

Les autres produits et charges financiers se sont élevés à une charge nette de 1,5 millions d'euros au premier semestre 2010 contre une charge nette de 7,9 millions d'euros sur la même période en 2009. Cette amélioration s'explique principalement par la charge financière nette liée aux engagements de retraite qui correspond à la différence entre le rendement attendu des actifs de préfinancement et le coût des intérêts applicables aux obligations de retraite. La charge financière nette liée aux engagements de retraite 2010 est plus faible que celle sur la même période 2009 dû à un rendement financier attendu plus élevé car calculé sur des bases d'actifs augmentées en fin d'année précédente des reprises des dépréciations antérieures.

7.1.4 Impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre de l'exercice 2010 s'élève à 23,8 millions d'euros pour un résultat avant impôt de 85,9 millions d'euros. Il en résulte un Taux d'Impôt Effectif (TIE) de 27,7%, découlant du TIE normalisée de 34,8% calculé sur la base d'une année pleine, et qui a été ensuite ajusté en fonction de l'impact fiscal d'éléments inhabituels.

Le TIE normalisée de 34,8% comprend la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et l'incidence fiscale de la perte de valeur de 25,0 millions d'euros en Espagne. La charge d'impôt de juin 2010 comprend la CVAE pour un montant brut de 9,1 millions d'euros.

A moyen terme, le taux effectif d'impôt annuel prévu s'élèvera à 29%-30% en comprenant la CVAE dans le calcul de la charge d'impôt.

7.1.5 Intérêts sans contrôle

Les intérêts sans contrôle comprennent les participations détenues par des partenaires de coentreprise et d'autres associés du Groupe. Ils sont constitués principalement de participations détenues dans Atos Worldline Processing Services en Allemagne (42%) jusqu'à la date d'acquisition de ces intérêts sans contrôle le 24 juin 2010.

7.1.6 Résultat net retraité

Le résultat net - part du Groupe avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 98,3 millions d'euros, soit 3,9% du chiffre d'affaires.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
Résultat net - part du Groupe	60,0	18,2
Restructuration et rationalisation	-29,6	-74,8
Retraites	0,4	1,4
Reprise de provisions de bilan d'ouverture devenues sans objet	2,1	0,1
Plus ou moins value de cessions	-1,7	-1,6
Pertes de valeur sur actifs à long terme et autres	-25,4	-0,9
Total des éléments inhabituels	-54,2	-75,8
Effet d'impôt	15,9	20,1
Total des éléments inhabituels - net d'impôt	-38,3	-55,7
Résultat net retraité - part du Groupe	98,3	73,9

7.2 RÉSULTAT NET PAR ACTION

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
Résultat net - part du Groupe	60,0	18,2
Résultat net hors instruments dilutifs - part du Groupe	64,4	18,2
Résultat net retraité - part du Groupe	98,3	73,9
Résultat net retraité hors instruments dilutifs - part du Groupe	102,7	73,9
(en euros)		
RNPA (Résultat net par action)	0,87	0,27
RNPA dilué	0,85	0,27
RNPA retraité	1,42	1,08
RNPA dilué retraité	1,35	1,08

Les effets dilutifs sur le nombre total d'actions correspondent à 5 414 771 actions de l'emprunt obligataire et à 1 243 306 options de souscription d'actions.

L'incidence du retraitement de ces instruments dilutifs sur le résultat net s'élève à 4,4 millions d'euros net d'impôt et sont constitués par la charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire.

Sur la base d'un nombre moyen pondéré de 75 823 157 actions en circulation pendant le premier semestre 2010, le résultat net retraité par action - part du Groupe s'est élevé à 1,42 euros et à 1,35 euros pour le résultat net retraité par action dilué - part du Groupe.

7.3 FLUX DE TRESORERIE ET ENDETTEMENT NET

Le Groupe a débuté l'exercice avec un endettement net de 139,4 millions d'euros. A fin juin, il s'élève à 119,1 millions d'euros.

Les principaux éléments ayant contribué aux flux nets de trésorerie en juin 2010 sont les suivants :

- Un Excédent Brut Opérationnel (EBO) de 240,2 millions d'euros, représentant 9,6% du chiffre d'affaires (8,3% en juin 2009) ;
- Une diminution des dépenses d'investissements opérationnels, ne représentant plus que 2,9% du chiffre d'affaires (4,1% en juin 2009) et concrétisant la stratégie du Groupe de réduire le poids des investissements ;
- Une variation positive du besoin en fonds de roulement de 1,2 millions d'euros ;
- Des investissements financiers nets de 54,0 millions d'euros. Ce montant correspond principalement à :
 - o l'acquisition, en mars 2010, de la société Shere Ltd pour un montant de 19,7 millions d'euros net de sa trésorerie, fournisseur innovant de solutions internet, offrant des services transactionnels de haute technologie sur les marchés des transports ferroviaires et de l'hôtellerie au Royaume-Uni, et
 - o l'acquisition, le 24 juin 2010, des intérêts sans contrôle dans la société Atos Worldline Processing services en Allemagne (42%) pour un montant de 35,0 millions d'euros ;
- Des coûts de réorganisation et de rationalisation sur la période 2010 de 69,4 millions d'euros équivalents à juin 2009 (69,5 millions d'euros).

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
EBO (Excédent Brut Opérationnel)	240,2	214,7
Investissements opérationnels nets	-72,8	-106,6
Variation du besoin en fonds de roulement	1,2	-38,3
Flux de trésorerie opérationnel	168,6	69,8
Impôts payés	-27,3	-10,7
Coût net de l'endettement financier net payé excl. des obligations convertibles	-2,9	-6,3
Charges d'intérêts nettes des obligations convertibles	-5,6	-
Dépenses de restructuration provenant des autres produits et charges opérationnels	-47,0	-62,1
Dépenses de rationalisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-22,4	-7,4
Investissements financiers nets	-54,0	-6,6
Dividendes versés	-4,3	-3,6
Rachat et revente d'actions propres	1,4	1,6
Autres variations (*)	13,8	1,7
Flux de trésorerie net	20,3	-23,6
Endettement net d'ouverture	-139,4	-304,0
Endettement net de clôture	-119,1	-327,6

(*) Les autres variations correspondent aux augmentations de capital, aux écarts de change, à la participation des salariés transférée en fonds d'emprunts, à la vente d'actifs opérationnels, autres éléments opérationnels décaissés (excluant les charges de restructuration et de rationalisation) et aux autres éléments financiers décaissés.

7.3.1 Investissements opérationnels nets

Au cours des six premiers mois de l'année 2010, les investissements opérationnels nets se sont élevés à 72,8 millions d'euros.

Les achats d'actifs immobilisés ont atteint 81,7 millions d'euros sur la période du premier semestre 2010. Les principales unités globales d'activités du Groupe ayant contribué à ces investissements ont été :

- Le Royaume-Uni pour 15,6 millions d'euros, dont 6,0 millions d'euros pour l'acquisition de droits de propriété intellectuelle et 6,0 millions d'euros d'investissement en matériels informatiques pour divers projets clients;
- Atos Worldline pour 11,6 millions d'euros;
- Les Pays-Bas pour 8,8 millions d'euros dont 4,2 millions d'euros pour les achats de serveurs et d'ordinateurs dans le cadre de projets clients ; le reste ayant principalement concerné des dépenses pour des infrastructures réseaux et le stockage de données pour 4,0 millions d'euros; et,
- La France pour 8,4 millions d'euros (dont 5,5 millions d'euros dédiés aux clients et 1,1 millions d'euros pour des infrastructures partagées).

Les cessions d'actifs immobilisés se sont élevées à 8,9 millions d'euros provenant principalement de la vente de Mainframe en Allemagne.

7.3.2 Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement est positive sur la période de 1,2 millions d'euros.

En 2009, le Groupe a mis en place un dispositif semestriel pour le paiement des primes au lieu d'un dispositif annuel les années précédentes. Par conséquent, le besoin en fonds de roulement du 1^{er} semestre 2009 inclut le paiement des primes sur l'année pleine de 2008, tandis que le besoin en fonds de roulement du 1^{er} semestre 2010 inclut seulement le paiement des primes liées au second semestre 2009.

Le DSO s'est amélioré de 6 jours. Il s'élève à 58 jours à fin juin 2010 contre 64 jours à fin juin 2009. Cette évolution est le résultat des actions menées par Atos Origin pour réduire la saisonnalité du fonds de roulement et accélérer le recouvrement client (T18).

7.3.3 Convenances bancaires

Le Groupe respecte les limites de ses ratios financiers bancaires comprenant un ratio de levier financier (endettement net divisé par la marge opérationnelle avant amortissements et dépréciation) de 0,2 à fin juin 2010. Le ratio de levier financier consolidé ne doit pas être supérieur à 2,5 en vertu du crédit syndiqué Groupe.

Le ratio de couverture des intérêts consolidés (marge opérationnelle divisée par le coût net de l'endettement net financier) a été de 18 au premier semestre 2010. Il ne doit pas être inférieur à 4 jusqu'à l'échéance du crédit syndiqué du Groupe.

7.4 RESULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Le résultat avant impôt de la société mère s'élève à 92,1 millions d'euros à fin juin 2010, comparé au résultat de 116,9 millions d'euros pour le premier semestre 2009.

8 RESULTATS FINANCIERS

8.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Atos Origin, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note « Base de préparation et principes comptables » des comptes semestriels consolidés condensés qui expose le changement de méthode comptable relatif aux écarts actuariels des régimes de retraite,
- la note « Goodwill » qui présente les résultats des tests de dépréciation réalisés par la société, sur les goodwills de certaines Unités Génératrices de Trésorerie au 30 juin 2010.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 juillet 2010

Les Commissaires aux Comptes,

Deloitte & Associés

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Tristan Guerlain

Christophe Patrier

Jean-Pierre Colle

Vincent Frambourt

8.2 ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

8.2.1 Etats consolidés intermédiaires du Résultat Global

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2009 (12 mois)
Chiffre d'affaires	Note 2	2 494,2	2 589,3	5 127,0
Charges de personnel	Note 3	-1 434,8	-1 471,8	-2 862,3
Charges opérationnelles	Note 4	-909,3	-999,2	-1 974,1
Marge opérationnelle		150,1	118,3	290,6
En % du chiffre d'affaires		6,0%	4,6%	5,7%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-54,2	-75,8	-259,3
Résultat opérationnel		95,9	42,5	31,3
En % du chiffre d'affaires		3,8%	1,6%	0,6%
Coût de l'endettement financier net		-8,5	-6,5	-13,5
Autres charges financières		-24,4	-20,8	-31,9
Autres produits financiers		22,9	12,9	21,0
Résultat financier	Note 6	-10,0	-14,4	-24,4
Résultat avant impôt		85,9	28,1	6,9
Charge d'impôt	Note 7	-23,8	-7,7	1,1
Résultat net		62,1	20,4	8,0
Dont:				
- Part du Groupe		60,0	18,2	3,9
- Intérêts sans contrôle	Note 13	2,1	2,2	4,1

(en euros et en nombre d'actions)

Résultat net par action - Part du Groupe	Note 8			
Nombre moyen pondéré d'actions		69 165 080	68 620 160	68 772 224
Résultat net par action - Part du Groupe		0,87	0,27	0,06
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		75 823 157	68 620 160	74 420 585
Résultat net dilué par action - Part du Groupe		0,85	0,27	0,06

8.2.2 Autres éléments du Résultat Global

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2009 (12 mois)
Résultat net de la période	62,1	20,4	8,0
Autres éléments du résultat global			
Variation de juste valeur des instruments financiers :			
- Gains / (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres	2,3	5,0	2,9
- Variation de la juste valeur transférée en résultat	-0,6	-0,5	2,5
Impôts liés à la variation de juste valeur des instruments financiers	-0,1	-1,4	-1,2
Gains et pertes actuariels générés sur la période	-47,6	-	-29,5
Variation de la réserve de conversion	78,4	55,2	25,2
Total Autres éléments du résultat global	32,4	58,3	-0,1
Total Résultat global	94,5	78,7	7,9
Dont :			
- Part du Groupe	92,3	76,5	3,4
- Intérêts sans contrôle	2,2	2,2	4,5

8.2.3 Etats consolidés intermédiaires de la Situation Financière

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2010	31 décembre 2009	30 juin 2009
ACTIF				
Goodwill	Note 9	1 556,4	1 507,6	1 564,4
Immobilisations incorporelles		76,6	68,9	80,5
Immobilisations corporelles		394,9	407,4	441,7
Actifs financiers non courants	Note 10	147,7	220,0	63,0
Instruments financiers non courants	Note 17	0,2	1,1	1,4
Impôts différés actifs		286,4	249,0	227,3
Total des actifs non courants		2 462,2	2 454,0	2 378,3
Clients et comptes rattachés	Note 11	1 345,4	1 281,3	1 392,9
Impôts courants		8,0	26,3	32,3
Autres actifs courants		207,3	164,4	206,6
Instruments financiers courants	Note 17	7,6	3,8	0,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 12	430,9	534,7	164,8
Total des actifs courants		1 999,2	2 010,5	1 797,5
TOTAL DE L'ACTIF		4 461,4	4 464,5	4 175,8
PASSIF				
Capital social		69,7	69,7	69,7
Primes		1 330,2	1 329,7	1 329,7
Réserves consolidées		236,5	300,9	286,9
Ecart de conversion		-75,0	-153,4	-123,4
Résultat de l'exercice		60,0	3,9	18,2
Capitaux propres – Part du Groupe		1 621,4	1 550,8	1 581,1
Intérêts sans contrôle	Note 13	3,5	11,0	10,1
Total capitaux propres		1 624,9	1 561,8	1 591,2
Provisions retraite et assimilées	Note 14	422,9	437,1	261,9
Provisions non courantes	Note 15	113,9	126,6	105,0
Passifs financiers	Note 16	506,7	483,4	262,4
Impôts différés passifs		62,7	63,0	59,8
Instruments financiers non courants	Note 17	1,7	4,3	3,7
Autres passifs non courants		13,3	1,1	1,1
Total des passifs non courants		1 121,2	1 115,5	693,9
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 18	528,1	475,3	517,9
Impôts courants		38,4	28,3	49,2
Provisions courantes	Note 15	99,2	135,2	84,3
Instruments financiers courants	Note 17	4,6	1,2	1,0
Part à moins d'un an des passifs financiers	Note 16	43,3	190,7	230,0
Autres passifs courants	Note 19	1 001,7	956,5	1 008,3
Total des passifs courants		1 715,3	1 787,2	1 890,7
TOTAL DU PASSIF		4 461,4	4 464,5	4 175,8

8.2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2009 (12 mois)
Résultat avant Impôts		85,9	28,1	6,9
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 4	101,6	111,9	222,0
Dotations / (reprises) nets aux provisions d'exploitation		-26,8	-26,0	-34,5
Dotations / (reprises) nets aux provisions financières		5,6	6,9	7,2
Dotations / (reprises) nets aux autres provisions opérationnelles		-63,7	3,7	83,5
Pertes de valeur des actifs long terme		25,0	-	31,1
Variation des autres produits et charges opérationnels sans effet de trésorerie		22,6	-	-
Plus et moins-values de cessions d'immobilisations		2,4	2,6	5,7
Charges nettes liées aux options de souscription d'actions et assimilées		5,6	7,9	15,1
(Gains) / pertes sur instruments financiers		-0,2	-1,2	-2,2
Coût de l'endettement financier net	Note 6	8,5	6,5	13,5
Flux de trésorerie avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôt		166,5	140,4	348,3
Impôts payés		-27,3	-10,7	-39,5
Variation du besoin en fonds de roulement		1,2	-38,3	34,6
Flux net de trésorerie généré par l'activité		140,4	91,4	343,4
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-81,7	-109,1	-204,8
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		8,9	2,5	7,3
Investissements d'exploitation net		-72,8	-106,6	-197,5
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-59,3	-7,1	-17,0
Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice		1,1	1,3	1,2
Encaissements liés aux cessions financières		4,2	0,8	3,3
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		-	-1,6	-1,6
Investissements financiers nets		-54,0	-6,6	-14,1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-126,8	-113,2	-211,6
Augmentation de capital liée à l'exercice d'options de souscription d'actions		0,5	-	0,1
Obligations convertibles : - en capitaux propres	Note 16	-	-	47,8
- en dettes financières	Note 16	-	-	200,7
Rachats et reventes d'actions propres		1,4	1,6	5,7
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-4,3	-3,6	-4,3
Souscription de nouveaux emprunts	Note 16	25,4	9,4	33,0
Nouveaux contrats de locations financement	Note 16	0,1	4,5	2,3
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 16	-24,8	-74,7	-79,2
Coût de l'endettement financier net payé		-2,9	-6,3	-13,3
Autres mouvements liés aux opérations de financement	Note 16	-141,0	-26,3	-52,8
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-145,6	-95,4	140,0
Variation de trésorerie		-132,0	-117,2	271,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	Note 16	532,9	261,9	261,9
Variation de trésorerie		-132,0	-117,2	271,8
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		28,8	10,8	-0,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	Note 16	429,7	155,5	532,9

8.2.5 Variation des Capitaux Propres Consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Eléments constatés directe- ment en capitaux propres	Résultat net - Part du Groupe	Capitaux propres – Part du Groupe	Intérêts sans contrôle	TOTAL
Au 1er Janvier 2009	69 717	69,7	1 329,7	292,0	-177,1	-5,5	22,6	1 531,4	11,0	1 542,4
Impacts changements de méthode au 1er Janvier 2009				-58,2	-1,5		23,4	-36,3	0,5	-35,8
Au 1er Janvier 2009 après impacts changements de méthode	69 717	69,7	1 329,7	233,8	-178,6	-5,5	46,0	1 495,1	11,5	1 506,6
* Augmentation de capital								-		-
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				46,0			-46,0	-		-
* Dividendes								-	-3,6	-3,6
* Options de souscription d'actions et assimilées				7,9				7,9		7,9
* Achat d'actions propres				1,6				1,6		1,6
* Autres								-		-
* Transactions avec les actionnaires	-	-	-	55,5	-	-	-46,0	9,5	-3,6	5,9
* Résultat Net de la période							18,2	18,2	2,2	20,4
* Autres éléments du Résultat Global					55,2	3,1		58,3		58,3
*Total du résultat Global de la période	-	-	-	-	55,2	3,1	18,2	76,5	2,2	78,7
Au 30 Juin 2009	69 717	69,7	1 329,7	289,3	-123,4	-2,4	18,2	1 581,1	10,1	1 591,2
* Augmentation de capital	3							-		-
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent								-		-
* Dividendes								-	-1,4	-1,4
* Options de souscription d'actions et assimilées				7,2				7,2		7,2
* Achat d'actions propres				4,1				4,1		4,1
* Part des instruments composés				31,3				31,3		31,3
* Autres				0,2				0,2		0,2
* Transactions avec les actionnaires	3	-	-	42,8	-	-	-	42,8	-1,4	41,4
* Résultat Net de la période							-14,3	-14,3	1,9	-12,4
* Autres éléments du Résultat Global				-29,9	-30,0	1,1		-58,8	0,4	-58,4
*Total du résultat Global de la période	-	-	-	-29,9	-30,0	1,1	-14,3	-73,1	2,3	-70,8
Au 31 Décembre 2009	69 720	69,7	1 329,7	302,2	-153,4	-1,3	3,9	1 550,8	11,0	1 561,8
* Augmentation de capital	21	0,0	0,5					0,5		0,5
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				3,9			-3,9	-		-
* Dividendes								-	-3,9	-3,9
* Options de souscription d'actions et assimilées				5,6				5,6		5,6
* Achat d'actions propres				1,4				1,4		1,4
* Part des instruments composés								-		-
* Autres				-29,2				-29,2	-5,8	-35,0
* Transactions avec les actionnaires	21	-	0,5	-18,3	-	-	-3,9	-21,7	-9,7	-31,4
* Résultat Net de la période	-	-	-	-	-	-	60,0	60,0	2,1	62,1
* Autres éléments du Résultat Global	-	-	-	-47,7	78,4	1,6	-	32,3	0,1	32,4
*Total du résultat Global de la période	-	-	-	-47,7	78,4	1,6	60,0	92,3	2,2	94,5
Au 30 Juin 2010	69 741	69,7	1 330,2	236,2	-75,0	0,3	60,0	1 621,4	3,5	1 624,9

8.2.6 Notes annexes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2010

8.2.6.1. Bases de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés 2010 ont été établis conformément aux principes de reconnaissance et d'évaluation requis par les IFRS (International Financial Reporting Standards).

Les normes internationales comprennent : les « International Financial Reporting Standards » (IFRS), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les principes comptables, les règles de présentation et les méthodes de calcul mis en application pour les états financiers intermédiaires consolidés à fin juin 2010 sont conformes à ceux appliqués lors de l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2009 et présentés dans le Document de Référence de 2009, à l'exception des effets liés à l'adoption des normes et interprétations décrites ci-dessous :

- Les principes comptables liés aux retraites et avantages similaires : le Groupe a décidé d'abandonner la méthode dite du "corridor" et a opté pour une reconnaissance des gains et pertes actuariels en autres éléments du résultat global, comme le propose le paragraphe 93 A-D de la norme IAS 19 (pour plus de détails, se référer au paragraphe approprié de ce chapitre);
- IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises* et les amendements d'IAS 27 révisée – *Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales*.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2010 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Ainsi, ces états financiers n'incluent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels et doivent être lus en coordination avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2009.

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont conformes aux normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2010. Ces normes et interprétations sont consultables sur : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les normes suivantes, les interprétations et les amendements de normes existantes qui ont été publiés, sont obligatoires aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010 :

- o IAS 27 révisée - *Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales* suite au projet "Business Combinations phase II"
- o IFRS 3 révisée - *Regroupements d'entreprises* suite au projet "Business Combinations phase II"
- o IAS 39 - *Reconnaissance et évaluation des éléments éligibles à la couverture*
- o IFRS 2 - *Païement fondé sur des actions*
- o IFRS 5 - *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* (amendement issu du programme d'amélioration annuelle des IFRS de mai 2008)
- o Amendements portant sur plusieurs normes IFRS, issus du programme d'amélioration annuelle des IFRS d'avril 2009
- o IFRIC 12 - *Accords de concession de services*
- o IFRIC 15 - *Contrats de construction de biens immobiliers*
- o IFRIC 16 - *Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger*
- o IFRIC 17 - *Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires*
- o IFRIC 18 - *Transfert d'actifs provenant de clients*

Les changements dans les principes comptables induits par l'application d'IFRS 3 révisée et d'IAS 27 révisée sont décrits plus loin dans ce chapitre. L'impact de l'adoption des autres nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes sur les états financiers du Groupe reste limité.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ne tiennent pas compte :

- des normes et interprétations publiées par l'IASB, approuvées au niveau européen, mais avec une date d'application postérieure au 30 juin 2010 :
 - Amendement d'IAS 32 - *Classement des émissions de droits*
- des nouvelles normes, interprétations et amendements de normes existantes non encore approuvées par l'Union Européenne, notamment :
 - IAS 24 - *Information relative aux parties liées*
 - IFRIC 19 - *Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres*

- Amendement d'IFRIC 14 - *Paiements anticipés des exigences de financement minimal*
- Amendements portant sur plusieurs normes IFRS, issus du programme d'amélioration annuelle des IFRS de 2010
- IFRS 9 - *Instruments financiers* (IAS 39 Phase I)
- des projets de normes à l'état d'exposé - sondage au niveau de l' « International Accounting Standards Board » (IASB)

A la date de ce rapport, l'impact de l'éventuelle application de ces normes et interprétations sur les états financiers intermédiaires consolidés résumés n'est pas disponible.

8.2.6.2. Principes comptables significatifs

En complément des principes comptables indiqués dans le rapport annuel, les principes comptables suivants sont applicables pour les comptes intermédiaires :

Dépréciation d'actifs

Les goodwill et les actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors que des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Une perte de valeur est reconnue le cas échéant pour l'excès de valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

De tels événements et circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- un écart significatif de la performance économique des actifs comparés au budget,
- une détérioration importante de l'environnement économique des actifs,
- la perte d'un client majeur,
- une hausse significative des taux d'intérêts.

Retraites et avantages similaires

Le Groupe a décidé d'abandonner la méthode dite du "corridor" et a opté pour une reconnaissance des gains et pertes actuariels en autres éléments du résultat global, comme le propose le paragraphe 93 A-D de la norme IAS 19.

Avant le 1^{er} janvier 2010, Atos Origin utilisait l'option dite du « corridor » pour reconnaître les gains et pertes actuariels résultant de l'évaluation des actifs et passifs de retraite (paragraphe 95 de la norme IAS 19). Cette approche conduisait à ne reconnaître, au compte de résultat (marge opérationnelle), que la part des gains et pertes actuariels cumulés qui dépassaient un « tunnel » de plus ou moins 10% du montant le plus élevé entre les engagements des régimes de retraite et de leurs actifs dédiés. Cette quote-part était reconnue sur la durée de vie active résiduelle des bénéficiaires de chacun des plans.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, Atos Origin a choisi d'utiliser l'autre option proposée par la norme IAS 19 (paragraphe 93 A-D), selon laquelle tous les gains et pertes actuariels générés dans la période sont reconnus en autres éléments du résultat global. En conséquence, à partir du 30 juin 2010 et pour les exercices futurs, la provision pour engagements de retraite présentée au bilan du Groupe reflètera la différence entre l'évaluation des engagements et la valeur des actifs dédiés, plus ou moins le coût des services passés non encore reconnu.

Conformément à la norme IAS 8 - *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, ce changement de méthode comptable a été appliqué rétroactivement à toutes les périodes présentées, comme si cette nouvelle méthode comptable avait toujours été appliquée.

Les tableaux ci-dessous résument l'impact de ce changement de méthode comptable sur le compte de résultat et le bilan du Groupe au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2009 :

- Résultat global

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2009 (12 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
Charges de personnel	0,6	0,3
Marge opérationnelle	0,6	0,3
Autres produits et charges opérationnels	-38,9	-
Résultat opérationnel	-38,3	0,3
Charge d'impôts	10,5	-0,1
Résultat net	-27,8	0,2
Dont :		
- Part du Groupe	-27,8	0,2
- Intérêts sans contrôle	-	-

- Situation financière

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	30 juin 2009
ACTIF		
Actifs financiers non courants	82,4	-15,0
Impôts différés actifs	41,0	15,9
Total des actifs non courants	123,4	0,9
TOTAL DE L'ACTIF	123,4	0,9

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	30 juin 2009
PASSIF		
Réserves consolidées	-64,7	-34,9
Ecart de conversion	-0,7	-4,2
Résultat de l'exercice	-27,8	0,2
Capitaux propres - Part du Groupe	-93,2	-38,9
Intérêts sans contrôle	0,9	0,6
Total capitaux propres	-92,3	-38,3
Provisions retraite et assimilées	214,0	37,6
Impôts différés passifs	1,7	1,6
Total passifs non courants	215,7	39,2
TOTAL DU PASSIF	123,4	0,9

Le principe de réévaluation des actifs et passifs de retraite lors des arrêts intermédiaires est inchangé, c'est-à-dire que les réévaluations actuarielles ne sont mises en œuvre que si des mouvements importants interviennent dans les taux d'actualisation à utiliser selon la norme IAS 19, et sont limitées aux régimes les plus significatifs du Groupe. Pour les régimes moins significatifs ou lorsque aucune évolution significative n'a été observée dans les taux d'actualisation, les projections actuarielles sont utilisées.

Regroupements d'entreprises et variations ultérieures du pourcentage de détention

A compter du 1^{er} janvier 2010, le Groupe a décidé d'adopter IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises* et les amendements de IAS 27 révisée - *États financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales*.

IFRS 3 révisée introduit un certain nombre de changements dans la comptabilisation des regroupements d'entreprises. Ces changements peuvent avoir un impact sur le montant de l'écart d'acquisition à comptabiliser, le résultat net de la période d'acquisition ainsi que sur les comptes de résultat futurs.

Les amendements liés à IAS 27 imposent que tout changement du pourcentage d'intérêt dans la filiale contrôlée doit être comptabilisé comme une opération en capital, sans aucun impact sur l'écart d'acquisition ou sur le résultat. De plus, ces amendements introduisent des changements de comptabilisation liés aux pertes générées par les filiales et la perte de contrôle d'une filiale.

Ces changements sont applicables de manière prospective sur les regroupements d'entreprises (y compris les prises de contrôle effectuées en plusieurs étapes) effectués à compter du 1^{er} janvier 2010. En outre, les nouvelles règles relatives à la comptabilisation des rachats complémentaires des intérêts sans contrôle ou des ventes d'intérêts dans une filiale contrôlée et relatives au traitement des impôts différés devenus réalisables ultérieurement à la date d'acquisition, s'appliquent pour toutes les opérations effectuées à compter du 1^{er} janvier 2010 (même si le fait générateur du regroupement d'entreprises est antérieur à cette date).

Les impacts qui découlent de ces nouveaux principes sont présentés dans les notes concernées.

Evaluation des actifs et passifs de sociétés nouvellement acquises et des passifs éventuels

Lors de la première consolidation, l'ensemble des actifs, passifs et passifs éventuels (à moins qu'ils ne correspondent pas des obligations présentes) de la société acquise est estimé à sa juste valeur.

Le coût d'acquisition inclut tout élément conditionnel (ajustement du prix d'acquisition dépendant d'un ou plusieurs événements futurs). Lors de l'évaluation du montant de l'ajustement, il convient de retenir des hypothèses cohérentes avec celles utilisées pour la valorisation des actifs incorporels.

- Pour les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010, tout élément conditionnel du prix d'acquisition est inclus dans celui-ci dès lors que l'ajustement est probable et peut être évalué de façon fiable. Si les événements futurs ne se réalisent pas ou si l'estimation doit être révisée, le coût d'acquisition continue à être ajusté avec une incidence sur le montant de l'écart d'acquisition et / ou sur la valorisation des actifs et passifs de l'entité acquise.
- Pour les regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010, tout changement, après la date d'acquisition, dans l'estimation de l'ajustement du prix, est comptabilisé au compte de résultat.

Les coûts de transaction liés à un regroupement d'entreprises sont enregistrés au compte de résultat lorsqu'ils sont supportés.

Dans le cadre d'une prise de contrôle effectuée en plusieurs étapes, tout intérêt non assorti de contrôle qui était précédemment détenu par le Groupe est mesuré à sa juste valeur, l'ajustement en résultant étant enregistré au compte de résultat. De façon similaire, quand une acquisition complémentaire modifie le niveau de contrôle, celui-ci passant de l'influence notable ou d'un contrôle conjoint à l'exercice du contrôle, tout investissement préexistant dans l'ancienne entreprise associée / co-entreprise, est réévalué à sa juste valeur, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé en résultat (avec également, en conséquence, un changement dans le montant de l'écart d'acquisition par rapport au montant antérieurement reconnu).

Acquisition d'intérêts sans contrôle et vente d'intérêts dans une filiale contrôlée

Les opérations d'achat d'intérêts sans contrôle et de vente d'intérêts dans une filiale contrôlée qui n'ont pas d'incidence sur le contrôle exercé, sont enregistrées dans les capitaux propres (y compris les coûts de transaction directs).

En cas de perte de contrôle de la filiale, le gain ou la perte correspondant est enregistré en résultat. Par ailleurs, si le Groupe conserve un investissement dans l'entité, celui-ci est réévalué à sa juste valeur et le gain ou la perte en découlant est également reconnu en résultat.

Engagements de rachat d'intérêts sans contrôle

Les engagements fermes ou conditionnels de rachat d'intérêts sans contrôle sont, sous certaines conditions, assimilés à une acquisition de titres de participation et sont comptabilisés en passifs financiers avec pour contrepartie une réduction des intérêts sans contrôle.

Pour les engagements de rachat qui existaient déjà avant le 1^{er} janvier 2010, lorsque le prix de rachat est supérieur au montant des intérêts sans contrôle, le Groupe a choisi de comptabiliser le solde en écart d'acquisition. Tout changement d'évaluation de la juste valeur des engagements de rachat d'intérêts sans contrôle ultérieur sera aussi comptabilisé en écart d'acquisition.

Pour les engagements de rachat contractés à compter du 1^{er} janvier 2010, lorsque le prix de rachat est supérieur au montant des intérêts sans contrôle, le Groupe a choisi de comptabiliser le solde en capitaux propres (part du Groupe). Tout changement d'évaluation de la juste valeur des engagements de rachat d'intérêts sans contrôle ultérieur sera aussi comptabilisé en capitaux propres (part du Groupe).

Charge d'impôts

La charge d'impôts comprend la charge d'impôt sur le résultat et les impôts différés.

Dans le cadre des comptes semestriels, la charge d'impôts du Groupe a été déterminée sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au « Résultat net avant impôts ». Le taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice est déterminé en fonction de la charge d'impôts prévue compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

8.2.6.3 Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires simplifiés clos au 30 juin 2010

Note 1 Variation du périmètre de consolidation

Depuis le 1^{er} janvier 2010, il n'y a pas de changement significatif du périmètre de consolidation.

Note 2 Information sectorielle

Selon la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement révisé par le responsable décisionnaire des opérations puis réconcilié au résultat du Groupe. Le responsable décisionnaire des opérations évalue le résultat ou la perte des segments en calculant un résultat opérationnel. Le responsable décisionnaire des opérations, qui est en charge de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président du Conseil d'Administration et Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

Le responsable décisionnaire des opérations a décidé de changer les segments opérationnels en 2010 par rapport à 2009. Les changements de segments opérationnels sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Segments opérationnels en 2009	Pays	Segments opérationnels en 2010
France - Maroc	France	France
	Maroc	Autres pays
ISAM	Espagne, Portugal et Andorre	Ibérie
	Argentine, Brésil, Chili et Colombie	Autres pays
Reste du monde	Etats-Unis et Mexique	Autres pays
	Chine, Taiwan, Japon, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Indonésie	
	Inde	

Les recommandations de la norme IFRS 8 sont applicables de manière rétroactive et comparable.

Le Groupe opère dans sept principales unités globales d'activité comme détaillées ci-dessous :

Segments opérationnels

Activités

- France Conseil, Intégrations de systèmes, Infogérance et Paiements et Transactions électroniques en France
- Benelux Conseil, Intégrations de systèmes, Infogérance et Paiements et Transactions électroniques aux Pays-Bas Belgique et au Luxembourg
- Royaume-Uni Conseil, Intégrations de systèmes, Infogérance, Externalisation des Processus et Paiements et Transactions électroniques au Royaume-Uni et en Suède
- Worldline Paiements et Transactions électroniques en France, Belgique et Allemagne
- GCEMA Intégrations de systèmes, Infogérance et Paiements et Transactions électroniques en Allemagne, Suisse, Pologne, Autriche, Grèce, Turquie et Afrique du Sud
- Ibérie Conseil, Intégrations de systèmes, Infogérance et Paiements et Transactions électroniques en Espagne, Portugal et Andorre
- Autres pays Conseil, Intégrations de systèmes, Infogérance et Paiements et Transactions électroniques en Chine, Taiwan, Japon, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Indonésie, Etats-Unis, Mexique, Inde, Maroc, Dubaï, Argentine, Brésil, Chili et Colombie

Les transferts et les transactions entre les différents secteurs sont effectués dans des conditions commerciales normales qui seraient également applicables à des tierces parties non liées.

L'information des segments opérationnels pour la période est la suivante :

(en millions d'euros)	France	Benelux	Royaume- Uni	Worldline	GCEMA	Ibérie	Autres Pays	Total Segments opération- nels	Direction des lignes de services	Autre Corporate	Elimination	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2010												
Chiffre d'affaires par secteur	573,0	459,3	441,7	420,2	241,3	158,1	200,4	2 494,0		0,2		2 494,2
%	23,0%	18,4%	17,7%	16,8%	9,7%	6,3%	8,0%	100,0%				100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	25,3	14,8	2,5	5,5	23,0	2,9	52,6	126,6			-126,6	
Total Chiffre d'affaires	598,3	474,1	444,2	425,7	264,3	161,0	253,0	2 620,6		0,2	-126,6	2 494,2
Marge opérationnelle par secteur	17,6	42,8	36,2	69,7	10,9	-9,3	21,7	189,6	-8,1	-31,4		150,1
%	3,1%	9,3%	8,2%	16,6%	4,5%	-5,9%	10,8%	7,6%				6,0%
Total Actif sectoriel	712,2	748,0	747,6	593,5	327,3	232,0	318,2	3 678,8		57,3		3 736,1
Semestre clos le 30 juin 2009												
Chiffre d'affaires par secteur	572,4	517,2	445,8	416,3	283,5	174,6	179,2	2 589,0		0,3		2 589,3
%	22,1%	20,0%	17,2%	16,1%	10,9%	6,7%	6,9%	100,0%		0,0%		100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	35,3	15,3	3,3	5,6	21,3	3,0	41,4	125,2			-125,2	
Total Chiffre d'affaires	607,7	532,5	449,1	421,9	304,8	177,6	220,6	2 714,2		0,3	-125,2	2 589,3
Marge opérationnelle par secteur	22,1	34,3	36,9	61,2	4,0	4,9	3,1	166,5	-14,2	-34,0		118,3
%	3,9%	6,6%	8,3%	14,7%	1,4%	2,8%	1,7%	6,4%				4,6%
Total Actif sectoriel	686,8	639,1	766,6	648,9	378,5	274,8	317,4	3 712,1		39,3		3 751,4
Exercice clos le 31 décembre 2009												
Chiffre d'affaires par secteur	1 125,7	996,9	901,9	843,9	566,9	334,3	355,4	5 125,0	1,0	1,0		5 127,0
%	22,0%	19,4%	17,6%	16,5%	11,1%	6,5%	6,9%	100,0%				100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	65,3	30,1	6,1	11,1	42,8	5,8	76,8	238,0			-238,0	
Total Chiffre d'affaires	1 191,0	1 027,0	908,0	855,0	609,7	340,1	432,2	5 363,0	1,0	1,0	-238,0	5 127,0
Marge opérationnelle par secteur	47,1	84,0	83,0	133,1	21,5	11,6	6,8	387,1	-26,4	-70,1		290,6
%	4,2%	8,4%	9,2%	15,8%	3,8%	3,5%	1,9%	7,6%				5,7%
Total Actif sectoriel	660,0	777,6	688,7	599,4	349,2	246,7	294,5	3 616,1		38,4		3 654,5

Les actifs sectoriels sont réconciliés avec le total actif somme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009	30 juin 2009
Total actif sectoriel	3 736,1	3 654,5	3 751,4
Actifs d'impôts	294,4	275,3	259,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	430,9	534,7	164,8
Total Actif	4 461,4	4 464,5	4 175,8

Note 3 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2009	% du chiffre d'affaires	Exercice clos le 31 décembre 2009	% du chiffre d'affaires
Salaires (*)	-1 107,0	44,4%	-1 138,8	44,0%	-2 188,4	42,7%
Charges sociales	-328,7	13,2%	-331,9	12,8%	-661,0	12,9%
Taxes, formation, intéressement et participation	-26,2	1,1%	-23,8	0,9%	-49,0	1,0%
Options de souscription d'actions et assimilées	-5,5	0,2%	-6,9	0,3%	-14,0	0,3%
Dotations nettes aux provisions pour charges de personnel	-1,1	0,0%	1,6	-0,1%	1,3	0,0%
Différence entre les contributions payées et la charge nette liée aux engagements de retraite (**)	33,7	-1,4%	28,0	-1,1%	48,8	-1,0%
Total	-1 434,8	57,5%	-1 471,8	56,8%	-2 862,3	55,8%

(*) dont aucun impact pour restructuration en 2010 comparé à 0,6 millions en juin 2009.

(**) différence entre le total payé aux fonds de pension et la charge nette aux engagements de retraite selon IAS 19.

Rémunération à base d'actions

La charge de 5,5 millions d'euros enregistrée dans la marge opérationnelle au titre des paiements fondés sur des actions (6,9 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2009) est composée de :

- 1,4 millions d'euros liés au plan "Management Investment Plan" (MIP) et au plan "Long Term Incentive" (LTI) mis en place en 2008 et 2007, ainsi que
- 4,1 millions d'euros liés à des plans de stock-options accordés en 2009 et sur les exercices antérieurs.

Plans d'actions gratuites

Aucun nouveau plan d'actions gratuites n'a été mis en place en 2010.

Le calcul de la charge 2010 relative aux plans LTI et MIP prend en compte le départ du Groupe de certains bénéficiaires.

Total des charges comptabilisées en marge opérationnelle au cours du semestre 2010 concernant les plans d'actions gratuites :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
LTI 2008	0,2	0,8
MIP 2008	0,8	2,2
LTI 2007	0,2	-
MIP 2007	0,2	0,9
Total	1,4	3,9

Plans de stock-options

Le Groupe a reconnu un montant total de 4,1 millions d'euros de charges sur les stock-options (3,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009). La charge 2010 comprend :

- 0,7 million d'euros lié au plan attribué en décembre 2008, et
- 3,4 millions d'euros liés aux trois plans attribués en 2009.

Total des charges comptabilisées en marge opérationnelle au cours du semestre 2010 concernant les plans de stock-options attribués en 2009 :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
26 mars 2009	1,3	1,2
3 juillet 2009	1,6	-
4 septembre 2009	0,5	-
Total	3,4	1,2

Note 4 Charges opérationnelles

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2009	% du chiffre d'affaires	Exercice clos le 31 décembre 2009	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance - Direct	-264,0	10,6%	-296,7	11,5%	-574,8	11,2%
Achat de logiciels et de matériels informatiques	-96,4	3,9%	-84,2	3,3%	-169,2	3,3%
Coûts de maintenance	-108,6	4,4%	-130,8	5,1%	-256,9	5,0%
Charges locatives	-100,1	4,0%	-104,5	4,0%	-211,3	4,1%
Télécommunications	-62,1	2,5%	-54,4	2,1%	-111,2	2,2%
Transports et déplacements	-57,6	2,3%	-55,4	2,1%	-114,3	2,2%
Véhicules d'entreprise	-39,3	1,6%	-46,9	1,8%	-92,8	1,8%
Honoraires	-47,5	1,9%	-77,7	3,0%	-148,6	2,9%
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	1,3	-0,1%	-15,6	0,6%	-27,8	0,5%
Autres charges	-40,4	1,6%	-22,2	0,9%	-44,8	0,9%
Sous-total charges	-814,7	32,7%	-888,4	34,3%	-1 751,7	34,2%
Amortissement d'immobilisations	-101,6	4,1%	-111,9	4,3%	-222,0	4,3%
Dotation nette aux provisions	-5,7	0,2%	-3,3	0,1%	-15,5	0,3%
Plus et moins-values d'immobilisations cédées	-0,9	0,0%	-1,0	0,0%	-2,0	0,0%
Perte sur créances irrecouvrables	-0,9	0,0%	-4,8	0,2%	-6,5	0,1%
Production immobilisée	14,5	-0,6%	10,2	-0,4%	23,6	-0,5%
Sous-total autres charges	-94,6	3,8%	-110,8	4,3%	-222,4	4,3%
Total	-909,3	36,5%	-999,2	38,6%	-1 974,1	38,5%

Note 5 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	Semestre clos le 30 juin 2009	Exercice clos le 31 décembre 2009
Charges de restructuration	-16,1	-57,4	-140,6
Charges de rationalisation	-13,5	-17,4	-86,3
Retraites	0,4	1,4	1,3
Reprise de provisions de bilan d'ouverture sans objet	2,1	0,1	13,4
Plus et moins values de cessions d'actifs	-1,7	-1,6	-15,3
Perte de valeur sur actifs à long terme et autres	-25,4	-0,9	-31,8
Total	-54,2	-75,8	-259,3

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents et représente une charge nette de 54,2 millions d'euros au 30 juin 2010. Le tableau suivant montre une analyse par nature et par destination de ce poste :

(en millions d'euros)	Coûts de transformation du Groupe	Autres éléments non -récurrents	Total
Restructuration des effectifs	-19,2	3,1	-16,1
Rationalisation des bureaux de Paris	-14,2	-	-14,2
Autres charges de rationalisations immobilières	-1,1	1,8	0,7
Perte de valeur sur goodwill	-	-25,0	-25,0
Reprise de provisions de bilan d'ouverture devenues sans objet et autres	-	0,4	0,4
Total	-34,5	-19,7	-54,2

Les coûts de restructuration du Groupe (charge de 34,5 millions d'euros)

La charge de restructuration des effectifs de 19,2 millions d'euros est la résultante à la fois de l'adaptation des effectifs du Groupe aux effets de la récession économique et des coûts non-récurrents induits par les programmes TOP visant à améliorer l'efficacité et la productivité du Groupe. La combinaison de ces deux actions a concerné principalement les Pays-Bas (6,0 millions d'euros), la zone Ibérique (5,0 millions d'euros) et la France (3,7 millions d'euros).

La charge relative au programme de rationalisation des bureaux de Paris correspond principalement :

- Aux loyers, pour un montant de 8,8 millions d'euros, du nouveau bâtiment dont l'installation, au premier semestre 2010, est en cours. Cette charge de loyer ne sera pas décaissée en 2010 puisqu'une franchise de deux ans de loyers, commençant en 2010, est consentie par le nouveau propriétaire;
- A une transaction conclue avec le propriétaire de l'immeuble "Les Miroirs" pour 20,0 millions d'euros en échange d'une résiliation anticipée du contrat de location qui sera payée sur le troisième trimestre 2010. Cette opération a conduit à un complément de charges de 3,0 millions d'euros sur le résultat opérationnel car 17,0 millions d'euros de coûts étaient déjà couverts par la provision constituée en 2009;
- Aux activités se situant dans le bâtiment de Suresnes qui seront transférées également à Bezons. Cette décision a été officiellement annoncée aux représentants du personnel et a conduit à la comptabilisation d'une provision supplémentaire de 4,9 millions d'euros.

Autres éléments non-récurrents (charges de 19,7 millions d'euros)

Les autres éléments non-récurrents comprennent principalement la perte de valeur de 25,0 millions d'euros comptabilisée sur l'unité génératrice de trésorerie Ibérique suite à une détérioration de l'environnement économique en Espagne.

Note 6 Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	Semestre clos le 30 juin 2009	Exercice clos le 31 décembre 2009
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-8,9	-6,9	-13,9
Intérêts financiers liés aux locations-financement	-0,1	-0,2	-0,4
Résultat des cessions d'équivalents de trésorerie	0,5	0,6	0,8
Résultat des couvertures de taux sur dettes financières	-	-	-
Coût de l'endettement financier net	-8,5	-6,5	-13,5

Le coût net de l'endettement financier au 30 juin 2010 a représenté une charge nette de 8,5 millions d'euros contre une charge nette de 6,5 millions d'euros au 30 juin 2009.

Le coût net de 8,5 millions d'euros correspond à un endettement moyen brut de 564,2 millions d'euros qui a été compensé par un montant moyen brut de trésorerie et équivalent de trésorerie de 430,0 millions d'euros. Une partie de la trésorerie et des équivalents de trésorerie disponibles provient du produit de l'émission de l'obligation convertible du Groupe (OCEANE).

Le coût moyen des emprunts financiers a été de 3,19% au cours du premier semestre 2010 (ce pourcentage a été négativement impacté par le taux d'intérêt effectif de l'OCEANE de 6,68% lequel est calculé selon les normes IFRS en prenant en compte la valeur des options de conversion) et le produit financier moyen de la trésorerie s'est élevé à 0,31%.

Au cours du premier semestre 2010, l'endettement financier net moyen du Groupe a été ramené à 134,2 millions d'euros contre 368,6 millions d'euros au premier semestre 2009.

Le ratio de couverture des intérêts consolidés (marge opérationnelle divisée par le coût net de l'endettement net financier) a été de 18 au premier semestre 2010. Il ne doit pas être inférieur à 4 jusqu'à l'échéance du crédit syndiqué du Groupe.

Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	Semestre clos le 30 juin 2009	Exercice clos le 31 décembre 2009
Produits / (charges) de change et couvertures liées	-1,1	0,7	-1,9
Gain/ (perte) lié à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	5,4	0,8	1,6
Charges financières d'actualisation	-0,3	-0,3	-0,5
Autres produits / (charges) financiers	-5,5	-9,1	-10,1
Autres produits et charges financiers	-1,5	-7,9	-10,9
Dont :			
- Autres charges financières	-24,4	-20,8	-31,9
- Autres produits financiers	22,9	12,9	21,0

Les autres produits et charges financiers ont représenté une charge nette de 1,5 millions d'euros au premier semestre 2010 et comprennent principalement le produit constaté sur les contrats de ventes à terme de devises (+5,4 millions d'euros), l'impact des variations de taux de change (-1,1 millions d'euros) et le résultat financier net constaté pour les engagements de retraite (-5,1 millions d'euros). La charge nette liée aux engagements de retraite correspond à la différence entre le rendement attendu des actifs financiers alloués à la couverture des engagements futurs de retraite et le coût des

intérêts applicables aux obligations de retraite. La charge financière nette liée aux engagements de retraite 2010 est plus faible que celle sur la même période 2009 dû à un rendement financier attendu plus élevé car calculé sur des bases d'actifs augmentées en fin d'année précédente des reprises des dépréciations antérieures.

Se référer à la note 14 Provisions retraites et assimilées pour des explications supplémentaires.

Note 7 Charge d'impôt

Le Taux d'Impôt Effectif (TIE) du 1^{er} semestre est de 27,7%, découlant du TIE normalisée de 34,8% calculé sur la base d'une année pleine, et qui a été ensuite ajusté en fonction de l'impact fiscal d'éléments inhabituels.

Le TIE normalisée de 34,8% comprend la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et l'incidence fiscale de la perte de valeur de 25,0 millions d'euros en Espagne. La charge d'impôt de juin 2010 comprend la CVAE pour un montant brut de 9,1 millions d'euros.

Note 8 Résultat net par action

La réconciliation entre le résultat par action et le résultat dilué par action est montrée dans le tableau ci-dessous. Les instruments dilutifs sont constitués des options de souscription d'actions et de l'emprunt obligataire (correspondant à 5 414 771 actions). Seul l'emprunt obligataire engendre un retraitement au niveau du résultat net servant de base de calcul du résultat dilué par action. Ce retraitement correspond à la charge d'intérêt relative à la composante dette nette d'impôt (4,4 millions d'euros). Le nombre total moyen d'options de souscription d'actions non exercées au 30 juin 2010 s'élève à 10 284 117 options, sur lequel 1 243 306 ont un effet dilutif sur le résultat net par action.

La réconciliation entre le résultat par action et le résultat dilué par action est la suivante :

(en millions d'euros et en unités)	Semestre clos le 30 juin 2010	Semestre clos le 30 juin 2009	Exercice clos le 31 décembre 2009
Résultat net – Part du Groupe [a]	60,0	18,2	3,9
Résultat net retraité des instruments dilutifs - Part du groupe [b]	64,4	18,2	4,7
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation [c]	69 165 080	68 620 160	68 772 224
Impact des instruments dilutifs [d]	6 658 077	-	5 648 361
Nombre moyen pondéré dilué d'actions [e]=[c]+[b]	75 823 157	68 620 160	74 420 585
Résultat net par action en euros [a]/[c]	0,87	0,27	0,06
Résultat net par action dilué en euros [b]/[e]	0,85	0,27	0,06

Note 9 Goodwill

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	Acquisitions/ dépréciations	Cessions	Autres	Variations de change	30 juin 2010
Valeur brute	2 038,2	14,0	-	-	83,9	2 136,1
Perte de valeur	-530,6	-25,0	-	-	-24,1	-579,7
Valeur nette	1 507,6	-11,0	-	-	59,8	1 556,4

Le goodwill est alloué aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) identifiées selon les secteurs géographiques indiqués dans la Note 2 comme le recommande la norme IFRS 8.

Les tests de dépréciation opérés dans le cadre des états financiers intermédiaires se sont limités aux :

- Unités Génératrices de Trésorerie pour lesquelles un évènement exceptionnel s'est produit indiquant que la valeur de leurs actifs peut être altérée ;
- Unités Génératrices de Trésorerie dites « sensibles » de l'exercice 2009 pour lesquelles la valeur recouvrable des actifs est proche de leur valeur comptable.

Au cours du semestre, les opérations du Groupe en Espagne ont été impactées par la détérioration de l'environnement économique. Suite à l'évaluation de la valeur recouvrable de l'UGT Ibérique, une perte de valeur de 25,0 millions d'euros a été comptabilisée.

Le Groupe a également effectué des tests de dépréciation pour deux autres UGT "sensibles" (l'Allemagne et l'Amérique du Sud) pour lesquelles aucune dépréciation supplémentaire n'a été comptabilisée dans les comptes de juin 2010.

L'augmentation de la valeur brute du goodwill est liée à l'acquisition de la société Shere Ltd, fournisseur innovant de solutions internet, offrant des services transactionnels de haute technologie sur les marchés des transports ferroviaires et de l'hôtellerie au Royaume-Uni.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2010, le bilan du Groupe a été significativement impacté par les variations des taux de change et notamment par la parité de la livre sterling par rapport à l'euro. La principale conséquence a été l'augmentation du goodwill net de 41,0 millions d'euros depuis le 31 décembre 2009.

Note 10 Actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Actifs de préfinancement de retraites	124,1	196,9
Autres (*)	23,6	23,1
Total	147,7	220,0

(*) Le poste Autres inclut les prêts, les dépôts, les garanties, les titres comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et les participations non consolidées.

Note 11 Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Valeur brute	1 353,8	1 298,5
Coûts de transition	42,9	36,0
Provisions pour créances douteuses	-51,3	-53,2
Valeur nette de l'actif	1 345,4	1 281,3
Avances et acomptes reçus	-7,7	-11,0
Produits constatés d'avance TTC et clients créditeurs	-293,5	-292,8
Créances clients nettes (TTC)	1 044,2	977,5
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	58,0	57,0

Note 12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	293,6	429,0
SICAV monétaires	137,3	105,7
Total	430,9	534,7

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, Atos Origin peut à tout moment investir dans les SICAV monétaires ayant une maturité inférieure à trois mois.

Note 13 Intérêts sans contrôle

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	Résultat 2009	Dividendes	Autres	30 juin 2010
Atos Worldline Processing GmbH	7,9	1,6	-3,7	-5,8	-
Autres	3,1	0,5	-0,2	0,1	3,5
Total	11,0	2,1	-3,9	-5,7	3,5

La variation Autres sur Atos Worldline Processing GmbH en Allemagne est liée à l'acquisition des intérêts sans contrôle en date du 24 juin 2010.

Les dividendes de 3,9 millions d'euros sont décaissés au 30 juin 2010.

Note 14 Provisions retraites et assimilées

La provision nette totale reconnue au bilan du Groupe au titre des régimes de retraite et autres avantages à long terme s'élève à 298,8 millions d'euros

L'évaluation des passifs est très sensible aux taux d'intérêt à long terme, à partir desquels est déterminé le taux d'actualisation à utiliser selon la norme IAS 19. Les taux d'actualisation de référence ont significativement baissé en passant de 5,20% en décembre 2009 à 4,35% en juin 2010. En cohérence avec les principes comptables du Groupe, les passifs des principaux régimes de retraites de la zone euro ont été réévalués, alors que les passifs relatifs aux principaux plans de la zone livre sterling n'ont pas été réévalués, étant donné que les taux d'intérêt de marché pour cette devise se sont avérés plus stables.

Le Groupe a adopté une nouvelle méthode comptable, en abandonnant la méthode du corridor à partir du 1^{er} janvier 2010. Conformément aux paragraphes 93 A – 93 D de la norme IAS 19, tous les gains et pertes actuariels ainsi que les éventuels effets du plafonnement des actifs seront désormais reconnus en autres éléments du résultat global. Les chiffres présentés ci-dessous reflètent cette nouvelle méthode comptable. Une présentation plus détaillée des impacts de ce changement de méthode comptable figure au paragraphe « Principes comptables significatifs » de ce rapport.

La situation comptable des plans qui n'ont pas été réévalués est basée sur des projections des évaluations actuarielles réalisées en décembre 2009, après prise en compte des paiements de retraites ou de cotisations réels de la période.

La provision pour engagements de retraite a évolué comme suit au cours du premier semestre :

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Montants reconnus dans les états financiers :		
Charges payées d'avance	124,1	196,9
Charges à payer	-422,9	-437,1
Montant total reconnu dans la situation financière	-298,8	-240,2

L'impact net des régimes de retraite sur le compte de résultat du Groupe peut être synthétisé comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	Semestre clos le 30 juin 2009	Exercice clos le 31 décembre 2009
Marge opérationnelle	-10,2	-11,4	-23,9
Autres produits et charges opérationnels	-0,1	1,4	-0,9
Résultat financier	-5,1	-6,6	-7,4
Impact total sur le résultat	-15,4	-16,6	-32,2

Aux Pays-Bas, le plan de comblement du déficit a été approuvé par le régulateur local (DNB). Le taux de couverture atteint au cours de la période est en ligne avec les objectifs fixés par ce plan.

En Allemagne, la poursuite de l'harmonisation des régimes de retraite et l'arrêt d'un régime de médailles du travail ont conduit à des gains de réduction de régimes de 0,3 et 0,9 million d'euros respectivement.

Les positions d'ouverture et de clôture peuvent être réconciliées de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Montant reconnu en début de période	-240,2	-233,8
Reclassification autres passifs courants	-	-2,1
Coût net périodique	-15,4	-32,9
Prestations payées / cotisations employeur	44,3	75,5
Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global	-64,5	-45,2
Autres	-23,0	-1,7
Montant reconnu en fin de période	-298,8	-240,2

Note 15 Provisions

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (a)	30 juin 2010	Courantes	Non courantes
Réorganisation	70,9	7,3	-34,0	-7,1	0,1	37,2	37,2	-
Rationalisation	94,7	4,0	-22,1	-11,3	3,2	68,5	26,8	41,7
Engagements sur projets	23,2	16,1	-1,8	-3,2	0,9	35,2	35,2	-
Risques et litiges	73,0	6,9	-3,0	-7,4	2,7	72,2	-	72,2
Total provisions	261,8	34,3	-60,9	-29,0	6,9	213,1	99,2	113,9

(a) Les autres variations représentent principalement les écarts de conversion résultant de la conversion des provisions des entités situées en dehors de la zone Euro et les variations de périmètre de consolidation.

Les reprises de provision non utilisées comptabilisées en marge opérationnelle s'élèvent à 7,0 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2010 comparées à 8,3 millions d'euros sur la même période en 2009.

Note 16 Passifs financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2010			31 décembre 2009		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Contrats de location financement	1,7	0,3	2,0	2,9	0,5	3,4
Prêts bancaires	0,2	288,8	289,0	0,3	268,3	268,6
Titrisation	9,5	-	9,5	145,0	-	145,0
Obligations convertibles	3,1	203,2	206,3	1,1	199,6	200,7
Autres passifs financiers	28,8	14,4	43,2	41,4	15,0	56,4
Total passifs financiers	43,3	506,7	550,0	190,7	483,4	674,1

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles sous contrats de location financement s'élève à 1,5 millions d'euros.

Echéancier des passifs financiers non courants

(en millions d'euros)	2011	2012	2013	2014	>2015	Total
Obligations convertibles	-	-	-	-	250,0	250,0
Contrats de location financement	0,3	-	-	-	-	0,3
Prêts bancaires	1,2	280,8	0,8	0,7	5,3	288,8
Autres passifs financiers	4,7	3,4	2,5	3,8	0,0	14,4
Passifs financiers à long terme au 30 Juin 2010	6,2	284,2	3,3	4,5	255,3	553,5
Obligations convertibles - frais d'émission et effet d'actualisation	-	-	-	-	-46,8	-46,8
Passifs financiers à long terme au 30 juin 2010 excluant les obligations convertibles - frais d'émission et effet d'actualisation	6,2	284,2	3,3	4,5	208,5	506,7

Au 30 juin 2010, il n'y a pas d'instruments de couverture sur les passifs financiers.

Variations de l'endettement net sur l'exercice

(en millions d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009
Endettement net en début de période	139,4	304,0
Souscription de nouveaux emprunts	25,4	9,4
Obligations convertibles	5,6	-
Remboursement d'emprunts à long et moyen terme	-24,8	-74,7
Variation de trésorerie à court terme	132,0	117,2
Nouveaux contrats de location financement	0,1	4,5
Emprunts à long et moyen terme des sociétés cédées au cours de l'exercice	-	-
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen terme	-22,9	-6,5
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	5,3	-
Autres mouvements liés aux opérations de financement	-141,0	-26,3
Endettement net en fin de période	119,1	327,6

Trésorerie nette et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Trésorerie et équivalent de trésorerie	430,9	534,7
Découverts	-1,2	-1,8
Disponibilité et équivalents de trésorerie	429,7	532,9

Note 17 Juste valeur et caractéristiques des instruments financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Contrats de change à terme	7,8	-6,3	4,9	-5,5
S'analysant comme :				
- Non Courant	0,2	-1,7	1,1	-4,3
- Courant	7,6	-4,6	3,8	-1,2

La juste valeur des instruments financiers est fournie par les contreparties bancaires.

La désignation des instruments par monnaie étrangère se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	Instruments	30 juin 2010		31 décembre 2009	
		Juste valeur	Nominal	Juste valeur	Nominal
Couverture de flux de trésorerie					
	Change				
	Contrats à terme en USD	-2,9	48,3	0,9	25,4
	Contrats d'options USD	0,0	0,3	0,2	0,9
	Contrats à terme en CAD	-	-	0,7	5,7
	Contrats à terme en GBP	-0,9	33,2	-3,1	21,8
	Contrats d'options GBP	0,3	12,8	0,3	14,4
	Contrats à terme en INR	2,7	51,1	-1,1	45,4
	Contrats à terme en PLN	0,0	7,1	0,6	9,3
	Contrats à terme en CNY	-0,3	4,1	0,4	5,6
	Contrats à terme en JPY	-0,2	3,5	-	-
Transactions					
	Change				
	Contrats à terme en USD	-1,1	13,8	0,2	8,7
	Contrats d'options USD	0,9	5,8	-	-
	Contrats à terme en INR	2,7	11,9	0,3	12,7
	Contrats à terme en GBP	0,4	6,1	-	-

Note 18 Fournisseurs et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Dettes fournisseurs	525,3	472,0
Dettes fournisseurs d'immobilisations	2,8	3,3
Total	528,1	475,3

L'échéance des dettes fournisseurs et comptes rattachés est à moins d'un an.

Note 19 Autres passifs courants

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Avances et acomptes reçus sur commandes clients	7,7	11,0
Personnel et comptes rattachés	313,4	246,8
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	140,2	177,5
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	159,2	159,0
Produits constatés d'avance	249,2	244,1
Autres dettes d'exploitation	132,0	118,1
Total	1 001,7	956,5

L'échéance des autres passifs courants est à moins d'un an à l'exception des produits constatés d'avance dont l'échéance peut varier en fonction des termes spécifiques des contrats.

Note 20 Engagements hors bilan

Engagements contractuels

(en millions d'euros)	30 juin 2010	Echéance			31 décembre 2009
		A moins d'1 an	1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Obligations convertibles	206,3	3,1	-	203,2	200,7
Prêts Bancaires	289,1	0,2	283,6	5,3	268,6
Contrats de location financement	2,0	1,7	0,3	-	3,4
Comptabilisés au bilan	497,4	5,0	283,9	208,5	472,7
Contrats de location simple (terrains, constructions et agencements)	419,2	109,9	250,3	59,0	423,3
Contrats de location simple matériel informatique	12,0	7,5	4,5	-	10,2
Contrats de location simple autres immobilisations	74,9	35,0	39,9	-	89,8
Oligations d'achats irrévocables (> 5 ans)	17,4	16,6	0,8	-	16,1
Engagements	523,5	169,0	295,5	59,0	539,4
Total	1 020,9	174,0	579,4	267,5	1 012,1

Engagements commerciaux

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Garanties bancaires	61,2	64,1
Garanties de Performance	1 321,1	1 182,3
Nantissements	0,2	0,2
Total	1 382,5	1 246,6

Dans le cadre de certains contrats à long terme, le Groupe émet des garanties de performance ou des garanties financières au bénéfice de ses clients. Ces garanties dont le montant est plafonné, se sont élevées à 1 321,1 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 1 182,3 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Note 21 Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement significatif n'est apparu depuis le 30 juin 2010.

9 EVOLUTION DU CAPITAL ET PERFORMANCE BOURSIERE

Les actions du Groupe Atos Origin sont cotées au Marché Eurolist de Paris (France) sous le code Euroclear 5173 ISIN FR0000051732. Les actions sont cotées à Paris depuis 1995 et ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché. Atos Origin SA est la seule société cotée du Groupe.

9.1 TRANSACTIONS DES TITRES (EURONEXT)

Nombre de titres	69 741 238
Classification sectorielle	Technologie de l'Information
Indice principal	CAC AllShares
Autres indices	CAC IT, CAC IT20, CAC Mid 100, Euronext 100, SBF120
Marché	Eurolist segment A
Place de cotation	Euronext Paris (France)
Code	ATO (Euronext)
Code ISIN	FR0000051732
Eligibilité PEA / SRD	Oui / Oui

9.2 CAPITAL SOCIAL

9.2.1 Capital social au 30 juin 2010

Au 30 juin 2010, le capital s'élevait à 69,7 millions d'euros, divisé en 69 741 238 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Les modifications dans le montant du capital résultent exclusivement de levées d'options de souscription d'actions, ce qui représente 20 776 nouvelles actions.

Transactions	Nombre d'actions émises	Capital (en millions d'euros)	Prime d'émission (en millions d'euros)	Total (en millions d'euros)
Au 31 décembre 2009	69 720 462	69,7	1 409,8	1 479,5
Levées d'options de souscription d'actions	20 776	0,0	0,5	0,5
Au 30 juin 2010	69 741 238	69,7	1 410,3	1 480,0

9.2.2 Répartition du capital

Principaux actionnaires

Les principaux changements dans la répartition du capital social au cours du premier semestre 2010 ont été les suivants :

En nombre d'actions	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Actions	%	Actions	%
Financière Daunou 17 (PAI Partners)	17 442 839	25,0 %	15 765 838	22,6 %
Pardus Investments Sarl	5 964 424	8,6 %	7 000 004	10,0 %
FMR Llc (Fidelity Investments)	3 498 744	5,0 %	-	-
Centaurus Capital	NS	NS	1 332 140	1,9 %
Conseil d'Administration	16 640	0,0 %	14 938	0,0 %
Total dirigeants	16 640	0,0 %	14 938	0,0 %
Salariés	2 178 253	3,1 %	2 279 112	3,3 %
Autocontrôle	294 551	0,4 %	652 152	0,9 %
Public	40 345 787	57,9 %	42 676 278	61,2 %
Total	69 741 238	100,0%	69 720 462	100,0%

La détention des actions du Groupe par les salariés correspond aux Fonds Communs de Placement, aux Plans d'Epargne Entreprise et à la détention d'actions gratuites. La gestion est effectuée au travers du fonds commun de placement Groupe.

Franchissements de seuils

La Société a été informée des franchissements de seuil suivants au cours du premier semestre 2010 :

	Date de déclaration	Actions	% de participation (a)	% droits de vote (b)
Fidelity Investments (à la hausse)	15/01/2010	3 498 744	5,0%	5,0%
Financière Daunou 17 (à la hausse)	04/05/2010	16 075 538	23,2%	23,2%
Financière Daunou 17 (à la hausse)	21/05/2010	16 868 969	24,2%	24,2%
Pardus Investments Sarl (à la baisse)	01/06/2010	5 964 424	8,6%	8,6%
Financière Daunou 17 (à la hausse)	17/06/2010	17 442 839	25,0%	25,0%
Franchissements intervenus après le 30 Juin 2010				
Pardus Investments Sarl (à la baisse)	08/07/2010	4 928 848	7,1%	7,1%
Pardus Investments Sarl (à la baisse)	20/07/2010	3 893 272	5,6%	5,6%

(a) Sur la base du capital à la date de déclaration

(b) Sur la base du capital à cette date, excluant les actions d'autocontrôle

Aucun pacte d'actionnaires n'a été notifié à la société pour dépôt auprès des autorités boursières et, à la connaissance de la Direction du Groupe, il n'existe aucune action de concert ou pacte d'actionnaires, ni aucun autre accord similaire.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre accord susceptible d'avoir une incidence significative sur le capital de la société.

9.2.3 Effet potentiel futur du capital

Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2009	10 310 776
Options de souscription d'actions attribuées au 1 ^{er} semestre 2010	0
Options de souscription d'actions exercées au 1 ^{er} semestre 2010	-20 776
Options de souscription d'actions déchues au 1 ^{er} semestre 2010	-149 736
Options de souscription d'actions périmées au 1 ^{er} semestre 2010	-6 000
Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2010	10 134 264

Au cours du premier semestre 2010, il n'a été attribué aucune option de souscription d'actions.

Le Groupe a parallèlement signé un plan de participation dérogatoire sur les comptes 2009, versé en 2010, applicable à au moins 90 % des salariés des filiales françaises de la Société Atos Origin SA.

Sur le premier semestre 2010, un nombre total de 155 736 options de souscription d'actions ont été annulées et 20 776 options ont été exercées.

Sur la base de 69 741 238 actions émises, le capital social pourrait être augmenté de 10 134 264 nouvelles actions, soit 12,7 % du capital social après dilution. Cette dilution interviendrait uniquement par l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés, tel que détaillé ci-après.

Nombre d'actions	30 juin 2010	31 déc. 2009	Variation	% dilution	Millions d'euros
Nombre d'actions existantes	69 741 238	69 720 462	20 776		
Options de souscription d'actions	10 134 264	10 310 776	-176 512	12,7%	440,5
Total salariés	10 134 264	10 310 776	-176 512	12,7%	440,5
Total du capital potentiel	79 875 502	80 031 238	-155 736		

L'exercice de la totalité des options de souscription d'actions aurait pour effet d'augmenter les capitaux propres consolidés de 440,5 millions d'euros et le capital social de 10,1 millions d'euros.

Cependant, 57% des options de souscription d'actions attribuées aux salariés ont des conditions d'exercice supérieures au cours de bourse de l'action Atos Origin au 30 juin 2010 (33,17 euros).

Autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières non utilisées

Au regard des résolutions votées par l'Assemblée Générale annuelle du 27 mai 2010, les autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières non utilisées sont les suivantes :

Autorisation en euros	Montant des autorisations en nominal	Utilisation des autorisations en nominal	Solde non utilisé en nominal	Date d'expiration de l'autorisation
A.G.E. 27/05/2010 10 ^{ème} résolution Augmentation de capital Avec droit préférentiel de souscription (*)	20 000 000		20 000 000	26/07/2012
A.G.E. 27/05/2010 11 ^{ème} résolution Augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription (*)	10 500 000		10 500 000	26/07/2012
A.G.E. 27/05/2010 13 ^{ème} résolution Augmentation de capital en cas d'offre publique d'échange (*)	10 500 000		10 500 000	26/07/2012
A.G.E. 27/05/2010 14 ^{ème} résolution Augmentation de capital par apport en nature (*)	6 973 071		6 973 071	26/07/2012
A.G.E. 27/05/2010 16 ^{ème} résolution Augmentation de capital réservée aux salariés	1 394 614		1 394 614	26/07/2012

(*) Dans la limite globale de 20 000 000 euros pour les autorisations cumulées des 10^{ème} à 14^{ème} résolutions.

Le nombre total d'actions potentielles à émettre autorisé est de 21 394 614 actions nouvelles.

L'autorisation suivante d'annuler des actions représente 10% du capital social à la date de l'Assemblée Générale.

Autorisation en euros	Montant des autorisations en nominal	Utilisation des autorisations en nominal	Solde non utilisé en nominal	Date d'expiration de l'autorisation
A.G.E. 27/05/2010 9 ^{ème} résolution Réduction de capital	6 973 071		6 973 071	26/11/2011
Capital social			6 973 071	

9.3 DIVIDENDES

Au cours de l'Assemblée Générale tenue le 27 mai 2010, les actionnaires ont approuvé la résolution proposée par le Conseil d'Administration de ne pas verser de dividendes en 2010 au titre de l'exercice 2009.

9.4 PERFORMANCE BOURSIERE

9.4.1 Volumes de transactions mensuelles et trimestrielles

Au 30 juin 2010, le Groupe présentait une capitalisation boursière de 2,3 milliards d'euros, sur la base d'un cours à cette date de 33,17 euros et de 69 741 238 actions émises.

	Cours plus haut	Cours plus bas	Cours de clôture	Cours moyen pondéré	Nombre de titres échangés (en milliers d'actions)	Capitaux échangés (en milliers d'euros)
Source : Euronext	(en euros par action)					
Janvier	36,63	31,71	33,75	34,92	6 055	211 450
Février	35,80	30,84	34,23	33,42	5 341	178 490
Mars	38,43	34,37	37,18	36,63	7 350	269 220
1^{er} trimestre 2010					18 746	659 160
Avril	40,72	36,61	38,34	38,79	5 923	229 770
Mai	39,70	34,17	36,25	36,60	8 317	304 370
Juin	38,34	32,30	33,17	35,87	6 225	223 320
2^{ème} trimestre 2010					20 465	757 460
% du capital échangé sur la période		56%		TOTAUX	39 211	1 416 620

Le nombre moyen journalier d'actions échangées sur les six premiers mois de l'année 2010 a été de 307 232, en hausse de +2% par rapport au premier semestre de l'année 2009 (et -1% par rapport à la moyenne annuelle 2009). Le volume moyen de transactions mensuelles sur les six premiers mois de l'exercice 2010 s'est élevé à 236 millions d'euros, 70% plus élevé que le niveau atteint au premier semestre 2009 (+29% par rapport à la moyenne annuelle 2009).

10 RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

10.1 COMMUNICATION

L'objectif du Groupe est d'informer régulièrement et clairement l'ensemble de ses actionnaires, qu'ils soient institutionnels ou individuels, en veillant à l'homogénéité et à la transparence de l'information, par la distribution de documents d'information, notre site Internet et des rencontres personnalisées afin d'offrir à tous un même niveau d'information.

10.2 CONTACTS

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information :

- contacter Gilles Arditti, Senior Vice-président Communication Financière et Relations investisseurs

Tel : +33 (0) 1 55 91 28 83

E-mail: gilles.arditti@atosorigin.com,

- ou envoyer toute demande d'information à l'adresse : investors@atosorigin.com

10.3 DOCUMENTATION

La Société met à la disposition de ses actionnaires, outre le rapport semestriel, édité en français et en anglais :

- Un rapport annuel
- Des annonces trimestrielles de chiffre d'affaires et une revue de l'activité
- Des informations générales sur le site web www.atosorigin.com
- Des communiqués de presse réguliers, via le site web ou via la base de données de l'AMF

Les documents juridiques (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des Commissaires aux Comptes,...) peuvent être consultés à la Direction Juridique sur rendez-vous, au siège social d'Atos Origin.

10.4 REGISTRE

La Société Générale assure le service du titre Atos Origin.

10.5 CALENDRIER FINANCIER

Calendrier 2010	
▪ 13 octobre 2010	Chiffre d'affaires 3ème trimestre 2010
▪ 16 février 2011	Résultats annuels 2010

10.6 ACTUALISATION DU DOCUMENT D'INFORMATION ANNUEL

Conformément à l'article 221-1-1 du règlement général de l'AMF (Autorité des marchés Financiers), la liste suivante répertorie les informations financières publiées ou rendues publiques par Atos Origin depuis le 1^{er} janvier 2007.

Le présent document de référence a été rédigé en français et traduit en anglais dans son intégralité.

Document	Date d'émission	Source
Rapports financiers		
▪ Rapport semestriel 2010	30/07/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2009	01/04/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport semestriel 2009	31/07/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2008	09/04/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport semestriel 2008	29/07/08- 28/08/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2007	29/02/08-09/04/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport semestriel 2007	01/08/07-28/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2006	28/02/07-06/04/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
Communiqués financiers		
▪ Résultats semestriels 2010	28/07/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2009	17/02/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats semestriels 2009	29/07/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2008	18/02/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats semestriels 2008	29/07/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2007	15/02/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats semestriels 2007	01/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2006	28/02/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2010	14/04/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2009	16/10/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2009	15/04/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 ^{ème} trimestre 2008	05/02/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2008	31/10/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2008	29/07/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2008	30/04/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 ^{ème} trimestre 2007	31/01/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2007	15/11/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2007	01/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2007	14/05/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 ^{ème} trimestre 2006	05/02/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
Présentations financières		
▪ Résultats semestriels 2010	28/07/10	Site web Atos Origin
▪ Résultat annuels 2009	17/02/10	Site web Atos Origin
▪ Résultats semestriels 2009	29/07/09	Site web Atos Origin
▪ Résultat annuels 2008	18/02/09	Site web Atos Origin
▪ Résultats semestriels 2008	29/07/08	Site web Atos Origin
▪ Résultats annuels 2007	15/02/08	Site web Atos Origin
▪ Résultats semestriels 2007	01/08/07	Site web Atos Origin
▪ Résultats opérationnels 2006 et plans de transformation	05/02/07	Site web Atos Origin
▪ Résultats annuels 2006	28/02/07	Site web Atos Origin

Document	Date d'émission	Source
Autres communications financières		
▪ Emission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE)	21/10/09-23/10/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Descriptif de programme de rachat d'actions	25/06/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Descriptif de programme de rachat d'actions	03/07/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Descriptif de programme de rachat d'actions	30/05/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
Assemblées Générales d'Actionnaires		
▪ Présentation Assemblée Générale Comptes 2009	27/05/10	Site web Atos Origin
▪ Présentation Assemblée Générale Comptes 2008	26/05/09	Site web Atos Origin
▪ Présentation Assemblée Générale Comptes 2007	12/06/08	Site web Atos Origin
▪ Présentation Assemblée Générale Comptes 2006	23/05/07	Site web Atos Origin
▪ Procès-verbal de l' A.G. comptes 2009 (texte complet des résolutions et résultat des votes)	27/05/10	Siège social du Groupe
▪ Procès-verbal de l' A.G. comptes 2008 (texte complet des résolutions et résultat des votes)	26/05/09	Siège social du Groupe
▪ Procès-verbal de l'A.G. comptes 2007 (texte complet des résolutions et résultats des votes)	12/06/08	Siège social du Groupe
▪ Procès-verbal de l'A.G. comptes 2006 (texte complet des résolutions et résultats des votes)	23/05/07	Siège social du Groupe
Etats financiers		
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1er semestre 2010	29/07/10	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2009	17/02/10-01/04/10	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2009)	01/04/10	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1er semestre 2009	31/07/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2008	18/02/09-09/04/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2008)	09/04/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1er semestre 2008	29/07/08-28/08/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2007	29/02/08-09/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2007)	29/02/08-09/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1 ^{er} semestre 2007	01/08/07-28/08/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2006	28/02/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2006)	28/02/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
Rapports des Commissaires aux Comptes		
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Rapport semestriel 2010	29/07/10	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2010	29/07/10	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés (2009)	01/04/10	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les	01/04/10	Siège social du Groupe / Tribunal de

Document	Date d'émission	Source
comptes sociaux (2009)		Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés (2009)	01/04/10	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L225-235 du Code de Commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration (2009)	01/04/10	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Lettre de fin de travaux des Commissaires aux Comptes sur le Document de référence 2009	01/04/10	Siège social du Groupe
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Rapport semestriel 2009	31/07/09	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2009	31/07/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L225-235 du Code de Commerce sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Lettre de fin de travaux des Commissaires aux Comptes sur le Document de référence 2008	08/04/09	Siège social du Groupe
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Rapport semestriel 2008	29/07/08	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2008	29/07/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés de 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L225-235 du Code de Commerce sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance (2007)	08/04/08	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relative aux informations du Document de référence 2007	08/04/08	Siège social du Groupe
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relative aux informations du Rapport semestriel 2007	28/08/07	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2007	28/08/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées et engagements de 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur le rapport préparé par le Président du Conseil de Surveillance de 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Document de référence

Document	Date d'émission	Source
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relative aux informations du Document de référence 2006	06/04/07	Siège social du Groupe
Déclarations		
▪ Déclaration d'opérations sur titres réalisées par les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance	26/06/07-08/08/07- 07/05/08-15/05/08- 16/05/08-22/05/08- 24/06/08-13/08/08- 27/08/08-09/09/08- 18/09/08-22/09/08- 23/09/08-26/09/08- 22/12/08	Site web AMF / Document de référence
▪ Déclaration d'opérations sur titres réalisées par les membres du Conseil d'Administration	19/03/09-27/03/09- 18/05/09-22/02/10	Site web AMF / Document de référence
▪ Mise en œuvre d'un contrat de liquidité	11/06/07-07/01/08- 02/07/08-18/06/09- 09/06/10	Site web AMF
▪ Contrat de liquidité – déclaration semestrielle	05/01/07- 03/07/07- 17/01/08- 03/07/08- 09/01/09- 07/07/09- 05/01/10- 02/07/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2009	01/04/10	Site web AMF / Document de référence
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2008	08/04/09	Site web AMF / Document de référence
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2007	29/02/08-09/04/08	Site web AMF / Document de référence
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2006	28/02/07-06/04/07	Site web AMF / Document de référence

Sites Internet :

- **Atos Origin** www.atosorigin.com
- **AMF** www.amf-france.org > Décisions et informations financières > Communiqués des sociétés
- **BALO** www.journal-officiel.gouv.fr

11 RESPONSABLES DU DOCUMENT ET DU CONTROLE DES COMPTES

11.1 PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SON ACTUALISATION

Thierry BRETON,
Président Directeur Général

11.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SON ACTUALISATION

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle, du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité (ci-joint) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les comptes consolidés intermédiaires clos le 30 juin 2010 résumés dans l'actualisation du Document de Référence ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en pages 53 et 54. Sans remettre en cause la conclusion exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes consolidés intermédiaires, ont attiré l'attention du lecteur sur la note « Base de préparation et principes comptables » des comptes semestriels consolidés condensés qui expose le changement de méthode comptable relatif aux écarts actuariels des régimes de retraite et sur la note « Goodwill » qui présente les résultats des tests de dépréciation réalisés par la société, sur les goodwills de certaines Unités Génératrices de Trésorerie au 30 juin 2010.

Les comptes consolidés clos le 31 décembre 2009 et les comptes annuels clos le 31 décembre 2009 présentés dans le Document de Référence déposé le 1^{er} avril 2010 auprès de l'AMF sous le numéro D.10- 0199 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux figurant respectivement aux pages 114 à 116 et aux pages 198 à 199 dudit document.

Sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes consolidés, ont attiré l'attention du lecteur sur la note « Bases de préparation et principes comptables » aux comptes consolidés qui expose l'évolution du référentiel comptable résultant de l'application, à compter du 1er janvier 2009, de nouvelles normes et interprétations.

Les comptes consolidés clos le 31 décembre 2008 et les comptes annuels clos le 31 décembre 2008, présentés dans le Document de Référence déposé le 9 avril 2009 auprès de l'AMF sous le numéro D.09-251 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant respectivement aux pages 93 et 94 et aux pages 173 et 174 dudit document.

Sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes consolidés, ont attiré l'attention du lecteur sur la note « Goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés qui énonce qu'Atos Origin avait comptabilisé une charge pour perte de valeur de goodwill sur l'exercice 2008.

Sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes sociaux, ont attiré l'attention du lecteur sur le changement de principe

comptable relatif à l'application au 1^{er} janvier 2008 du règlement n°2008-15 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux plans d'options d'achat d'actions.

Thierry BRETON,

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général

Paris - La Défense, le 29 juillet 2010

11.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Commissaires aux Comptes		Suppléants	
Grant Thornton		Cabinet IGEC, 3, rue Léon Jost, 75017 Paris	
Jean-Pierre Colle et Vincent Frambourt			
• Nommé le 12 juin 2008 pour une durée de 6 ans • Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013		• Nommé le 12 juin 2008 pour une durée de 6 ans • Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013	
Deloitte & Associés		Cabinet B.E.A.S., 7/9, Villa Houssay 92200 Neuilly-sur-Seine	
Tristan Guerlain et Christophe Patrier			
• Nommé le 23 mai 2006 pour une durée de 6 ans • Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011		• Nommé le 23 mai 2006 pour une durée de 6 ans • Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011	

RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2010

- **Chiffre d'affaires** : 2 494 millions d'euros en variation organique de -4,6%,
- **Marge opérationnelle** :
 - o Publiée à 150 millions d'euros, soit 6,0% du chiffre d'affaires tenant compte des nouvelles règles comptables associées à la réforme de la taxe professionnelle en France,
 - o En base comparable 141 millions d'euros soit 5,7% à comparer à 4,6% au premier semestre 2009 grâce à la montée en charge du programme TOP,
- **Ratio Prises de commandes sur facturations** de 114%,
- **Endettement net** à 119 millions d'euros contre 328 millions d'euros au 30 juin 2009,
- **Résultat Net part du Groupe** à 60 millions d'euros contre 18 millions au premier semestre 2009.

Objectifs annuels 2010 confirmés

PARIS – 28 juillet 2010 – Atos Origin, l'un des leaders européens des services informatiques, a annoncé aujourd'hui ses résultats du premier semestre 2010. **Le chiffre d'affaires semestriel s'est élevé à 2 494 millions d'euros**, représentant une **variation organique de -4,6%** en ligne avec les anticipations de l'année. La marge opérationnelle a été de **150 millions d'euros soit 6,0% du chiffre d'affaires**. Ce chiffre a été atteint grâce au déploiement du programme TOP selon le plan triennal annoncé fin 2008.

Thierry Breton, Président Directeur Général d'Atos Origin a déclaré : « *Au premier semestre 2010, le Groupe est parvenu à augmenter sa marge opérationnelle de 110 points par rapport au premier semestre 2009, tout en limitant la variation de son chiffre d'affaires à -4,6%. Ces résultats permettent au Groupe de confirmer sa confiance dans l'atteinte de ses objectifs annuels et dans l'amélioration de sa marge opérationnelle d'au moins 250 points de base entre 2008 et 2011. En complément du déploiement du Programme TOP, le premier semestre 2010 a été consacré à la préparation du Groupe, et en particulier de ses forces de vente à un meilleur environnement économique. Dans ce contexte, de nouvelles solutions technologiques pour la gestion intelligente de l'énergie ont été lancées, et le portefeuille d'offres dans les Services Transactionnels de Haute Technologie (HTTS) s'est enrichi dans le Smart Mobility (mobilité intelligente).* »

Chiffre d'affaires par Ligne de Services

En **Infogérance d'infrastructures**, le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'est élevé à **903 millions d'euros**, représentant 36% du total. Cette activité a connu une décroissance organique de -6% provenant pour moitié de la baisse anticipée avec le client Arcandor en Allemagne, et pour l'autre moitié du manque de foisonnement avec les clients existants en particulier aux Pays-Bas et en France, partiellement compensé par des volumes élevés en Asie.

La ligne **Intégration de Systèmes** a enregistré un chiffre d'affaires de **902 millions d'euros** soit 36% du total, en décroissance organique de -6%. Cette activité avait chuté de -11% en 2009, compte tenu d'une

baisse de la demande et de la pression exercée sur les prix, notamment au Bénélux et en Espagne. Au premier trimestre 2010, la baisse avait été de -9%, elle a été contenue à -2% au deuxième trimestre 2010, grâce à une croissance de +4% en France. Aux Pays-Bas, les prix se sont stabilisés sur l'activité Régie, et en conséquence, le chiffre d'affaires a diminué de -9% au second trimestre contre -24% au premier trimestre.

L'activité **Services Transactionnels de Haute Technologie** a réalisé un chiffre d'affaires de **499 millions d'euros**, soit 20% du chiffre d'affaires total, en hausse organique de +2% sur le semestre. Après un premier trimestre en croissance de +0,6%, l'activité a cru de +3,8% au second trimestre. Sur le premier semestre 2010, l'activité Paiements qui représente les deux tiers du chiffre d'affaires HTTS a cru de +4%, alors que les services électroniques sont restés pratiquement stables. Dans le même temps, l'activité de Marchés Financiers a réalisé sur le semestre un chiffre d'affaires en décroissance de -8%, compte tenu de la refonte en cours sur les nouvelles offres.

L'activité **Conseil** a réalisé un chiffre d'affaires de **110 millions d'euros** au premier semestre 2010, en baisse organique de -17%. Si les conditions difficiles de marché se sont poursuivies conformément aux attentes du Groupe au premier semestre 2010, le ratio de prises de commandes de 125% permet d'envisager une stabilisation de l'activité au cours des prochains trimestres.

Le **BPO Médical** a réalisé un chiffre d'affaires de **80 millions d'euros** en croissance organique de +5%. Cette activité réalisée entièrement au Royaume-Uni et composée de contrats pluri annuels, a vu ses volumes croître à nouveau au cours du premier semestre.

Chiffre d'affaires par entité opérationnelle (Global Business Unit)

En application de la norme IFRS 8, la segmentation géographique est présentée selon le pilotage opérationnel, c'est-à-dire par entité opérationnelle (GBU - Global Business Unit), et non plus en fonction de la seule géographie.

- En **France**, le chiffre d'affaires s'est stabilisé au premier semestre grâce à une reprise sur les activités cycliques, Intégration de Systèmes et Conseil,
- l'activité au **Benelux** a chuté de -11%, la baisse de chiffre d'affaires s'est poursuivie dans les activités cycliques. Cependant, elle a été limitée à -9% au second trimestre,
- au **Royaume-Uni**, la variation du chiffre d'affaires a été contenue à -4% grâce aux activités HTTS et BPO Médical, qui ont permis de compenser pour partie la décroissance observée dans les activités cycliques,
- **Atos Worldline** a affiché une légère progression de 1%, malgré la baisse prévue de l'activité Marché Financiers,
- l'**Espagne** a connu une décroissance de -9% dans un contexte économique qui est resté difficile,
- l'activité en **Allemagne/ Europe Centrale / MA** a connu une décroissance organique de -16%, dont -11% proviennent, comme anticipé par le Groupe, d'un moindre chiffre d'affaires avec le client Arcandor,
- Le segment « **Autres Pays** », qui regroupe principalement l'Asie et l'Amérique a enregistré une croissance de +7% grâce au fort développement du Groupe en Asie. L'activité liée aux Jeux Olympiques d'hiver de Vancouver a également contribué à la croissance sur ce segment.

Performance opérationnelle

Au premier semestre 2010, la marge opérationnelle a atteint **150 millions d'euros, soit 6,0% du chiffre d'affaires**, tenant compte des nouvelles règles relatives à la réforme de la taxe professionnelle (CVAE) en France. Sans cet impact comptable, la marge a atteint 141 millions d'euros, à 5,7% du chiffre d'affaires, comparé à 4,6% du chiffre d'affaires réalisés au premier semestre 2009, soit une augmentation de 110 points de base.

Dans un environnement économique qui est resté difficile et malgré un chiffre d'affaires en baisse, le Groupe est parvenu à améliorer sa rentabilité opérationnelle, en poursuivant le déploiement de son programme TOP conformément au plan triennal.

Cette performance a pu être réalisée grâce à l'amélioration de la marge opérationnelle :

- Au **Benelux**, où la marge a fortement cru en passant de 6,7% à 9,3% à 43 millions d'euros au premier semestre 2010, grâce à une forte amélioration en Infogérance, provenant en particulier de la mise en place des processus *Lean* du Programme TOP ;
- en **Allemagne CEMA** où la marge a été rétablie à 4,5% comparé à 1,5% au premier semestre 2009. Cette forte amélioration provient de l'Infogérance malgré la baisse de chiffre d'affaires avec Arcandor ;
- dans l'entité **Atos Worldline**, où la marge opérationnelle a progressé de 14,7% à 16,6%, grâce à des volumes de transactions plus élevés sur l'activité Paiements, et à un strict contrôle des coûts indirects ;
- au **Royaume-Uni**, où malgré une légère décroissance de chiffre d'affaires, la marge a été maintenue à 8,2%. Cette performance a pu être réalisée grâce à la réallocation des ressources vers les activités en croissance et une nouvelle amélioration sur la base de coûts ;
- dans l'entité « **Autres Pays** » où la marge opérationnelle a considérablement progressé, en passant de 1,6% à 10,8% du chiffre d'affaires, tirant les bénéfices de l'amélioration sensible du modèle de production en Asie mis en place en 2009 dans l'Infogérance et dans l'Intégration de Systèmes.

Ces performances opérationnelles ont permis d'absorber une marge négative de -9 millions d'euros observée dans les activités cycliques en **Espagne**. Ce pays a été affecté par les conditions économiques restées particulièrement difficiles (pression sur les prix et baisse des volumes), des dépassements sur des projets spécifiques au forfait, et une base de coûts insuffisamment ajustée. Les effets du programme de restructurations et le changement de direction intervenus au premier semestre doivent permettre un redressement au second semestre.

En **France**, si l'amélioration de la marge s'est poursuivie en Intégration de Systèmes, cette entité a connu un semestre plus difficile en Infogérance compte tenu d'un manque de chiffre d'affaires additionnel sur les contrats existants habituellement générés avec une forte marge. Globalement, la marge a baissé de 80 points de base.

Les coûts des **Fonctions Globales** (pour les lignes de services et les GBU) ont bénéficié des effets du programme TOP, de l'adoption du *Lean* et de l'AVA (*Analyse de la Valeur Ajoutée*). Ils ont ainsi été réduits de 20% et représentent 39 millions d'euros sur le premier semestre 2010 en baisse de -9 millions d'euros comparé à la même période en 2009, et dont -2 millions d'euros proviennent des rémunérations à base d'actions.

Résultat opérationnel et résultat net

Le **résultat opérationnel** s'est établi à **96 millions d'euros** après 30 millions d'euros de charges de réorganisation et rationalisation.

Compte tenu de l'évolution de la situation économique en Espagne et plus particulièrement de sa filiale, le Groupe a enregistré sur ce pays une charge de dépréciation de goodwill pour un montant de 25 millions d'euros.

Le résultat financier a représenté -10 millions d'euros, la charge d'impôt a été de 24 millions d'euros et les intérêts minoritaires se sont élevés à 2 millions d'euros.

Ainsi, le **résultat net part du Groupe** a été de **60 millions d'euros** par rapport à 18 millions d'euros au premier semestre 2009

Le **résultat net normalisé** (part du Groupe, avant éléments inhabituels, anormaux ou irréguliers, nets d'impôt) s'est élevé à **98 millions d'euros** en augmentation de 33% par rapport aux 74 millions d'euros du premier semestre 2009.

Endettement net

L'**endettement net** s'est établi à **119 millions d'euros** à fin juin 2010 par rapport à 328 millions d'euros au 30 Juin 2009 et 139 millions d'euros à fin décembre 2009. Ce montant comprend les décaissements effectués dans le cadre de l'acquisition de Shere au Royaume-Uni et des intérêts minoritaires de la filiale allemande Atos Worldline Processing pour un total de 54 millions d'euros.

Au delà de l'augmentation de l'OMDA de 25 millions d'euros pour atteindre 240 millions d'euros au premier semestre 2010, l'amélioration sensible de la génération de flux de trésorerie est liée à une attention particulière portée, dans le cadre des différents projets du programme TOP, au Besoin en Fonds de Roulement, avec un délai de recouvrement clients en diminution de 6 jours, et au contrôle strict des investissements, réduits à 73 millions d'euros représentant 2,9% du chiffre d'affaires comparés à 107 millions en 2009.

Comme prévu, les décaissements relatifs aux réorganisations ont représenté 47 millions d'euros au premier semestre 2010 principalement en Allemagne (effet Arcandor) et aux Pays-Bas. Les décaissements concernant les rationalisations de locaux se sont élevés à 22 millions d'euros et concernent les fermetures de sites.

Ressources humaines

L'effectif total du Groupe est passé de 49 036 au 31 décembre 2009 à **48 188** au 30 juin 2010. Les effectifs directs sont globalement stables depuis Avril 2010, alors que les effectifs indirects sont encore en baisse, dans le contexte d'Analyse de Valeur Ajoutée (AVA) mis en place par le Groupe.

Les recrutements d'effectifs directs ont représenté près de 2 500 ingénieurs, avec une accélération sur le second trimestre où 1 500 entrées ont été enregistrées. La moitié des recrutements sur le premier semestre a été effectuée dans les pays émergents, en Asie et en Amérique du Sud, ainsi qu'au Maroc.

Le taux de départs volontaires a légèrement augmenté pour se situer à 8,8% fin Juin 2010 comparé à 7,5% fin Juin 2009.

Le nombre de départs à l'initiative du Groupe a été proche de 1 200 personnes en ligne avec les attentes du Groupe.

Le nombre de sous-traitants s'est élevé à 2 337 personnes, niveau relativement stable depuis un an. Ce chiffre est resté, conformément à la politique actuelle du Groupe, autour de 5% de l'effectif total. Le coût de la sous-traitance a pour sa part diminué de 13% (environ 40 millions d'euros) au premier semestre 2010 comparé au premier semestre 2009.

Enfin, le Groupe a poursuivi ses efforts de formation et de mobilité professionnelle dans le cadre de la politique initiée au début de l'année 2009. A ce titre, les effectifs en intercontrat ont à nouveau été réduits pour représenter 834 salariés fin juin 2010 comparé à 1 044 personnes fin Juin 2009, effectif déjà en forte baisse.

Activité commerciale

Le montant total des **prises de commandes** s'est élevé à **2 844 millions d'euros**. Le ratio de prises de commandes sur facturations s'est établi à **114%** au premier semestre 2010, au-dessus du niveau de 112% du premier semestre 2009.

Au cours du second trimestre 2010, ce ratio a été de 100% et le Groupe a renouvelé et signé de nouveaux contrats, en particulier dans le secteur de l'Energie et Utilities et pour les sociétés de services financiers. La **France** a ainsi remporté un contrat avec Veolia en Infogérance et renouvelé des services d'intégration de systèmes pour EDF. En **Allemagne**, le Groupe a renouvelé le contrat avec E-Plus. Au **Benelux**, les contrats pluriannuels d'infogérance ont été reconduits avec un client leader dans les services dans l'Energie et avec KPN, et de nouveaux contrats ont été signés avec Philips et Schiphol Telematics. Au **Royaume-Uni**, de nouvelles signatures ont été conclues dans le Secteur Public, et dans le Secteur Privé avec WhitBread et Britvic, leaders britanniques sur les marchés respectifs de l'hôtellerie et des boissons non alcoolisées. **Atos Worldline** a renouvelé ses contrats avec Mercedes Benz Bank et Orange Voice, et signé un nouveau contrat avec Altadis. **Atos Worldline** a également renégocié ses contrats avec les trois caisses d'épargne allemandes de Berlin, du Bad Württemberg et de Bavière. En **Espagne**, le contrat dans les services financiers avec une grande Caisse d'Epargne en Intégration de Systèmes a été renouvelé et un nouveau contrat a été remporté auprès de l'Agencia de Informatica dans le Secteur Public. Aux **Etats-Unis**, un nouveau contrat a été conclu avec la Federal Home Loan Bank - Seattle, un

établissement fournisseur de crédit pour les banques, et un renouvellement de contrat avec un acteur majeur dans le domaine de l'Energie a été signé.

Conformément aux prévisions, le déploiement de l'**initiative Groupe HTTS** a démarré au premier semestre 2010 sur les géographies prioritaires, l'accent ayant porté sur les aspects commerciaux avec la génération d'un portefeuille d'affaires pour signer des contrats significatifs à partir du second semestre 2010. A ce titre, à la fin du premier semestre 2010, la forte dynamique du premier trimestre a été maintenue avec un portefeuille commercial non pondéré compris entre 350 et 400 millions d'euros pour les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Chine et l'Allemagne. Ce chiffre ne prend pas en compte quelques opportunités additionnelles de taille très significative.

La création de la nouvelle filiale internationale **Atos WorldGrid** dédiée au déploiement du portefeuille de solutions et de savoir-faires distinctifs du Groupe dans la gestion « intelligente » de l'Energie et des Services Publics est en ligne avec le calendrier. A ce titre, cette filiale sera opérationnelle en France dès la fin du mois de Juillet 2010, et pour l'Espagne et la Chine au troisième trimestre 2010.

Au 30 juin 2010, le carnet de commandes total s'élevait à **7,3 milliards d'euros** représentant 1,4 année de chiffre d'affaires, et en croissance de +5% par rapport au 31 décembre 2009.

Le montant total pondéré des propositions commerciales en cours s'élevait à **2,6 milliards d'euros** au niveau de celui au 30 Juin 2009.

Programme TOP

Globalement, le programme TOP a fortement contribué à l'augmentation de la marge opérationnelle du Groupe au premier semestre 2010.

Le programme TOP mis en place dès le mois de décembre 2008 avait produit ses premiers effets dès l'exercice 2009. Au-delà des vingt projets initiaux de transformation qui sont essentiellement orientés vers des baisses de coûts et une amélioration du cash flow, le Groupe a ajouté début 2010 douze nouvelles initiatives. Celles-ci se décomposent en cinq mesures d'amélioration des processus de vente (TOP sales), et sept programmes de Well Being at Work (Bien Etre au Travail), qui correspondent à la gestion des talents.

Les bénéfices du Programme TOP sur la marge opérationnelle se sont poursuivis au cours du premier semestre de l'année 2010 grâce à une nouvelle réduction de la base de coûts. Les réductions les plus significatives sur le semestre concernent les prestations de maintenance, réduites de -17% (base annuelle 2009 de 257 millions d'euros), les véhicules de fonction dont les coûts, à la suite des actions engagées dès l'année dernière ont été réduits de -17% (base annuelle 2009 de 93 millions d'euros). Dans le même temps les loyers des locaux ont été réduits de -5%, et les rationalisations des bureaux en région parisienne dans le cadre du déménagement en cours vers le Campus de Bezons se matérialiseront par des économies au cours des douze prochains mois.

Enfin, la mise en œuvre du *Lean* management se poursuit. Celui-ci a pour but d'améliorer la performance opérationnelle, le niveau de qualité des services et l'implication des collaborateurs. A fin Juin 2010, 4 900 salariés sont passés au *Lean*, comparé à 2 800 fin Décembre 2009, et 9 000 salariés devraient utiliser ces techniques au quotidien d'ici la fin de l'année.

Objectifs 2010

Après six mois d'activité le Groupe confirme ses objectifs tels qu'il les avait communiqués au marché lors de la présentation des résultats 2009 le 17 Février 2010. A ce titre, les priorités du Groupe en 2010 restent le maintien et le renforcement des compétences, l'amélioration de la marge opérationnelle et la génération de cash flow, conformément au plan triennal.

Marge opérationnelle

Dans le cadre du plan 2008-2011 d'amélioration de la profitabilité, le Groupe confirme son ambition d'augmenter en 2010 sa marge opérationnelle de 50 à 100 points de base.

Cash Flow

Le Groupe s'est fixé comme objectif de confirmer en 2010 les progrès réalisés en 2009 en générant un cash flow opérationnel du même ordre.

Chiffre d'affaires

Du fait de la faillite d'Arcandor, le Groupe envisage en 2010 une légère décroissance organique de son chiffre d'affaires, cependant inférieure à celle constatée en 2009.

13 GLOSSAIRE – DEFINITIONS

Termes et indicateurs clés de performance : Finance

- Capitaux employés opérationnels
- Actifs et passifs courants et non-courants
- Délai de recouvrement client
- Endettement net
- Marge brute – coûts directs
- Marge opérationnelle
- Marge opérationnelle avant amortissements et dépréciation (EBITDA ou EBO)
- Ratio d'endettement net sur capitaux propres
- Ratio de couverture d'intérêt
- Ratio de levier financier
- Résultat opérationnel
- Résultat net normalisé
- Retour sur capitaux employés
- RNPA

Termes et indicateurs clés de performance : Activité

- Carnet de commandes
- Chiffre d'affaires externe
- Croissance organique du CA
- Effectif direct ou indirect
- Effectif permanent et temporaire
- Effectif légal
- Equivalents Temps Plein (ETP)
- Prises de commandes sur facturation
- Propositions commerciales
- Ratio S
- Sous-traitants et personnel intérimaire
- Taux d'utilisation et taux de non-utilisation
- Taux de départs volontaires
- Taux de rotation du personnel
- TCV (*Total Contract Value* ou valeur contractuelle totale)
- Volume de prises de commandes / commandes enregistrées

Termes relatifs à l'activité

- BPO
- CMM et CMMI
- CRM
- ERP
- LAN
- MMS
- SCM
- TCO
- TIC
- WAN
- SEPA

Termes relatifs au marché boursier

- Capitalisation boursière
- Capitalisation du flottant
- Consensus
- Dividendes
- Flottant
- Instruments dilutifs
- PEG (*Price Earnings Growth*)
- PER (*Price Earnings Ratio*)
- Valeur d'entreprise (EV)
- Volatilité

Termes et indicateurs clés de performance : finance

Marge opérationnelle. La marge opérationnelle inclut le résultat opérationnel avant plus ou moins-values de cession d'actifs, coûts de réorganisation et de rationalisation, pertes de valeur sur actifs à long terme, charge nette aux provisions pour litiges significatifs et reprise de provisions de bilan d'ouverture qui ne sont plus nécessaires.

Résultat opérationnel. Le résultat opérationnel comprend le résultat net avant charge d'impôt courant et impôt différé, résultat financier, quote-part du résultat net des entreprises associées et résultat des activités abandonnées.

EBITDA : terme anglais fréquemment utilisé en français (Earnings Before Interests, Tax, Depreciation and Amortisation correspond au résultat avant charge d'intérêts, impôts, dotation nette aux provisions et dotation aux amortissements). Pour Atos Origin, l'EBITDA se base sur la marge opérationnelle minorée des éléments sans impact sur les flux de trésorerie et se nomme **EBO** (Excédent Brut Opérationnel) et correspond à la marge opérationnelle avant dotation aux amortissements et dotation nette aux provisions (**OMDA** en anglais).

Excédent Brut Opérationnel. Il se calcule comme suit :

Marge opérationnelle

- moins dotation aux amortissements des immobilisations (tel que présenté en « Résultats financiers »)
- moins dotation nette aux provisions (composée de la dotation nette aux provisions pour actif courant et de la dotation nette aux provisions d'exploitation, telles que présentées en « Résultats financiers »)
- moins dotation nette aux provisions pour retraite (telle que présentée en « Résultats financiers »)
- moins coût des options de souscription d'actions et du plan d'épargne entreprise

Marge brute et Coûts indirects. La marge brute se compose du chiffre d'affaires minoré des coûts directs des biens et services vendus. Les coûts directs se réfèrent à la production des produits et / ou services délivrés aux clients, alors que les coûts indirects comprennent tous les coûts liés aux effectifs indirects (tels que définis ci-après), qui ne sont pas directement liés à la réalisation du chiffre d'affaires. La marge opérationnelle englobe la marge brute moins les coûts indirects.

Résultat net normalisé. Résultat net (part du Groupe) avant éléments inhabituels, anormaux et irréguliers, net d'impôt.

RNPA (Résultat Net Par Action). Le RNPA est le résultat net divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le RNPA dilué est le résultat net divisé par le nombre moyen dilué pondéré d'actions ordinaires sur la période (nombre d'actions en circulation + instruments dilutifs avec effet dilutif). **Le RNPA normalisé** est basé sur le résultat net normalisé.

Capitaux employés opérationnels. Les capitaux employés opérationnels comprennent l'actif immobilisé et le fonds de roulement, hors goodwill et actifs destinés à être cédés ou abandonnés.

Actifs et passifs courants et non courants. Une distinction est faite au bilan entre éléments d'actif et de passif courants et non courants. Les actifs et passifs courants sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser, consommer ou régler durant le cycle d'exploitation normal, lequel peut s'étendre au-delà des 12 mois suivant la clôture de l'exercice. Tous les autres actifs et passifs sont non courants.

Les actifs et passifs courants, à l'exclusion de la part à court terme des emprunts, des créances financières et des provisions, constituent le besoin en fonds de roulement du Groupe.

Endettement net. L'endettement net est constitué du total des emprunts (obligations, contrats de location-financement, prêts bancaires à court et long termes, titrisation et autres passifs financiers), des actifs financiers à court terme et des passifs porteurs d'intérêt à échéance de moins d'un an, moins la trésorerie nette (disponibilités et dépôts bancaires à vue et SICAV monétaires).

Délai de recouvrement client. Le délai de recouvrement moyen représente la somme des créances clients (y compris les travaux en cours) exprimée en jours de chiffre d'affaires (sur la base du « dernier entré, premier sorti »). Le nombre de jours se base sur le calendrier civil.

Ratio d'endettement net sur capitaux propres. Le ratio d'endettement net sur capitaux propres représente la part, exprimée en pourcentage, de l'endettement net sur le total des capitaux propres (part du Groupe et intérêts minoritaires).

Ratio de couverture d'intérêt. Le ratio de couverture d'intérêt représente un multiple de la marge opérationnelle divisée par le coût net de l'endettement financier.

Ratio de levier financier. Le ratio de levier financier représente l'endettement net divisé par la marge opérationnelle avant amortissement et dépréciation, ou EBO.

Retour sur capitaux employés. Le retour sur capitaux employés est le résultat net (part du Groupe), hors coût d'endettement financier (net d'impôt) et pertes de valeur sur actifs à long terme, divisé par les capitaux employés.

13.1 TERMES RELATIFS AU MARCHÉ BOURSIER

Consensus. Le consensus reprend l'opinion qui ressort de la communauté financière au sein de laquelle les analystes financiers jouent un rôle prédominant. Le consensus peut avoir trait aux perspectives de résultats (consensus sur un titre donné) ou à un groupe de sociétés appartenant au même secteur d'activité (consensus de marché).

Instruments dilutifs. Les instruments dilutifs sont des instruments financiers (obligations, bons de souscription d'actions, options de souscription d'actions, actions gratuites) qui peuvent être convertis en actions et qui ont donc un impact dilutif potentiel sur le capital social.

Dividendes. Les dividendes représentent la part des bénéfices d'une entreprise distribuée aux actionnaires sous la forme de liquidités ou d'actions.

Flottant. Le flottant représente la proportion du capital social effectivement échangé sur le marché. Il exclut les actions des six catégories présentées ci-dessous (source Euronext) :

- *Auto-détention*
Actions de la société cotée détenues par des sociétés contrôlées au sens de l'article 233/3 du Code de Commerce. Les actions autodétenues (actions détenues en propre par la société cotée) ne sont pas comprises dans le calcul.
- *Actions détenues par des fondateurs*
Actions détenues directement ou indirectement par les fondateurs (personnes physiques ou groupes familiaux), lesdits fondateurs exerçant une influence sur la gestion ou le contrôle de la société (dirigeants, contrôle en droit de vote, influence notoire....).
- *Participations détenues par l'Etat*
Il s'agit des participations directes mais aussi des participations via des collectivités publiques et des participations détenues par des sociétés elles-mêmes contrôlées par l'Etat.
- *Actions liées par un pacte d'actionnaires*
Actions comprises dans le champ d'un pacte d'actionnaires au sens de l'article 233/10 et 11 du Code du Commerce en dehors des actions détenues par les fondateurs ou l'Etat.
- *Bloc contrôlant*
Actions détenues par des personnes morales (hors fondateurs et Etat) qui exercent un contrôle au sens de l'article 233-3 du Code du Commerce.
- *Participations analysées comme stables*
Participations supérieures à 5% et qui n'ont pas évoluées de manière significative à la baisse (-1% hors dilution) depuis trois ans. Sont inclus des actionnaires qui, parallèlement ou conjointement au lien capitalistique, ont, avec la société cotée, des accords industriels ou stratégiques sur une période récente.

Capitalisation du flottant. Elle représente le cours de l'action d'une société multiplié par le flottant tel que défini ci-dessus.

Capitalisation boursière. Elle représente le cours de l'action d'une société multiplié par le nombre d'actions émises.

Volatilité. Elle représente la fluctuation du cours d'une action, mesurée par l'écart type du rapport entre deux cours successifs.

Valeur d'entreprise (EV). Elle représente la capitalisation boursière d'une entreprise, plus son endettement.

PER (*Price Earnings Ratio* ou Rapport cours/bénéfices). Il représente la capitalisation boursière d'une entreprise divisée par ses bénéfices après impôt sur une période suivie (ou à terme) de douze mois.

PEG (*Price Earnings Growth* ou taux de croissance moyen des bénéfices attendus). Il s'agit du rapport cours/bénéfices d'un titre divisé par son taux de croissance des bénéfices en glissement annuel.

13.2 TERMES RELATIFS A L'ACTIVITÉ

BPO (*Business Process Outsourcing* ou externalisation des processus). Le BPO correspond à l'externalisation d'un certain nombre de fonctions ou procédures de l'entreprise, notamment des fonctions administratives, telles que la comptabilité, la gestion des ressources humaines, les centres d'appels, etc.

CMM (*Capability Maturity Model*). Le CMM est une méthode d'évaluation et de mesure, sur une échelle de 1 à 5, de l'efficacité du processus de développement logiciel dans une entreprise. CMMI fait référence à l'intégration du CMM.

CRM (*Customer Relationship Management* ou gestion de la relation client). La gestion de la relation client (service après-vente, conseil à l'achat, conseil d'utilisation, fidélisation de la clientèle) est devenue un axe stratégique de la réussite d'une entreprise. Non seulement la gestion de la relation client favorise la rentabilité, mais elle conduit également à une augmentation du chiffre d'affaires grâce à son action sur la fidélisation de la clientèle.

ERP (*Enterprise Resource Planning* ou planification des ressources d'entreprise). Un système ERP est un progiciel de gestion intégré conçu sous la forme de modules, capable d'intégrer les systèmes de ventes, de production, d'achat, de comptabilité et de ressources humaines en un vaste système de gestion de l'information, à l'échelle de l'entreprise toute entière.

LAN (*Local Area Network* ou réseau local). Il s'agit d'un réseau local reliant un certain nombre d'ordinateurs au sein d'un même bâtiment ou d'une même zone.

MMS (*Multimedia Message Service*). Un MMS est un message pouvant transporter du texte, du son, des images en couleur fixes ou animées, envoyé en général à destination d'un téléphone portable.

SCM (*Supply Chain Management* ou gestion de la chaîne logistique). Il s'agit d'un système conçu pour optimiser la chaîne logistique et améliorer la souplesse et la gestion des coûts.

SEPA (*Single Euro Paiement Area*). Espace de paiement européen unifié au sein duquel toutes les transactions sont traitées dans les mêmes conditions qu'une transaction domestique (sans surcoût lié à un transfert transfrontalier).

TCO Total Cost of Ownership : coût total de possession dans un projet informatique

TIC Technologies de l'information et de la Communication

WAN (*Wide Area Network*). Un réseau WAN est un réseau longue distance généralement composé de plusieurs réseaux locaux (LAN), qui couvre une zone géographique étendue.

13.3 TERMES ET INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE :

13.3.1 Chiffre d'affaires

Le **chiffre d'affaires externe** représente les ventes d'Atos Origin à des tiers externes (hors TVA et chiffre d'affaires interne). Le chiffre d'affaires externe inclut la vente de services et de biens (logiciels ou matériels) mais exclut les ventes où le Groupe n'agit qu'en tant qu'agent entre le client et le fournisseur.

Volumes de prises de commandes / commandes enregistrées. La valeur totale des contrats, commandes ou avenants conclus sur une période définie. 3 principaux types de contrats :

- **Contrat avec commande ferme**

Lorsqu'une proposition commerciale est gagnée (engagement contractuel signé par le client), la prise de commande est constatée et la valeur contractuelle totale (TCV) est ajoutée au carnet de commandes.

- **Contrat basé sur des volumes**

Lorsque l'engagement contractuel est signé par le client, la prise de commande constatée correspond à la valeur contractuelle totale définie dans le projet commercial du contrat.

- **Contrat cadre**

Lorsqu'un contrat cadre est signé par le client, sans engagement de volume ou de chiffre d'affaires, la valeur contractuelle totale constatée en prise de commande correspond, dans le cas où Atos Origin a l'exclusivité du contrat, à 70% du chiffre d'affaires prévisionnel sur toute la durée de vie du contrat cadre, ou, dans le cas où Atos Origin n'a pas l'exclusivité du contrat, à 80% du chiffre d'affaires prévisionnel sur les 12 prochains mois divisé par le nombre de fournisseurs retenus dans le contrat cadre.

- Tout ajustement subséquent de la prise de commande est constaté dans le carnet de commandes.

Prises de commandes sur facturation. Il s'agit du rapport, exprimé en pourcentage, entre le volume de prises de commandes sur une période, divisé par le chiffre d'affaires réalisé sur la même période.

TCV (Total Contract Value ou valeur contractuelle totale). La TCV représente la valeur totale d'un contrat à la signature (prévue ou estimée) sur sa durée totale. Elle représente la commande ferme et la valeur contractuelle du contrat en dehors de toute clause activée du fait du client, telle que la clause de résiliation anticipée, ou toute option sur des prestations complémentaires ou tout renouvellement.

Carnet de commandes / couverture des commandes. Ce rapport correspond à la valeur des contrats, commandes et avenants signés qui restent à reconnaître en chiffre d'affaires sur leur durée de vie résiduelle. Pour une période donnée, la valeur du carnet de commandes à la fin de la période correspond à la valeur du carnet de commandes au début de cette période à laquelle on ajoute le montant des prises de commandes constatées moins le chiffre d'affaires externe reconnu sur cette période.

Propositions commerciales. Cet indicateur correspond à la valeur du chiffre d'affaires potentiel à tirer des propositions commerciales en cours faites à des clients. Les propositions commerciales qualifiées appliquent une probabilité estimée du succès de la proposition, sous forme d'un pourcentage.

Croissance organique. La croissance organique représente le pourcentage de croissance d'un secteur d'activité à périmètre et taux de change constants (hors acquisitions et cessions majeures et au taux de change de la période en cours).

13.3.2 Ressources Humaines

Effectif légal. L'effectif légal représente le nombre total de salariés enregistrés dans les effectifs d'Atos Origin à la clôture de la période. L'effectif légal inclut les salariés en longue maladie ou en longue indisponibilité, les étudiants en cours de qualification, les stagiaires, les congés maternité, mais ne comprend pas les sous-traitants et le personnel intérimaire.

Equivalents Temps Plein (ETP). Représente le nombre total de salariés calculé en fonction des informations reprises des feuilles horaires sur la base du temps de travail effectif, divisé par le temps de travail contractuel standard par salarié. En général, une personne qui a un contrat de travail à temps plein est considérée comme un ETP, alors qu'une personne qui travaille à temps partiel sera considérée comme représentant moins qu'un ETP.

Les calculs sont effectués sur la base de la durée de travail fixée par la législation en vigueur (hors heures supplémentaires et congés sans solde), le temps de travail potentiel (en heures ou jours) étant égal au

temps nominal + le solde d'heures supplémentaires - les congés sans soldes. Pour les sous-traitants et le personnel intérimaire, les heures de travail potentielles sont fonction du nombre d'heures facturées par le fournisseur à Atos Origin.

Sous-traitants. Les sous-traitants externes sont des fournisseurs tiers externes. Les activités externalisées (comme les activités d'impression ou de centre d'appels, ou les activités de centres de services partagés) et la sous-traitance sur la base d'un montant forfaitaire sont exclues de la comptabilisation des sous-traitants ou intérimaires.

Personnel intérimaire. Il correspond au personnel d'une agence de travail temporaire. Il est habituellement fait recours aux intérimaires pour couvrir les pics d'activité saisonniers ou dans des circonstances exigeant du personnel sur une courte période.

Effectifs directs. Les effectifs directs (appelés aussi productifs) incluent les effectifs permanents (en contrat à durée indéterminée) et les sous-traitants dont le travail peut être facturé à un tiers.

Effectifs indirects. Les effectifs indirects incluent les effectifs permanents (en contrat à durée indéterminée) et les sous-traitants dont le travail ne peut pas être facturé à un tiers. Les effectifs indirects ne sont pas directement impliqués dans la production des produits et/ou services vendus aux clients.

Effectifs permanents. Il s'agit des effectifs en contrat à durée indéterminée.

Effectifs temporaires. Il s'agit des effectifs en contrat à durée déterminée.

Ratio S. Le Ratio S mesure les effectifs indirects en pourcentage de l'effectif ETP total, y compris à la fois le personnel propre à la société et les sous-traitants.

Taux de rotation du personnel et taux de départs volontaires (pour l'effectif légal). Le taux de rotation du personnel et le taux de départs volontaires mesurent la part de l'effectif légal ayant quitté la Société (de manière volontaire ou non) sur une période définie.

Le taux de rotation mesure le pourcentage de l'effectif légal ayant quitté l'entreprise sur une période donnée.

Le taux de départs volontaires mesure le pourcentage d'effectifs permanents ayant volontairement quitté l'entreprise sur une période donnée. Le taux de départs volontaires est un rapport entre le total des départs volontaires sur une période annuelle divisé par les effectifs moyens en contrat à durée indéterminée sur cette période.

Taux d'utilisation et taux de non-utilisation. Le taux d'utilisation mesure la part du temps de travail potentiel (en heures ou jours) pour les ETP directs-productifs (salariés en propre hors sous-traitants) facturable au client. Ce rapport s'exprime sous la forme d'un pourcentage, basé sur les heures facturables (effectivement produites) divisées par le temps de travail potentiel hors congés. Le taux de non-utilisation mesure le temps de travail potentiel (en heures ou jours) pour les ETP directs productifs (salariés en propre hors sous-traitants) qui n'est pas facturé au client.

Le taux d'utilisation + le taux de non-utilisation = 100% du temps de travail potentiel des ETP directs productifs, hors congés légaux, congés de longue maladie, congés sabbatiques de longue durée et congés parentaux. Le temps de travail potentiel se compose du temps facturable, de l'inactivité pouvant être facturée mais non facturée (congés exceptionnels, maladie, disponibilité entre deux missions appelée temps d'inter-contrats, autre inactivité comme la délégation) et le temps non facturable (avant-vente, formation, réunions d'encadrement, recherche et développement, déplacements).

14 IMPLANTATIONS

Argentine Vedia 3892 P.B. C1430 DAL - Buenos Aires Tél : +54 11 6315 8800 Autriche Technologiestraße 8 / Gebäude D A-1120 Wien Tél : +43 1 605430 Belgique Da Vincilaan 5 B-1935 Zaventem Tél : +32 2 690 28 00 Conseil et Intégration de Systèmes Da Vincilaan 5 B-1935 Zaventem Tél : +32 2 690 28 00 Atos Worldline Belgique Chaussée de Haecht 1442 Haachtsesteenweg 1130 Brussels Tél : +32 (0)2 727 61 11 Brésil Avenida Maria Coelho Aguiar, 215 - Bloco E - 5º andar Cep: 05804-900 - Jardim São Luis - São Paulo – SP Tél : +55 11 2183-2344 Rua da Candelária, 65 - 22º andar Cep. 20091-906 – Centro-Rio de Janeiro - RJ Tel: +55 21 3265-9200 Chine 5th Floor, Lido Commercial Center Jichang Road Pékin 100004 Tél : +86 10 6437 6668 France Siège Social Tour les Miroirs - Bât C 18, avenue d'Alsace 92926 Paris La Défense Cedex Tél : +33 1 55 91 2000	Atos Worldline France Tour Manhattan 5-6 place de l'Iris 92926 Paris La Défense Cedex Tél : +33 1 49 00 90 00 Infogérance Tour Horizon 64 Rue du 8 Mai 1945 92025 Nanterre Tél : +33 1 46 14 50 00 Intégration de Systèmes Tour les Miroirs - Bât C 18, Avenue d'Alsace 92926 Paris La Défense Cedex Tél : +33 1 55 91 20 00 Atos Consulting Tour Manhattan 5-6 place de l'Iris 92926 Paris La Défense Cedex Allemagne Theodor-Althoff-Str. 47 D-45133 Essen Tél : +49 (0) 20 14 3050 Atos Worldline GmbH Hahnstraße 25 D-60528 Frankfurt/Main Tél : +49 (0) 69 66 5710 Grèce 18 Kifisias Avenue 151 25 Athens Tél : +30 210 688 9016 Hong Kong Exchange Tower, 33 Wang Chiu Road Kowloon Bay, Kowloon, Hong Kong Inde SDF-IV, Units 126/127 SEEPZ, Andheri (east) Mumbai 400 096 Tél : +91 22 28 29 0743 Indonésie Wisma Kyoei Prince, #1707 Jalan Jenderal Sudirman Kav. 3 Jakarta, 10220 Tél : +62 21 572 4373	Japon 20/F Shinjuku Park Tower, 3-7-1 Nishi-shinjuku, Shinjuku-ku, Tokyo 163-1020 Tél : +81 3 3344 6631 Luxembourg Rue Nicolas Bové 2a 1253 Luxembourg Tél : +352 31 36 37 1 Malaisie Suite F01, 1st Floor 2310 Century Square Jalan Usahawan 63000 Cyberjaya Selangor Darul Ehsan Malaysia Tél : +60 3 8318 6100 Pologne ul. Domaniewska 41 02-672 Warszawa (budynek Taurus) Tél : +48 22 606 1900 Maroc Avenue Annakhil – Espace High Tech Hall B – 5ème étage Hay Ryad Rabat Tél : +212 (0)5 37 57 79 79 Atos Origin Casablanca Nearshore Park – Shore 7 1100, boulevard El Qods – Quartier Sidi Maârouf Casablanca Tél : +212 (0)5 29 04 45 29 Singapour 620A Toa Payoh Lorong 1 TP4 Level 5 Singapore 319762 Tel: +65 6496 3888 Afrique du Sud 204 Rivonia Road, Sandton Private Bag X136 Bryanston 2021 Tél : +27 11 895 2000	Espagne Albarracín, 25 28037 Madrid Tél : +34 91 440 8800 Atos Consulting Albarracín, 27 28037 Madrid Tél : +34 91 214 9500 Suisse Industriestrasse 19 8304 Wallisellen Tél : +41 44 877 6969 Taiwan 5F, No.100, Sec.3 , Min-Sheng E.Road, Taipei , Taiwan , R.O.C. Tel : +886 - 2 - 2514 2500 Pays Bas Papendorpseweg 93 3528 BJ Utrecht Tél: +31 (0) 88 265 5555 Atos Consulting Papendorpseweg 93 3528 BJ Utrecht Tél : +31 (0) 88 265 5555 Turquie Kisikli Caddesi N°37 Aksel Is Merkezi 2 Kat Altunizade 34 662 Istanbul Tél : +90 216 531 7383 Royaume-Uni 1 Triton Square Regent's Place London NW1 3HG Tél : +44 20 7830 4444 Etats-Unis 5599 San Felipe Suite 300 Houston TX, 77056 Tél : +1 713 513 3000
---	---	--	--



RAPPORT SEMESTRIEL 2010

Actualisation du Document de Référence 2009 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 1er avril 2010, conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF, et répertorié sous le numéro D.10-0199.

Actualisation du Document de Référence 2009 déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 juillet 2010.

INDEX

1	PERFORMANCE FINANCIERE DU SEMESTRE CLOS AU 30 JUIN 2010	3
2	MESSAGE DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL	5
3	GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	7
4	LE MARCHE DES SERVICES INFORMATIQUES	9
5	RAPPORT D'ACTIVITE	27
6	PROGRAMME TOP (TOTAL OPERATIONAL PERFORMANCE).....	42
7	REVUE FINANCIERE	48
8	RESULTATS FINANCIERS	53
9	EVOLUTION DU CAPITAL ET PERFORMANCE BOURSIERE	80
10	RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES	84
11	RESPONSABLES DU DOCUMENT ET DU CONTROLE DES COMPTES.....	89
12	COMMUNIQUE DE PRESSE RELATIFS AUX RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2010	92
13	GLOSSAIRE – DEFINITIONS	98
14	IMPLANTATIONS	104

1 PERFORMANCE FINANCIERE DU SEMESTRE CLOS AU 30 JUIN 2010

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos au 30 juin 2010	Semestre clos au 30 juin 2009	% de variation
<u>Compte de résultat</u>			
Chiffre d'affaires statutaire	2 494	2 589	-3,7%
Impact des taux de change		26	
Chiffre d'affaires à périmètre et taux 2010	2 494	2 615	-4,6%
Marge Opérationnelle	150,1	118,3	
% du chiffre d'affaires	6,0%	4,6%	
Résultat Opérationnel	95,9	42,5	
% du chiffre d'affaires	3,8%	1,6%	
Résultat net – Part du Groupe	60,0	18,2	
% du chiffre d'affaires	2,4%	0,7%	
Résultat net normalisé – Part du Groupe (c)	98,3	73,9	
% du chiffre d'affaires	3,9%	2,9%	
<u>Bénéfice net par action (BNPA)</u>			
BNPA (a)	0,87	0,27	
BNPA dilué (b)	0,85	0,27	
BNPA normalisé (a) (c)	1,42	1,08	
BNPA normalisé dilué (b) (c)	1,35	1,08	
	30 juin 2009	30 juin 2008	
<u>En unités</u>			
<u>Autres indicateurs clés</u>			
Endettement net sur capitaux propres	7%	20%	
Effectifs fin de période	48 188	49 407	

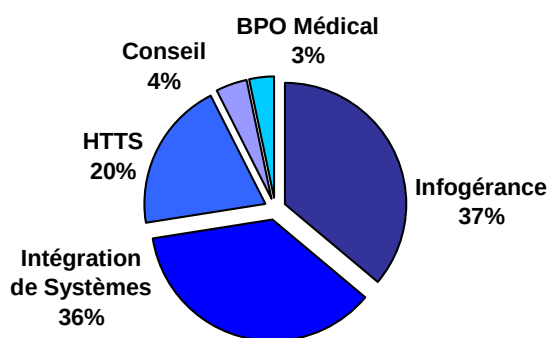
(a) En euros, basé sur le nombre moyen pondéré d'actions.

(b) En euros, basé sur le nombre moyen dilué pondéré d'actions.

(c) Basé sur le résultat net – part du Groupe avant éléments inhabituels, anormaux et non fréquents (nets d'impôt).

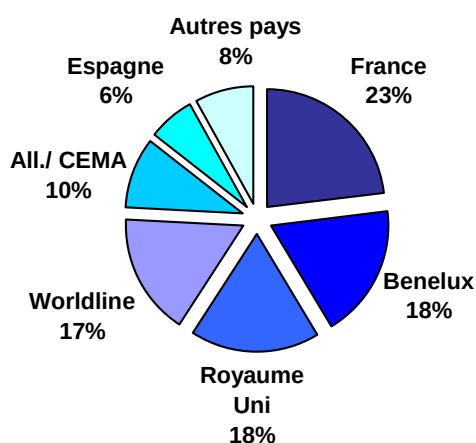
REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR LIGNE DE SERVICES, GBU ET MARCHES

En millions d'euros



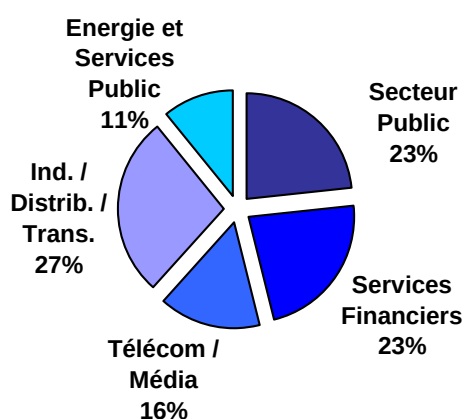
Infogérance
Intégration de Systèmes
HTTS
Conseil
BPO Médical

S1 2010	
Infogérance	903
Intégration de Systèmes	902
HTTS	499
Conseil	110
BPO Médical	80
Total	2 494



France
Benelux
Royaume Uni
Worldline
AII./CEMA
Espagne
Autres pays

S1 2010	
France	573
Benelux	459
Royaume Uni	442
Worldline	420
AII./CEMA	241
Espagne	158
Autres pays	201
Total	2 494



Secteur Public
Services Financiers
Télécom / Média
Ind. / Distrib. / Trans.
Energie et Services Public

S1 2010	
Secteur Public	585
Services Financiers	562
Télécom / Média	388
Ind. / Distrib. / Trans.	690
Energie et Services Public	269
Total	2 494

HTTS : Services Transactionnels de Haute Technologie

Les entités opérationnelles (Global Business Units) sont composées de la **France** (France et filiale française au Maroc), le **Royaume-Uni**, le **Benelux** (Pays-Bas, Belgique et Luxembourg), **Atos Worldline** (filiales française, allemande et belge), **Allemagne Europe Centrale / EMA** (Allemagne, Europe centrale comprenant l'Autriche et la Pologne ainsi que les Pays méditerranéens Grèce, Turquie et Suisse et l'Afrique du Sud), **Espagne**, et **Reste du Monde** (Amérique du Sud incluant Argentine, Brésil et Colombie, Asie Pacifique comprenant la Chine, Hong Kong, Singapour, la Malaisie, l'Indonésie, Taiwan, le Japon ainsi que l'Amérique du nord, l'Inde, Major Events et le Moyen-Orient avec Dubaï).

2 MESSAGE DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

A mi parcours du plan de transformation à trois ans que j'ai lancé à la fin de l'année 2008, je suis heureux de vous annoncer que le Groupe a une nouvelle fois présenté des résultats semestriels en ligne avec ses objectifs.

Notre profitabilité opérationnelle s'est élevée à 6,0% du chiffre d'affaires (5,7% en excluant l'effet des nouvelles règles comptables liées à la réforme de la taxe professionnelle en France), ce qui représente une amélioration de 110 points de base par rapport aux 4,6% réalisés au premier semestre 2009. Le Groupe est ainsi bien placé pour atteindre son objectif d'amélioration de la marge opérationnelle d'au moins 250 points de base entre 2008 et 2011.

Par ailleurs, l'endettement net du Groupe a été réduit de 20 millions d'euros depuis le début de l'année après avoir financé l'acquisition de la société Shere au Royaume-Uni et racheté les intérêts minoritaires d'Atos Worldline en Allemagne pour un total de 54 millions d'euros, dans le cadre du développement de nos activités de services transactionnels.

Ces performances sont le résultat de l'exécution rigoureuse du Programme TOP et plus particulièrement de son volet portant sur la réduction de la base de coûts, le développement de l'offshore, l'optimisation de la trésorerie et les gains de productivité provenant des techniques Lean.

Dans un environnement économique qui est resté difficile, la décroissance du chiffre d'affaires a été contenue, conformément à nos anticipations, à -4,6% au premier semestre 2010. Notre activité a été très dynamique dans les pays émergents, mais nous devons encore faire face aux effets de la crise dans nos géographies européennes et sur plusieurs de nos lignes de services. En conséquence, nous avons renforcé l'ensemble des initiatives destinées à préparer le Groupe à l'environnement économique d'après crise, ce qui s'est d'ores et déjà traduit par un accroissement du niveau de notre carnet de commandes.

Ainsi, cinq nouveaux projets portant sur la réorganisation des forces commerciales sont venus renforcer le Programme TOP avec la mise en place d'une organisation des ventes globale, par marchés verticaux, et un accent particulier porté sur les offres innovantes (Cloud Computing, Informatique verte,...). Par ailleurs, le Groupe a poursuivi sa stratégie d'innovation. Dans ce cadre, nous avons lancé de nouvelles solutions dans le « Smart Mobility » (mobilité intelligente), et nous avons engagé le projet de regrouper dans une seule entité, Atos WordGrid, l'ensemble de nos activités de « Smart Energy » (gestion intelligente de l'Energie). De nouvelles solutions innovantes seront prochainement développées dans les domaines de la Gestion du Contenu d'Entreprises (ECM) et des réseaux sociaux informatiques.

Au cœur de notre stratégie de développement figure le déploiement des Services Transactionnels de Haute Technologie (HTTS). Au premier semestre, nos activités HTTS se sont développées dans plusieurs nouvelles géographies du Groupe au delà du périmètre d'Atos Worldline. Des équipes dédiées ont été formées, générant de nouvelles opportunités commerciales avec l'appui d'Atos Worldline.

Au cours de ce premier semestre, nous avons également franchi de nouvelles étapes sur la voie de l'exemplarité en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons ainsi publié notre premier Rapport de Responsabilité d'Entreprise certifié selon les standards de la « Global Reporting Initiative » (GRI), qui constituent la référence mondiale. Nous avons également officiellement adhéré au Pacte Mondial des Nations-Unies par lequel nous nous engageons à respecter des principes essentiels en matière de Droits de l'homme, Normes sociales, Environnement et Lutte contre la corruption.

Au-delà, nous réaffirmons notre ambition de figurer parmi les employeurs de référence dans notre secteur. C'est l'objectif du Programme « Well Being at Work » (Bien-être au Travail) lancé depuis six

mois, et dont les premières initiatives en matière d'environnement de travail ont été déclinées pour notre nouveau Campus Atos à Bezons près de Paris qui regroupera dès septembre nos collaborateurs franciliens.

Au total, la performance réalisée par le Groupe lui permet d'envisager sereinement la poursuite de son développement à l'international, en s'appuyant sur ses propres actifs mais aussi en saisissant d'éventuelles opportunités d'acquisitions.

Je suis fier du travail accompli et des résultats atteints par nos équipes au cours du premier semestre, et confiant dans notre capacité à réaliser nos objectifs sur la totalité de l'année 2010.

Thierry BRETON,
Président Directeur Général

3 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Atos Origin est une société anonyme à Conseil d'Administration depuis le 10 février 2009. Depuis cette date, Thierry Breton en est le Président Directeur Général. Le passage d'un mode Conseil de Surveillance et Directoire vers un système avec Conseil d'Administration et Président Directeur Général a permis de simplifier et d'unifier la gouvernance, en l'adaptant aux nouveaux défis de la Société.

3.1 DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale se compose du Président-Directeur Général et de deux Directeurs Généraux Adjoints.

Nom	Fonctions opérationnelles	Fonctions transverses
Thierry Breton	Président Directeur Général	
Charles Dehelly	Directeur Général Adjoint en charge des Opérations	Lignes de Services Intégration de Systèmes et Infogérance, Programme TOP, fonction Achats, Unités Opérationnelles du Groupe (GBUs) (*)
Gilles Grapinet	Directeur Général Adjoint en charge des Fonctions Globales	Fonctions Globales, Ventes et Marchés, Clients Stratégiques Internationaux (SIC), Stratégie et Innovation (Group Innovation Business Dvpt & Strategy - GIBS), Lignes de Services Conseil et Services Transactionnels de Haute Technologie.

(*) A l'exclusion d'Atos Worldline et d'Atos WorldGrid qui sont sous la direction de Gilles Grapinet

3.2 LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif a pour objet de gérer les performances opérationnelles du Groupe. Ses principales attributions consistent à accompagner la Direction Générale dans la définition des priorités et le suivi des performances opérationnelles, l'exécution du Programme TOP (*Total Operational Performance*) et la mise en place des plans d'action. Il s'agit d'un organe dédié à la gestion des opérations du Groupe.

Le Comité Exécutif a pour mission d'améliorer les échanges et la coopération entre les Unités Opérationnelles Globales, les Lignes de Services Globales, la Direction Commerciale et les Fonctions Globales.

Le Comité Exécutif est composé des membres de la Direction Générale ainsi que des responsables des Unités Globales, des Lignes de Services Globales, du Directeur Financier, du Directeur des Ressources Humaines, du Directeur des Ventes et Marchés Globaux, du Directeur des Clients Stratégiques Internationaux, du Directeur de la Stratégie et de l'Innovation, et du Secrétaire Général du Groupe.

3.3 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Lors de l'Assemblée Générale Mixte qui s'est tenue le 27 mai 2010, les actionnaires ont approuvé la nomination de Madame Aminata Niane en qualité de nouveau membre du Conseil d'Administration. Ils ont également ratifié la cooptation de Monsieur Lionel Zinsou-Derlin en qualité de membre du Conseil et la nomination de Madame Colette Neuville en qualité de Censeur.

Les membres du Conseil d'Administration sont :

Nom	Nationalité	Age	Date de nomination	Membre du Comité	Fin de mandat (*)	Nombre d'actions détenues
René Abate	Française	61	2009		2011	1 000
Behdad Alizadeh	Américaine	48	2009	N&R	2011	1 000
Nicolas Bazire	Française	52	2009	N&R	2011	1 000
Jean-Paul Béchat	Française	67	2009	A	2011	1 000
Thierry Breton	Française	54	2009		2011	5 000
Mme Jean Fleming	Britannique	41	2009		2011	640
Bertrand Meunier	Française	53	2009	N&R	2011	1 000
Mme Aminata Niane	Sénégalaise	53	2010		2012	(**)
Michel Paris	Française	52	2009	A	2011	1 000
Pasquale Pistorio	Italienne	73	2009	A	2011	1 000
Vernon Sankey	Britannique	60	2009	A	2011	1 000
Jean-Philippe Thierry	Française	61	2009	N&R	2011	1 500
Lionel Zinsou-Derlin	Française / Béninoise	55	2010		2011	1 000
Censeur						
Mme Colette Neuville	Française	73	2010		2010	500

A : Comité d'Audit; N&R : Comité des Nominations et des Rémunérations

(*) Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'année

(**) Madame Aminata Niane ayant été nommée lors de l'Assemblée Générale du 27 mai 2010 a, selon les statuts, trois mois pour acquérir un montant minimum de 1 000 actions.

4 LE MARCHE DES SERVICES INFORMATIQUES

Le marché des services informatiques se transforme rapidement et le Groupe a constaté une accélération générale de la vitesse de cette transformation. Les tendances clés présentées ci-dessous traduisent une évolution du marché, concernant à la fois "l'offre", par exemple pour des acteurs tels qu'Atos Origin, mais aussi la "demande", pour ses clients et parfois même pour les clients de ses clients.

4.1 PARTS DE MARCHÉ ET CONCURRENCE

4.1.1 Description du Marché

Marché Européen de l'informatique traditionnelle

Suite aux conditions difficiles de 2009, les fournisseurs de services européens et américains poursuivront leur recherche de compétitivité par la mise en œuvre de restructurations et des recentrages d'activités. Par ailleurs, la spécialisation et la verticalisation des métiers vont continuer à s'intensifier. Enfin, dans cet environnement économique incertain, les prestataires de services qui portent une forte attention à la qualité de leurs prestations développeront un avantage concurrentiel sérieux.

Les nouveaux entrants sont d'ores et déjà actifs sur les marchés de services de l'infrastructure traditionnelle avec un ensemble d'offres, fournissant courriel, stockage, en ciblant tout d'abord le marché des entreprises moyennes avant de monter dans la chaîne de valeur. *Salesforce.com* continue à rencontrer un essor remarquable avec plus de 30% de part de marché dans l'offre Cloud autour de la sphère de la relation client – le CRM.

Les alliances vont continuer à être indispensables pour être attractif et fournir des activités innovantes – avec des fournisseurs de services d'informatique technologique s'alliant à des spécialistes industriels, des spécialistes techniques ou encore leurs propres concurrents directs.

Hautement concurrentielles, les offres des spécialistes (innovantes/ idéal client/ bon prix) seront cruciales pour prendre des parts de marché et maintenir de la croissance dans les deux prochaines années.

Industrie informatique des moyens de paiements

Mise en place du SEPA

En Europe, il est aujourd'hui plus difficile de réaliser un paiement de détail entre deux états de la zone Euro qu'au sein d'un même pays. Cette situation résulte d'un cloisonnement des espaces bancaires nationaux, notamment sur les plans juridique et technique. C'est pour y remédier que la Commission Européenne a demandé à l'industrie bancaire de construire l'Europe des Paiements : le Single Euro Payments Area, couramment appelé SEPA.

Ce projet vise à harmoniser les transferts financiers, en devise euro, entre les pays membres (virements, prélèvements, carte bancaire, ...), pour faire en sorte qu'un paiement transfrontalier soit traité avec la même rapidité, la même sécurité et dans les mêmes conditions qu'un paiement domestique partout dans l'espace européen. Le but est de doter les habitants de l'Union Européenne de moyens de paiements scripturaux communs, permettant de réaliser des paiements en euro dans des conditions identiques quel que soit le pays de l'Union.

Le secteur bancaire européen a défini les schémas SEPA pour les opérations de virements et de prélèvements. Le schéma pour les virements a été lancé avec succès en janvier 2008. A partir de novembre 2009, les banques ont progressivement déployé les services autour du SEPA Debit Direct (prélèvements). Pour les cartes de paiement, le cadre SEPA cartes Framework a été adopté et sera progressivement mis en œuvre dans les toutes prochaines années par les banques, les systèmes de cartes et les opérateurs de paiement par cartes.

Nouvelles tendances sur le marché des paiements

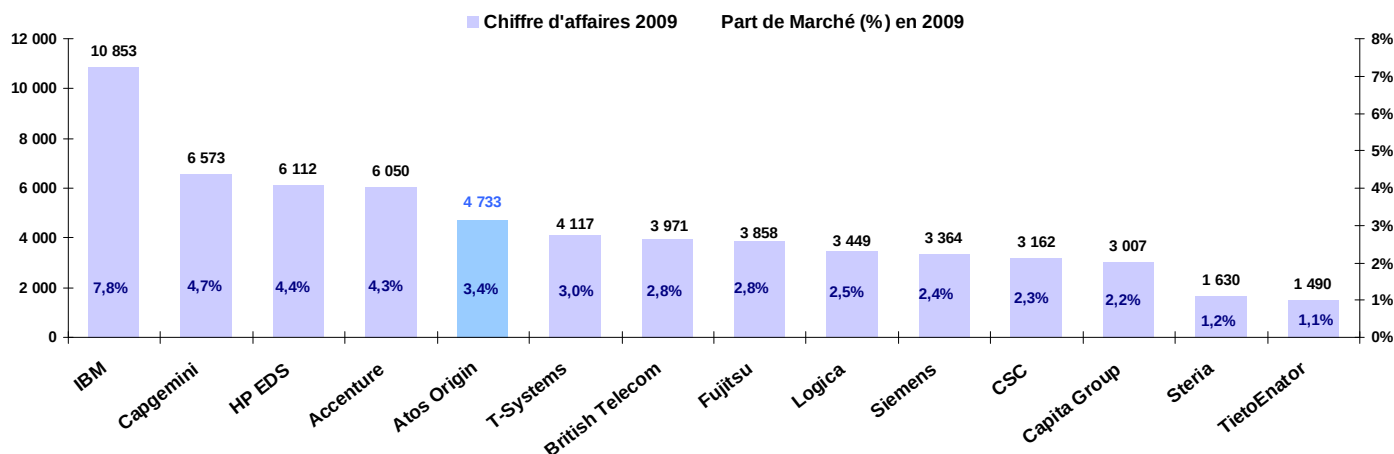
- Les paiements électroniques sont en forte croissance du fait du développement significatif de l'équipement des ménages ;
- De nouveaux modes de paiement voient le jour, à la faveur du développement des "smartphones" ;
- Les transactions transfrontières étaient limitées par le passé, tant en nombre qu'en valeur ; mais le développement du tourisme et des voyages aidant, les volumes de transactions transnationales se sont fortement accrus ;
- Et enfin, de façon comparable au téléphone mobile et au succès du prépayé, le paiement prépayé est devenu maintenant incontournable (carte cadeau...).

Les dynamiques du marché du paiement s'articulent essentiellement autour d'une polarisation de l'industrie sur des éléments clés de la chaîne de valeur, et d'une intensification de la concurrence, laquelle, par le passé, existait uniquement sur quelques marchés nationaux.

Le paysage concurrentiel dans son ensemble est aussi en pleine mutation. En 2008, HSBC, a lancé une initiative visant à fournir des services de paiements aux commerçants britanniques, et des services à des sites marchands sur Internet à l'échelle mondiale. Fin 2009, Ingenico a réalisé l'acquisition d'Easycash, et une possible coopération entre Equens, processeur hollandais, avec le CEDICAM (Crédit Agricole) a été annoncée. Enfin, au premier trimestre 2010, le processus de cession de la plateforme de paiements de RBS, entité spécialisée dans les transactions électroniques et filiale de Royal Bank of Scotland, a été lancé.

4.1.2 Classement en Europe de l'Ouest

Selon Gartner, Atos Origin était à fin 2009, la cinquième plus grande société de services de gestion informatique avec une part de marché de 3,4% en Europe de l'Ouest. La part de marché des services informatiques et positionnement s'établit comme suit :



Source : Sociétés, et étude Gartner IT Services Worldwide Market Share 2007-2009 ; Avril 2010 pour les activités "Professional services" seulement. 1 USD = 0,7196 Euro en 2009

En millions d'euros, Professional Services inclut Consulting Services (Consulting for Atos Origin), Development et Integration Services (Systems Integration for Atos Origin), IT Management (Managed Services for Atos Origin) et Process Management (On-line Services and BPO for Atos Origin), mais pas Product Support (Hardware and Software Maintenance and Support).

4.2 TENDANCES DU MARCHÉ

4.2.1 Evolution de l'offre

Croissance du sourcing multiple et de l'off-shore

Depuis plusieurs années, les grands acteurs ont renforcé leurs capacités en “production à bas coûts” et les SSII indiennes ont réalisé quelques percées sur le continent européen. Atos Origin considère que ces deux types de fournisseurs - ceux provenant de l'Occident et ceux d'Inde- convergent au final vers un même modèle de production. Ce modèle consiste en une organisation possédant des centres de production en propre, ou détenus avec des partenaires, dans des localisations variées à l'échelle mondiale, ce réseau s'appuyant sur une présence sur site (on-shore), dans la même région (near-shore) ou très délocalisée (off-shore). Certains analystes pensent toutefois qu'une stratégie axée sur le seul arbitrage des coûts de main-d'œuvre ne suffit pas à garantir leur succès. Ainsi, la future réussite des réseaux mondiaux de production ne dépendra pas uniquement de la disponibilité de ressources à bas coûts mais surtout de la qualité de ses compétences, outils, méthodologies et alliances.

Le taux de croissance des fournisseurs de services informatiques de l'héritage indien, qui dépassait les 25% par an ces trois dernières années, a certes ralenti en 2009, mais ils restent extrêmement actifs. Après les défis de 2009, principalement pour ceux possédant une solide base de clients aux Etats-Unis, industriels ou bancaires, Atos Origin anticipe un ralentissement mais s'attend à les voir rester en tête en termes de taux de croissance en 2010. Le Groupe estime que, même si la part de marché des grands prestataires indiens est toujours relativement faible en Europe, ils resteront très actifs sur les appels d'offres lancés sur des contrats internationaux. Enfin, pour croître sur le vieux continent, il n'est pas à exclure que les SSII indiennes étudient des opérations de croissance externes ciblées sur des sociétés de petite taille.

Une tendance croissante à l'optimisation des coûts (industrialisation, Lean)

La plupart des sociétés de services ont lancé de solides programmes visant à faire décroître leurs coûts d'opérations, d'une part en simplifiant leurs fonctionnements et en réduisant les personnels non productifs et indirects, et d'autre part par des gains de productivité, par exemple, en utilisant les dernières technologies et les outils pour devenir plus efficaces (automatisation de la gestion d'infrastructure, logiciels générant directement les lignes de programmation, recueil automatisé de demandes client par rationalisation des processus). Les techniques du *Lean*, développées tout d'abord pour les industriels, ou Six Sigma, sont maintenant diffusées sur le marché des services informatiques, principalement dans la sphère de l'Infogérance, mais progressivement aussi dans les activités d'intégration.

Services Cloud (Cloud computing et SaaS)

Les sociétés de services informatiques sont aussi les sources ou les détenteurs d'un nombre croissant d'innovations arrivant sur les marchés. La section 16 du rapport annuel 2009 couvre les événements les plus novateurs de l'année concernée, et atteste de l'importance donnée par le Groupe aux utilisations faites dans le cadre de la vie privée - telles que les Communautés, les réseaux sociaux et les blogs, et à tout ce qui est utilisé communément dans les entreprises. Pour Atos Origin, l'adoption rapide du Cloud Computing, qui s'intensifiera en 2010, constitue une des principales tendances de l'évolution de l'industrie informatique.

Les virages stratégiques qu'ont effectués Google et Amazon, passant d'un marché de masse à celui de l'entreprise, sont une illustration de ce changement. Cet événement fait partie intégrante du Cloud Computing, phénomène qui mue à présent du *buzz* à la réalité. Après une année 2009 où de nombreux fournisseurs nord-américains ont annoncé leurs plans de développement Cloud services, en 2010 c'est en Europe qu'il faut s'attendre à observer de nombreuses actions marketing.

Gartner¹ décrit les caractéristiques du service Cloud comme « une informatique stylisée où les capacités de monter en puissance et d'élasticité relatives à l'information sont délivrées “comme un service” à des clients externes utilisant les technologies de l'Internet ».

Pour Atos Origin, un Service Cloud n'est autre qu'un service qui est délivré aux clients via Internet sur une base de paiement à la consommation.

¹ Gartner : Cabinet international de référence pour la recherche sectorielle en Informatique

Le service Cloud est une continuité de services existants qui peuvent ensuite être classifiés en quatre couches fonctionnelles, dont la couche « 1 » désigne des fonctions métiers et la couche « 4 » désigne les services d'une infrastructure informatique :

1. **Business Process as a Service** – le service inclut par exemple de l'assistance client, du CRM et de la gestion de carte ;
2. **Software as a Service** – ce service inclut par exemple les applications SAP, Salesforce.com et Microsoft BPOS ;
3. **Platform as a Service** – le service inclut du middleware¹ comprenant des bases de données et des plates-formes de transaction de paiement, des environnements de développement à la demande et des applications type Google... ;
4. **Infrastructure as a Service** – le service inclut par exemple Amazon infrastructure et fournit de la capacité de traitement, du stockage, du réseau à la demande et même des "operating system"

Bien qu'ils soient encore en recherche de maturité, ces services commencent à être délivrés aujourd'hui et les analystes prévoient qu'à partir de 2012, 25% des services informatiques viendront de ces modèles non traditionnels.

Atos Origin a la conviction que les solutions partagées, extrêmement flexibles, et facturées selon le principe du paiement à l'acte, rendues possibles par le Cloud computing sont parfaitement adaptées aux besoins actuels de ses clients et auront, par conséquent, un impact énorme sur le marché des technologies de l'information dans les années à venir. Atos Origin dispose déjà d'une solide expérience en matière de développement et de fourniture de services Cloud, notamment par l'intermédiaire de sa filiale Atos Worldline, et a ainsi décidé début 2010 de développer de nouvelles solutions afin d'aider ses clients à tirer parti des nouvelles opportunités liées au Cloud computing.

Avec le lancement en janvier dernier de la gamme de services Cloud computing **Atos Sphere™**, la société a créé une nouvelle combinaison de ses services de Conseil, de Services Transactionnels de Haute Technologie, d'Intégration de Systèmes et d'Infogérance afin de proposer un ensemble complet d'offres destinées à faire face à ce nouveau défi :

- des prestations de Conseil afin de comprendre les enjeux liés à la situation spécifique de ses clients, de concevoir un calendrier stratégique et de gérer leur projet de cloud computing.
- un éventail de services d'infrastructure Cloud hébergés dans les propres Centres de données d'Atos Origin et dotés de l'intégralité des fonctions de sécurité ayant fait la renommée d'Atos Origin, offrant le choix entre un Cloud "Public" ou "Privé".
- une gamme de services fonctionnels devenant abordables pour les petites entités, tels que des services de tests SAP avancés, de migration de données, ou de gestion du cycle de vie des produits.

Atos Origin s'engage dans une démarche d'amélioration continue de ses solutions Atos Sphere, fidèle à sa vision et à son ambition de s'imposer en tant que "Cloud Enabler". Elle ouvre ainsi le monde du Cloud computing à ses clients, leur propose un accès intégré à ses propres services Cloud, mais également à une vaste gamme de services Cloud disponibles, de façon sécurisée et contrôlée, dans la parfaite continuité de ses prestations de services professionnelles haut de gamme fournies aux industries les plus exigeantes.

Positionnement et communication sur l'innovation

Face à la multiplication des offres, les sociétés de services informatiques ont déployé de nombreuses initiatives visant à clarifier leurs positionnements, et Atos Origin en a été un des principaux acteurs. Après l'annonce en 2009 de la démarche HTTS visant à mondialiser le portefeuille détenu par la filiale Atos Worldline, le Groupe a lancé en 2010 un grand programme marketing visant à renouveler son portefeuille d'offres et à ainsi répondre à la demande d'innovation de ses clients. A cet effet, le Président Directeur Général, Thierry Breton, a instauré une communication trimestrielle pour le

¹ Middleware : logiciel de médiation (ou logiciel technologique)

lancement des événements majeurs sur le portefeuille d'activités, qui en 2010 s'est déroulé en quatre étapes.

Sur le premier semestre ont été présentées AtosSphere, Ambition Carbone Zero, Atos WorldGrid, et l'offre de *Smart Mobility* ("Mobilité intelligente"). Au second semestre, le Groupe dévoilera ses services de Gestion de contenu, Réseaux Sociaux et Collaboration.

Cette alternance de communication financière et de communication sur les offres traduit l'effort porté sur le contenu des prestations et sur la politique de différenciation du Groupe.

4.2.2 Analyse de la demande

Une baisse des coûts de l'Informatique par une Infogérance plus sophistiquée

La mondialisation, le sourcing multiple et l'industrialisation sont des tendances parfaitement établies sur le marché. Ensemble, ils détiennent la plus grande attractivité influençant le virage du marché des services de gestion informatique de ces dernières années.

Les clients sont en demande de propositions de valeur plus élaborées et à retour sur investissement rapide. Ils attachent de l'importance à la flexibilité qui se traduit notamment par une facturation "à la consommation" et par des indicateurs clés sur les performances mesurées. Cette approche a été associée à davantage de projets pour couvrir le support informatique de bout en bout, depuis le Conseil et l'Intégration de Systèmes jusqu'à l'Infogérance.

Une augmentation de la demande en externalisation de processus métiers (BPO - Business Process Outsourcing)

La forte croissance initiale du BPO a été nourrie par les mouvements d'externalisation des processus traditionnels, RH, comptabilité, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni tout d'abord, puis progressivement en Europe continentale, sollicitant également qu'un arbitrage sur le coût du travail administratif y soit ajouté pour renforcer la proposition de valeur traditionnelle en externalisation de services informatiques.

Atos Origin voit maintenant d'autres vagues de croissance de la demande en BPO :

- Les entreprises voulant agrandir leurs champs d'action du BPO relatifs aux autres fonctions supports comme les achats, la finance, le CRM et les activités spécifiques d'un métier (ou d'une ligne métier), comme par exemple la gestion des dommages dans l'assurance, la facturation dans les télécoms, etc.
- Les organisations publiques, qui se retrouvent face au vieillissement des agents de l'Etat, cherchent également à externaliser les fonctions supports. Selon le Groupe, l'émergence de cette tendance va se confirmer dans les années à venir.

Gestion de contenu et collaboration

L'une des tendances récentes les plus remarquées dans l'industrie de l'information technologique a été la croissance explosive de l'informatique digitale. La plupart des clients indiquent observer un doublement du volume des données de l'entreprise tous les 18 mois voire jusqu'à deux ans. Dans les années à venir, Atos Origin estime que cette tendance s'intensifiera et même s'accélérera par un renforcement des efforts à fournir et des services à utiliser à la fois pour sécuriser et stocker ces données.

La perspective de croissance du volume de l'information est dix fois supérieure dans les cinq prochaines années, alors que notre aptitude à la lecture et à l'assimilation de données ne s'élèvera pas. A l'avenir, le besoin pour l'entreprise de pouvoir distinguer et extraire l'information pertinente rapidement et facilement va ainsi s'accroître.

Il est communément accepté qu'à partir de 2013, plus de 25% du contenu vu par les utilisateurs de l'informatique sera de l'imagerie, de la vidéo, de l'audio ou tout moyen hybride incluant du texte. La demande accrue d'incorporer des actifs riches en informations comme les images digitales

(numérisées) ou la vidéo en entreprise ou encore des applications institutionnalisées sera importante, et les demandes en technologie et infrastructure vont pousser à une gestion efficace des coûts.

Qui plus est, une tendance en parallèle se développe pour assurer la gestion et valoriser davantage la croissance du volume de l'information :

- Pour accroître la productivité des employés par une meilleure collaboration ;
- Pour renforcer plus efficacement les fonctionnalités des outils par de l'archivage intelligent et des nouveautés technologiques légales ;
- Pour améliorer l'agilité de l'entreprise par des processus plus alignés ;
- Pour satisfaire la qualité exigée des prises de décision Groupe par un déploiement étendu de l'information stratégique.

Ces évolutions réclament une plus grande vigilance envers l'information existante au sein de l'entreprise et des systèmes de gestion de contenu ; cela nécessitera aussi de nouvelles approches qui seront à déployer partant de la stratégie vers l'architecture : l'objectif sera de combiner de l'information structurée et non structurée dans une même entité d'hébergement. Atos Origin ayant une longue existence et une belle réussite dans le déploiement de gestion de contenu d'entreprise pour ses clients, souhaite être en pôle position de cette nouvelle tendance avec pour principale motivation d'aider ses clients à obtenir les avantages concurrentiels qui amélioreront efficacement la gestion et valorisation de l'information qu'ils seront amenés à délivrer.

Le développement durable, au-delà du Green IT (Informatique 'verte')

Alors que l'excitation médiatique s'était déjà transformée en véritable action fin 2008, Atos Origin a observé un renforcement accru en 2009 de l'intérêt d'agir pour le développement durable'. Les moteurs d'action dans le secteur privé ont été pour la plupart les réductions de coûts et le respect des nouvelles réglementations en vigueur telles que celles concernant le développement durable, une pression des actionnaires et le développement de l'image. Les offres pour la Gouvernance, Gestion des Risques et Conformités (GRC) sont devenues légions. Elles se sont étendues également au Secteur Public, avec l'accomplissement d'un bouquet unique de services pour améliorer l'environnement, en ayant moins de consommation d'énergie, mais aussi en répondant aux attentes plus importantes exprimées par les citoyens.

Le Groupe a développé une expertise scientifique et technologique visant à réduire l'impact de ses activités sur l'environnement – démarche communément désignée par le terme « Green for IT » - et, par l'intermédiaire de ses solutions informatiques, ayant pour objectif d'aider ses clients à optimiser leur efficacité environnementale, démarche « IT for Green ».

En 2010, Atos Origin a été la première société de services informatiques à communiquer de façon Globale ses réalisations en matière de développement durable au titre de l'année 2009, conformément à la *Global Reporting Initiative* (GRI), énonçant les normes mondiales *de facto* pour les rapports relatifs au développement durable. Pour ce faire, elle a mesuré sa propre empreinte carbone et l'a communiquée à l'organisation *Carbon Disclosure Project* (CDP). Pour aller plus loin encore, Atos Origin a réalisé, en France, un audit carbone en partenariat avec l'ADEME et O2 France afin d'évaluer l'empreinte carbone totale de son centre de données (*datacenter*) d'Aubervilliers. Cette évaluation peut être considérée comme une innovation sur notre marché des TIC.

Avec ses solutions **Ambition Zéro Carbone** lancées en janvier 2010, Atos Origin met l'accent sur l'accompagnement de ses clients sur le chemin de l'excellence environnementale. Le programme vise à mettre en place la transformation des activités informatiques, en intégrant les meilleures pratiques en matière d'efficacité énergétique et en réduisant l'impact carbone ce qui implique le recours à des solutions carboneutres.

Les offres Ambition Zéro Carbone intègrent :

- Des **services et solutions de transformation** incluant l'évaluation de la maturité en termes de développement durable, *Maturity Assessment* (calendrier du développement durable), des systèmes de mesure opérationnels (développement durable intelligent), des programmes de gestion des changements, *Change Management Program* (comportements culturels

durables), l'entreprise numérique, *Digital Company* (environnement de travail durable), la transformation des entreprises, *Business Transformation* (approvisionnement vert, chaîne logistique écologique et fabrication écologique), avec pour objectif de proposer le parfait équilibre entre performances et écoénergie.

- Les **projets de transformation accompagnant le passage aux éco-TIC** incluent la rationalisation du portefeuille des applications, l'efficacité énergétique de l'environnement de travail, la transformation de l'infrastructure verte à l'aide de nouvelles technologies de virtualisation, de centre de données verts au sein desquels les applications sont hébergées dans le respect de l'environnement. Afin de réduire encore le carbone émis par les applications d'hébergement, Atos Origin a conclu un partenariat avec Schneider Electric afin de mettre en place les technologies de refroidissement les plus écologiques dans ses centres de données. Grâce à ces différentes solutions, l'empreinte carbone des services informatiques des clients d'Atos Origin peut être réduite de façon significative.
- De plus, pour la première fois en 2010, Atos Origin propose à ses clients de **compenser leurs émissions de CO2 restantes** liées à l'informatique, via un partenariat avec un organisme de compensation spécialisé. Plus spécifiquement, Atos Sphere fournira des solutions Cloud dont les empreintes carbone seront égales à zéro. L'initiative de compensation s'inscrira dans le cadre de programmes de réduction de l'empreinte carbone ayant pour principal objectif la réduction des émissions de CO2.

De nombreuses solutions technologiques proposées dans notre portefeuille ont été déployées afin de réduire l'empreinte carbone des Jeux Olympiques d'hiver de Vancouver. À ce titre, Atos Origin s'est vu décerné une « Étoile de la durabilité » par le Comité d'organisation de Vancouver en décembre 2009.

Ce portefeuille d'offres, ainsi que les réalisations du Groupe en matière de développement durable figurent dans la partie 18 du Document de Référence 2009, et sont détaillées dans le Rapport de Responsabilité d'Entreprise 2009, qu'Atos Origin a publié pour la première fois cette année.

4.3 ANALYSE DU MARCHÉ PAR LIGNE DE MÉTIER

4.3.1 Prévisions 2010 de Gartner - Cabinet international de référence pour la recherche sectorielle en Informatique

Dans une étude détaillée par ligne de métier parue au second trimestre 2010, l'institut Gartner table sur une croissance comprise entre 1 et 2% pour le marché Européen en 2010 :

(En millions d'euros)	2008	2009	2010	Croissance des dépenses en %	
				2009/2008	2010/2009
Conseil	19 056	17 101	17 491	-10,3%	+2,3%
Développement et intégration	54 733	49 541	50 334	-9,5%	+1,6%
Infogérance - BPO	75 818	72 803	74 110	-4,0%	+1,8%
Total Europe de l'Ouest	149 607	139 445	141 935	-6,8%	+1,8%

Source: Gartner - *Prévision des dépenses en services professionnels – Europe de l'Ouest – 2^{ème} trimestre 2010* - Taux de change : 1 USD = 0,7196 euro en 2009 et 1 USD = 0,7334 euro en 2010.

Les services couvrent le conseil, le développement et l'intégration de Systèmes, l'infogérance, les services en ligne et le BPO pour Atos Origin, mais excluent le support hardware ou logiciel.

4.3.2 Détail par ligne de métier

Conseil

Les entreprises changent continuellement leurs modèles économiques, leurs processus, leurs organisations et leur technologie de l'information pour adresser de nouveaux marchés et créer un avantage compétitif. De plus en plus, les technologies sont un facteur clé de ces transformations allant jusqu'à les élaborer ou les piloter.

Les entreprises ne muteront pas toutes à la même vitesse pour un certain nombre de raisons. La problématique des entreprises est d'identifier et d'adopter des technologies significatives plus rapidement que la concurrence, et bien plus important encore de changer rapidement leurs modèles

économiques, leurs processus et autres comportements de leurs collaborateurs, clients et partenaires pour retirer un bénéfice complet des nouvelles technologies. L'enjeu pour la plus grande majorité des entreprises plus "traditionnelles" est d'implémenter de nouvelles technologies plus rapidement tandis que l'enjeu pour la plus grande majorité des entreprises "d'avant-garde" est de changer les comportements, les modèles économiques et les processus le plus rapidement possible et en profondeur.

Le marché du conseil fait face à des conditions extrêmement difficiles depuis 2009. Cela avait déjà débuté au second semestre en 2008 par un démarrage des réductions des dépenses externes par les entreprises pour affronter la crise ; le secteur bancaire, traditionnellement le plus actif, a été le marché le plus en difficulté en 2009.

La forte diminution de la demande a eu pour conséquence un déclin sévère du marché en Europe en fonction des géographies et des marchés :

- Le Nord de l'Europe et l'Espagne sont les zones les plus sérieusement impactées ;
- Les structures publiques et les entreprises ont pleinement concentré cette année leurs dépenses sur des projets permettant de mutualiser leurs besoins informatiques, de s'adapter aux conditions de marché, de diminuer leurs coûts opérationnels et en alignant leurs organisations pour une plus grande réactivité. Les dépenses ont également porté sur des activités désormais obligatoires de mises en conformité réglementaires ou logicielles. Cependant, le conseil en achats a été protégé par les comportements nouveaux des départements Achats pendant la récession économique, cherchant à réduire leurs dépenses.

Les attentes des clients se modifient et le marché conduit un nouveau modèle économique pour le Conseil dans lequel de plus en plus de clients :

- Feront une moindre différence entre le Conseil Stratégique et le Conseil technologique dès que l'on observe une progression des changements du modèle économique et des processus conduits par l'adoption technologique ;
- Attendent un engagement sur un impact mesurable plutôt par des services de transformation réalisés de bout en bout que par des conseils indépendants ;
- Contractualiseront sur la base de compétences formalisées et non plus sur une base de relationnel client ;
- Effectueront leurs dépenses par des achats d'offres standard bâties à partir d'un retour d'actifs tangibles comme des outils et des méthodologies, plutôt que de l'expertise locale ;
- Attendent des fournisseurs d'être rémunérés selon un pourcentage des bénéfices délivrés.

Atos Origin prévoit que le Conseil tire profit de ces changements en 2010, d'une part en passant du conseil métier au conseil autour des processus ; et d'autre part en bénéficiant du ralentissement en 2010 de la pression exercée par le marché.

Atos Consulting tend à créer un avantage concurrentiel en anticipant les attentes clients vis-à-vis du Conseil en Services, principalement en optimisant les actifs d'Atos Origin et en améliorant l'alignement d'Atos Consulting avec les autres lignes de services. A ce titre, trois grandes initiatives ont été lancées en 2009 et se poursuivent en 2010 :

- Aligner le portefeuille des clients dans le but d'augmenter la valeur ajoutée de ses clients en délivrant des services de bout en bout sur la transformation, de renforcer l'intimité du Groupe avec ses clients partenaires, et notamment étoffer le relationnel au-delà du responsable informatique avec les autres décideurs de ses clients, accroître la proactivité et partager les carnets de commandes avec les grands comptes afin d'améliorer les ventes en Conseil.
- Aligner le portefeuille d'offres : 1) sortir des compétences locales pour des offres structurées qui ne peuvent être vendues largement que sur une base standard : ceci représente à la fois un levier de croissance majeur et une amélioration du levier de rentabilité 2) Homogénéiser le portefeuille d'offres du conseil avec celui des offres standards d'Atos Origin dans le but d'assurer une complète continuité de services. En conséquence, pour toutes les offres multi-métiers – Intégration de Systèmes, Infogérance, BPO et HTTS, une offre de conseil est en cours de définition. Par exemple, sur le sujet du Cloud Computing, Atos Consulting délivre la méthodologie relative au développement du Cloud et à propos du développement durable, un

conseil Green IT, une approche économique intelligente du développement durable, une standardisation sur le développement durable Entreprise (actuellement l'empreinte carbone et un plan d'action pour le CO₂).

- Aligner les compétences, faire que la haute technicité et l'expertise d'Atos Consulting rendent Atos Origin unique au moment de délivrer des processus en Innovation technologique et en projet de Transformation : le Groupe construit des processus de « première classe » en innovation et de compétences en Transformation basées sur des outils éprouvés et des méthodologies appliquées.

Intégration de Systèmes

Le marché de l'Intégration de Systèmes est confronté à l'adversité des conditions de marché depuis 2009. De nombreuses entreprises dans différents secteurs ont dû faire face à de considérables et soudaines baisses de chiffre d'affaires. Tandis qu'elles réduisaient drastiquement leurs dépenses, les budgets des services informatiques étaient revus à la baisse et particulièrement les dépenses externes telles que les services professionnels. Ainsi de nombreux projets informatiques ont été reportés ou annulés et quelque fois même arrêtés.

Les intégrateurs ont été confrontés à une forte pression sur les tarifs, et certains contrats ont dû être renégociés à la baisse pour intégrer la volonté des clients de réduire leurs coûts totaux de possession (ou TCO¹).

Selon les analystes, le marché de l'Intégration de Systèmes a décliné d'environ 10% en 2009 avec une décroissance plus importante dans plusieurs marchés majeurs d'Atos Origin tels que les Pays-Bas et l'Espagne.

Néanmoins, Atos Origin est convaincu que le marché des intégrateurs va continuer à se maintenir et à croître sur le moyen et long terme. La croissance reviendra à la fois grâce à une augmentation des usages technologiques et à un marché plus vaste.

Les usages technologiques tout comme le besoin de services en intégration de systèmes seront redynamisés par la diffusion des Communautés/Web 2.0, et les applications utilisant le contexte, la mobilité, le machine à machine, sécurité et gestion de l'identité. La taille du marché adressable sera dynamisée par plusieurs facteurs incluant une pénétration renforcée du recours à l'externalisation en Europe continentale, à l'attachement de la satisfaction du secteur public, et le domaine de la santé, de même que les services aux collectivités ; les prestataires de services devront bénéficier de la dynamique positive de la demande des pays émergents dits BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Le développement du Cloud Computing sera un complément également pour faciliter l'ouverture du marché des PME (Petites et Moyennes Entreprises) aux intégrateurs de systèmes.

Infogérance

L'évolution du marché en Europe concernant l'infogérance (gestion des services informatiques), a été estimée à une décroissance de 4% en 2009 par le cabinet d'étude Gartner.

L'Infogérance est une activité qualifiée d'acyclique par opposition au conseil et à l'intégration de système, et elle tend à se stabiliser quand l'environnement économique faiblit. Cependant, la croissance de l'infogérance se réduit dès que l'incertitude se manifeste.

2010 devrait potentiellement être une année propice à l'externalisation de l'Informatique et au BPO en Europe, bien que les cycles de décisions soient devenus vraisemblablement plus longs. De plus, beaucoup d'acheteurs rechercheront à accélérer leur Retour sur Investissement (ROI) et à augmenter la flexibilité des engagements. La renégociation de certains contrats, pour réduire les coûts et augmenter la flexibilité, pourrait fournir des opportunités de consolidation ciblées et augmenter la durée des contrats.

L'analyse effectuée par le Groupe dans le rapport annuel 2009 s'est confirmée, avec un nombre limité de nouvelles affaires, plusieurs renégociations et un élargissement du périmètre d'action. Ces tendances pour 2009 et 2010 incluent :

¹ Total Cost of Ownership : TCO dans le reste du document

- Plus de croissance en provenance de prolongation d'activité ou de "foisonnement" avec des clients existants – protéger la base client existante reste critique en 2010 ;
- Une croissance considérable des migrations vers des environnements virtualisés, comme voie pour offrir plus de flexibilité et réduire les coûts ;
- Une augmentation de l'off-shore en Infogérance ;
- Le développement d'exigence environnementale, incluant une consommation d'énergie ajustée et des références similaires dans la plupart des projets ;
- Un intérêt croissant dans le domaine de la gestion du sourcing et de la gouvernance.

Atos Origin estime que ces tendances subsisteront en 2010. En général, les réductions de coûts et la pénurie de compétences seront un moteur majeur pour l'Infogérance. Cependant, il existe aussi une demande auprès des fournisseurs de services pour l'obtention d'une meilleure connaissance sectorielle, d'une flexibilité et de plus d'innovation.

Dans un environnement économique difficile, les recours aux solutions "uniques et définitives" pour transformer et opérer tout ou partie des systèmes d'information risquent de se poursuivre dans la croissance que le Groupe observe.

Dès qu'un client réclamera de l'innovation, l'expertise d'un domaine industriel sera primordiale pour sélectionner le bon partenaire d'Infogérance. Quelques analystes pensent que le marché de l'externalisation segmentera prochainement les acteurs organisés par domaine d'expertise.

4.4 TENDANCES ET POSITIONNEMENT DU GROUPE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Grâce au programme GAMA, Atos Origin se développe désormais en s'appuyant davantage sur une démarche sectorielle avec des offres internationales homogènes, une approche "Marché" complète et une gestion commerciale fortement coordonnée. Cette partie résume les positionnements clé du Groupe et ses axes de développement.

Parmi les différents marchés, celui des **Energies et Services Publics** (*Utilities*) et plus particulièrement le nucléaire et les énergies vertes, le **Secteur Public** pour lequel l'informatique deviendra critique à des fins d'économies, ainsi que le marché des **Services Financiers**, emmené par le dynamisme de la banque de détail, devraient tirer leur épingle du jeu. Atos Origin semble donc bien positionné puisqu'en 2009, le Groupe réalisait 59% de son chiffre d'affaires dans ces trois domaines.

4.4.1 Secteur Public et Santé

Tendances

2009 fut une année stable en termes de croissance mais mouvementée pour les organisations publiques:

- Les gouvernements ont dû aider leurs institutions financières en difficulté ;
- Le recentrage sur leur cœur de métier induit une réduction de la taille des administrations et un pilotage plus fort par l'innovation ;
- Des programmes de réduction budgétaire sont en cours d'élaboration et sont progressivement annoncés ; le gouvernement anglais a été un des premiers à en faire mention en Juin 2010. Ils vont conduire à de nouveaux modèles économiques, entre l'administration et ses prestataires informatiques.

Nous vivons dans un monde en changement permanent et le secteur public doit aussi relever les défis de ces changements. Le bon fonctionnement du secteur public dépendra de sa capacité à anticiper les nouveaux besoins suffisamment tôt et de sa capacité à effectuer les adaptations nécessaires. La complexité de ses systèmes informatiques et de son organisation constitue le principal sujet auquel doit répondre le secteur public pour réagir rapidement.

Enfin, le rôle de l'Union Européenne est de plus en plus visible et important. Le traité de Lisbonne donne davantage de moyens au Parlement Européen et définit ses nouvelles missions avec cinq points d'action majeurs qui se traduiront ensuite sur le comportement des Etats Membres :

- être mieux équipé pour traiter les problèmes d'aujourd'hui ;
- avoir plus de pouvoir dans le façonnement de l'Europe ;
- contrôler de façon plus ferme le budget européen ;
- avoir une plus grande voix au chapitre sur le choix des dirigeants de l'Union Européenne ;
- donner la parole au citoyen européen.

Ce rôle accru de l'Europe aura un fort impact sur les systèmes informatiques nationaux.

Le positionnement d'Atos Origin sur le Secteur Public et la Santé

En 2009, 28% du chiffre d'affaires du Groupe provenait des organisations publiques (gouvernements centraux et locaux, santé, éducation et défense). En Europe, Atos Origin est bien implanté sur ce secteur avec ses activités de Conseil, d'Intégration de Systèmes et d'Infogérance. Sa présence dans les différents pays n'est certes pas totalement homogène, mais lui donne une base solide pour poursuivre son développement.

Pour les gouvernements et administrations centrales, Atos Origin se concentre sur l'externalisation des infrastructures et des applications ; le Groupe est l'un des principaux fournisseurs de services informatiques des ministères français, espagnol, britannique et néerlandais. Pour les administrations locales, Atos Origin se concentre sur les sujets d'e-gouvernement. Une solution développée par Atos Consulting, utilisée dans plusieurs municipalités, permet par exemple aux citoyens de s'informer sur les lois et la législation et de communiquer avec leurs administrations locales.

Dans l'Education, Atos Origin se concentre sur la mise en place et la gestion d'information pour étudiants et a introduit le terme "Olympic learning".

Dans la Défense, Atos Origin applique "le mode de travail de la Défense" (partenariat imbriqué) et se concentre sur les sujets ayant trait à l'OTAN tels que le programme "Network Enabled Capabilities and Security" du ministère de la Défense britannique.

Dans la Santé, Atos Origin se concentre sur l'externalisation de processus métiers, notamment dans la médecine du travail de l'administration anglaise (BPO Médical), les centres de services de soins partagés et le pilotage efficace des processus support.

Perspectives

Alors que les organisations publiques font face à d'importantes réductions budgétaires. Atos Origin vise à développer sur la base de son expertise actuelle des offres d'infogérance adaptées aux besoins des organisations et leur permettant de générer des économies de coûts. L'expertise du Groupe est renforcée par sa capacité à proposer des solutions de support qui intègrent et utilisent l'influence de l'Union Européenne. Les domaines d'expertise sectorielle qui profitent de cette croissance sont :

- La gestion des citoyens grâce aux solutions d'e-gouvernement ;
- Les partenariats public-privé (PPP) ;
- La gouvernance et le contrôle des risques pour les ministères et la Santé ;
- Les nouvelles opportunités d'Infogérance pour les systèmes informatiques traditionnels, et de BPO pour des sujets comme le contrôle fiscal, la délivrance de permis, ou l'automatisation de l'obtention des aides sociales.

4.4.2 Energie et Services Publics (Utilities)

Tendances

2009 a été marquée par divers niveaux et formes de déréglementation. Les services aux collectivités suivent quelques grandes caractéristiques communes à tous les pays:

- Une attention soutenue à la satisfaction client et à la gestion de la relation client ;
- Une prise en compte des impacts des nouvelles normes ;
- Les réglementations de la qualité de services aux consommateurs, l'efficacité des actifs et infrastructures et les effets des nouvelles lois nationales.

L'émergence de nouveaux modes de production (photovoltaïques, éolien ...) et de consommation « Intelligente » (automobile, gestion dynamique au niveau domestique, ...) vont contraindre les opérateurs de transport et de distribution d'électricité à adapter leurs infrastructures et les systèmes de pilotages associés (grilles « intelligentes » et systèmes de contrôle de commande en particulier). Ceux-ci devront également être en mesure de gérer la production énergétique par les consommateurs finaux.

Par ailleurs, les fournisseurs de gaz et de pétrole visent désormais des lieux plus reculés et plus instables. Dans le même temps, divers problèmes se posent à eux:

- Le coût élevé du travail et du pétrole ;
- Les pressions pour plus d'écologie ; l'utilisation d'une part croissante d'énergies renouvelables ;
- L'instabilité politique ;
- Le souci de sécurisation des approvisionnements et l'augmentation de la demande des pays en voie de développement.

Ces mutations entraîneront une attention continue de la part des acteurs de ce secteur sur l'efficacité opérationnelle et sur la gestion de la performance dans un souci de productivité. Cependant, ces actions doivent être menées dans un contexte d'intensification de la concurrence et d'instabilité des prix.

Les petits consommateurs se concentrent sur une amélioration de la gestion de leurs dépenses ayant pour cause la crainte d'une hausse des prix durable. A contrario, les grands consommateurs

(entreprises) cherchent à accéder au marché de gros afin de mieux gérer les risques liés aux variations des prix énergétiques.

Le positionnement d'Atos Origin sur le secteur Energie et Services Publics (Utilities)

En Europe continentale, Atos Origin détient une part de marché supérieure à 10%, et est le 6^{ème} fournisseur de **services** dans ce secteur. 10% du chiffre d'affaires du Groupe provient en effet du secteur Energie et Utilities. Atos Origin est un partenaire majeur de la plupart des grandes entreprises d'Energie et Utilities comme EDF, GDF/Suez, Schlumberger, Endesa, Repsol, Total, Nuon, Vattenfall, Petrobras, Shell... Fort de plus de 2 000 experts au sein de Centres d'Excellence partout dans le monde, Atos Origin offre des solutions sur le marché international, couvrant entièrement la chaîne de valeur.

La gestion intelligente de l'énergie représente un changement sans précédent dans la façon dont les fournisseurs d'énergie et leurs clients interagissent dans la production, le stockage et la distribution d'énergie. Atos Origin est aux avant-postes des technologies permettant d'anticiper au mieux la gestion de la demande, l'optimisation de l'utilisation des réseaux de transport et de distribution afin de réduire de façon significative leurs coûts d'exploitation et de contrôler en temps réel la production d'énergie pour l'adapter aux besoins.

Le Groupe est convaincu que ses solutions technologiques constituent une réponse aux enjeux économiques de maîtrise de l'énergie et peuvent contribuer à une croissance durable plus respectueuse de l'environnement. C'est pourquoi, en mars 2010, le lancement d'une nouvelle offre de solutions technologiques pour la gestion intelligente de l'énergie a été annoncé, ainsi que le projet de création d'une filiale internationale nommée « **Atos WorldGrid** », qui serait entièrement dédiée à ce nouveau marché à très haute valeur ajoutée, porteur d'une croissance plus verte et économe de l'énergie. Cette entité pourra capitaliser sur plus de vingt ans d'expertise, son portefeuille de droits de propriété intellectuelle et sur les succès internationaux, qui la placent d'ores et déjà en position de leader :

- Atos Origin est la seule grande SSII à fournir des systèmes de contrôle commande numérique de centrales nucléaires,
- Atos Origin est la seule grande SSII à assurer des prestations de maintien en condition opérationnelle pendant plus de 20 ans de systèmes de contrôle commande de centrales nucléaires et de systèmes de conduite de réseaux de transport électrique,
- Atos Origin est l'intégrateur du plus grand programme lancé à ce jour de déploiement de compteurs intelligents.

A titre d'illustration d'interventions récentes d'Atos Origin dans ce secteur de la gestion intelligente de l'Energie, on peut mentionner que :

- Atos Origin est la première SSII à gérer un réseau à grande échelle de compteurs intelligents en Europe – objectif de 35 millions de compteurs devant être déployés par l'opérateur français du réseau de distribution ERDF. Les solutions de compteurs intelligents conçues par Atos Origin permettent aux « Smart Operateurs » d'atteindre trois objectifs ; diminuer leurs coûts, améliorer les services à destination des clients entreprises et particuliers et à terme réduire la consommation d'énergie par une meilleure régulation du réseau. Ainsi, début mars 2010, ERDF a mis en production sa nouvelle plate-forme informatique et de télécommunications de son projet Linky.
- En Chine, Atos Origin va livrer à China Nuclear Power Engineering Corporation (CNPE) un système de contrôle commande ainsi qu'un simulateur pleine échelle pour la conduite de 4 réacteurs nucléaires et pour la formation intensive de ses opérateurs. Les systèmes seront basés sur notre plateforme temps réel ADACS-N™ (Advanced Data Acquisition & Control System). La plate-forme Atos Origin est conçue pour satisfaire les exigences incluant fonctionnalités dédiées à l'amélioration de la sécurité, fiabilité et efficacité des opérations nécessaires pour piloter une centrale nucléaire.
- Atos Origin fournit un système temps-réel innovant permettant le contrôle et la gestion d'un gazoduc pour Wingas, l'un des principaux transporteurs allemands de gaz. Pour la première

fois, un système unique va collecter les informations issues du dispatching commercial et physique permettant ainsi de s'adapter rapidement aux changements réglementaires. L'opérateur bénéficie d'un avantage concurrentiel par la baisse de ses coûts d'opération et par l'optimisation de ses processus. La technologie conçue par Atos Origin permet un pilotage en temps réel de son réseau en fonction des contrats d'acheminement.

Perspectives

La hausse des dépenses informatiques du secteur Energie et Utilities devant être l'une des plus fortes du marché et étant donné l'excellente position d'Atos Origin chez un grand nombre de grands groupes internationaux, l'ambition du Groupe pour 2010 est de se situer au-dessus de la croissance du marché. La création de la filiale Atos WorldGrid devrait être finalisée fin juillet 2010 et le périmètre de l'entité internationale, regroupant toutes ses solutions technologiques liées à la production, au transport et à la distribution intelligentes de l'énergie, devrait générer un chiffre d'affaire de plus de 150 millions d'euros en 2010.

4.4.3 Services financiers

Tendances

La crise a fortement affecté les institutions financières:

- la demande et la disponibilité de crédit se sont effondrées ;
- la dépréciation des actifs a dépassé les 3 000 milliards de dollars mondialement ;
- la capitalisation des institutions financières sur le marché a chuté de 5 000 milliards de dollars.

Alors que le coût du risque a augmenté, les instances de régulations ont créé de nouvelles réglementations plus contraignantes visant à accroître la transparence des institutions financières. De plus, la demande et le besoin de produits innovants mettent les marges sous pression (sites de comparaison par exemple). L'émergence de la banque à distance (mobile, Internet), la mise en place du Single Euro Payment Area (SEPA) ainsi que de la directive concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID) abaissent la barrière d'entrée sur le marché pour les nouveaux entrants.

En conséquence, les institutions financières (banques et assurances) concentrent leurs investissements dans l'amélioration de la gestion du risque et de la conformité, l'amélioration de la relation client et de sa fidélité ; une attention soutenue est donnée à une meilleure intégration de leurs acquisitions passées et de leurs entités locales, à l'optimisation et la consolidation de leur back-office ainsi qu'à la modernisation de leurs systèmes informatiques critiques.

Le positionnement d'Atos Origin vis-à-vis des institutions financières

En Europe, Atos Origin est le premier fournisseur d'infogérance et le 8^{ème} fournisseur de services informatiques aux institutions financières. Avec 8 000 experts en processus et technologies pour les services financiers, les banques et assurances génèrent plus de 22% du chiffre d'affaires du Groupe.

Atos Origin gère pour les institutions financières:

- les plates-formes de règlements interbancaires (RBTR) et le traitement de 255 millions de positions par an ;
- 477 000 terminaux de paiement et plus de 2 milliards de transactions de paiement par an ;
- les règlements et livraisons pour les principaux marchés de titres et de dérivés européens ;
- des systèmes traitant 400 milliards d'euros d'actifs.

Dans la banque, Atos Origin est présent principalement dans deux métiers, la banque de détail et la banque d'investissement. Le Groupe est un fournisseur majeur de services informatiques aux grandes banques européennes comme BNP Paribas, ING, Standard Chartered Bank, Crédit Agricole, Commerzbank, Société Générale, Banco Santander, Dexia, La Banque Postale, LCH Clearnet.... Dans l'assurance, le Groupe a renforcé sa position avec des clients majeurs tels qu'Achmea, Manulife, Mass Mutual, UVIT, NFUM et Capita et Willis.

Au delà de l'infogérance, Atos Origin fournit des services intégrés et à forte valeur ajoutée apportant des innovations, des changements profonds et des impacts forts sur l'activité des banques dans des domaines tels que: le développement de modèles opérationnels cible, des solutions d'implémentation et d'intégration des processus/fonctions de cœur de métier tels que les services électroniques aux consommateurs pour la banque et l'assurance, les services de paiement par carte, la sécurisation de l'information. Le Groupe fournit aussi des services pour les processus métier, les applications et les plates-formes informatiques.

Perspectives

Les institutions financières continuant de réduire leurs investissements informatiques, Atos Origin vise un développement basé sur d'une part une expertise générique dans l'externalisation informatique et cinq axes verticaux d'expertises ciblées pour fournir des solutions innovantes répondant aux défis de ses clients:

- *Gestion des clients*: différenciation, protection et développement de la base clients grâce à des services électroniques et des plates-formes multicanaux pour les banques et assurances;
- *Excellence opérationnelle*: définition de nouveaux standards coûts/revenus grâce à l'utilisation de systèmes de pointe en banque et en assurance ainsi que l'utilisation de processus de *Lean* ;
- *Risque et conformité*: augmentation de la transparence financière et du respect des exigences de conformité par de puissants outils de gestion de risque, en phase avec les normes Solvency II; amélioration des contrôles par l'utilisation de techniques de gestion de contenu plus performant (ECM) et par une sécurisation accrue de l'information ;
- *BPO (Business Process Outsourcing)*: améliorer les services aux clients et permettre des économies par l'externalisation des processus et fonctions transverses. Les offres couvrent le paiement par carte, le risque crédit, les processus du back office assurance ;
- *Solutions et infrastructures financières*: améliorer l'efficacité métier avec des solutions flexibles et robustes (règlement et livraison, gestion d'actifs), ou avec des solutions de back-office de courtage de titres.

4.4.4 Télécommunications et Medias

Tendances

2009 fut une année difficile pour les fournisseurs de services de télécommunication ; le Groupe a identifié quatre tendances fortes :

- L'usage du mobile a continué de progresser, entraînant une demande croissante de capacités réseaux ;
- Le revenu moyen par utilisateur (ARPU) est resté toutefois stable, obligeant les opérateurs à une focalisation accrue sur les services à valeur ajoutée pour compenser la baisse continue des revenus des communications vocales ;
- La consolidation des fournisseurs de services télécoms s'est poursuivie ;
- La mondialisation des activités (massification) pour réduire les coûts de production grâce aux économies d'échelle obtenues s'est également accentuée.

La conjonction d'un revenu moyen par utilisateur stable et d'un besoin en capacités réseau en hausse met la marge sous pression. En outre, de plus en plus d'applications (y compris les applications de télécommunication comme la voix) passent à un modèle basé sur Internet. Ceci augmente les attentes des usagers en termes de fiabilité dans la connectivité de base et dans les infrastructures de communication et leur capacité d'accéder à des services de données, partout et n'importe quand. Les axes de différenciation des fournisseurs de services de télécommunications se situent de plus en plus hors du cœur des capacités réseau et vers la fourniture des appareils/applications pour l'utilisateur final. L'émergence de l'ensemble des modèles économiques et de solutions techniques de masse pour la connectivité de base et des services de télécommunications à faibles coûts abaissent les barrières à l'entrée des nouveaux entrants.

En conséquence, les fournisseurs de services de télécommunications concentrent leurs investissements sur l'augmentation de leurs capacités réseau et sur le déploiement de composants réseau de nouvelle génération leur permettant une différenciation future, une rationalisation et une consolidation de leurs activités (particulièrement entre les pays).

Le positionnement d'Atos Origin sur le secteur des Télécommunications et Média

En Europe de l'Ouest, Atos Origin est l'un des trois premiers fournisseurs de services d'externalisation et l'un des cinq plus grands fournisseurs de services informatiques aux opérateurs de télécommunication et Média. Avec plus de 4 000 experts en processus et technologies de télécommunication, Atos Origin génère environ 14% de son chiffre d'affaires chez les grands acteurs du secteur.

Dans les télécommunications, Atos Origin se focalise principalement sur les fournisseurs de services mobiles type GSM, de téléphonie fixe et d'Internet et est un fournisseur majeur de services informatiques aux grandes entreprises européennes comme France Telecom, Vodafone ou KPN.

Outre l'Infogérance, Atos Origin offre aux fournisseurs de services Télécommunications des services d'Intégration de Systèmes à forte valeur ajoutée tels que les déploiements d'infrastructures (par exemple, les réseaux intelligents de nouvelle génération ou les systèmes de paiements en ligne), les déploiements de système de gestion (activations des clients et facturations pré ou post-payé) ou les mises en œuvre d'applications d'entreprises (systèmes financiers et comptables, systèmes RH - Ressources Humaines, CRM - relation client).

Atos Origin se concentre particulièrement sur les services en mode BPO en proposant par exemple des solutions économiques et efficaces pour les processus métier tels que la gestion des coupons prépayés ou la gestion de boîtes de messageries électroniques.

En Avril 2010, Atos Origin a nommé Bruno Fabre en tant que *Executive Vice President* sur ce marché. Il est plus particulièrement en charge du déploiement de la stratégie de développement sur ce secteur, ayant pour but de renforcer le positionnement d'Atos Origin chez les acteurs des Télécoms et Média.

Perspectives

Le Groupe estime que les fournisseurs de services de télécommunications d'Europe de l'Ouest poursuivront la réduction de leurs investissements informatiques ; Atos Origin souhaite accompagner ce marché grâce à une expertise transverse comme l'externalisation informatique (Infogérance et Tierce Maintenance Applicative) accompagnée de trois axes d'expertise sectorielle:

- Excellence opérationnelle autour des métiers vitaux comme la facturation et la relation client ;
- Excellence dans le déploiement des applications OSS (infrastructures), BSS (gestion/facturation) et CRM (relation client) de nouvelle génération ;
- BPO pour les processus métier standardisés.

4.4.5 Industrie, Distribution et Transports

Tendances

De même que le secteur bancaire, l'Industrie, la Grande Distribution et les Transports furent particulièrement affectés par la crise de 2009. Suite à la chute de la demande, la production et les approvisionnements furent durement touchés, certains allant jusqu'à l'arrêt. Les industries manufacturières se focalisaient sur leur survie, en réduisant drastiquement leurs investissements mais aussi leurs coûts fixes lorsque cela était possible. Dans le même temps, un grand nombre d'entreprises ont profité de 2009 pour perfectionner leur mise en œuvre du développement durable, leur efficacité opérationnelle et leur relation client.

Même dans l'éventualité d'un scénario de reprise en 2010, les industriels, distributeurs et entreprises de transport continueront de faire "plus avec moins", capitalisant sur les innovations et les efficacités acquises durant la crise et les utilisant comme vecteur d'une croissance pérenne pendant la reprise. Les objectifs fondamentaux que sont la rentabilité et la croissance prévaudront. Bien qu'étant centrées sur le contrôle des coûts, la gestion de la trésorerie et le maintien de la fidélité client, les entreprises du secteur se pencheront de nouveau sur la croissance de leur chiffre d'affaires et chercheront à regagner des parts de marché. Les industriels commenceront à réinvestir et innover avec pour objectif de gagner de nouveaux clients, développer de nouveaux marchés, de nouveaux produits et services plus durables et de meilleure qualité.

Le positionnement d'Atos Origin sur les secteurs de l'Industrie, de la Distribution et des Transports

25% du chiffre d'affaires d'Atos Origin provient de l'industrie (Automobile, Aérospatiale, High-Tech, Chimie, Pharmacie, Biens de grande consommation), de la distribution (commerce de gros compris) et des transports. Ces secteurs représentent le plus vaste marché potentiel en termes de services informatiques, mais connaissent des taux de croissance modérés.

Prenant en compte les contextes économiques et environnementaux, Atos Origin a accompagné ses clients Industrie, Distribution et Transports dans la poursuite de leurs objectifs, survie et réduction de coûts. Le Groupe leur a ainsi permis une amélioration de leur performance opérationnelle et de la fidélité de leurs clients, en :

- Fournissant une évaluation très rapide de la valeur de leurs activités, afin d'identifier, de développer et de donner la priorité à des initiatives créatrices de valeur commerciale immédiate ;
- Proposant des solutions d'approvisionnement innovantes pour permettre à ses clients de réduire ou éliminer les coûts fixes et les dépenses vitales, les transformant en services payés à l'utilisation et en fonction de leur qualité ;
- Permettant à ses clients d'améliorer leur expertise, leur capacité de production et de planification dans leurs fonctions critiques que sont la gestion mondiale de la chaîne d'approvisionnements, l'excellence dans les opérations et la production, l'innovation des produits et des services ainsi que la loyauté de leurs clients et les "effets marque".

Afin de maintenir et d'étendre le leadership d'Atos Origin dans le secteur Industrie, le Groupe s'est employé en 2009 à améliorer son expertise dans des domaines clés qui sont aussi porteurs de valeur :

- Le développement durable: conjointement avec IDC¹, le Groupe a publié l'étude "Le business case pour l'excellence environnementale est réel" et a étendu son portefeuille pour les secteurs de l'Industrie, de la Distribution et des Transports ;
- Le système de pilotage de production (Manufacturing Execution Systems - MES): Atos Origin a créé en mars un centre d'excellence puis, breveté M4MES qui est une méthode propriétaire de production de valeur et ainsi reçu une reconnaissance internationale pour sa réflexion sur le leadership et l'expertise dans l'Industrie ;
- La gestion du cycle de vie du produit (PLM): un partenariat a été signé avec la société PTC en juin, un centre d'excellence créé en octobre, et un service de PLM à la demande lancé en décembre ;
- L'amélioration des solutions logistique et de gestion de la chaîne fournisseur ;
- Les programmes de fidélisation client et "d'effets marque", se focalisant sur l'approche HTTS.

Perspectives

En 2010, par ses compétences uniques dans les secteurs MRT, Atos Origin continuera à servir ses clients mondiaux comprenant: Adidas, Ahold, Air France/KLM, Akzo Nobel, Alstom, Amadeus, ASML, Auchan, Canon, Paccar/DAF, DSM, EADS, Johnson Controls, L'Oréal, Lufthansa, LVMH, Michelin, NXP, Océ, Philips, PPR, Procter & Gamble, PSA, Renault-Nissan, Rhodia, Safran et Sanofi-Aventis. Le Groupe maintiendra et développera son leadership dans ses secteurs cibles.

¹ IDC : International Data Corporation, groupe de conseil et d'études

4.5 ANALYSE DU MARCHÉ PAR ENTITÉS GÉOGRAPHIQUES

4.5.1 Positionnement parmi les acteurs présents en Europe de l'Ouest

Selon les dernières évaluations (*) du cabinet Gartner, les tailles de marché et positions respectives du Groupe s'établissent comme suit :

(En millions d'euros)	Taille du marché		Poids (2009)	Atos Origin		
	2008	2009		Parts de marché	Classement	Leader du marché
Royaume-Uni	49 273	44 838	32%	2,3%	9	British Telecom
Europe Centrale	31 120	29 300	21%	2,7%	7	T-Systems
France	19 553	18 588	13%	8,1%	2	Capgemini
Benelux	15 263	14 349	10%	12,6%	3	Capgemini
Espagne	8 435	8 102	6%	3,9%	6	IBM
Pays nordiques	15 044	13 960	10%	-	-	TietoEnator
Reste de l'Europe de l'Ouest	11 980	11 325	8%	-		
Total Europe de l'Ouest	149 607	139 445	100%	3,4%	5	IBM

(*) Source : IT Services Worldwide Market Share 2000-2014, Gartner – 2^{ème} trimestre 2010 pour les activités Services seulement ("Professional services"). 1 USD = 0,7196 euro pour 2009

Le Royaume-Uni inclut l'Irlande, l'Europe Centrale est composée de l'Allemagne, de la Suisse et de l'Autriche, le Benelux comprend les Pays-Bas et la Belgique, les pays Nordiques sont composés de la Suède, de la Norvège, de la Finlande et du Danemark.

4.5.2 Principaux concurrents

PAYS	CONCURRENTS IDENTIFIES
Royaume-Uni	British Telecom, Capita, HP-EDS, Fujitsu, IBM, Capgemini, Accenture, CSC, Logica
Europe Centrale	T-Systems, Siemens, IBM, HP, Accenture
France	Capgemini, IBM, Logica, Accenture, France Telecom, Sopra, Steria
Benelux	Capgemini, IBM, Getronics, Logica, Ordina, HP, Accenture, KPN
Espagne	IBM, Telefonica, Accenture, Fujitsu, Indra

Source : IT Services Worldwide Market Share 2000-2014, Gartner, Avril 2010

5 RAPPORT D'ACTIVITE

5.1 PERFORMANCE OPERATIONNELLE

La performance opérationnelle des activités est présentée sur la ligne marge opérationnelle, tandis que les produits ou charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (autres produits / charges opérationnels) sont présentés après la marge opérationnelle en conformité avec la recommandation n°2009-R-03 (2 juillet 2009) du Conseil National de la Comptabilité relative au format des états financiers.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 494 millions d'euros au premier semestre 2010, représentant une variation statutaire de -3,7% par rapport à 2 589 millions d'euros au premier semestre 2009.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	% chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois (*)	% chiffre d'affaires	% variation
Chiffre d'affaires statutaire	2 494		2 589		-3,7%
Marge opérationnelle statutaire	150,1	6,0%	118,0	4,6%	+26,9%
Autres produits / (charges) opérationnels	-54,2		-75,8		
Résultat opérationnel	95,9	3,8%	42,2	1,6%	

(*) ne prend pas en compte l'impact de 0,3 million d'euros lié au changement de méthode comptable sur le calcul des retraits

Au premier semestre 2010, la marge opérationnelle a atteint **150 millions d'euros, soit 6,0% du chiffre d'affaires**, après prise en compte de la CVAE en France. Sans cet impact comptable, la marge atteint 141 millions d'euros, à 5,7% du chiffre d'affaires, comparé à 4,6% du chiffre d'affaires réalisés au premier semestre 2009, soit une augmentation de 110 points de base.

Les éléments compris entre la marge opérationnelle et le résultat opérationnel sont présentés au chapitre suivant dans la revue financière.

5.2 CHIFFRE D'AFFAIRES

5.2.1 Croissance organique

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'est élevé à 2 494 millions d'euros représentant une variation organique de -3,7% en statutaire par rapport à 2 589 millions pour le premier semestre 2009. Hors effets de change dont l'impact a été positif pour 26 millions d'euros, la décroissance organique a été de -4,6% ou -121 millions d'euros sur la période.

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% variation
Chiffre d'affaires statutaire	2 494	2 589	-3,7%
Impact des taux de change		26	
Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants	2 494	2 615	-4,6%

Les variations de taux de change ont donné lieu à un ajustement positif de 26 millions d'euros notamment du fait de la baisse de la livre sterling représentant 12 millions d'euros, un ajustement positif de 7 millions d'euros lié au Real brésilien, de 3 millions d'euros liés au Rand Sud-Africain et de 4 millions d'euros pour les autres devises.

5.2.2 Evolution du chiffre d'affaires par trimestre

Le chiffre d'affaires a diminué de -4,6% au premier semestre 2010 dont une décroissance de -5,5% au premier trimestre et une décroissance de -3,8% au second trimestre.

(en millions d'euros)	Premier trimestre 2010	Deuxième trimestre 2010	Premier semestre 2010
Chiffre d'affaires	1 231	1 264	2 494
% de variation statutaire	-4,9%	-2,4%	-3,7%
% de variation proforma (*)	-5,5%	-3,8%	-4,6%

(*) Croissance organique 2010 à périmètre et taux de change constants.

Pour les activités cycliques, la baisse a été moins forte au second trimestre par rapport au premier trimestre 2009.

5.2.3 Chiffre d'affaires par Entité Opérationnelle (GBU)

La performance du chiffre d'affaires par **entité opérationnelle** s'est établie comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% croissance (*)	Répartition du chiffre d'affaires (2010)
France	573	573	+0,1%	23%
Benelux	459	517	-11,2%	18%
Royaume-Uni	442	458	-3,6%	18%
Atos Worldline	420	416	+0,9%	17%
Allemagne / CEMA	241	288	-16,3%	10%
Espagne	158	175	-9,5%	6%
Autres Pays	200	188	+6,7%	8%
Total à périmètre et taux de change constants	2 494	2 615	-4,6%	100%

(*) Croissance organique 2010 à périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires par entité opérationnelle (GBU - Group Business Unit) a évolué comme suit :

- En **France**, le chiffre d'affaires s'est stabilisé au premier semestre grâce à une reprise sur les activités cycliques, Intégration de Systèmes et Conseil,
- l'activité au **Benelux** a chuté de -11%, la baisse de chiffre d'affaires s'est poursuivie dans les activités cycliques. Cependant, elle a été limitée à -9% au second trimestre,
- au **Royaume-Uni**, la variation du chiffre d'affaires a été contenue à -4% grâce aux activités HTTS et BPO Médical, qui ont permis de compenser pour partie la décroissance observée dans les activités cycliques,
- **Atos Worldline** a affiché une légère progression de 1%, malgré la baisse prévue de l'activité Marché Financiers,
- l'activité en **Allemagne / Europe Centrale / MA** a connu une décroissance organique de -16%, dont -11% proviennent, comme anticipé par le Groupe, d'un moindre chiffre d'affaires avec le client Arcandor,
- l'**Espagne** a connu une décroissance de -9% dans un contexte économique qui est resté difficile,
- Le segment « **Autres Pays** », qui regroupe principalement l'Asie et l'Amérique, a enregistré une croissance de +7% grâce au fort développement du Groupe en Asie. L'activité liée aux Jeux Olympiques d'hiver de Vancouver a également contribué à la croissance sur ce segment.

En **France**, l'activité Conseil a connu une croissance organique de +7,6% avec un chiffre d'affaires de 20 millions d'euros principalement due à des projets additionnels dans le Secteur Public et les Services Financiers. La pression sur les prix qui avait entraîné une baisse du taux de facturation journalier moyen en 2009 s'est poursuivie au premier semestre 2010, mais grâce à des actions fortes

du management le taux d'utilisation a augmenté de manière significative à 75% par rapport à 62% pour le premier semestre 2009. Des contrats clés ont été gagnés dans le secteur financier avec La Banque Postale et Swiss Life, dans le Secteur Public avec le Ministère des Finances et la SNCF, et dans l'Industrie avec EADS.

L'activité Intégration de Systèmes en France a crû de +2,6% à 324 millions d'euros comparé au premier semestre 2009, avec une accélération au second trimestre où la croissance s'est élevée à +4,4% par rapport à un premier trimestre à +0,9%. Le chiffre d'affaires a augmenté dans le Secteur de l'Energie et des Services Publics et s'est stabilisé dans le segment Automobile, après une chute l'an dernier. Le chiffre d'affaires dans le Secteur Public et dans celui des Télécommunications a baissé respectivement avec les Ministères et France Télécom. Le taux journalier moyen est resté stable au premier semestre 2010 comparé au premier semestre 2009. Le taux d'utilisation a été maintenu à 83% comparé au premier semestre 2009.

En Infogérance, le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'est inscrit en baisse de -3,6% à 223 millions d'euros, en raison d'un niveau moindre de foisonnement sur les contrats existants. Des commandes prévues ont été décalées et de ce fait il n'y a pas eu de montée en charge significative sur de nouveaux projets pour générer des volumes additionnels sur la première partie de 2010.

Au **Benelux**, les activités cycliques, Conseil et Intégration de Systèmes, ont décri de -18% à 201 millions d'euros, continuant de souffrir d'une demande plus faible émanant des grands clients dans les secteurs Financiers et des Télécommunications. En Conseil, la demande est restée généralement faible avec un manque de projets significatifs, affectant plus particulièrement les secteurs Finance et Industrie. Un management énergique de l'activité Conseil a permis d'augmenter le taux d'utilisation à 61% par rapport à 58% au premier semestre 2009.

En Intégration de Systèmes la demande du marché est restée faible en particulier dans les Télécommunications, en Finance et dans l'Industrie. Le Groupe est parvenu à reformer ses ressources en inter contrats et à augmenter le taux d'utilisation à 74% par rapport à 73% au premier semestre 2009.

En Infogérance, le chiffre d'affaires aux Pays-Bas a connu une diminution de -5,6% à 257 millions d'euros, principalement en raison du report de décisions d'investissements des clients. Sur le reste de l'activité d'Infogérance, le chiffre d'affaires a été généré sur les contrats pluri annuels récurrents et il est resté pratiquement stable.

Au **Royaume-Uni**, l'activité Conseil a généré un chiffre d'affaires de 25 millions d'euros en diminution de -9,3% avec néanmoins une croissance organique de +1,1% au second trimestre après une chute de -18,7% au premier trimestre. L'activité a été impactée par une baisse des missions dans le secteur Public à la suite des décisions gouvernementales de réduire les dépenses de Conseil. Dans le secteur Privé, le chiffre d'affaires a crû avec des clients tels que Crédit Suisse, Fiserv et Lloyds TSB. Le Groupe a porté ses efforts sur une gestion optimisée des ressources permettant ainsi une augmentation du taux d'utilisation à 54% comparé à 51% pour la première partie de l'année 2009.

L'Intégration de Systèmes a diminué de -11,7% à 107 millions d'euros après un premier trimestre faible compte tenu de moindres volumes. Au second trimestre, la croissance séquentielle comparée au premier trimestre a été de +8% avec des revenus additionnels tant sur le Secteur Public que sur le Secteur Privé. Une gestion stricte des ressources a permis une nouvelle augmentation du taux d'utilisation pour atteindre 79,5% par rapport à 79,4% au premier semestre 2009.

En Infogérance, le chiffre d'affaires a atteint 190 millions d'euros, la diminution ayant été contenue à -5,8% avec surtout moins d'achats pour reventes. La croissance séquentielle aura été de +8% au second trimestre 2010 par rapport au premier trimestre.

HTTS a réalisé un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros sur le premier semestre en croissance organique de +27% provenant à la fois de nouveaux contrats comme celui avec Capita, et d'un plus fort nombre de transactions traitées. HTTS bénéficie d'ores et déjà au Royaume-Uni du déploiement des offres d'Atos Worldline pour sa base de grands clients en particulier dans le secteur des Assurances, pour Highways Agency, et les sociétés ferroviaires (TOCs).

Enfin, dans le BPO Médical, le chiffre d'affaires a augmenté de +5,1% à 80 millions d'euros pour le semestre provenant d'un nombre croissant des contrôles médicaux.

Concernant **Atos Worldline**, le chiffre d'affaires a augmenté de +0,9% pour atteindre 420 millions d'euros. La croissance a été de 2,3% en excluant le contrat avec Euroclear qui a pris fin au début du second semestre 2009. La croissance a été soutenue par le nombre de transactions sur les Paiements, en particulier en Belgique et en Allemagne. L'évolution du chiffre d'affaires en France est affectée par une base de comparaison défavorable compte tenu du déploiement du contrat des Radars et de la montée en charge du projet des Passeports Biométriques au premier semestre 2009. Ces effets n'ont pu encore être compensés par le chiffre d'affaires additionnel provenant du contrat nouvellement signé pour le Dossier Médical Personnalisé.

En **Allemagne Europe Centrale / CEMA**, le chiffre d'affaires a diminué de -16,3% soit une baisse de -47 millions d'euros à 241 millions d'euros. Le chiffre d'affaires avec Arcandor s'est pour sa part élevé à 32 millions d'euros comparé à 64 millions d'euros au premier semestre 2009, soit une chute de -32 millions d'euros comme cela était anticipé par le Groupe. Globalement, la baisse du chiffre d'affaires avec Arcandor aura contribué pour -11% à la baisse de -16% de l'entité opérationnelle Allemagne / CEMA.

L'Intégration de Systèmes a réalisé un chiffre d'affaires de 120 millions d'euros en recul de -15% en raison d'une moindre demande sur le secteur de l'Industrie et de la Distribution. La baisse de chiffre d'affaires avec Arcandor a aussi affecté l'Intégration de Systèmes et le secteur de la Distribution a également été affecté par un plus faible chiffre d'affaires réalisé avec Neckermann. Le Groupe a poursuivi sa politique de formation d'effectifs en inter contrats et de réorganisation lorsque la formation n'était pas suffisante. Ainsi, dans un environnement difficile, le taux d'utilisation a été de 76% légèrement au-dessus des 75% atteints au premier semestre 2009.

En Infogérance, le chiffre d'affaires s'est élevé à 121 millions d'euros en recul de -17,6% provenant du secteur de la Distribution. Ce chiffre d'affaires a bien entendu été fortement affecté par la baisse avec Arcandor. Au cours du premier semestre 2010 le chiffre d'affaires avec Primondo Quelle, l'activité de vente par correspondance d'Arcandor liquidée au quatrième trimestre 2009, aura été proche de zéro.

En excluant l'effet chiffre d'affaires Arcandor, l'Allemagne aura subi une légère baisse de -4%. Le chiffre d'affaires de la GBU aura été affecté par le secteur des Télécommunications en baisse dans la plupart des pays mis à part l'Afrique du Sud.

En **Espagne**, les conditions de marché difficiles se sont poursuivies au cours du premier semestre 2010. En conséquence l'entité opérationnelle a connu une baisse de son chiffre d'affaires de -9% à 158 millions d'euros.

Alors que les activités de Conseil ont été particulièrement affectées avec une chute de -22% à 23 millions d'euros en raison du gel des projets en particulier dans le secteur privé, la baisse a pu être contenue à -4% en Intégration de Systèmes avec un chiffre d'affaires de 105 millions d'euros. Les baisses de prix se sont poursuivies sur tous les secteurs mais plus particulièrement sur le Secteur Public et sur les Télécommunications. La mise en place d'une gestion serrée a permis de maintenir le taux d'utilisation au niveau particulièrement élevé de 87% contre 85% au premier semestre 2009.

L'Infogérance a été impacté par la baisse de chiffre d'affaires avec Telefonica et le revenu s'est élevé à 17 millions d'euros contre 20 millions d'euros au premier semestre 2009. Enfin, les activités de Services Transactionnels de Haute Technologie (HTTS) ont réalisé un chiffre d'affaires de 13 millions d'euros principalement sur le traitement informatisé des cartes de fidélité.

Les Autres Pays ont réalisé un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros en croissance organique de +6,7%.

En Asie, y compris en Inde, le chiffre d'affaires s'est élevé à 99 millions d'euros en croissance organique de +12% grâce à l'augmentation en Infogérance provenant d'une renégociation de contrat fin 2009 avec une institution financière majeure. Le chiffre d'affaires réalisé pour les Jeux de la Jeunesse à Singapour a également contribué à la croissance du chiffre d'affaires sur cette région.

Sur la zone Amérique, la situation s'est révélée plus délicate dans l'Intégration de Systèmes en Amérique du Nord avec une baisse de revenus sur des contrats de maintenance applicative dans le secteur Industrie et en Amérique du Sud où la demande est restée faible sur les secteurs Télécommunications et Energie.

Enfin dans l'unité Evènements Majeurs (Major Events), tous les projets relatifs aux Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de Vancouver au Canada ont été produits avec succès et ont contribué à la croissance de chiffre d'affaires de l'entité opérationnelle.

5.2.4 Chiffre d'affaires par ligne de services

La performance du chiffre d'affaires par **ligne de services** s'est établie comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% croissance (*)	Répartition du chiffre d'affaires (2010)
Infogérance d'infrastructures	903	963	-6,2%	36%
Intégration de Systèmes	902	955	-5,6%	36%
HTTS (Services Transactionnels de Haute Tech.)	499	488	+2,2%	20%
Conseil	110	132	-17,0%	4%
BPO Médical	80	76	+5,1%	3%
Total à périmètre et taux de change constants	2 494	2 615	-4,6%	100%

(*) Croissance organique 2010 à périmètre et taux de change constants

En **Infogérance d'infrastructures**, le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'est élevé à **903 millions d'euros**, représentant 36% du total. Cette activité a connu une décroissance organique de -6% provenant pour moitié de la baisse anticipée avec le client Arcandor en Allemagne, et pour l'autre moitié du manque de foisonnement avec les clients existants en particulier aux Pays-Bas et en France, partiellement compensé par des volumes élevés en Asie.

La ligne **Intégration de Systèmes** a enregistré un chiffre d'affaires de **902 millions d'euros** soit 36% du total, en décroissance organique de -6%. Cette activité avait chuté de -11% en 2009, compte tenu d'une baisse de la demande et de la pression exercée sur les prix, notamment au Benelux et en Espagne. Au premier trimestre 2010, la baisse avait été de -9%, elle a été contenue à -2% au deuxième trimestre 2010, grâce à une croissance de +4% en France. Au Pays-Bas, les prix se sont stabilisés sur l'activité Régie, et en conséquence, le chiffre d'affaires a diminué de -9% au second trimestre contre -24% au premier trimestre.

L'activité **Services Transactionnels de Haute Technologie** a réalisé un chiffre d'affaires de **499 millions d'euros**, soit 20% du chiffre d'affaires total, en hausse de +2% sur le semestre. Après un premier trimestre en croissance de +0,6%, l'activité a cru de 3,8% au second trimestre. Sur le premier semestre 2010, l'activité Paiements qui représente les deux tiers du chiffre d'affaires HTTS a cru de +4%, alors que les services électroniques sont restés pratiquement stables. Dans le même temps, l'activité de Marchés Financiers a réalisé sur le semestre un chiffre d'affaires en décroissance de -8%, compte tenu de la refonte en cours sur les nouvelles offres.

L'activité **Conseil** a réalisé un chiffre d'affaires de **110 millions d'euros** au premier semestre 2010, en baisse organique de -17%. Conformément aux attentes du Groupe, si les conditions difficiles de marché se sont poursuivies au premier semestre 2010, le ratio de prise de commandes de 125% permet d'envisager une stabilisation de l'activité au cours des prochains trimestres.

Le **BPO Médical** a réalisé un chiffre d'affaires de **80 millions d'euros** en croissance organique de +5%. Cette activité réalisée entièrement au Royaume-Uni et composée de contrats pluriannuels, a vu ses volumes croître à nouveau au cours du premier semestre.

5.2.5 Chiffre d'affaires par secteur industriel

La performance du chiffre d'affaires par **secteur industriel** est la suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% croissance (*)	Répartition du chiffre d'affaires (2010)
Secteur Public	585	599	-2,3%	23%
Services Financiers	562	556	+1,1%	23%
Télécoms, Média & Services	388	449	-13,6%	16%
Industrie, Distribution, Transports	691	746	-7,4%	28%
Energie et Services publics (« Utilities »)	269	265	+1,5%	11%
Total à périmètre et taux de change constants	2 494	2 615	-4,6%	100%

(*) Croissance organique 2010 à périmètre et taux de change constants

Le Groupe est organisé autour de cinq secteurs industriels qui couvrent la totalité du chiffre d'affaires.

Le **Secteur public** a réalisé un chiffre d'affaires de 585 millions d'euros représentant 23% du chiffre d'affaires total. Les principaux clients sont les Ministères et la Sécurité Sociale en France, le Ministère du Travail et des Retraites (DWP), la Santé (NHS) et le Ministère de la Justice au Royaume-Uni. Le secteur public a connu une légère décroissance organique de son chiffre d'affaires de -2,3% provenant principalement des Ministères en France et du Ministère de la Justice au Royaume-Uni. .

Le secteur des **Services financiers** (23% du chiffre d'affaires du Groupe) a enregistré un chiffre d'affaires de 562 millions d'euros en croissance organique de +1% provenant de revenus additionnels faits avec des grands comptes tels que BNP Paribas en France, UVIT aux Pays-Bas, SCB en Asie et Royal Liver au Royaume-Uni.

Télécommunications Médias et Services ont généré au premier semestre 2010 un chiffre d'affaires de 388 millions d'euros représentant 16% du chiffre d'affaires total du Groupe, en baisse organique de -13,6%, faisant face à des conditions de marché difficiles en Intégration de Systèmes dans les Télécommunications y compris des demandes de baisses de prix. Les principaux clients dont le chiffre d'affaires a baissé ont été KPN aux Pays-Bas et France Telecom en France.

Le secteur **Industrie, Distribution Transports** (28% du chiffre d'affaires total du Groupe) a généré un chiffre d'affaires de 691 millions d'euros en baisse de -7,4%, plus de la moitié provenant de la réduction en Allemagne avec le client Arcandor en faillite. L'activité s'est stabilisée avec de grands clients comme Renault ou Rhodia en France, et elle a été en croissance avec OCE aux Pays-Bas, SNCF en France ou Highways Agency au Royaume-Uni. En plus d'Arcandor, l'activité a baissé avec les clients moyens ou petits du Groupe.

Le secteur Energie et Services publics ("Utilities") a représenté 11% du chiffre d'affaires du Groupe à 269 millions d'euros et a enregistré une croissance organique de +1,5%. Ce secteur montre des signes de reprise et Atos Origin est bien positionné compte tenu de son expertise reconnue sur ce secteur. Les récentes signatures avec EDF en France, et avec CNNC en Chine pour l'informatique de contrôle de nouvelles centrales nucléaires montrent l'intérêt de grandes institutions pour les offres du Groupe dans le domaine de l'énergie. C'est dans ce contexte que le Groupe a décidé de créer une filiale dédiée « Atos WorldGrid » dans la gestion intelligente de l'Energie et des Services Publics pour accélérer sa croissance sur ce marché dans les prochains trimestres.

5.2.6 Prises de commandes

Le montant total des prises de commandes s'est élevé à **2 844 millions d'euros**. Le ratio de prises de commandes sur facturation s'est établi à 114% au premier semestre 2010, au-dessus du niveau de 112% du premier semestre 2009.

Au cours du second trimestre 2010, ce ratio a été de 100% et le Groupe a renouvelé et signé de nouveaux contrats, en particulier dans le secteur de l'Energie et Utilities et pour les sociétés de services financiers. La **France** a ainsi remporté un contrat avec Veolia en Infogérance et renouvelé

des services d'intégration de systèmes pour EDF. En **Allemagne**, le Groupe a renouvelé le contrat avec E-Plus. Au **Benelux**, les contrats pluriannuels d'infogérance ont été reconduits avec un client leader dans les services dans l'Energie et avec KPN, et de nouveaux contrats ont été signés avec Philips et Schiphol Telematics. Au **Royaume-Uni**, de nouvelles signatures ont été conclues dans le Secteur Public, et dans le Secteur Privé avec WhitBread et Britvic, leaders britanniques sur les marchés respectifs de l'hôtellerie et des boissons non alcoolisées. **Atos Worldline** a renouvelé ses contrats avec Mercedes Benz Bank et Orange Voice, et signé un nouveau contrat avec Altadis. **Atos Worldline** a également renégocié ses contrats avec les trois caisses d'épargnes allemandes de Berlin, du Bad Württemberg et de Bavière. En **Espagne**, le contrat dans les services financiers avec une grande Caisse d'Epargne en Intégration de Systèmes a été renouvelé et un nouveau contrat a été remporté auprès de l'Agencia de Informatica dans le Secteur Public. Aux **Etats-Unis**, un nouveau contrat a été conclu avec la Federal Home Loan Bank - Seattle, un établissement fournisseur de crédit pour les banques, et un renouvellement de contrat avec un acteur majeur dans le domaine de l'Energie a été signé.

Conformément aux prévisions, le déploiement de **l'initiative Groupe HTTS** a démarré au premier semestre 2010 sur les géographies prioritaires, l'accent ayant porté sur les aspects commerciaux avec la génération d'un portefeuille d'affaires pour signer des contrats significatifs à partir du second semestre 2010. A ce titre, à la fin du premier semestre 2010, la forte dynamique du premier trimestre a été maintenue avec un portefeuille commercial non pondéré compris entre 350 et 400 millions d'euros pour les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Chine et l'Allemagne. Ce chiffre ne prend pas en compte quelques opportunités additionnelles de taille très significative.

La création de la nouvelle filiale internationale **Atos WorldGrid** dédiée au déploiement du portefeuille de solutions et de savoir-faires distinctifs du Groupe dans la gestion « intelligente » de l'Energie et des Services Publics est en ligne avec le calendrier. A ce titre, cette filiale sera opérationnelle en France dès la fin du mois de Juillet 2010, et pour l'Espagne et la Chine au troisième trimestre 2010.

Au 30 juin 2010, le carnet de commandes total s'élevait à **7,3 milliards d'euros** représentant 1,4 année de chiffre d'affaires, et en croissance de +5% par rapport au 31 décembre 2009.

Au 30 Juin 2010, le montant total pondéré des propositions commerciales en cours s'élevait à **2,6 milliards d'euros** au niveau de celui du 30 Juin 2009.

5.3 MARGE OPÉRATIONNELLE ET TAUX DE MARGE

5.3.1 Performance de la marge opérationnelle

La performance de la marge opérationnelle s'est établie comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois) (*)	Croissance
Marge opérationnelle statutaire	150,1	118,0	+27%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>6,0%</i>	<i>4,6%</i>	+140 pts
Impact des taux de change		1,0	
Marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	150,1	119,0	+26%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>6,0%</i>	<i>4,6%</i>	+140 pts

(*) ne prend pas en compte l'impact de 0,3 million d'euros lié au changement de méthode comptable sur le calcul des retraites ;

En tenant compte des facteurs saisonniers, le début d'année est traditionnellement marqué par une réduction contractuelle du chiffre d'affaires générée par les contrats de longue durée dans le cadre duquel le Groupe a accepté à l'avance de partager certains bénéfices avec les clients.

La marge opérationnelle du Groupe pour le premier semestre 2010 s'est élevée à 150,1 millions d'euros représentant 6,0% du chiffre d'affaires. Par trimestre, le taux de marge opérationnelle s'est amélioré au second trimestre 2010 comparé au premier trimestre 2010 passant de 4,1% à 7,9% du chiffre d'affaires. Par ailleurs, cette performance a été réalisée grâce aux réductions de coûts provenant du programme TOP et d'une gestion optimisée des effectifs directs. De plus, la marge opérationnelle du second trimestre comprend la comptabilisation de la nouvelle taxe professionnelle (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises - CVAE) pour un montant de 9,1 millions d'euros. Cette taxe était précédemment comptabilisée en marge opérationnelle, elle est désormais enregistrée en Impôts, conformément à la directive du Conseil National de la Comptabilité. En excluant cet effet, la marge opérationnelle du semestre aurait été de 5,7% (en augmentation de 110 points) et celle du second trimestre aurait représenté 7,1% du chiffre d'affaires.

Les bénéfices du programme TOP sur la marge opérationnelle se sont poursuivis au cours du premier semestre 2010, réduisant à nouveau la base de coûts. Les réductions les plus importantes, si l'on compare le premier semestre 2010 et le premier semestre 2009 proviennent des coûts de maintenance qui ont chuté de -17% (la base annuelle était de 257 millions) et les voitures de fonction pour lesquelles les coûts ont diminué de -17% (la base annuelle 2009 était de 93 millions d'euros). Dans le même temps, les loyers des immeubles loués ont baissé de -5%. Le déménagement en cours des bureaux en région parisienne vers le campus de Bezons génèrera des économies additionnelles.

(en millions d'euros)	Trimestre 1 2010	% de chiffre d'affaires	Trimestre 2 2010	% de chiffre d'affaires	Semestre 1 2010	% de chiffre d'affaires
Chiffre d'affaires	1 231		1 264		2 494	
Marge opérationnelle	50,9	4,1%	99,2	7,9%	150,1	6,0%

5.3.2 Marge opérationnelle par entité opérationnelle (GBU)

La performance de la marge opérationnelle par entité opérationnelle est la suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 Juin 2010 (6 mois) (*)	% de rentabilité	Semestre clos le 30 Juin 2009 (6 mois) (*)	% de rentabilité	% de croissance
France	17,6	3,1%	22,1	3,9%	-20%
Benelux	42,8	9,3%	34,4	6,7%	24%
Royaume-Uni	36,2	8,2%	37,5	8,2%	-3%
Atos Worldline	69,7	16,6%	61,2	14,7%	14%
Allemagne / CEMA	10,9	4,5%	4,2	1,5%	158%
Espagne	-9,3	-5,9%	5,0	2,9%	-286%
Autres Pays	21,5	10,8%	2,9	1,6%	641%
Coûts Centraux (*)	-31,4	-1,3%	-33,9	-1,3%	+7%
Coûts des lignes de services (*)	-8,1	-0,3%	-14,4	-0,5%	+44%
Marge Opérationnelle à périmètre et taux de change constants	150,1	6,0%	119,0	4,6%	+26%

(*) Les coûts centraux des lignes de services ne sont pas alloués aux pays.

Dans un environnement économique qui est resté difficile et malgré la baisse de chiffre d'affaires, le Groupe a amélioré sa rentabilité opérationnelle en poursuivant le déploiement du programme TOP conformément au plan à trois ans.

En **France**, l'amélioration de la marge opérationnelle s'est poursuivie en Intégration de Systèmes. La situation a été plus difficile en infogérance compte tenu d'un manque de chiffre d'affaires additionnel généré par foisonnement, qui s'effectue couramment avec une marge plus élevée. En conséquence, l'amélioration en Conseil et en Intégration de Systèmes s'est vue neutralisée, et l'entité opérationnelle France a vu sa marge opérationnelle décroître de -80 points de base. Sans l'effet provenant de la nouvelle taxe professionnelle, la marge opérationnelle en France aurait été de 2%.

Au **Benelux**, la marge opérationnelle a fortement augmenté de 34 millions d'euros (6,7% du chiffre d'affaires) à 43 millions d'euros (soit 9,3%), en augmentation de 260 points de base, malgré une

baisse de revenu de 58 millions (soit -11%). Cette performance opérationnelle, provient principalement de l'Infogérance, sur trois éléments principaux :

- Economies de coûts générées par le programme TOP,
- Moins de recrutements en raison du redéploiement de ressources libérées par la mise en place des ressources par le processus Lean,
- Forte réduction des coûts indirects.

Au **Royaume-Uni**, la marge opérationnelle est restée stable à 8,2% malgré une baisse du chiffre d'affaires de 16 millions d'euros (-3,6%). Cette performance a pu être réalisée grâce au redéploiement des ressources vers les activités en croissance et par une nouvelle réduction de la base de coûts.

Atos Worldline a fait croître sa rentabilité de 14,7% à 16,6% malgré un coût commercial additionnel pour déployer ses offres dans le cadre de la première vague des géographies HTTS (Royaume Uni, Pays-Bas, Espagne et Asie). Cette amélioration provient de volumes de transaction plus élevés en paiements et d'un strict contrôle des coûts indirects.

L'Allemagne / CEMA a restauré sa marge opérationnelle au premier semestre 2010 à 4,5% comparé à 1,5% au premier semestre 2009, avec une forte amélioration de l'Infogérance, et ceci malgré un revenu moindre réalisé avec le Groupe Arcandor.

Les autres Pays ont enregistré la plus forte amélioration au premier semestre 2010, passant de 1,6% à 10,8% de marge en augmentation de 18 millions d'euros. Cette performance provient des trois éléments suivants :

- la renégociation de grands contrats d'Infogérance en Asie conjuguée à une baisse du coût des centres de données,
- Une forte amélioration de la gestion des projets en Intégration de Systèmes en Asie avec une nouvelle équipe de management,
- le déploiement du nouveau modèle de production en Infogérance et en Intégration de Systèmes en Asie en 2009.

Ces améliorations de la marge opérationnelle ont été impactées par la marge négative de l'Espagne à -9 millions d'euros due à un environnement économique général particulièrement difficile (baisse de prix et réduction de volumes), décalages de projets au forfait spécifiques, et ajustements insuffisants de la base de coûts. Les effets du plan de restructuration en cours et du changement de direction intervenu au premier semestre doivent permettre une amélioration de la performance au second semestre.

Les coûts des **Fonctions Globales** (pour les lignes de services et les GBU) ont bénéficié des effets du programme TOP, de l'adoption du *Lean* et de l'AVA (*Analyse de la Valeur Ajoutée*). Ils ont ainsi été réduits de près de 20% et représentent 39 millions d'euros sur le premier semestre 2010 en baisse de -9 millions d'euros comparé à la même période en 2009, et dont -2 millions d'euros proviennent des rémunérations à base d'actions.

5.3.3 Marge opérationnelle par Ligne de Services

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 Juin 2010 (6 mois) (*)	% de rentabilité	Semestre clos le 30 Juin 2009 (6 mois) (*)	% de rentabilité	% de croissance
Infogérance d'infrastructures	63,3	7,0%	33,2	3,4%	91%
Intégration de Systèmes	33,2	3,7%	37,7	3,9%	-12%
HTTS (Services Transactionnels de Haute Technologie)	79,6	15,9%	71,8	14,7%	11%
Conseil	(3,1)	-2,8%	1,6	1,2%	-293%
BPO Médical	8,4	10,6%	8,6	11,3%	-2%
Coûts centraux (*)	(31,4)	-1,3%	(33,9)	-1,3%	+7%
Marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	150,1	6,0%	119,0	4,6%	+26%

(*) Les coûts centraux des Lignes de Service sont alloués aux Lignes de Service

L'infogérance d'infrastructures a enregistré une forte progression de marge à 63 millions d'euros, soit 7% du chiffre d'affaires. Cette forte progression de marge a été atteinte grâce à la mise en place du Nouveau Modèle de Production et l'accélération du programme TOP. Cette performance a été réalisée malgré une baisse de -6% du chiffre d'affaires. Les principales améliorations proviennent :

- de l'Allemagne / CEMA où la baisse de chiffre d'affaires réalisé avec le client Arcandor a été absorbée par de fortes actions pour réduire la base de coûts, et notamment en termes de restructurations. En juin 2009, le groupe a passé une provision de 14 millions d'euros pour créances douteuses. La GBU a augmenté sa marge opérationnelle de 16 millions d'euros cette année ;
- du Benelux, qui a vu sa marge augmenter de 10 millions d'euros malgré une baisse de son chiffre d'affaires de 15 millions d'euros, a bénéficié des mesures découlant du programme TOP, et notamment la mise en place du *Lean management* et les réductions de charges hors personnel ;
- de l'entité "Autres Pays", la marge en Amérique du Sud a bénéficié du redimensionnement de la structure et de l'attention portée au contrôle strict de la base de coûts, qui ont résulté dans une amélioration de la marge de 3 millions, alors qu'en Asie, les 8 millions d'amélioration de marge sont venus de la mise en place du Nouveau Modèle de Production, mais aussi d'une meilleure facturation sur des grands contrats existants,
- du Royaume-Uni où la marge opérationnelle est restée stable en valeur absolue malgré les 12 millions de chiffre d'affaires en moins, grâce à une réduction de la base de coûts ;

En France cependant, la marge opérationnelle a chuté à un niveau légèrement positif, malgré un manque de foisonnement sur les contrats existants, qui habituellement génère une marge plus élevée.

En **Intégration de Systèmes**, dans un contexte d'une baisse de chiffre d'affaires de -6%, la marge opérationnelle a été maintenue à 3.7%, par rapport à 3.9% au premier semestre 2009. En valeur absolue, la marge opérationnelle a été de 33 millions d'euros comparée à 38 millions d'euros l'an dernier. Deux entités ont surtout contribué à cette baisse de marge :

- L'Allemagne / CEMA où la marge a chuté pour devenir négative à -1 million d'euro par rapport à une marge positive de 9 millions d'euros. Pour faire face à la réduction de l'activité le management a mis en place des mesures de baisse de coûts, dont l'effet ne s'est pas encore traduit dans le résultat. Au second semestre 2010, l'entité devrait également bénéficier de la gestion optimisée des ressources mise en place.
- L'Espagne où la marge opérationnelle a été négative à -5 millions d'euros, par rapport à une marge qui était positive l'an dernier à 4 millions d'euros. Les baisses de prix ont continué à éroder les marges et l'entité a du également faire face à des décalages de projets.

Ces effets négatifs ont été partiellement neutralisés par des actions à la fois sur le chiffre d'affaires et sur les coûts permettant une amélioration de la marge opérationnelle en Asie, en France, et sur les coûts centraux de l'Intégration de Systèmes. Le taux de marge opérationnelle a été maintenu au Pays-Bas et au Royaume-Uni.

L'activité de **Services Transactionnels de Haute Technologie** a amélioré sa marge opérationnelle tant en valeur absolue à 80 millions d'euros par rapport à 72 millions au premier semestre 2009, qu'en rentabilité pour s'établir à 15,9% par rapport à 14,7% au premier semestre 2009. Dans la mesure où le Groupe investit pour déployer les offres d'Atos Worldline vers ses autres zones géographiques, l'amélioration de marge opérationnelle est venue d'Atos Worldline, et plus particulièrement des paiements où la rentabilité a bénéficié de volumes en croissance. Dans les trois zones suivantes, la France, la Belgique et l'Allemagne, Atos Worldline a accéléré les projets du programme TOP, générant ainsi des gains de productivité et une marge en augmentation par rapport à l'an dernier.

En **Conseil**, la marge opérationnelle s'est améliorée en France pour s'élever à 5,3% au premier semestre 2010, ayant bénéficié d'un chiffre d'affaires en croissance sur ce Pays. Au Pays-Bas, grâce à une attention forte portée à la gestion des effectifs de consultants, le taux d'utilisation a pu être augmenté et la marge opérationnelle légèrement améliorée malgré une chute de chiffre d'affaires déjà mentionnée. Si la marge opérationnelle a légèrement baissé au Royaume-Uni, le principal effet est venu de l'Espagne, où la marge a chuté dans la même proportion que la baisse de chiffre d'affaires. En conséquence, le Conseil a enregistré une marge opérationnelle négative de -3 millions d'euros par rapport à une marge de +2 millions d'euros l'an dernier.

Le **BPO Médical** a maintenu au premier semestre 2010 un niveau de marge opérationnelle à deux chiffres. Dans cette activité, l'augmentation des volumes a compensé les effets de baisse de prix.

5.4 REVUE DES RESSOURCES HUMAINES

5.4.1 Evolution de l'effectif

<i>En nombre d'employés</i>	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Variations
Effectif d'ouverture	49 036	50 975	(1 939)
Variation de périmètre	(130)	(139)	9
Recrutements (*)	2 487	2 007	480
Départs (*)	(2 146)	(2 074)	(72)
Réorganisation	(1 059)	(1 362)	303
Effectif de clôture	48 188	49 407	(1 219)

(*) Effectif à contrat à durée indéterminée uniquement, hors variations des effectifs en contrat à durée déterminée

Ressources humaines

L'effectif total du Groupe est passé de 49 036 au 31 décembre 2009 à 48 188 au 30 juin 2010. Les effectifs directs sont globalement stables depuis Avril 2010, alors que les effectifs indirects sont encore en baisse, dans le contexte d'Analyse de Valeur Ajoutée (AVA) mis en place par le Groupe.

Les recrutements d'effectifs directs ont représenté près de 2 500 ingénieurs, avec une accélération sur le second trimestre où 1 500 entrées ont été enregistrées. La moitié des recrutements sur le premier semestre a été effectuée dans les pays émergents, en Asie et en Amérique du Sud, ainsi qu'au Maroc.

Le taux de départs volontaires a légèrement augmenté pour se situer à 8,8% fin Juin 2010 comparé à 7,5% fin Juin 2009.

Le nombre de départs à l'initiative du Groupe a été proche de 1 200 personnes en ligne avec les attentes du Groupe.

Le nombre de sous-traitants s'est élevé à 2 337 personnes, niveau relativement stable depuis 1 an. Ce chiffre est resté, conformément à la politique actuelle du Groupe, autour de 5% de l'effectif total. Le coût de la sous-traitance a pour sa part diminué de 13% (soit environ 40 millions d'euros) au premier semestre 2010 comparé au premier semestre 2009.

Enfin, le Groupe a poursuivi ses efforts de formation et de mobilité professionnelle dans le cadre de la politique initiée au début de l'année 2009. A ce titre, les effectifs en inter contrats ont à nouveau été réduits pour représenter 834 salariés fin juin 2010 comparé à 1 044 personnes fin Juin 2009, effectif déjà en forte baisse.

5.4.2 Variation des effectifs par Ligne de Services et par Entités opérationnelles

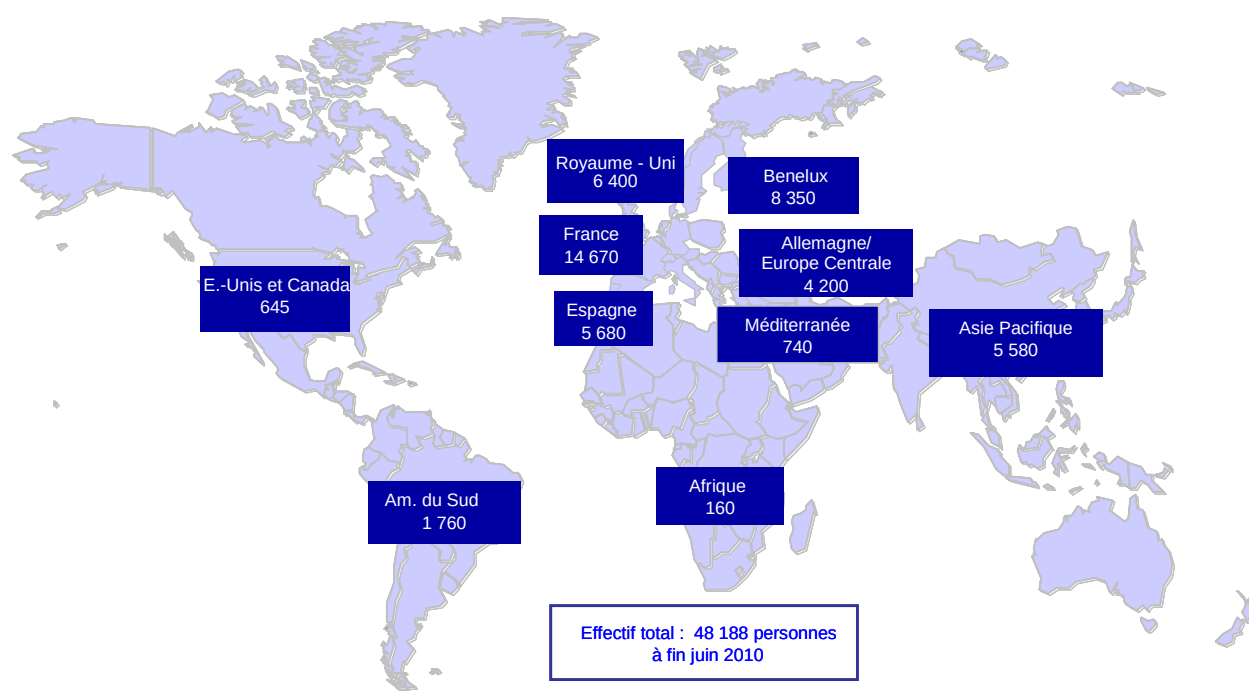
(En nombre d'employés)	30 Juin 2010	31 Déc. 2009	Variations
Conseil	1 919	2 070	-7%
Intégration de Systèmes	21 949	22 647	-3%
Infogérance d'Infrastructures	16 131	16 305	-1%
Services Transactionnels de Haute Technologie	5 896	5 771	2%
BPO Médical	1 931	1 879	3%
Corporate (*)	215	214	0%
Centre de Services Partagés (Pologne)	147	150	-2%
Total	48 188	49 036	-2%
France	11 583	11 954	-3%
Benelux	7 230	7 750	-7%
Royaume-Uni	6 399	6 269	2%
Atos Worldline	4 817	4 804	0%
Allemagne / CEMA	3 628	3 746	-3%
Espagne	5 527	5 668	-2%
Autres Pays	8 642	8 481	2%
Corporate (*)	215	214	0%
Centre de Services Partagés (Pologne)	147	150	-2%
Total	48 188	49 036	-2%

(*) Corporate inclue le Management les fonctions supports et les lignes de service

Au 30 Juin 2010, l'effectif total de 48 188 salariés était en baisse de 2% par rapport au 31 Décembre 2009. La principale diminution s'est produite dans les entités Benelux, Allemagne / CEMA, France et Espagne. Atos Worldline a pratiquement maintenu ses effectifs. L'Asie et le Royaume-Uni ont légèrement augmenté leur effectif de 2% de manière à produire les projets nouveaux en cours.

Par ligne de services, le Groupe a réorganisé ses effectifs sur les activités cycliques avec des départs qui se sont produits soit sur de faibles contributeurs ou sur des salariés qui n'ont pas pu se former à des techniques pour travailler sur des projets pour les clients.

5.4.3 Effectif par Région au 30 Juin 2010



6 PROGRAMME TOP (TOTAL OPERATIONAL PERFORMANCE)

6.1 LEAN MANAGEMENT

6.1.1 Définition et ambition

Depuis la création du programme TOP, Atos Origin a adopté les principes du *Lean* management, qui permettent à l'entreprise de s'appuyer sur les compétences et la créativité de ses équipes pour viser 3 objectifs à la fois : délivrer un service aux clients de manière plus efficace, améliorer la qualité des prestations, favoriser le bien-être au travail.

Cette approche novatrice a été initialement mise en pratique dans certains métiers d'Infogérance comme les Global Services Desks et Infrastructure Services, puis introduite dans les autres activités du Groupe, de la Maintenance Applicative aux Services bureautiques de proximité. Les résultats observés sont semblables dans tous les domaines, avec un plein effet plein atteint après 3 à 9 mois.

L'utilisation continue du *Lean* management dans tous les métiers du Groupe va fournir un avantage compétitif en renforçant la performance opérationnelle, en développant la satisfaction des clients à travers une meilleure qualité de service, et en attirant et conservant les meilleurs talents. Le programme est déployé dans tous les pays où le Groupe est implanté et est par ailleurs utilisé comme un puissant levier pour renforcer l'industrialisation des pratiques de travail.

Les succès obtenus ont conduit le Groupe à accélérer le déploiement du *Lean* management : depuis la fin de l'année 2009, où environ 3 000 collaborateurs directs travaillaient selon les principes du *Lean* management, 2 000 collaborateurs directs supplémentaires ont été couverts au cours du 1^{er} semestre 2010. L'ambition est d'atteindre environ 9 000 collaborateurs directs utilisant le *Lean* Management quotidiennement d'ici la fin de l'année 2010 et de poursuivre l'accélération en 2011.

Pour soutenir cette ambition, le Groupe a investi dans la constitution d'un groupe de 150 experts dédiés à temps plein au *Lean* et qui opèrent les transformations *Lean*, sur un site à la fois. De plus, la *Lean Academy* assure la formation à la méthodologie et l'assistance de ces experts, tout comme la sensibilisation des 3 600 top managers aux principes du *Lean Mindset*.

6.1.2 Exemples de cas pratiques

Améliorer la Maintenance Applicative (Intégration de Systèmes)

En 2009 et 2010 le Groupe a mené avec succès plusieurs projets de transformation *Lean* dans ses centres de Maintenance Applicative. Un de ces premiers projets se déroulait à Bordeaux en France. Il a abordé des projets critiques de tierce maintenance applicative, ainsi que des projets de type intégration de systèmes focalisés sur SAP. Adopter le *Lean* management nécessite la participation du plus grand nombre de personnes travaillant sur un site. Pour cette raison, tous les développeurs, tous les chefs de projet, tous les directeurs de projet et le directeur du centre de service se sont activement impliqués dans le processus du *Lean*.

A Bordeaux, chaque équipe avait la charge de définir son propre plan d'actions, sur la base des conclusions du diagnostic *Lean*. Cette approche a permis de faire émerger un esprit d'amélioration continue et de responsabilité personnelle pour le traitement des problèmes rencontrés au sein de chaque équipe.

Parallèlement à l'amélioration de la productivité, le pilotage des méthodes et des processus *Lean* sur le site de Bordeaux a abouti à une amélioration de la satisfaction client. Pour Philippe Thomieres, le Directeur du centre de service SAP de Bordeaux, le site est maintenant une « véritable vitrine de nos activités, qui impressionne les clients visitant le centre. Aujourd'hui et plus encore à l'avenir, ce sont les méthodologies « *Lean* SAP by Atos Origin » qui nous permettront de gagner dans la compétition avec les autres acteurs majeurs. »

Améliorer le Support sur site

En début d'année 2010 le Groupe a mené plusieurs pilotes de *Lean* management en Allemagne, en France et en Belgique sur ses opérations de Support bureautique de proximité. L'objectif de ces pilotes était de voir comment le Groupe pouvait maintenir voire augmenter la qualité de service tout en améliorant radicalement la productivité sur chaque site. L'application du *Lean* management sur des environnements distribués accroît le niveau de complexité par rapport à des projets centrés sur un seul site. L'optimisation des interfaces entre call centers et équipes de proximité, ou la bonne répartition des effectifs locaux pour tenir compte de la topographie des sites clients en constituent deux exemples.

Suite à la conduite réussie de ces pilotes, Atos Origin a opéré de nombreux changements tels que la mise en place de protocoles d'intervention standardisés qui réduisent de manière significative le temps par incident et améliorent en conséquence l'expérience client. Les flux d'information entre call centers – onshore et offshore – et équipes de proximité ont aussi été fluidifiés pour améliorer le taux de résolution, réduisant la charge de travail de support sur site. En parallèle, chaque équipe de proximité a mis en place de nouveaux standards de management visuel de la performance et de communication qui développent la cohésion d'équipe et la réactivité aux besoins des clients.

6.1.3 Durabilité de l'impact

En parallèle du pilotage de 70 projets de transformation *Lean*, le Groupe a développé un ensemble robuste de mécanismes pour maintenir l'impact du *Lean* management dans la durée et ancrer l'amélioration continue dans la culture Atos Origin.

Ces mécanismes incluent des audits de durabilité du *Lean*, une communauté de Directeurs et Managers de terrain ayant participé à des transformations *Lean* (*Lean Commodores*), et des liens étendus avec les RH sur les aspects de gestion des effectifs. Cette mission essentielle garantit que le personnel rendu disponible à travers des gains de productivité est accompagné et au besoin formé pour être positionné sur de nouveaux contrats ou en remplacement de sous-traitants. Cela minimise les coûts de restructuration tout en donnant un élan positif pour le *Lean* Management auprès des collaborateurs.

Le Groupe a également lancé un effort de gestion du changement pour améliorer le soutien au personnel concerné par ces changements, maintenir la motivation des équipes et renforcer les effets du programme *Well Being at Work*.

6.2 METHODOLOGIE DE DÉVELOPPEMENT DE COMPTE

6.2.1 Programme Top Sales 2 : en cours de mise en œuvre

TOP Sales 2 vise à développer nos comptes existants de +4% par an à partir de 2011.

L'objectif est d'identifier les opportunités de croissance sur tous les comptes existants et définir des plans d'action pour atteindre la croissance ciblée.

Cette initiative utilise trois leviers de croissance majeurs :

- développer les comptes internationaux au-delà du marché intérieur, renforcer notre proximité avec les activités des clients et notre relation avec leur direction générale,
- vendre systématiquement tous les portefeuilles d'offres pertinents à tous les comptes pour accroître la fécondation croisée,
- identifier les nouvelles opportunités de croissance en analysant les enjeux des clients et les initiatives majeures pour améliorer la performance.

Cette initiative comporte quatre actions majeures :

- définir une méthodologie globale de gestion de compte,
- mettre en place dans toutes les GBU un nouveau rôle appelé Sales navigator, pour faciliter le processus de gestion de compte,
- déployer une méthodologie de gestion de compte pour les 250 comptes à travers une série d'ateliers impliquant tous les pays concernés par le compte,
- construire et déployer une méthodologie d'enquête de satisfaction client, ce qui est perçu comme un moyen supplémentaire d'identifier les opportunités de croissance avec nos clients.

Au cours du 1^{er} semestre, une méthodologie d'enquête de satisfaction client a été définie et déployée sur plus de 50 comptes et une méthodologie globale de gestion de compte a également été définie et déployée sur plus de 80 comptes.

Pour les comptes concernés, des opportunités ont été identifiées pour les développer de plus de 4%. Cette croissance consiste pour 35% à développer les comptes au niveau international, pour 20% à proposer des offres à haute valeur ajoutée comme l'HTTS et Atos World Grid, et pour 45% à développer Consulting, l'intégration de système et l'infogérance sur les marchés intérieurs.

170 autres comptes seront contactés au cours du 2nd semestre pour couvrir presque la totalité de nos recettes.

6.2.2 Programme Top Sales 1 : en cours de mise en œuvre

En tant que composante des initiatives TOP Sales, Top Sales 1 (TS1) vise à aligner les compétences de ventes avec le plan de croissance. Lors du 4^{ème} trimestre 2009, un Sales Training Coursus global a été développé en commun par les RH et les Ventes, alignant le besoin de formation avec le plan de ventes et se focalisant sur les secteurs de croissance d'Atos Origin : portefeuille d'offres, off-shore, développement de comptes.

A la fin de l'année 2009, un plan de formation ambitieux pour 2010 a été élaboré et approuvé par le Comité Exécutif d'Atos Origin, ciblant 1 700 personnes dans la Communauté des Ventes, pour fournir une culture commune et augmenter les ventes transfrontalières.

Au cours du 1^{er} semestre 2010, 3 000 jours de formation ont été consacrées sur 5 programmes de formation fondamentaux : Sales Effectiveness (méthodologie commune de ventes), Win Workshop (bonne pratique Atos dans la gestion d'opportunité), Global Sourcing Selling, Offerings et Proactive Sales Mindset (nouvelle méthodologie de développement de compte).

Au 2nd semestre, puis pour 2011 et au-delà, en plus des 5 programmes fondamentaux sur la durée, les investissements de formation sur les ventes seront concentrés sur des programmes de formation dédiés à l'augmentation des ventes, fournissant ainsi à nos vendeurs des compétences supplémentaires pour supporter les CXO (Chief Experience Officer) clients dans leurs principales activités.

En collaboration avec Atos University, le programme Top Sales 1 contribuera aux résultats de nos clients et ceux d'Atos à travers l'Atos Sales Academy. La Sales Academy a intégré les nouveaux programmes de formation sur les ventes, réalisés au cours du 1^{er} semestre dans son catalogue complet de programme de formation. L'Atos Sales Academy répond aux besoins des spécialistes des ventes et d'autres acteurs impliqués dans le processus des ventes à tous les niveaux dans tout le Groupe Atos Origin.

6.2.3 Proactive Sales Mindset

Le principe fondamental du « Proactive Sales Mindset » est de faire passer Atos d'un statut de fournisseur à celui de conseiller fiable auprès de nos clients et se concentrer sur les valeurs à leur apporter, afin d'élaborer un plan de ventes solide sur 3 ans, avec des opportunités identifiées en commun avec nos clients.

Sur le 1^{er} trimestre, le programme de formation PSM a été élaboré par l'initiative TOP Sales 1 pour former nos équipes de vendeurs à cette nouvelle approche de gestion de compte fondée sur une nouvelle mentalité créative et ambitieuse. 400 vendeurs (Account Sales Executives, Account Executives, Account Partners) seront formés au travers d'une trentaine de sessions de formation, dans 10 zones géographiques en Europe, aux Etats-Unis, en Amérique Latine et en Asie.

Le programme de formation PSM explique aux participants comment réaliser le chiffre d'affaires nécessaire à la croissance, comment réfléchir en ayant l'objectif à l'esprit, et comment anticiper tout ce qui pourrait empêcher que le chiffre d'affaires soit atteint. Sur un programme d'une journée, les participants abordent les composants d'un plan de compte et ce que pourrait être une stratégie de compte, ainsi que la manière de réussir l'exécution d'un plan de compte. A travers des études de cas, les participants apprennent comment gagner la confiance du client, comprendre sa situation, les perspectives et l'ambition de prévision, et comment élaborer une stratégie de compte efficace.

Le Proactive Sales Mindset s'applique à tous les comptes d'Atos. Tous les comptes sont importants et gérés par un Account Executive. Des équipes de ventes sont formées au Proactive Sales Mindset au cours du 1^{er} semestre 2010.

En développant cette nouvelle mentalité, les équipes chargées des comptes d'Atos s'assureront que tout service fourni aux clients est pleinement en phase avec les intérêts de leur activité fondamentale, en se basant sur des solutions qui font la force d'Atos. En développant les ventes avec une approche gagnant-gagnant, PSM soutiendra la croissance de chiffre d'affaires à la fois pour nos clients et pour Atos. C'est un changement culturel pour Atos et nos clients ont déjà témoigné leur satisfaction.

6.3 L'ACCÉLÉRATION DE L'OFF-SHORE

Dans le marché actuel, l'off-shore est une obligation afin que les coûts de production baissent plus vite que les prix du marché et que le Groupe reste compétitif, en restant concentré sur l'excellence et la qualité de sa production. L'off-shore est un atout majeur tant pour obtenir le renouvellement de contrats que pour l'acquisition de nouveaux clients, principalement dans les marchés fortement mondialisés comme les télécommunications, l'industrie, la finance où Atos Origin a besoin de faire preuve d'innovation, de connaissance du marché et de prix compétitifs. A travers le Programme TOP, avec ses Delivery Lines mondiales en infogérance et en intégration de systèmes, le Groupe a fortement augmenté la taille des équipes dans les centres off-shore en 2009. Cet effort s'est poursuivi au cours du premier semestre de l'année 2010 et se développera encore.

L'infogérance

En 2009, le Groupe a augmenté ses équipes en off-shore.

Cela a été réalisé par le transfert progressif de la gestion des serveurs et de la surveillance des services vers les quatre principaux centres off-shore d'Infogérance situés en Inde, en Malaisie, au Maroc et en Pologne. Dans le même temps le Groupe a mis en place des programmes de formation afin de redéployer le personnel on-shore sur de nouveaux postes.

L'intégration de systèmes

Un plan en cinq étapes a permis l'accroissement de l'off-shore en améliorant l'efficacité, la qualité de services et la rentabilité opérationnelle :

1. Accélérer le déploiement de la plate-forme de fourniture de services – standardisation des processus et des outils dans le monde, préalable nécessaire à un passage en off-shore rapide et efficace.
2. Passer à un mode Usine – création d'un catalogue de services à des tarifs prédéfinis garantissant leur fourniture et facilitant le chiffrage des solutions par les GBU pour leurs clients.
3. Standardiser les processus de transition entre l'onshore et l'off-shore – gérer le transfert de contrats existants en abaissant le coût de transition et ceci sans interruption de service.
4. Définir les principes du nouveau modèle opérationnel en Inde – bénéficier d'économies d'échelle et fournir des services optimisés en réorganisant les opérations indiennes globalement sur les technologies et/ou les domaines fonctionnels. Par exemple, des équipes deviennent spécialisées dans les tests, les montées de version et applications SAP, le développement Java et .net, pour l'ensemble des clients.
5. Développer l'aide à la vente – aider la force de vente à mieux appréhender et maîtriser l'offre off-shore dans les nouveaux contrats.

A la fin du premier semestre 2010, Atos Origin possède 14 lignes de production autour de technologies diverses opérationnelles en Inde.

Le programme HTTS

HTTS et Atos Worldline augmentent leurs capacités off-shore pour supporter un fort développement de portefeuille au coût le plus compétitif. Une part significative de ses solutions de paiement est désormais réalisée en Inde.

Une forte attention est aussi accordée pour développer des centres ayant des compétences linguistiques semblables à celles des pays demandeurs

- Maroc
Pour faire face à l'accroissement de la demande de ses clients français, le Groupe a renforcé son centre off-shore marocain. En septembre 2009, Atos Origin a déménagé dans un tout nouveau campus "Casa Near-shore" près de Casablanca, construit dans le but de concentrer les compétences. Le Groupe a augmenté à la fois la taille de l'équipe d'Intégration de Systèmes et celle d'Infogérance afin de mieux servir ses clients. En 2010, le Groupe met en pratique la même approche que celle déployée en Inde.
- Argentine
Pour répondre également à la demande de l'Espagne, le Groupe a décidé de renforcer ses capacités off-shore SI en Argentine, comme les banques et les grands groupes internationaux basés en Espagne cherchent à développer leurs activités en Amérique du Sud.

6.4 BIEN ETRE AU TRAVAIL

Fin 2009, Atos Origin a lancé un programme « Bien-être au travail » (« Well Being at Work ») à l'échelle du Groupe. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de son plan de transformation, a pour objectif de revisiter le rapport au travail de ses salariés, en s'appuyant sur les nouvelles technologies, et en intégrant les attentes sociales des collaborateurs, génération « Y » incluse, l'objectif étant, d'ici à 2012, de classer Atos Origin parmi les entreprises distinguées pour la qualité de leur environnement de travail.

Début 2010, un conseil « Well Being at Work » a été mis en place et est chargé de mener une réflexion originale et

- d'imaginer de nouvelles méthodes de travail ;
- de définir les relations professionnelles de demain au sein de l'entreprise ;
- de pousser la communauté scientifique de la société à faire preuve d'innovation ;
- d'anticiper de manière visionnaire les attentes de nos clients.

Le Groupe a décliné le programme en sept projets sociaux concrets dans le cadre d'une approche qui couvre notamment tous les aspects de l'entreprise de demain, depuis le lancement de programmes de management, de formation et de gestion des talents, à la mise à disposition d'outils de travail spécifiques pour le travail à distance, en passant par la mise en place d'organisations du travail collaboratives et flexibles. La mise en place du nouveau Campus Atos Origin et siège social du Groupe à Bezons, constitue l'un des projets phares de ce programme.

Depuis 2009, à Bezons comme dans les autres implantations du Groupe, une attention particulière a parallèlement été portée à l'occupation optimisée de ses bureaux.

6.5 SOUTENIR L'INNOVATION

6.5.1 Mondialisation des plateformes de paiement

Atos Worldline a traité en 2009 environ trois milliards de transactions de paiements en Belgique, en France et en Allemagne. Afin de renforcer sa position et de préparer le marché SEPA, Atos Worldline a lancé un programme stratégique qui a été intégré au Programme TOP en 2009 : le programme de mondialisation des plates-formes de paiement. Son but est de fournir les premières plateformes de traitement des paiements réellement paneuropéennes pour le traitement des opérations d'acceptation, d'achat, d'émission, de compensation, de règlements et de livraisons.

Ces plates-formes mondiales de traitement des paiements sont conçues et développées pour répondre aux besoins des clients internationaux pour les traitements transfrontaliers, le front et le back office, y compris la conformité réglementaire et la gestion de la fraude.

Avec ces plateformes mondiales, le Groupe a pour objectif d'augmenter de manière significative dans les années à venir le nombre de transactions traitées en développant ces activités sur les marchés

existants (Belgique, France et Allemagne) et en développant les synergies avec les autres marchés sur lesquels Atos Origin a déjà une présence forte.

6.5.2 Investir dans l'innovation

Atos Origin est au premier plan mondial des projets technologiques innovants dans le secteur énergétique, dans le secteur public, dans les télécommunications et dans les services financiers. À travers le Programme TOP, le Groupe a utilisé une approche méthodique pour identifier ces projets et s'assurer de leur visibilité tant interne qu'externe. Ces projets ont également permis de solliciter et de bénéficier d'Aides à la Recherche octroyées en soutien à l'innovation. Conjugué à l'amélioration de la trésorerie, cela a permis d'investir encore plus dans la Recherche et le Développement.

6.6 POURSUITE EN 2010

Le Programme TOP est un programme sur trois ans qui continuera jusqu'en 2011. À la fin de l'année 2009, le Groupe a lancé de nouvelles initiatives dans les domaines du bien être des employés portant en particulier sur la gestion des talents, la formation, le management et le télétravail.

7 REVUE FINANCIERE

7.1 ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Le Groupe a réalisé un résultat net - part du Groupe de 60,0 millions d'euros au 30 juin 2010, ce qui représente 2,4% du chiffre d'affaires consolidé de la période.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	% de rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	% de rentabilité
Marge opérationnelle	150,1	6,0%	118,3	4,6%
Autres produits et charges opérationnels	-54,2		-75,8	
Résultat opérationnel	95,9	3,8%	42,5	1,6%
Résultat financier	-10,0		-14,4	
Charge d'impôt	-23,8		-7,7	
Part des intérêts sans contrôle et associés	-2,1		-2,2	
Résultat net – part du Groupe	60,0	2,4%	18,2	0,7%
Résultat net retraité – part du Groupe (*)	98,3	3,9%	73,9	2,9%

(*) Défini ci-après

7.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente 6,0% du chiffre d'affaires total de la période, en tenant compte de la nouvelle taxe française, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui est enregistrée dans la charge d'impôt. Sans cet impact réglementaire, la marge opérationnelle s'établit à 141,0 millions d'euros (5,7% du chiffre d'affaires à comparer à 4,6% l'an dernier).

7.1.2 Résultat opérationnel

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents et représente une charge nette de 54,2 millions d'euros au 30 juin 2010. Le tableau suivant montre une analyse par nature et par destination de ce poste :

(en millions d'euros)	Coûts de transformation du Groupe	Autres éléments non -récurrents	Total
Restructuration des effectifs	-19,2	3,1	-16,1
Rationalisation des bureaux de Paris	-14,2	-	-14,2
Autres charges de rationalisations immobilières	-1,1	1,8	0,7
Perte de valeur sur goodwill	-	-25,0	-25,0
Reprise de provisions de bilan d'ouverture devenues sans objet et autres	-	0,4	0,4
Total	-34,5	-19,7	-54,2

Les coûts de restructuration du Groupe (charge de 34,5 millions d'euros)

La charge de restructuration des effectifs de 19,2 millions d'euros est la résultante à la fois de l'adaptation des effectifs du Groupe aux effets de la récession économique et des coûts non-récurrents induits par les programmes TOP visant à améliorer l'efficacité et la productivité du Groupe. La combinaison de ces deux actions a concerné principalement les Pays-Bas (6,0 millions d'euros), la zone Ibérique (5,0 millions d'euros) et la France (3,7 millions d'euros).

La charge relative au programme de rationalisation des bureaux de Paris correspond principalement :

- Aux loyers, pour un montant de 8,8 millions d'euros, du nouveau bâtiment dont l'installation, au premier semestre 2010, est en cours. Cette charge de loyer ne sera pas décaissée en 2010 puisqu'une franchise de deux ans de loyers, commençant en 2010, est consentie par le nouveau propriétaire;

- A une transaction conclue avec le propriétaire de l'immeuble "Les Miroirs" pour 20,0 millions d'euros en échange d'une résiliation anticipée du contrat de location qui sera payée sur le troisième trimestre 2010. Cette opération a conduit à un complément de charges de 3,0 millions d'euros sur le résultat opérationnel car 17,0 millions d'euros de coûts étaient déjà couverts par la provision constituée en 2009;
- Aux activités se situant dans le bâtiment de Suresnes qui seront transférées également à Bezons. Cette décision a été officiellement annoncée aux représentants du personnel, et a conduit à la comptabilisation d'une provision supplémentaire de 4,9 millions d'euros.

Autres éléments non-récurrents (charges de 19,7 millions d'euros)

Les autres éléments non-récurrents comprennent principalement la perte de valeur de 25,0 millions d'euros comptabilisée sur l'unité génératrice de trésorerie Ibérique suite à une détérioration de l'environnement économique en Espagne.

7.1.3 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe au premier semestre 2010 correspond à une charge nette de 10,0 millions d'euros comprenant :

- Le coût net de l'endettement;
- Les produits et charges financiers non opérationnels.

Le coût net de l'endettement financier au 30 juin 2010 a représenté une charge nette de 8,5 millions d'euros contre une charge nette de 6,5 millions d'euros au 30 juin 2009.

Le coût net de 8,5 millions d'euros correspond à un endettement moyen brut de 564,2 millions d'euros qui a été compensé par un montant moyen brut de trésorerie et équivalent de trésorerie de 430,0 millions d'euros. Une partie de la trésorerie et des équivalents de trésorerie disponibles provient du produit de l'émission de l'obligation convertible du Groupe (OCEANE).

Le coût moyen des emprunts financiers a été de 3,19% au cours du premier semestre 2010 (ce pourcentage a été négativement impacté par le taux d'intérêt effectif de l'OCEANE de 6,68% lequel est calculé selon les normes IFRS en prenant en compte la valeur des options de conversion) et le produit financier moyen de la trésorerie s'est élevé à 0,31%.

Au cours du premier semestre 2010, l'endettement financier net moyen du Groupe a été ramené à 134,2 millions d'euros contre 368,6 millions d'euros au premier semestre 2009.

Le ratio de couverture des intérêts consolidés (marge opérationnelle divisée par le coût net de l'endettement net financier) a été de 18 au premier semestre 2010. Il ne doit pas être inférieur à 4 jusqu'à l'échéance du crédit syndiqué du Groupe.

Les autres produits et charges financiers se sont élevés à une charge nette de 1,5 millions d'euros au premier semestre 2010 contre une charge nette de 7,9 millions d'euros sur la même période en 2009. Cette amélioration s'explique principalement par la charge financière nette liée aux engagements de retraite qui correspond à la différence entre le rendement attendu des actifs de préfinancement et le coût des intérêts applicables aux obligations de retraite. La charge financière nette liée aux engagements de retraite 2010 est plus faible que celle sur la même période 2009 dû à un rendement financier attendu plus élevé car calculé sur des bases d'actifs augmentées en fin d'année précédente des reprises des dépréciations antérieures.

7.1.4 Impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre de l'exercice 2010 s'élève à 23,8 millions d'euros pour un résultat avant impôt de 85,9 millions d'euros. Il en résulte un Taux d'Impôt Effectif (TIE) de 27,7%, découlant du TIE normalisée de 34,8% calculé sur la base d'une année pleine, et qui a été ensuite ajusté en fonction de l'impact fiscal d'éléments inhabituels.

Le TIE normalisée de 34,8% comprend la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et l'incidence fiscale de la perte de valeur de 25,0 millions d'euros en Espagne. La charge d'impôt de juin 2010 comprend la CVAE pour un montant brut de 9,1 millions d'euros.

A moyen terme, le taux effectif d'impôt annuel prévu s'élèvera à 29%-30% en comprenant la CVAE dans le calcul de la charge d'impôt.

7.1.5 Intérêts sans contrôle

Les intérêts sans contrôle comprennent les participations détenues par des partenaires de coentreprise et d'autres associés du Groupe. Ils sont constitués principalement de participations détenues dans Atos Worldline Processing Services en Allemagne (42%) jusqu'à la date d'acquisition de ces intérêts sans contrôle le 24 juin 2010.

7.1.6 Résultat net retraité

Le résultat net - part du Groupe avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 98,3 millions d'euros, soit 3,9% du chiffre d'affaires.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
Résultat net - part du Groupe	60,0	18,2
Restructuration et rationalisation	-29,6	-74,8
Retraites	0,4	1,4
Reprise de provisions de bilan d'ouverture devenues sans objet	2,1	0,1
Plus ou moins value de cessions	-1,7	-1,6
Pertes de valeur sur actifs à long terme et autres	-25,4	-0,9
Total des éléments inhabituels	-54,2	-75,8
Effet d'impôt	15,9	20,1
Total des éléments inhabituels - net d'impôt	-38,3	-55,7
Résultat net retraité - part du Groupe	98,3	73,9

7.2 RÉSULTAT NET PAR ACTION

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
Résultat net - part du Groupe	60,0	18,2
Résultat net hors instruments dilutifs - part du Groupe	64,4	18,2
Résultat net retraité - part du Groupe	98,3	73,9
Résultat net retraité hors instruments dilutifs - part du Groupe	102,7	73,9
(en euros)		
RNPA (Résultat net par action)	0,87	0,27
RNPA dilué	0,85	0,27
RNPA retraité	1,42	1,08
RNPA dilué retraité	1,35	1,08

Les effets dilutifs sur le nombre total d'actions correspondent à 5 414 771 actions de l'emprunt obligataire et à 1 243 306 options de souscription d'actions.

L'incidence du retraitement de ces instruments dilutifs sur le résultat net s'élève à 4,4 millions d'euros net d'impôt et sont constitués par la charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire.

Sur la base d'un nombre moyen pondéré de 75 823 157 actions en circulation pendant le premier semestre 2010, le résultat net retraité par action - part du Groupe s'est élevé à 1,42 euros et à 1,35 euros pour le résultat net retraité par action dilué - part du Groupe.

7.3 FLUX DE TRESORERIE ET ENDETTEMENT NET

Le Groupe a débuté l'exercice avec un endettement net de 139,4 millions d'euros. A fin juin, il s'élève à 119,1 millions d'euros.

Les principaux éléments ayant contribué aux flux nets de trésorerie en juin 2010 sont les suivants :

- Un Excédent Brut Opérationnel (EBO) de 240,2 millions d'euros, représentant 9,6% du chiffre d'affaires (8,3% en juin 2009) ;
- Une diminution des dépenses d'investissements opérationnels, ne représentant plus que 2,9% du chiffre d'affaires (4,1% en juin 2009) et concrétisant la stratégie du Groupe de réduire le poids des investissements ;
- Une variation positive du besoin en fonds de roulement de 1,2 millions d'euros ;
- Des investissements financiers nets de 54,0 millions d'euros. Ce montant correspond principalement à :
 - o l'acquisition, en mars 2010, de la société Shere Ltd pour un montant de 19,7 millions d'euros net de sa trésorerie, fournisseur innovant de solutions internet, offrant des services transactionnels de haute technologie sur les marchés des transports ferroviaires et de l'hôtellerie au Royaume-Uni, et
 - o l'acquisition, le 24 juin 2010, des intérêts sans contrôle dans la société Atos Worldline Processing services en Allemagne (42%) pour un montant de 35,0 millions d'euros ;
- Des coûts de réorganisation et de rationalisation sur la période 2010 de 69,4 millions d'euros équivalents à juin 2009 (69,5 millions d'euros).

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
EBO (Excédent Brut Opérationnel)	240,2	214,7
Investissements opérationnels nets	-72,8	-106,6
Variation du besoin en fonds de roulement	1,2	-38,3
Flux de trésorerie opérationnel	168,6	69,8
Impôts payés	-27,3	-10,7
Coût net de l'endettement financier net payé excl. des obligations convertibles	-2,9	-6,3
Charges d'intérêts nettes des obligations convertibles	-5,6	-
Dépenses de restructuration provenant des autres produits et charges opérationnels	-47,0	-62,1
Dépenses de rationalisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-22,4	-7,4
Investissements financiers nets	-54,0	-6,6
Dividendes versés	-4,3	-3,6
Rachat et revente d'actions propres	1,4	1,6
Autres variations (*)	13,8	1,7
Flux de trésorerie net	20,3	-23,6
Endettement net d'ouverture	-139,4	-304,0
Endettement net de clôture	-119,1	-327,6

(*) Les autres variations correspondent aux augmentations de capital, aux écarts de change, à la participation des salariés transférée en fonds d'emprunts, à la vente d'actifs opérationnels, autres éléments opérationnels décaissés (excluant les charges de restructuration et de rationalisation) et aux autres éléments financiers décaissés.

7.3.1 Investissements opérationnels nets

Au cours des six premiers mois de l'année 2010, les investissements opérationnels nets se sont élevés à 72,8 millions d'euros.

Les achats d'actifs immobilisés ont atteint 81,7 millions d'euros sur la période du premier semestre 2010. Les principales unités globales d'activités du Groupe ayant contribué à ces investissements ont été :

- Le Royaume-Uni pour 15,6 millions d'euros, dont 6,0 millions d'euros pour l'acquisition de droits de propriété intellectuelle et 6,0 millions d'euros d'investissement en matériels informatiques pour divers projets clients;
- Atos Worldline pour 11,6 millions d'euros;
- Les Pays-Bas pour 8,8 millions d'euros dont 4,2 millions d'euros pour les achats de serveurs et d'ordinateurs dans le cadre de projets clients ; le reste ayant principalement concerné des dépenses pour des infrastructures réseaux et le stockage de données pour 4,0 millions d'euros; et,
- La France pour 8,4 millions d'euros (dont 5,5 millions d'euros dédiés aux clients et 1,1 millions d'euros pour des infrastructures partagées).

Les cessions d'actifs immobilisés se sont élevées à 8,9 millions d'euros provenant principalement de la vente de Mainframe en Allemagne.

7.3.2 Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement est positive sur la période de 1,2 millions d'euros.

En 2009, le Groupe a mis en place un dispositif semestriel pour le paiement des primes au lieu d'un dispositif annuel les années précédentes. Par conséquent, le besoin en fonds de roulement du 1^{er} semestre 2009 inclut le paiement des primes sur l'année pleine de 2008, tandis que le besoin en fonds de roulement du 1^{er} semestre 2010 inclut seulement le paiement des primes liées au second semestre 2009.

Le DSO s'est amélioré de 6 jours. Il s'élève à 58 jours à fin juin 2010 contre 64 jours à fin juin 2009. Cette évolution est le résultat des actions menées par Atos Origin pour réduire la saisonnalité du fonds de roulement et accélérer le recouvrement client (T18).

7.3.3 Convenances bancaires

Le Groupe respecte les limites de ses ratios financiers bancaires comprenant un ratio de levier financier (endettement net divisé par la marge opérationnelle avant amortissements et dépréciation) de 0,2 à fin juin 2010. Le ratio de levier financier consolidé ne doit pas être supérieur à 2,5 en vertu du crédit syndiqué Groupe.

Le ratio de couverture des intérêts consolidés (marge opérationnelle divisée par le coût net de l'endettement net financier) a été de 18 au premier semestre 2010. Il ne doit pas être inférieur à 4 jusqu'à l'échéance du crédit syndiqué du Groupe.

7.4 RESULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Le résultat avant impôt de la société mère s'élève à 92,1 millions d'euros à fin juin 2010, comparé au résultat de 116,9 millions d'euros pour le premier semestre 2009.

8 RESULTATS FINANCIERS

8.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Atos Origin, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note « Base de préparation et principes comptables » des comptes semestriels consolidés condensés qui expose le changement de méthode comptable relatif aux écarts actuariels des régimes de retraite,
- la note « Goodwill » qui présente les résultats des tests de dépréciation réalisés par la société, sur les goodwills de certaines Unités Génératrices de Trésorerie au 30 juin 2010.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 juillet 2010

Les Commissaires aux Comptes,

Deloitte & Associés

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Tristan Guerlain

Christophe Patrier

Jean-Pierre Colle

Vincent Frambourt

8.2 ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

8.2.1 Etats consolidés intermédiaires du Résultat Global

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2009 (12 mois)
Chiffre d'affaires	Note 2	2 494,2	2 589,3	5 127,0
Charges de personnel	Note 3	-1 434,8	-1 471,8	-2 862,3
Charges opérationnelles	Note 4	-909,3	-999,2	-1 974,1
Marge opérationnelle		150,1	118,3	290,6
En % du chiffre d'affaires		6,0%	4,6%	5,7%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-54,2	-75,8	-259,3
Résultat opérationnel		95,9	42,5	31,3
En % du chiffre d'affaires		3,8%	1,6%	0,6%
Coût de l'endettement financier net		-8,5	-6,5	-13,5
Autres charges financières		-24,4	-20,8	-31,9
Autres produits financiers		22,9	12,9	21,0
Résultat financier	Note 6	-10,0	-14,4	-24,4
Résultat avant impôt		85,9	28,1	6,9
Charge d'impôt	Note 7	-23,8	-7,7	1,1
Résultat net		62,1	20,4	8,0
Dont:				
- Part du Groupe		60,0	18,2	3,9
- Intérêts sans contrôle	Note 13	2,1	2,2	4,1

(en euros et en nombre d'actions)

Résultat net par action - Part du Groupe	Note 8			
Nombre moyen pondéré d'actions		69 165 080	68 620 160	68 772 224
Résultat net par action - Part du Groupe		0,87	0,27	0,06
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		75 823 157	68 620 160	74 420 585
Résultat net dilué par action - Part du Groupe		0,85	0,27	0,06

8.2.2 Autres éléments du Résultat Global

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2009 (12 mois)
Résultat net de la période	62,1	20,4	8,0
Autres éléments du résultat global			
Variation de juste valeur des instruments financiers :			
- Gains / (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres	2,3	5,0	2,9
- Variation de la juste valeur transférée en résultat	-0,6	-0,5	2,5
Impôts liés à la variation de juste valeur des instruments financiers	-0,1	-1,4	-1,2
Gains et pertes actuariels générés sur la période	-47,6	-	-29,5
Variation de la réserve de conversion	78,4	55,2	25,2
Total Autres éléments du résultat global	32,4	58,3	-0,1
Total Résultat global	94,5	78,7	7,9
Dont :			
- Part du Groupe	92,3	76,5	3,4
- Intérêts sans contrôle	2,2	2,2	4,5

8.2.3 Etats consolidés intermédiaires de la Situation Financière

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2010	31 décembre 2009	30 juin 2009
ACTIF				
Goodwill	Note 9	1 556,4	1 507,6	1 564,4
Immobilisations incorporelles		76,6	68,9	80,5
Immobilisations corporelles		394,9	407,4	441,7
Actifs financiers non courants	Note 10	147,7	220,0	63,0
Instruments financiers non courants	Note 17	0,2	1,1	1,4
Impôts différés actifs		286,4	249,0	227,3
Total des actifs non courants		2 462,2	2 454,0	2 378,3
Clients et comptes rattachés	Note 11	1 345,4	1 281,3	1 392,9
Impôts courants		8,0	26,3	32,3
Autres actifs courants		207,3	164,4	206,6
Instruments financiers courants	Note 17	7,6	3,8	0,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 12	430,9	534,7	164,8
Total des actifs courants		1 999,2	2 010,5	1 797,5
TOTAL DE L'ACTIF		4 461,4	4 464,5	4 175,8
PASSIF				
Capital social		69,7	69,7	69,7
Primes		1 330,2	1 329,7	1 329,7
Réserves consolidées		236,5	300,9	286,9
Ecart de conversion		-75,0	-153,4	-123,4
Résultat de l'exercice		60,0	3,9	18,2
Capitaux propres – Part du Groupe		1 621,4	1 550,8	1 581,1
Intérêts sans contrôle	Note 13	3,5	11,0	10,1
Total capitaux propres		1 624,9	1 561,8	1 591,2
Provisions retraite et assimilées	Note 14	422,9	437,1	261,9
Provisions non courantes	Note 15	113,9	126,6	105,0
Passifs financiers	Note 16	506,7	483,4	262,4
Impôts différés passifs		62,7	63,0	59,8
Instruments financiers non courants	Note 17	1,7	4,3	3,7
Autres passifs non courants		13,3	1,1	1,1
Total des passifs non courants		1 121,2	1 115,5	693,9
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 18	528,1	475,3	517,9
Impôts courants		38,4	28,3	49,2
Provisions courantes	Note 15	99,2	135,2	84,3
Instruments financiers courants	Note 17	4,6	1,2	1,0
Part à moins d'un an des passifs financiers	Note 16	43,3	190,7	230,0
Autres passifs courants	Note 19	1 001,7	956,5	1 008,3
Total des passifs courants		1 715,3	1 787,2	1 890,7
TOTAL DU PASSIF		4 461,4	4 464,5	4 175,8

8.2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2009 (12 mois)
Résultat avant Impôts		85,9	28,1	6,9
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 4	101,6	111,9	222,0
Dotations / (reprises) nets aux provisions d'exploitation		-26,8	-26,0	-34,5
Dotations / (reprises) nets aux provisions financières		5,6	6,9	7,2
Dotations / (reprises) nets aux autres provisions opérationnelles		-63,7	3,7	83,5
Pertes de valeur des actifs long terme		25,0	-	31,1
Variation des autres produits et charges opérationnels sans effet de trésorerie		22,6	-	-
Plus et moins-values de cessions d'immobilisations		2,4	2,6	5,7
Charges nettes liées aux options de souscription d'actions et assimilées		5,6	7,9	15,1
(Gains) / pertes sur instruments financiers		-0,2	-1,2	-2,2
Coût de l'endettement financier net	Note 6	8,5	6,5	13,5
Flux de trésorerie avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôt		166,5	140,4	348,3
Impôts payés		-27,3	-10,7	-39,5
Variation du besoin en fonds de roulement		1,2	-38,3	34,6
Flux net de trésorerie généré par l'activité		140,4	91,4	343,4
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-81,7	-109,1	-204,8
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		8,9	2,5	7,3
Investissements d'exploitation net		-72,8	-106,6	-197,5
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-59,3	-7,1	-17,0
Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice		1,1	1,3	1,2
Encaissements liés aux cessions financières		4,2	0,8	3,3
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		-	-1,6	-1,6
Investissements financiers nets		-54,0	-6,6	-14,1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-126,8	-113,2	-211,6
Augmentation de capital liée à l'exercice d'options de souscription d'actions		0,5	-	0,1
Obligations convertibles : - en capitaux propres	Note 16	-	-	47,8
- en dettes financières	Note 16	-	-	200,7
Rachats et reventes d'actions propres		1,4	1,6	5,7
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-4,3	-3,6	-4,3
Souscription de nouveaux emprunts	Note 16	25,4	9,4	33,0
Nouveaux contrats de locations financement	Note 16	0,1	4,5	2,3
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 16	-24,8	-74,7	-79,2
Coût de l'endettement financier net payé		-2,9	-6,3	-13,3
Autres mouvements liés aux opérations de financement	Note 16	-141,0	-26,3	-52,8
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-145,6	-95,4	140,0
Variation de trésorerie		-132,0	-117,2	271,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	Note 16	532,9	261,9	261,9
Variation de trésorerie		-132,0	-117,2	271,8
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		28,8	10,8	-0,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	Note 16	429,7	155,5	532,9

8.2.5 Variation des Capitaux Propres Consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Eléments constatés directe- ment en capitaux propres	Résultat net - Part du Groupe	Capitaux propres – Part du Groupe	Intérêts sans contrôle	TOTAL
Au 1er Janvier 2009	69 717	69,7	1 329,7	292,0	-177,1	-5,5	22,6	1 531,4	11,0	1 542,4
Impacts changements de méthode au 1er Janvier 2009				-58,2	-1,5		23,4	-36,3	0,5	-35,8
Au 1er Janvier 2009 après impacts changements de méthode	69 717	69,7	1 329,7	233,8	-178,6	-5,5	46,0	1 495,1	11,5	1 506,6
* Augmentation de capital								-		-
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				46,0			-46,0	-		-
* Dividendes								-	-3,6	-3,6
* Options de souscription d'actions et assimilées				7,9				7,9		7,9
* Achat d'actions propres				1,6				1,6		1,6
* Autres								-		-
* Transactions avec les actionnaires	-	-	-	55,5	-	-	-46,0	9,5	-3,6	5,9
* Résultat Net de la période							18,2	18,2	2,2	20,4
* Autres éléments du Résultat Global					55,2	3,1		58,3		58,3
*Total du résultat Global de la période	-	-	-	-	55,2	3,1	18,2	76,5	2,2	78,7
Au 30 Juin 2009	69 717	69,7	1 329,7	289,3	-123,4	-2,4	18,2	1 581,1	10,1	1 591,2
* Augmentation de capital	3							-		-
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent								-		-
* Dividendes								-	-1,4	-1,4
* Options de souscription d'actions et assimilées				7,2				7,2		7,2
* Achat d'actions propres				4,1				4,1		4,1
* Part des instruments composés				31,3				31,3		31,3
* Autres				0,2				0,2		0,2
* Transactions avec les actionnaires	3	-	-	42,8	-	-	-	42,8	-1,4	41,4
* Résultat Net de la période							-14,3	-14,3	1,9	-12,4
* Autres éléments du Résultat Global				-29,9	-30,0	1,1		-58,8	0,4	-58,4
*Total du résultat Global de la période	-	-	-	-29,9	-30,0	1,1	-14,3	-73,1	2,3	-70,8
Au 31 Décembre 2009	69 720	69,7	1 329,7	302,2	-153,4	-1,3	3,9	1 550,8	11,0	1 561,8
* Augmentation de capital	21	0,0	0,5					0,5		0,5
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				3,9			-3,9	-		-
* Dividendes								-	-3,9	-3,9
* Options de souscription d'actions et assimilées				5,6				5,6		5,6
* Achat d'actions propres				1,4				1,4		1,4
* Part des instruments composés								-		-
* Autres				-29,2				-29,2	-5,8	-35,0
* Transactions avec les actionnaires	21	-	0,5	-18,3	-	-	-3,9	-21,7	-9,7	-31,4
* Résultat Net de la période	-	-	-	-	-	-	60,0	60,0	2,1	62,1
* Autres éléments du Résultat Global	-	-	-	-47,7	78,4	1,6	-	32,3	0,1	32,4
*Total du résultat Global de la période	-	-	-	-47,7	78,4	1,6	60,0	92,3	2,2	94,5
Au 30 Juin 2010	69 741	69,7	1 330,2	236,2	-75,0	0,3	60,0	1 621,4	3,5	1 624,9

8.2.6 Notes annexes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2010

8.2.6.1. Bases de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés 2010 ont été établis conformément aux principes de reconnaissance et d'évaluation requis par les IFRS (International Financial Reporting Standards).

Les normes internationales comprennent : les « International Financial Reporting Standards » (IFRS), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les principes comptables, les règles de présentation et les méthodes de calcul mis en application pour les états financiers intermédiaires consolidés à fin juin 2010 sont conformes à ceux appliqués lors de l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2009 et présentés dans le Document de Référence de 2009, à l'exception des effets liés à l'adoption des normes et interprétations décrites ci-dessous :

- Les principes comptables liés aux retraites et avantages similaires : le Groupe a décidé d'abandonner la méthode dite du "corridor" et a opté pour une reconnaissance des gains et pertes actuariels en autres éléments du résultat global, comme le propose le paragraphe 93 A-D de la norme IAS 19 (pour plus de détails, se référer au paragraphe approprié de ce chapitre);
- IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises* et les amendements d'IAS 27 révisée – *Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales*.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2010 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Ainsi, ces états financiers n'incluent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels et doivent être lus en coordination avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2009.

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont conformes aux normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2010. Ces normes et interprétations sont consultables sur : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les normes suivantes, les interprétations et les amendements de normes existantes qui ont été publiés, sont obligatoires aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010 :

- o IAS 27 révisée - *Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales* suite au projet "Business Combinations phase II"
- o IFRS 3 révisée - *Regroupements d'entreprises* suite au projet "Business Combinations phase II"
- o IAS 39 - *Reconnaissance et évaluation des éléments éligibles à la couverture*
- o IFRS 2 - *Païement fondé sur des actions*
- o IFRS 5 - *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* (amendement issu du programme d'amélioration annuelle des IFRS de mai 2008)
- o Amendements portant sur plusieurs normes IFRS, issus du programme d'amélioration annuelle des IFRS d'avril 2009
- o IFRIC 12 - *Accords de concession de services*
- o IFRIC 15 - *Contrats de construction de biens immobiliers*
- o IFRIC 16 - *Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger*
- o IFRIC 17 - *Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires*
- o IFRIC 18 - *Transfert d'actifs provenant de clients*

Les changements dans les principes comptables induits par l'application d'IFRS 3 révisée et d'IAS 27 révisée sont décrits plus loin dans ce chapitre. L'impact de l'adoption des autres nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes sur les états financiers du Groupe reste limité.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ne tiennent pas compte :

- des normes et interprétations publiées par l'IASB, approuvées au niveau européen, mais avec une date d'application postérieure au 30 juin 2010 :
 - Amendement d'IAS 32 - *Classement des émissions de droits*
- des nouvelles normes, interprétations et amendements de normes existantes non encore approuvées par l'Union Européenne, notamment :
 - IAS 24 - *Information relative aux parties liées*
 - IFRIC 19 - *Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres*

- Amendement d'IFRIC 14 - *Paiements anticipés des exigences de financement minimal*
- Amendements portant sur plusieurs normes IFRS, issus du programme d'amélioration annuelle des IFRS de 2010
- IFRS 9 - *Instruments financiers* (IAS 39 Phase I)
- des projets de normes à l'état d'exposé - sondage au niveau de l' « International Accounting Standards Board » (IASB)

A la date de ce rapport, l'impact de l'éventuelle application de ces normes et interprétations sur les états financiers intermédiaires consolidés résumés n'est pas disponible.

8.2.6.2. Principes comptables significatifs

En complément des principes comptables indiqués dans le rapport annuel, les principes comptables suivants sont applicables pour les comptes intermédiaires :

Dépréciation d'actifs

Les goodwill et les actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors que des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Une perte de valeur est reconnue le cas échéant pour l'excès de valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

De tels événements et circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- un écart significatif de la performance économique des actifs comparés au budget,
- une détérioration importante de l'environnement économique des actifs,
- la perte d'un client majeur,
- une hausse significative des taux d'intérêts.

Retraites et avantages similaires

Le Groupe a décidé d'abandonner la méthode dite du "corridor" et a opté pour une reconnaissance des gains et pertes actuariels en autres éléments du résultat global, comme le propose le paragraphe 93 A-D de la norme IAS 19.

Avant le 1^{er} janvier 2010, Atos Origin utilisait l'option dite du « corridor » pour reconnaître les gains et pertes actuariels résultant de l'évaluation des actifs et passifs de retraite (paragraphe 95 de la norme IAS 19). Cette approche conduisait à ne reconnaître, au compte de résultat (marge opérationnelle), que la part des gains et pertes actuariels cumulés qui dépassaient un « tunnel » de plus ou moins 10% du montant le plus élevé entre les engagements des régimes de retraite et de leurs actifs dédiés. Cette quote-part était reconnue sur la durée de vie active résiduelle des bénéficiaires de chacun des plans.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, Atos Origin a choisi d'utiliser l'autre option proposée par la norme IAS 19 (paragraphe 93 A-D), selon laquelle tous les gains et pertes actuariels générés dans la période sont reconnus en autres éléments du résultat global. En conséquence, à partir du 30 juin 2010 et pour les exercices futurs, la provision pour engagements de retraite présentée au bilan du Groupe reflètera la différence entre l'évaluation des engagements et la valeur des actifs dédiés, plus ou moins le coût des services passés non encore reconnu.

Conformément à la norme IAS 8 - *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, ce changement de méthode comptable a été appliqué rétroactivement à toutes les périodes présentées, comme si cette nouvelle méthode comptable avait toujours été appliquée.

Les tableaux ci-dessous résument l'impact de ce changement de méthode comptable sur le compte de résultat et le bilan du Groupe au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2009 :

- Résultat global

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2009 (12 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
Charges de personnel	0,6	0,3
Marge opérationnelle	0,6	0,3
Autres produits et charges opérationnels	-38,9	-
Résultat opérationnel	-38,3	0,3
Charge d'impôts	10,5	-0,1
Résultat net	-27,8	0,2
Dont :		
- Part du Groupe	-27,8	0,2
- Intérêts sans contrôle	-	-

- Situation financière

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	30 juin 2009
ACTIF		
Actifs financiers non courants	82,4	-15,0
Impôts différés actifs	41,0	15,9
Total des actifs non courants	123,4	0,9
TOTAL DE L'ACTIF	123,4	0,9

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	30 juin 2009
PASSIF		
Réserves consolidées	-64,7	-34,9
Ecart de conversion	-0,7	-4,2
Résultat de l'exercice	-27,8	0,2
Capitaux propres - Part du Groupe	-93,2	-38,9
Intérêts sans contrôle	0,9	0,6
Total capitaux propres	-92,3	-38,3
Provisions retraite et assimilées	214,0	37,6
Impôts différés passifs	1,7	1,6
Total passifs non courants	215,7	39,2
TOTAL DU PASSIF	123,4	0,9

Le principe de réévaluation des actifs et passifs de retraite lors des arrêts intermédiaires est inchangé, c'est-à-dire que les réévaluations actuarielles ne sont mises en œuvre que si des mouvements importants interviennent dans les taux d'actualisation à utiliser selon la norme IAS 19, et sont limitées aux régimes les plus significatifs du Groupe. Pour les régimes moins significatifs ou lorsque aucune évolution significative n'a été observée dans les taux d'actualisation, les projections actuarielles sont utilisées.

Regroupements d'entreprises et variations ultérieures du pourcentage de détention

A compter du 1^{er} janvier 2010, le Groupe a décidé d'adopter IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises* et les amendements de IAS 27 révisée - *États financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales*.

IFRS 3 révisée introduit un certain nombre de changements dans la comptabilisation des regroupements d'entreprises. Ces changements peuvent avoir un impact sur le montant de l'écart d'acquisition à comptabiliser, le résultat net de la période d'acquisition ainsi que sur les comptes de résultat futurs.

Les amendements liés à IAS 27 imposent que tout changement du pourcentage d'intérêt dans la filiale contrôlée doit être comptabilisé comme une opération en capital, sans aucun impact sur l'écart d'acquisition ou sur le résultat. De plus, ces amendements introduisent des changements de comptabilisation liés aux pertes générées par les filiales et la perte de contrôle d'une filiale.

Ces changements sont applicables de manière prospective sur les regroupements d'entreprises (y compris les prises de contrôle effectuées en plusieurs étapes) effectués à compter du 1^{er} janvier 2010. En outre, les nouvelles règles relatives à la comptabilisation des rachats complémentaires des intérêts sans contrôle ou des ventes d'intérêts dans une filiale contrôlée et relatives au traitement des impôts différés devenus réalisables ultérieurement à la date d'acquisition, s'appliquent pour toutes les opérations effectuées à compter du 1^{er} janvier 2010 (même si le fait générateur du regroupement d'entreprises est antérieur à cette date).

Les impacts qui découlent de ces nouveaux principes sont présentés dans les notes concernées.

Evaluation des actifs et passifs de sociétés nouvellement acquises et des passifs éventuels

Lors de la première consolidation, l'ensemble des actifs, passifs et passifs éventuels (à moins qu'ils ne correspondent pas des obligations présentes) de la société acquise est estimé à sa juste valeur.

Le coût d'acquisition inclut tout élément conditionnel (ajustement du prix d'acquisition dépendant d'un ou plusieurs événements futurs). Lors de l'évaluation du montant de l'ajustement, il convient de retenir des hypothèses cohérentes avec celles utilisées pour la valorisation des actifs incorporels.

- Pour les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010, tout élément conditionnel du prix d'acquisition est inclus dans celui-ci dès lors que l'ajustement est probable et peut être évalué de façon fiable. Si les événements futurs ne se réalisent pas ou si l'estimation doit être révisée, le coût d'acquisition continue à être ajusté avec une incidence sur le montant de l'écart d'acquisition et / ou sur la valorisation des actifs et passifs de l'entité acquise.
- Pour les regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010, tout changement, après la date d'acquisition, dans l'estimation de l'ajustement du prix, est comptabilisé au compte de résultat.

Les coûts de transaction liés à un regroupement d'entreprises sont enregistrés au compte de résultat lorsqu'ils sont supportés.

Dans le cadre d'une prise de contrôle effectuée en plusieurs étapes, tout intérêt non assorti de contrôle qui était précédemment détenu par le Groupe est mesuré à sa juste valeur, l'ajustement en résultant étant enregistré au compte de résultat. De façon similaire, quand une acquisition complémentaire modifie le niveau de contrôle, celui-ci passant de l'influence notable ou d'un contrôle conjoint à l'exercice du contrôle, tout investissement préexistant dans l'ancienne entreprise associée / co-entreprise, est réévalué à sa juste valeur, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé en résultat (avec également, en conséquence, un changement dans le montant de l'écart d'acquisition par rapport au montant antérieurement reconnu).

Acquisition d'intérêts sans contrôle et vente d'intérêts dans une filiale contrôlée

Les opérations d'achat d'intérêts sans contrôle et de vente d'intérêts dans une filiale contrôlée qui n'ont pas d'incidence sur le contrôle exercé, sont enregistrées dans les capitaux propres (y compris les coûts de transaction directs).

En cas de perte de contrôle de la filiale, le gain ou la perte correspondant est enregistré en résultat. Par ailleurs, si le Groupe conserve un investissement dans l'entité, celui-ci est réévalué à sa juste valeur et le gain ou la perte en découlant est également reconnu en résultat.

Engagements de rachat d'intérêts sans contrôle

Les engagements fermes ou conditionnels de rachat d'intérêts sans contrôle sont, sous certaines conditions, assimilés à une acquisition de titres de participation et sont comptabilisés en passifs financiers avec pour contrepartie une réduction des intérêts sans contrôle.

Pour les engagements de rachat qui existaient déjà avant le 1^{er} janvier 2010, lorsque le prix de rachat est supérieur au montant des intérêts sans contrôle, le Groupe a choisi de comptabiliser le solde en écart d'acquisition. Tout changement d'évaluation de la juste valeur des engagements de rachat d'intérêts sans contrôle ultérieur sera aussi comptabilisé en écart d'acquisition.

Pour les engagements de rachat contractés à compter du 1^{er} janvier 2010, lorsque le prix de rachat est supérieur au montant des intérêts sans contrôle, le Groupe a choisi de comptabiliser le solde en capitaux propres (part du Groupe). Tout changement d'évaluation de la juste valeur des engagements de rachat d'intérêts sans contrôle ultérieur sera aussi comptabilisé en capitaux propres (part du Groupe).

Charge d'impôts

La charge d'impôts comprend la charge d'impôt sur le résultat et les impôts différés.

Dans le cadre des comptes semestriels, la charge d'impôts du Groupe a été déterminée sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au « Résultat net avant impôts ». Le taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice est déterminé en fonction de la charge d'impôts prévue compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

8.2.6.3 Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires simplifiés clos au 30 juin 2010

Note 1 Variation du périmètre de consolidation

Depuis le 1^{er} janvier 2010, il n'y a pas de changement significatif du périmètre de consolidation.

Note 2 Information sectorielle

Selon la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement révisé par le responsable décisionnaire des opérations puis réconcilié au résultat du Groupe. Le responsable décisionnaire des opérations évalue le résultat ou la perte des segments en calculant un résultat opérationnel. Le responsable décisionnaire des opérations, qui est en charge de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président du Conseil d'Administration et Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

Le responsable décisionnaire des opérations a décidé de changer les segments opérationnels en 2010 par rapport à 2009. Les changements de segments opérationnels sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Segments opérationnels en 2009	Pays	Segments opérationnels en 2010
France - Maroc	France	France
	Maroc	Autres pays
ISAM	Espagne, Portugal et Andorre	Ibérie
	Argentine, Brésil, Chili et Colombie	Autres pays
Reste du monde	Etats-Unis et Mexique	Autres pays
	Chine, Taiwan, Japon, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Indonésie	
	Inde	

Les recommandations de la norme IFRS 8 sont applicables de manière rétroactive et comparable.

Le Groupe opère dans sept principales unités globales d'activité comme détaillées ci-dessous :

Segments opérationnels

Activités

- France Conseil, Intégrations de systèmes, Infogérance et Paiements et Transactions électroniques en France
- Benelux Conseil, Intégrations de systèmes, Infogérance et Paiements et Transactions électroniques aux Pays-Bas Belgique et au Luxembourg
- Royaume-Uni Conseil, Intégrations de systèmes, Infogérance, Externalisation des Processus et Paiements et Transactions électroniques au Royaume-Uni et en Suède
- Worldline Paiements et Transactions électroniques en France, Belgique et Allemagne
- GCEMA Intégrations de systèmes, Infogérance et Paiements et Transactions électroniques en Allemagne, Suisse, Pologne, Autriche, Grèce, Turquie et Afrique du Sud
- Ibérie Conseil, Intégrations de systèmes, Infogérance et Paiements et Transactions électroniques en Espagne, Portugal et Andorre
- Autres pays Conseil, Intégrations de systèmes, Infogérance et Paiements et Transactions électroniques en Chine, Taiwan, Japon, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Indonésie, Etats-Unis, Mexique, Inde, Maroc, Dubaï, Argentine, Brésil, Chili et Colombie

Les transferts et les transactions entre les différents secteurs sont effectués dans des conditions commerciales normales qui seraient également applicables à des tierces parties non liées.

L'information des segments opérationnels pour la période est la suivante :

(en millions d'euros)	France	Benelux	Royaume- Uni	Worldline	GCEMA	Ibérie	Autres Pays	Total Segments opération- nels	Direction des lignes de services	Autre Corporate	Elimination	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2010												
Chiffre d'affaires par secteur	573,0	459,3	441,7	420,2	241,3	158,1	200,4	2 494,0		0,2		2 494,2
%	23,0%	18,4%	17,7%	16,8%	9,7%	6,3%	8,0%	100,0%				100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	25,3	14,8	2,5	5,5	23,0	2,9	52,6	126,6			-126,6	
Total Chiffre d'affaires	598,3	474,1	444,2	425,7	264,3	161,0	253,0	2 620,6		0,2	-126,6	2 494,2
Marge opérationnelle par secteur	17,6	42,8	36,2	69,7	10,9	-9,3	21,7	189,6	-8,1	-31,4		150,1
%	3,1%	9,3%	8,2%	16,6%	4,5%	-5,9%	10,8%	7,6%				6,0%
Total Actif sectoriel	712,2	748,0	747,6	593,5	327,3	232,0	318,2	3 678,8		57,3		3 736,1
Semestre clos le 30 juin 2009												
Chiffre d'affaires par secteur	572,4	517,2	445,8	416,3	283,5	174,6	179,2	2 589,0		0,3		2 589,3
%	22,1%	20,0%	17,2%	16,1%	10,9%	6,7%	6,9%	100,0%		0,0%		100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	35,3	15,3	3,3	5,6	21,3	3,0	41,4	125,2			-125,2	
Total Chiffre d'affaires	607,7	532,5	449,1	421,9	304,8	177,6	220,6	2 714,2		0,3	-125,2	2 589,3
Marge opérationnelle par secteur	22,1	34,3	36,9	61,2	4,0	4,9	3,1	166,5	-14,2	-34,0		118,3
%	3,9%	6,6%	8,3%	14,7%	1,4%	2,8%	1,7%	6,4%				4,6%
Total Actif sectoriel	686,8	639,1	766,6	648,9	378,5	274,8	317,4	3 712,1		39,3		3 751,4
Exercice clos le 31 décembre 2009												
Chiffre d'affaires par secteur	1 125,7	996,9	901,9	843,9	566,9	334,3	355,4	5 125,0	1,0	1,0		5 127,0
%	22,0%	19,4%	17,6%	16,5%	11,1%	6,5%	6,9%	100,0%				100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	65,3	30,1	6,1	11,1	42,8	5,8	76,8	238,0			-238,0	
Total Chiffre d'affaires	1 191,0	1 027,0	908,0	855,0	609,7	340,1	432,2	5 363,0	1,0	1,0	-238,0	5 127,0
Marge opérationnelle par secteur	47,1	84,0	83,0	133,1	21,5	11,6	6,8	387,1	-26,4	-70,1		290,6
%	4,2%	8,4%	9,2%	15,8%	3,8%	3,5%	1,9%	7,6%				5,7%
Total Actif sectoriel	660,0	777,6	688,7	599,4	349,2	246,7	294,5	3 616,1		38,4		3 654,5

Les actifs sectoriels sont réconciliés avec le total actif somme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009	30 juin 2009
Total actif sectoriel	3 736,1	3 654,5	3 751,4
Actifs d'impôts	294,4	275,3	259,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	430,9	534,7	164,8
Total Actif	4 461,4	4 464,5	4 175,8

Note 3 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2009	% du chiffre d'affaires	Exercice clos le 31 décembre 2009	% du chiffre d'affaires
Salaires (*)	-1 107,0	44,4%	-1 138,8	44,0%	-2 188,4	42,7%
Charges sociales	-328,7	13,2%	-331,9	12,8%	-661,0	12,9%
Taxes, formation, intéressement et participation	-26,2	1,1%	-23,8	0,9%	-49,0	1,0%
Options de souscription d'actions et assimilées	-5,5	0,2%	-6,9	0,3%	-14,0	0,3%
Dotations nettes aux provisions pour charges de personnel	-1,1	0,0%	1,6	-0,1%	1,3	0,0%
Différence entre les contributions payées et la charge nette liée aux engagements de retraite (**)	33,7	-1,4%	28,0	-1,1%	48,8	-1,0%
Total	-1 434,8	57,5%	-1 471,8	56,8%	-2 862,3	55,8%

(*) dont aucun impact pour restructuration en 2010 comparé à 0,6 millions en juin 2009.

(**) différence entre le total payé aux fonds de pension et la charge nette aux engagements de retraite selon IAS 19.

Rémunération à base d'actions

La charge de 5,5 millions d'euros enregistrée dans la marge opérationnelle au titre des paiements fondés sur des actions (6,9 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2009) est composée de :

- 1,4 millions d'euros liés au plan "Management Investment Plan" (MIP) et au plan "Long Term Incentive" (LTI) mis en place en 2008 et 2007, ainsi que
- 4,1 millions d'euros liés à des plans de stock-options accordés en 2009 et sur les exercices antérieurs.

Plans d'actions gratuites

Aucun nouveau plan d'actions gratuites n'a été mis en place en 2010.

Le calcul de la charge 2010 relative aux plans LTI et MIP prend en compte le départ du Groupe de certains bénéficiaires.

Total des charges comptabilisées en marge opérationnelle au cours du semestre 2010 concernant les plans d'actions gratuites :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
LTI 2008	0,2	0,8
MIP 2008	0,8	2,2
LTI 2007	0,2	-
MIP 2007	0,2	0,9
Total	1,4	3,9

Plans de stock-options

Le Groupe a reconnu un montant total de 4,1 millions d'euros de charges sur les stock-options (3,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009). La charge 2010 comprend :

- 0,7 million d'euros lié au plan attribué en décembre 2008, et
- 3,4 millions d'euros liés aux trois plans attribués en 2009.

Total des charges comptabilisées en marge opérationnelle au cours du semestre 2010 concernant les plans de stock-options attribués en 2009 :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2009 (6 mois)
26 mars 2009	1,3	1,2
3 juillet 2009	1,6	-
4 septembre 2009	0,5	-
Total	3,4	1,2

Note 4 Charges opérationnelles

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2009	% du chiffre d'affaires	Exercice clos le 31 décembre 2009	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance - Direct	-264,0	10,6%	-296,7	11,5%	-574,8	11,2%
Achat de logiciels et de matériels informatiques	-96,4	3,9%	-84,2	3,3%	-169,2	3,3%
Coûts de maintenance	-108,6	4,4%	-130,8	5,1%	-256,9	5,0%
Charges locatives	-100,1	4,0%	-104,5	4,0%	-211,3	4,1%
Télécommunications	-62,1	2,5%	-54,4	2,1%	-111,2	2,2%
Transports et déplacements	-57,6	2,3%	-55,4	2,1%	-114,3	2,2%
Véhicules d'entreprise	-39,3	1,6%	-46,9	1,8%	-92,8	1,8%
Honoraires	-47,5	1,9%	-77,7	3,0%	-148,6	2,9%
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	1,3	-0,1%	-15,6	0,6%	-27,8	0,5%
Autres charges	-40,4	1,6%	-22,2	0,9%	-44,8	0,9%
Sous-total charges	-814,7	32,7%	-888,4	34,3%	-1 751,7	34,2%
Amortissement d'immobilisations	-101,6	4,1%	-111,9	4,3%	-222,0	4,3%
Dotation nette aux provisions	-5,7	0,2%	-3,3	0,1%	-15,5	0,3%
Plus et moins-values d'immobilisations cédées	-0,9	0,0%	-1,0	0,0%	-2,0	0,0%
Perte sur créances irrecouvrables	-0,9	0,0%	-4,8	0,2%	-6,5	0,1%
Production immobilisée	14,5	-0,6%	10,2	-0,4%	23,6	-0,5%
Sous-total autres charges	-94,6	3,8%	-110,8	4,3%	-222,4	4,3%
Total	-909,3	36,5%	-999,2	38,6%	-1 974,1	38,5%

Note 5 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	Semestre clos le 30 juin 2009	Exercice clos le 31 décembre 2009
Charges de restructuration	-16,1	-57,4	-140,6
Charges de rationalisation	-13,5	-17,4	-86,3
Retraites	0,4	1,4	1,3
Reprise de provisions de bilan d'ouverture sans objet	2,1	0,1	13,4
Plus et moins values de cessions d'actifs	-1,7	-1,6	-15,3
Perte de valeur sur actifs à long terme et autres	-25,4	-0,9	-31,8
Total	-54,2	-75,8	-259,3

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents et représente une charge nette de 54,2 millions d'euros au 30 juin 2010. Le tableau suivant montre une analyse par nature et par destination de ce poste :

(en millions d'euros)	Coûts de transformation du Groupe	Autres éléments non -récurrents	Total
Restructuration des effectifs	-19,2	3,1	-16,1
Rationalisation des bureaux de Paris	-14,2	-	-14,2
Autres charges de rationalisations immobilières	-1,1	1,8	0,7
Perte de valeur sur goodwill	-	-25,0	-25,0
Reprise de provisions de bilan d'ouverture devenues sans objet et autres	-	0,4	0,4
Total	-34,5	-19,7	-54,2

Les coûts de restructuration du Groupe (charge de 34,5 millions d'euros)

La charge de restructuration des effectifs de 19,2 millions d'euros est la résultante à la fois de l'adaptation des effectifs du Groupe aux effets de la récession économique et des coûts non-récurrents induits par les programmes TOP visant à améliorer l'efficacité et la productivité du Groupe. La combinaison de ces deux actions a concerné principalement les Pays-Bas (6,0 millions d'euros), la zone Ibérique (5,0 millions d'euros) et la France (3,7 millions d'euros).

La charge relative au programme de rationalisation des bureaux de Paris correspond principalement :

- Aux loyers, pour un montant de 8,8 millions d'euros, du nouveau bâtiment dont l'installation, au premier semestre 2010, est en cours. Cette charge de loyer ne sera pas décaissée en 2010 puisqu'une franchise de deux ans de loyers, commençant en 2010, est consentie par le nouveau propriétaire;
- A une transaction conclue avec le propriétaire de l'immeuble "Les Miroirs" pour 20,0 millions d'euros en échange d'une résiliation anticipée du contrat de location qui sera payée sur le troisième trimestre 2010. Cette opération a conduit à un complément de charges de 3,0 millions d'euros sur le résultat opérationnel car 17,0 millions d'euros de coûts étaient déjà couverts par la provision constituée en 2009;
- Aux activités se situant dans le bâtiment de Suresnes qui seront transférées également à Bezons. Cette décision a été officiellement annoncée aux représentants du personnel et a conduit à la comptabilisation d'une provision supplémentaire de 4,9 millions d'euros.

Autres éléments non-récurrents (charges de 19,7 millions d'euros)

Les autres éléments non-récurrents comprennent principalement la perte de valeur de 25,0 millions d'euros comptabilisée sur l'unité génératrice de trésorerie Ibérique suite à une détérioration de l'environnement économique en Espagne.

Note 6 Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	Semestre clos le 30 juin 2009	Exercice clos le 31 décembre 2009
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-8,9	-6,9	-13,9
Intérêts financiers liés aux locations-financement	-0,1	-0,2	-0,4
Résultat des cessions d'équivalents de trésorerie	0,5	0,6	0,8
Résultat des couvertures de taux sur dettes financières	-	-	-
Coût de l'endettement financier net	-8,5	-6,5	-13,5

Le coût net de l'endettement financier au 30 juin 2010 a représenté une charge nette de 8,5 millions d'euros contre une charge nette de 6,5 millions d'euros au 30 juin 2009.

Le coût net de 8,5 millions d'euros correspond à un endettement moyen brut de 564,2 millions d'euros qui a été compensé par un montant moyen brut de trésorerie et équivalent de trésorerie de 430,0 millions d'euros. Une partie de la trésorerie et des équivalents de trésorerie disponibles provient du produit de l'émission de l'obligation convertible du Groupe (OCEANE).

Le coût moyen des emprunts financiers a été de 3,19% au cours du premier semestre 2010 (ce pourcentage a été négativement impacté par le taux d'intérêt effectif de l'OCEANE de 6,68% lequel est calculé selon les normes IFRS en prenant en compte la valeur des options de conversion) et le produit financier moyen de la trésorerie s'est élevé à 0,31%.

Au cours du premier semestre 2010, l'endettement financier net moyen du Groupe a été ramené à 134,2 millions d'euros contre 368,6 millions d'euros au premier semestre 2009.

Le ratio de couverture des intérêts consolidés (marge opérationnelle divisée par le coût net de l'endettement net financier) a été de 18 au premier semestre 2010. Il ne doit pas être inférieur à 4 jusqu'à l'échéance du crédit syndiqué du Groupe.

Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	Semestre clos le 30 juin 2009	Exercice clos le 31 décembre 2009
Produits / (charges) de change et couvertures liées	-1,1	0,7	-1,9
Gain/ (perte) lié à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	5,4	0,8	1,6
Charges financières d'actualisation	-0,3	-0,3	-0,5
Autres produits / (charges) financiers	-5,5	-9,1	-10,1
Autres produits et charges financiers	-1,5	-7,9	-10,9
Dont :			
- Autres charges financières	-24,4	-20,8	-31,9
- Autres produits financiers	22,9	12,9	21,0

Les autres produits et charges financiers ont représenté une charge nette de 1,5 millions d'euros au premier semestre 2010 et comprennent principalement le produit constaté sur les contrats de ventes à terme de devises (+5,4 millions d'euros), l'impact des variations de taux de change (-1,1 millions d'euros) et le résultat financier net constaté pour les engagements de retraite (-5,1 millions d'euros). La charge nette liée aux engagements de retraite correspond à la différence entre le rendement attendu des actifs financiers alloués à la couverture des engagements futurs de retraite et le coût des

intérêts applicables aux obligations de retraite. La charge financière nette liée aux engagements de retraite 2010 est plus faible que celle sur la même période 2009 dû à un rendement financier attendu plus élevé car calculé sur des bases d'actifs augmentées en fin d'année précédente des reprises des dépréciations antérieures.

Se référer à la note 14 Provisions retraites et assimilées pour des explications supplémentaires.

Note 7 Charge d'impôt

Le Taux d'Impôt Effectif (TIE) du 1^{er} semestre est de 27,7%, découlant du TIE normalisée de 34,8% calculé sur la base d'une année pleine, et qui a été ensuite ajusté en fonction de l'impact fiscal d'éléments inhabituels.

Le TIE normalisée de 34,8% comprend la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et l'incidence fiscale de la perte de valeur de 25,0 millions d'euros en Espagne. La charge d'impôt de juin 2010 comprend la CVAE pour un montant brut de 9,1 millions d'euros.

Note 8 Résultat net par action

La réconciliation entre le résultat par action et le résultat dilué par action est montrée dans le tableau ci-dessous. Les instruments dilutifs sont constitués des options de souscription d'actions et de l'emprunt obligataire (correspondant à 5 414 771 actions). Seul l'emprunt obligataire engendre un retraitement au niveau du résultat net servant de base de calcul du résultat dilué par action. Ce retraitement correspond à la charge d'intérêt relative à la composante dette nette d'impôt (4,4 millions d'euros). Le nombre total moyen d'options de souscription d'actions non exercées au 30 juin 2010 s'élève à 10 284 117 options, sur lequel 1 243 306 ont un effet dilutif sur le résultat net par action.

La réconciliation entre le résultat par action et le résultat dilué par action est la suivante :

(en millions d'euros et en unités)	Semestre clos le 30 juin 2010	Semestre clos le 30 juin 2009	Exercice clos le 31 décembre 2009
Résultat net – Part du Groupe [a]	60,0	18,2	3,9
Résultat net retraité des instruments dilutifs - Part du groupe [b]	64,4	18,2	4,7
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation [c]	69 165 080	68 620 160	68 772 224
Impact des instruments dilutifs [d]	6 658 077	-	5 648 361
Nombre moyen pondéré dilué d'actions [e]=[c]+[b]	75 823 157	68 620 160	74 420 585
Résultat net par action en euros [a]/[c]	0,87	0,27	0,06
Résultat net par action dilué en euros [b]/[e]	0,85	0,27	0,06

Note 9 Goodwill

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	Acquisitions/ dépréciations	Cessions	Autres	Variations de change	30 juin 2010
Valeur brute	2 038,2	14,0	-	-	83,9	2 136,1
Perte de valeur	-530,6	-25,0	-	-	-24,1	-579,7
Valeur nette	1 507,6	-11,0	-	-	59,8	1 556,4

Le goodwill est alloué aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) identifiées selon les secteurs géographiques indiqués dans la Note 2 comme le recommande la norme IFRS 8.

Les tests de dépréciation opérés dans le cadre des états financiers intermédiaires se sont limités aux :

- Unités Génératrices de Trésorerie pour lesquelles un évènement exceptionnel s'est produit indiquant que la valeur de leurs actifs peut être altérée ;
- Unités Génératrices de Trésorerie dites « sensibles » de l'exercice 2009 pour lesquelles la valeur recouvrable des actifs est proche de leur valeur comptable.

Au cours du semestre, les opérations du Groupe en Espagne ont été impactées par la détérioration de l'environnement économique. Suite à l'évaluation de la valeur recouvrable de l'UGT Ibérique, une perte de valeur de 25,0 millions d'euros a été comptabilisée.

Le Groupe a également effectué des tests de dépréciation pour deux autres UGT "sensibles" (l'Allemagne et l'Amérique du Sud) pour lesquelles aucune dépréciation supplémentaire n'a été comptabilisée dans les comptes de juin 2010.

L'augmentation de la valeur brute du goodwill est liée à l'acquisition de la société Shere Ltd, fournisseur innovant de solutions internet, offrant des services transactionnels de haute technologie sur les marchés des transports ferroviaires et de l'hôtellerie au Royaume-Uni.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2010, le bilan du Groupe a été significativement impacté par les variations des taux de change et notamment par la parité de la livre sterling par rapport à l'euro. La principale conséquence a été l'augmentation du goodwill net de 41,0 millions d'euros depuis le 31 décembre 2009.

Note 10 Actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Actifs de préfinancement de retraites	124,1	196,9
Autres (*)	23,6	23,1
Total	147,7	220,0

(*) Le poste Autres inclut les prêts, les dépôts, les garanties, les titres comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et les participations non consolidées.

Note 11 Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Valeur brute	1 353,8	1 298,5
Coûts de transition	42,9	36,0
Provisions pour créances douteuses	-51,3	-53,2
Valeur nette de l'actif	1 345,4	1 281,3
Avances et acomptes reçus	-7,7	-11,0
Produits constatés d'avance TTC et clients créditeurs	-293,5	-292,8
Créances clients nettes (TTC)	1 044,2	977,5
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	58,0	57,0

Note 12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	293,6	429,0
SICAV monétaires	137,3	105,7
Total	430,9	534,7

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, Atos Origin peut à tout moment investir dans les SICAV monétaires ayant une maturité inférieure à trois mois.

Note 13 Intérêts sans contrôle

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	Résultat 2009	Dividendes	Autres	30 juin 2010
Atos Worldline Processing GmbH	7,9	1,6	-3,7	-5,8	-
Autres	3,1	0,5	-0,2	0,1	3,5
Total	11,0	2,1	-3,9	-5,7	3,5

La variation Autres sur Atos Worldline Processing GmbH en Allemagne est liée à l'acquisition des intérêts sans contrôle en date du 24 juin 2010.

Les dividendes de 3,9 millions d'euros sont décaissés au 30 juin 2010.

Note 14 Provisions retraites et assimilées

La provision nette totale reconnue au bilan du Groupe au titre des régimes de retraite et autres avantages à long terme s'élève à 298,8 millions d'euros

L'évaluation des passifs est très sensible aux taux d'intérêt à long terme, à partir desquels est déterminé le taux d'actualisation à utiliser selon la norme IAS 19. Les taux d'actualisation de référence ont significativement baissé en passant de 5,20% en décembre 2009 à 4,35% en juin 2010. En cohérence avec les principes comptables du Groupe, les passifs des principaux régimes de retraites de la zone euro ont été réévalués, alors que les passifs relatifs aux principaux plans de la zone livre sterling n'ont pas été réévalués, étant donné que les taux d'intérêt de marché pour cette devise se sont avérés plus stables.

Le Groupe a adopté une nouvelle méthode comptable, en abandonnant la méthode du corridor à partir du 1^{er} janvier 2010. Conformément aux paragraphes 93 A – 93 D de la norme IAS 19, tous les gains et pertes actuariels ainsi que les éventuels effets du plafonnement des actifs seront désormais reconnus en autres éléments du résultat global. Les chiffres présentés ci-dessous reflètent cette nouvelle méthode comptable. Une présentation plus détaillée des impacts de ce changement de méthode comptable figure au paragraphe « Principes comptables significatifs » de ce rapport.

La situation comptable des plans qui n'ont pas été réévalués est basée sur des projections des évaluations actuarielles réalisées en décembre 2009, après prise en compte des paiements de retraites ou de cotisations réels de la période.

La provision pour engagements de retraite a évolué comme suit au cours du premier semestre :

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Montants reconnus dans les états financiers :		
Charges payées d'avance	124,1	196,9
Charges à payer	-422,9	-437,1
Montant total reconnu dans la situation financière	-298,8	-240,2

L'impact net des régimes de retraite sur le compte de résultat du Groupe peut être synthétisé comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2010	Semestre clos le 30 juin 2009	Exercice clos le 31 décembre 2009
Marge opérationnelle	-10,2	-11,4	-23,9
Autres produits et charges opérationnels	-0,1	1,4	-0,9
Résultat financier	-5,1	-6,6	-7,4
Impact total sur le résultat	-15,4	-16,6	-32,2

Aux Pays-Bas, le plan de comblement du déficit a été approuvé par le régulateur local (DNB). Le taux de couverture atteint au cours de la période est en ligne avec les objectifs fixés par ce plan.

En Allemagne, la poursuite de l'harmonisation des régimes de retraite et l'arrêt d'un régime de médailles du travail ont conduit à des gains de réduction de régimes de 0,3 et 0,9 million d'euros respectivement.

Les positions d'ouverture et de clôture peuvent être réconciliées de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Montant reconnu en début de période	-240,2	-233,8
Reclassification autres passifs courants	-	-2,1
Coût net périodique	-15,4	-32,9
Prestations payées / cotisations employeur	44,3	75,5
Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global	-64,5	-45,2
Autres	-23,0	-1,7
Montant reconnu en fin de période	-298,8	-240,2

Note 15 Provisions

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (a)	30 juin 2010	Courantes	Non courantes
Réorganisation	70,9	7,3	-34,0	-7,1	0,1	37,2	37,2	-
Rationalisation	94,7	4,0	-22,1	-11,3	3,2	68,5	26,8	41,7
Engagements sur projets	23,2	16,1	-1,8	-3,2	0,9	35,2	35,2	-
Risques et litiges	73,0	6,9	-3,0	-7,4	2,7	72,2	-	72,2
Total provisions	261,8	34,3	-60,9	-29,0	6,9	213,1	99,2	113,9

(a) Les autres variations représentent principalement les écarts de conversion résultant de la conversion des provisions des entités situées en dehors de la zone Euro et les variations de périmètre de consolidation.

Les reprises de provision non utilisées comptabilisées en marge opérationnelle s'élèvent à 7,0 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2010 comparées à 8,3 millions d'euros sur la même période en 2009.

Note 16 Passifs financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2010			31 décembre 2009		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Contrats de location financement	1,7	0,3	2,0	2,9	0,5	3,4
Prêts bancaires	0,2	288,8	289,0	0,3	268,3	268,6
Titrisation	9,5	-	9,5	145,0	-	145,0
Obligations convertibles	3,1	203,2	206,3	1,1	199,6	200,7
Autres passifs financiers	28,8	14,4	43,2	41,4	15,0	56,4
Total passifs financiers	43,3	506,7	550,0	190,7	483,4	674,1

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles sous contrats de location financement s'élève à 1,5 millions d'euros.

Echéancier des passifs financiers non courants

(en millions d'euros)	2011	2012	2013	2014	>2015	Total
Obligations convertibles	-	-	-	-	250,0	250,0
Contrats de location financement	0,3	-	-	-	-	0,3
Prêts bancaires	1,2	280,8	0,8	0,7	5,3	288,8
Autres passifs financiers	4,7	3,4	2,5	3,8	0,0	14,4
Passifs financiers à long terme au 30 Juin 2010	6,2	284,2	3,3	4,5	255,3	553,5
Obligations convertibles - frais d'émission et effet d'actualisation	-	-	-	-	-46,8	-46,8
Passifs financiers à long terme au 30 juin 2010 excluant les obligations convertibles - frais d'émission et effet d'actualisation	6,2	284,2	3,3	4,5	208,5	506,7

Au 30 juin 2010, il n'y a pas d'instruments de couverture sur les passifs financiers.

Variations de l'endettement net sur l'exercice

(en millions d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009
Endettement net en début de période	139,4	304,0
Souscription de nouveaux emprunts	25,4	9,4
Obligations convertibles	5,6	-
Remboursement d'emprunts à long et moyen terme	-24,8	-74,7
Variation de trésorerie à court terme	132,0	117,2
Nouveaux contrats de location financement	0,1	4,5
Emprunts à long et moyen terme des sociétés cédées au cours de l'exercice	-	-
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen terme	-22,9	-6,5
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	5,3	-
Autres mouvements liés aux opérations de financement	-141,0	-26,3
Endettement net en fin de période	119,1	327,6

Trésorerie nette et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Trésorerie et équivalent de trésorerie	430,9	534,7
Découverts	-1,2	-1,8
Disponibilité et équivalents de trésorerie	429,7	532,9

Note 17 Juste valeur et caractéristiques des instruments financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Contrats de change à terme	7,8	-6,3	4,9	-5,5
S'analysant comme :				
- Non Courant	0,2	-1,7	1,1	-4,3
- Courant	7,6	-4,6	3,8	-1,2

La juste valeur des instruments financiers est fournie par les contreparties bancaires.

La désignation des instruments par monnaie étrangère se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	Instruments	30 juin 2010		31 décembre 2009	
		Juste valeur	Nominal	Juste valeur	Nominal
Couverture de flux de trésorerie					
	Change				
	Contrats à terme en USD	-2,9	48,3	0,9	25,4
	Contrats d'options USD	0,0	0,3	0,2	0,9
	Contrats à terme en CAD	-	-	0,7	5,7
	Contrats à terme en GBP	-0,9	33,2	-3,1	21,8
	Contrats d'options GBP	0,3	12,8	0,3	14,4
	Contrats à terme en INR	2,7	51,1	-1,1	45,4
	Contrats à terme en PLN	0,0	7,1	0,6	9,3
	Contrats à terme en CNY	-0,3	4,1	0,4	5,6
	Contrats à terme en JPY	-0,2	3,5	-	-
Transactions					
	Change				
	Contrats à terme en USD	-1,1	13,8	0,2	8,7
	Contrats d'options USD	0,9	5,8	-	-
	Contrats à terme en INR	2,7	11,9	0,3	12,7
	Contrats à terme en GBP	0,4	6,1	-	-

Note 18 Fournisseurs et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Dettes fournisseurs	525,3	472,0
Dettes fournisseurs d'immobilisations	2,8	3,3
Total	528,1	475,3

L'échéance des dettes fournisseurs et comptes rattachés est à moins d'un an.

Note 19 Autres passifs courants

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Avances et acomptes reçus sur commandes clients	7,7	11,0
Personnel et comptes rattachés	313,4	246,8
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	140,2	177,5
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	159,2	159,0
Produits constatés d'avance	249,2	244,1
Autres dettes d'exploitation	132,0	118,1
Total	1 001,7	956,5

L'échéance des autres passifs courants est à moins d'un an à l'exception des produits constatés d'avance dont l'échéance peut varier en fonction des termes spécifiques des contrats.

Note 20 Engagements hors bilan

Engagements contractuels

(en millions d'euros)	30 juin 2010	Echéance			31 décembre 2009
		A moins d'1 an	1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Obligations convertibles	206,3	3,1	-	203,2	200,7
Prêts Bancaires	289,1	0,2	283,6	5,3	268,6
Contrats de location financement	2,0	1,7	0,3	-	3,4
Comptabilisés au bilan	497,4	5,0	283,9	208,5	472,7
Contrats de location simple (terrains, constructions et agencements)	419,2	109,9	250,3	59,0	423,3
Contrats de location simple matériel informatique	12,0	7,5	4,5	-	10,2
Contrats de location simple autres immobilisations	74,9	35,0	39,9	-	89,8
Oligations d'achats irrévocables (> 5 ans)	17,4	16,6	0,8	-	16,1
Engagements	523,5	169,0	295,5	59,0	539,4
Total	1 020,9	174,0	579,4	267,5	1 012,1

Engagements commerciaux

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
Garanties bancaires	61,2	64,1
Garanties de Performance	1 321,1	1 182,3
Nantissements	0,2	0,2
Total	1 382,5	1 246,6

Dans le cadre de certains contrats à long terme, le Groupe émet des garanties de performance ou des garanties financières au bénéfice de ses clients. Ces garanties dont le montant est plafonné, se sont élevées à 1 321,1 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 1 182,3 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Note 21 Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement significatif n'est apparu depuis le 30 juin 2010.

9 EVOLUTION DU CAPITAL ET PERFORMANCE BOURSIERE

Les actions du Groupe Atos Origin sont cotées au Marché Eurolist de Paris (France) sous le code Euroclear 5173 ISIN FR0000051732. Les actions sont cotées à Paris depuis 1995 et ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché. Atos Origin SA est la seule société cotée du Groupe.

9.1 TRANSACTIONS DES TITRES (EURONEXT)

Nombre de titres	69 741 238
Classification sectorielle	Technologie de l'Information
Indice principal	CAC AllShares
Autres indices	CAC IT, CAC IT20, CAC Mid 100, Euronext 100, SBF120
Marché	Eurolist segment A
Place de cotation	Euronext Paris (France)
Code	ATO (Euronext)
Code ISIN	FR0000051732
Eligibilité PEA / SRD	Oui / Oui

9.2 CAPITAL SOCIAL

9.2.1 Capital social au 30 juin 2010

Au 30 juin 2010, le capital s'élevait à 69,7 millions d'euros, divisé en 69 741 238 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Les modifications dans le montant du capital résultent exclusivement de levées d'options de souscription d'actions, ce qui représente 20 776 nouvelles actions.

Transactions	Nombre d'actions émises	Capital (en millions d'euros)	Prime d'émission (en millions d'euros)	Total (en millions d'euros)
Au 31 décembre 2009	69 720 462	69,7	1 409,8	1 479,5
Levées d'options de souscription d'actions	20 776	0,0	0,5	0,5
Au 30 juin 2010	69 741 238	69,7	1 410,3	1 480,0

9.2.2 Répartition du capital

Principaux actionnaires

Les principaux changements dans la répartition du capital social au cours du premier semestre 2010 ont été les suivants :

En nombre d'actions	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	Actions	%	Actions	%
Financière Daunou 17 (PAI Partners)	17 442 839	25,0 %	15 765 838	22,6 %
Pardus Investments Sarl	5 964 424	8,6 %	7 000 004	10,0 %
FMR Llc (Fidelity Investments)	3 498 744	5,0 %	-	-
Centaurus Capital	NS	NS	1 332 140	1,9 %
Conseil d'Administration	16 640	0,0 %	14 938	0,0 %
Total dirigeants	16 640	0,0 %	14 938	0,0 %
Salariés	2 178 253	3,1 %	2 279 112	3,3 %
Autocontrôle	294 551	0,4 %	652 152	0,9 %
Public	40 345 787	57,9 %	42 676 278	61,2 %
Total	69 741 238	100,0%	69 720 462	100,0%

La détention des actions du Groupe par les salariés correspond aux Fonds Communs de Placement, aux Plans d'Epargne Entreprise et à la détention d'actions gratuites. La gestion est effectuée au travers du fonds commun de placement Groupe.

Franchissements de seuils

La Société a été informée des franchissements de seuil suivants au cours du premier semestre 2010 :

	Date de déclaration	Actions	% de participation (a)	% droits de vote (b)
Fidelity Investments (à la hausse)	15/01/2010	3 498 744	5,0%	5,0%
Financière Daunou 17 (à la hausse)	04/05/2010	16 075 538	23,2%	23,2%
Financière Daunou 17 (à la hausse)	21/05/2010	16 868 969	24,2%	24,2%
Pardus Investments Sarl (à la baisse)	01/06/2010	5 964 424	8,6%	8,6%
Financière Daunou 17 (à la hausse)	17/06/2010	17 442 839	25,0%	25,0%
Franchissements intervenus après le 30 Juin 2010				
Pardus Investments Sarl (à la baisse)	08/07/2010	4 928 848	7,1%	7,1%
Pardus Investments Sarl (à la baisse)	20/07/2010	3 893 272	5,6%	5,6%

(a) Sur la base du capital à la date de déclaration

(b) Sur la base du capital à cette date, excluant les actions d'autocontrôle

Aucun pacte d'actionnaires n'a été notifié à la société pour dépôt auprès des autorités boursières et, à la connaissance de la Direction du Groupe, il n'existe aucune action de concert ou pacte d'actionnaires, ni aucun autre accord similaire.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre accord susceptible d'avoir une incidence significative sur le capital de la société.

9.2.3 Effet potentiel futur du capital

Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2009	10 310 776
Options de souscription d'actions attribuées au 1 ^{er} semestre 2010	0
Options de souscription d'actions exercées au 1 ^{er} semestre 2010	-20 776
Options de souscription d'actions déchues au 1 ^{er} semestre 2010	-149 736
Options de souscription d'actions périmées au 1 ^{er} semestre 2010	-6 000
Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2010	10 134 264

Au cours du premier semestre 2010, il n'a été attribué aucune option de souscription d'actions.

Le Groupe a parallèlement signé un plan de participation dérogatoire sur les comptes 2009, versé en 2010, applicable à au moins 90 % des salariés des filiales françaises de la Société Atos Origin SA.

Sur le premier semestre 2010, un nombre total de 155 736 options de souscription d'actions ont été annulées et 20 776 options ont été exercées.

Sur la base de 69 741 238 actions émises, le capital social pourrait être augmenté de 10 134 264 nouvelles actions, soit 12,7 % du capital social après dilution. Cette dilution interviendrait uniquement par l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés, tel que détaillé ci-après.

Nombre d'actions	30 juin 2010	31 déc. 2009	Variation	% dilution	Millions d'euros
Nombre d'actions existantes	69 741 238	69 720 462	20 776		
Options de souscription d'actions	10 134 264	10 310 776	-176 512	12,7%	440,5
Total salariés	10 134 264	10 310 776	-176 512	12,7%	440,5
Total du capital potentiel	79 875 502	80 031 238	-155 736		

L'exercice de la totalité des options de souscription d'actions aurait pour effet d'augmenter les capitaux propres consolidés de 440,5 millions d'euros et le capital social de 10,1 millions d'euros.

Cependant, 57% des options de souscription d'actions attribuées aux salariés ont des conditions d'exercice supérieures au cours de bourse de l'action Atos Origin au 30 juin 2010 (33,17 euros).

Autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières non utilisées

Au regard des résolutions votées par l'Assemblée Générale annuelle du 27 mai 2010, les autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières non utilisées sont les suivantes :

Autorisation en euros	Montant des autorisations en nominal	Utilisation des autorisations en nominal	Solde non utilisé en nominal	Date d'expiration de l'autorisation
A.G.E. 27/05/2010 10 ^{ème} résolution Augmentation de capital Avec droit préférentiel de souscription (*)	20 000 000		20 000 000	26/07/2012
A.G.E. 27/05/2010 11 ^{ème} résolution Augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription (*)	10 500 000		10 500 000	26/07/2012
A.G.E. 27/05/2010 13 ^{ème} résolution Augmentation de capital en cas d'offre publique d'échange (*)	10 500 000		10 500 000	26/07/2012
A.G.E. 27/05/2010 14 ^{ème} résolution Augmentation de capital par apport en nature (*)	6 973 071		6 973 071	26/07/2012
A.G.E. 27/05/2010 16 ^{ème} résolution Augmentation de capital réservée aux salariés	1 394 614		1 394 614	26/07/2012

(*) Dans la limite globale de 20 000 000 euros pour les autorisations cumulées des 10^{ème} à 14^{ème} résolutions.

Le nombre total d'actions potentielles à émettre autorisé est de 21 394 614 actions nouvelles.

L'autorisation suivante d'annuler des actions représente 10% du capital social à la date de l'Assemblée Générale.

Autorisation en euros	Montant des autorisations en nominal	Utilisation des autorisations en nominal	Solde non utilisé en nominal	Date d'expiration de l'autorisation
A.G.E. 27/05/2010 9 ^{ème} résolution Réduction de capital	6 973 071		6 973 071	26/11/2011
Capital social			6 973 071	

9.3 DIVIDENDES

Au cours de l'Assemblée Générale tenue le 27 mai 2010, les actionnaires ont approuvé la résolution proposée par le Conseil d'Administration de ne pas verser de dividendes en 2010 au titre de l'exercice 2009.

9.4 PERFORMANCE BOURSIERE

9.4.1 Volumes de transactions mensuelles et trimestrielles

Au 30 juin 2010, le Groupe présentait une capitalisation boursière de 2,3 milliards d'euros, sur la base d'un cours à cette date de 33,17 euros et de 69 741 238 actions émises.

	Cours plus haut	Cours plus bas	Cours de clôture	Cours moyen pondéré	Nombre de titres échangés (en milliers d'actions)	Capitaux échangés (en milliers d'euros)
Source : Euronext	(en euros par action)					
Janvier	36,63	31,71	33,75	34,92	6 055	211 450
Février	35,80	30,84	34,23	33,42	5 341	178 490
Mars	38,43	34,37	37,18	36,63	7 350	269 220
1^{er} trimestre 2010					18 746	659 160
Avril	40,72	36,61	38,34	38,79	5 923	229 770
Mai	39,70	34,17	36,25	36,60	8 317	304 370
Juin	38,34	32,30	33,17	35,87	6 225	223 320
2^{ème} trimestre 2010					20 465	757 460
% du capital échangé sur la période		56%		TOTAUX	39 211	1 416 620

Le nombre moyen journalier d'actions échangées sur les six premiers mois de l'année 2010 a été de 307 232, en hausse de +2% par rapport au premier semestre de l'année 2009 (et -1% par rapport à la moyenne annuelle 2009). Le volume moyen de transactions mensuelles sur les six premiers mois de l'exercice 2010 s'est élevé à 236 millions d'euros, 70% plus élevé que le niveau atteint au premier semestre 2009 (+29% par rapport à la moyenne annuelle 2009).

10 RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

10.1 COMMUNICATION

L'objectif du Groupe est d'informer régulièrement et clairement l'ensemble de ses actionnaires, qu'ils soient institutionnels ou individuels, en veillant à l'homogénéité et à la transparence de l'information, par la distribution de documents d'information, notre site Internet et des rencontres personnalisées afin d'offrir à tous un même niveau d'information.

10.2 CONTACTS

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information :

- contacter Gilles Arditti, Senior Vice-président Communication Financière et Relations investisseurs

Tel : +33 (0) 1 55 91 28 83

E-mail: gilles.arditti@atosorigin.com,

- ou envoyer toute demande d'information à l'adresse : investors@atosorigin.com

10.3 DOCUMENTATION

La Société met à la disposition de ses actionnaires, outre le rapport semestriel, édité en français et en anglais :

- Un rapport annuel
- Des annonces trimestrielles de chiffre d'affaires et une revue de l'activité
- Des informations générales sur le site web www.atosorigin.com
- Des communiqués de presse réguliers, via le site web ou via la base de données de l'AMF

Les documents juridiques (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des Commissaires aux Comptes,...) peuvent être consultés à la Direction Juridique sur rendez-vous, au siège social d'Atos Origin.

10.4 REGISTRE

La Société Générale assure le service du titre Atos Origin.

10.5 CALENDRIER FINANCIER

Calendrier 2010	
▪ 13 octobre 2010	Chiffre d'affaires 3ème trimestre 2010
▪ 16 février 2011	Résultats annuels 2010

10.6 ACTUALISATION DU DOCUMENT D'INFORMATION ANNUEL

Conformément à l'article 221-1-1 du règlement général de l'AMF (Autorité des marchés Financiers), la liste suivante répertorie les informations financières publiées ou rendues publiques par Atos Origin depuis le 1^{er} janvier 2007.

Le présent document de référence a été rédigé en français et traduit en anglais dans son intégralité.

Document	Date d'émission	Source
Rapports financiers		
▪ Rapport semestriel 2010	30/07/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2009	01/04/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport semestriel 2009	31/07/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2008	09/04/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport semestriel 2008	29/07/08- 28/08/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2007	29/02/08-09/04/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport semestriel 2007	01/08/07-28/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Rapport annuel 2006	28/02/07-06/04/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
Communiqués financiers		
▪ Résultats semestriels 2010	28/07/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2009	17/02/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats semestriels 2009	29/07/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2008	18/02/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats semestriels 2008	29/07/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2007	15/02/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats semestriels 2007	01/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Résultats annuels 2006	28/02/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2010	14/04/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2009	16/10/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2009	15/04/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 ^{ème} trimestre 2008	05/02/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2008	31/10/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2008	29/07/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2008	30/04/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 ^{ème} trimestre 2007	31/01/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2007	15/11/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2007	01/08/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2007	14/05/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Chiffre d'affaires du 4 ^{ème} trimestre 2006	05/02/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
Présentations financières		
▪ Résultats semestriels 2010	28/07/10	Site web Atos Origin
▪ Résultat annuels 2009	17/02/10	Site web Atos Origin
▪ Résultats semestriels 2009	29/07/09	Site web Atos Origin
▪ Résultat annuels 2008	18/02/09	Site web Atos Origin
▪ Résultats semestriels 2008	29/07/08	Site web Atos Origin
▪ Résultats annuels 2007	15/02/08	Site web Atos Origin
▪ Résultats semestriels 2007	01/08/07	Site web Atos Origin
▪ Résultats opérationnels 2006 et plans de transformation	05/02/07	Site web Atos Origin
▪ Résultats annuels 2006	28/02/07	Site web Atos Origin

Document	Date d'émission	Source
Autres communications financières		
▪ Emission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE)	21/10/09-23/10/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Descriptif de programme de rachat d'actions	25/06/09	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Descriptif de programme de rachat d'actions	03/07/08	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Descriptif de programme de rachat d'actions	30/05/07	Site web Atos Origin / Site web AMF
Assemblées Générales d'Actionnaires		
▪ Présentation Assemblée Générale Comptes 2009	27/05/10	Site web Atos Origin
▪ Présentation Assemblée Générale Comptes 2008	26/05/09	Site web Atos Origin
▪ Présentation Assemblée Générale Comptes 2007	12/06/08	Site web Atos Origin
▪ Présentation Assemblée Générale Comptes 2006	23/05/07	Site web Atos Origin
▪ Procès-verbal de l' A.G. comptes 2009 (texte complet des résolutions et résultat des votes)	27/05/10	Siège social du Groupe
▪ Procès-verbal de l' A.G. comptes 2008 (texte complet des résolutions et résultat des votes)	26/05/09	Siège social du Groupe
▪ Procès-verbal de l'A.G. comptes 2007 (texte complet des résolutions et résultats des votes)	12/06/08	Siège social du Groupe
▪ Procès-verbal de l'A.G. comptes 2006 (texte complet des résolutions et résultats des votes)	23/05/07	Siège social du Groupe
Etats financiers		
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1er semestre 2010	29/07/10	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2009	17/02/10-01/04/10	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2009)	01/04/10	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1er semestre 2009	31/07/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2008	18/02/09-09/04/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2008)	09/04/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1er semestre 2008	29/07/08-28/08/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2007	29/02/08-09/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2007)	29/02/08-09/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers consolidés résumés du 1 ^{er} semestre 2007	01/08/07-28/08/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Rapport semestriel
▪ Etats financiers consolidés de l'exercice 2006	28/02/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Etats financiers de la société mère (comptes sociaux 2006)	28/02/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
Rapports des Commissaires aux Comptes		
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Rapport semestriel 2010	29/07/10	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2010	29/07/10	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés (2009)	01/04/10	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les	01/04/10	Siège social du Groupe / Tribunal de

Document	Date d'émission	Source
comptes sociaux (2009)		Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés (2009)	01/04/10	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L225-235 du Code de Commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration (2009)	01/04/10	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Lettre de fin de travaux des Commissaires aux Comptes sur le Document de référence 2009	01/04/10	Siège social du Groupe
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Rapport semestriel 2009	31/07/09	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2009	31/07/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L225-235 du Code de Commerce sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance (2008)	08/04/09	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Lettre de fin de travaux des Commissaires aux Comptes sur le Document de référence 2008	08/04/09	Siège social du Groupe
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relatives aux informations du Rapport semestriel 2008	29/07/08	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2008	29/07/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés de 2007	08/04/08	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L225-235 du Code de Commerce sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance (2007)	08/04/08	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relative aux informations du Document de référence 2007	08/04/08	Siège social du Groupe
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relative aux informations du Rapport semestriel 2007	28/08/07	Siège social du Groupe
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières du 1 ^{er} semestre 2007	28/08/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Tribunal de Commerce / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées et engagements de 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Document de référence
▪ Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur le rapport préparé par le Président du Conseil de Surveillance de 2006	06/04/07	Siège social du Groupe / Document de référence

Document	Date d'émission	Source
▪ Lettre des Commissaires aux Comptes relative aux informations du Document de référence 2006	06/04/07	Siège social du Groupe
Déclarations		
▪ Déclaration d'opérations sur titres réalisées par les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance	26/06/07-08/08/07- 07/05/08-15/05/08- 16/05/08-22/05/08- 24/06/08-13/08/08- 27/08/08-09/09/08- 18/09/08-22/09/08- 23/09/08-26/09/08- 22/12/08	Site web AMF / Document de référence
▪ Déclaration d'opérations sur titres réalisées par les membres du Conseil d'Administration	19/03/09-27/03/09- 18/05/09-22/02/10	Site web AMF / Document de référence
▪ Mise en œuvre d'un contrat de liquidité	11/06/07-07/01/08- 02/07/08-18/06/09- 09/06/10	Site web AMF
▪ Contrat de liquidité – déclaration semestrielle	05/01/07- 03/07/07- 17/01/08- 03/07/08- 09/01/09- 07/07/09- 05/01/10- 02/07/10	Site web Atos Origin / Site web AMF
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2009	01/04/10	Site web AMF / Document de référence
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2008	08/04/09	Site web AMF / Document de référence
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2007	29/02/08-09/04/08	Site web AMF / Document de référence
▪ Honoraires des Commissaires aux Comptes en 2006	28/02/07-06/04/07	Site web AMF / Document de référence

Sites Internet :

- **Atos Origin** www.atosorigin.com
- **AMF** www.amf-france.org > Décisions et informations financières > Communiqués des sociétés
- **BALO** www.journal-officiel.gouv.fr

11 RESPONSABLES DU DOCUMENT ET DU CONTROLE DES COMPTES

11.1 PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SON ACTUALISATION

Thierry BRETON,
Président Directeur Général

11.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SON ACTUALISATION

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle, du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité (ci-joint) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les comptes consolidés intermédiaires clos le 30 juin 2010 résumés dans l'actualisation du Document de Référence ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en pages 53 et 54. Sans remettre en cause la conclusion exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes consolidés intermédiaires, ont attiré l'attention du lecteur sur la note « Base de préparation et principes comptables » des comptes semestriels consolidés condensés qui expose le changement de méthode comptable relatif aux écarts actuariels des régimes de retraite et sur la note « Goodwill » qui présente les résultats des tests de dépréciation réalisés par la société, sur les goodwills de certaines Unités Génératrices de Trésorerie au 30 juin 2010.

Les comptes consolidés clos le 31 décembre 2009 et les comptes annuels clos le 31 décembre 2009 présentés dans le Document de Référence déposé le 1^{er} avril 2010 auprès de l'AMF sous le numéro D.10- 0199 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux figurant respectivement aux pages 114 à 116 et aux pages 198 à 199 dudit document.

Sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes consolidés, ont attiré l'attention du lecteur sur la note « Bases de préparation et principes comptables » aux comptes consolidés qui expose l'évolution du référentiel comptable résultant de l'application, à compter du 1er janvier 2009, de nouvelles normes et interprétations.

Les comptes consolidés clos le 31 décembre 2008 et les comptes annuels clos le 31 décembre 2008, présentés dans le Document de Référence déposé le 9 avril 2009 auprès de l'AMF sous le numéro D.09-251 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant respectivement aux pages 93 et 94 et aux pages 173 et 174 dudit document.

Sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes consolidés, ont attiré l'attention du lecteur sur la note « Goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés qui énonce qu'Atos Origin avait comptabilisé une charge pour perte de valeur de goodwill sur l'exercice 2008.

Sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes sociaux, ont attiré l'attention du lecteur sur le changement de principe

comptable relatif à l'application au 1^{er} janvier 2008 du règlement n°2008-15 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux plans d'options d'achat d'actions.

Thierry BRETON,
Président du Conseil d'Administration et Directeur Général
Paris - La Défense, le 29 juillet 2010

11.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Commissaires aux Comptes		Suppléants	
Grant Thornton		Cabinet IGEC, 3, rue Léon Jost, 75017 Paris	
Jean-Pierre Colle et Vincent Frambourt			
• Nommé le 12 juin 2008 pour une durée de 6 ans • Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013		• Nommé le 12 juin 2008 pour une durée de 6 ans • Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013	
Deloitte & Associés		Cabinet B.E.A.S., 7/9, Villa Houssay 92200 Neuilly-sur-Seine	
Tristan Guerlain et Christophe Patrier			
• Nommé le 23 mai 2006 pour une durée de 6 ans • Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011		• Nommé le 23 mai 2006 pour une durée de 6 ans • Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011	

RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2010

- **Chiffre d'affaires** : 2 494 millions d'euros en variation organique de -4,6%,
- **Marge opérationnelle** :
 - o Publiée à 150 millions d'euros, soit 6,0% du chiffre d'affaires tenant compte des nouvelles règles comptables associées à la réforme de la taxe professionnelle en France,
 - o En base comparable 141 millions d'euros soit 5,7% à comparer à 4,6% au premier semestre 2009 grâce à la montée en charge du programme TOP,
- **Ratio Prises de commandes sur facturations** de 114%,
- **Endettement net** à 119 millions d'euros contre 328 millions d'euros au 30 juin 2009,
- **Résultat Net part du Groupe** à 60 millions d'euros contre 18 millions au premier semestre 2009.

Objectifs annuels 2010 confirmés

PARIS – 28 juillet 2010 – Atos Origin, l'un des leaders européens des services informatiques, a annoncé aujourd'hui ses résultats du premier semestre 2010. **Le chiffre d'affaires semestriel s'est élevé à 2 494 millions d'euros**, représentant une **variation organique de -4,6%** en ligne avec les anticipations de l'année. La marge opérationnelle a été de **150 millions d'euros soit 6,0% du chiffre d'affaires**. Ce chiffre a été atteint grâce au déploiement du programme TOP selon le plan triennal annoncé fin 2008.

Thierry Breton, Président Directeur Général d'Atos Origin a déclaré : « *Au premier semestre 2010, le Groupe est parvenu à augmenter sa marge opérationnelle de 110 points par rapport au premier semestre 2009, tout en limitant la variation de son chiffre d'affaires à -4,6%. Ces résultats permettent au Groupe de confirmer sa confiance dans l'atteinte de ses objectifs annuels et dans l'amélioration de sa marge opérationnelle d'au moins 250 points de base entre 2008 et 2011. En complément du déploiement du Programme TOP, le premier semestre 2010 a été consacré à la préparation du Groupe, et en particulier de ses forces de vente à un meilleur environnement économique. Dans ce contexte, de nouvelles solutions technologiques pour la gestion intelligente de l'énergie ont été lancées, et le portefeuille d'offres dans les Services Transactionnels de Haute Technologie (HTTS) s'est enrichi dans le Smart Mobility (mobilité intelligente).* »

Chiffre d'affaires par Ligne de Services

En **Infogérance d'infrastructures**, le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'est élevé à **903 millions d'euros**, représentant 36% du total. Cette activité a connu une décroissance organique de -6% provenant pour moitié de la baisse anticipée avec le client Arcandor en Allemagne, et pour l'autre moitié du manque de foisonnement avec les clients existants en particulier aux Pays-Bas et en France, partiellement compensé par des volumes élevés en Asie.

La ligne **Intégration de Systèmes** a enregistré un chiffre d'affaires de **902 millions d'euros** soit 36% du total, en décroissance organique de -6%. Cette activité avait chuté de -11% en 2009, compte tenu d'une

baisse de la demande et de la pression exercée sur les prix, notamment au Bénélux et en Espagne. Au premier trimestre 2010, la baisse avait été de -9%, elle a été contenue à -2% au deuxième trimestre 2010, grâce à une croissance de +4% en France. Aux Pays-Bas, les prix se sont stabilisés sur l'activité Régie, et en conséquence, le chiffre d'affaires a diminué de -9% au second trimestre contre -24% au premier trimestre.

L'activité **Services Transactionnels de Haute Technologie** a réalisé un chiffre d'affaires de **499 millions d'euros**, soit 20% du chiffre d'affaires total, en hausse organique de +2% sur le semestre. Après un premier trimestre en croissance de +0,6%, l'activité a cru de +3,8% au second trimestre. Sur le premier semestre 2010, l'activité Paiements qui représente les deux tiers du chiffre d'affaires HTTS a cru de +4%, alors que les services électroniques sont restés pratiquement stables. Dans le même temps, l'activité de Marchés Financiers a réalisé sur le semestre un chiffre d'affaires en décroissance de -8%, compte tenu de la refonte en cours sur les nouvelles offres.

L'activité **Conseil** a réalisé un chiffre d'affaires de **110 millions d'euros** au premier semestre 2010, en baisse organique de -17%. Si les conditions difficiles de marché se sont poursuivies conformément aux attentes du Groupe au premier semestre 2010, le ratio de prises de commandes de 125% permet d'envisager une stabilisation de l'activité au cours des prochains trimestres.

Le **BPO Médical** a réalisé un chiffre d'affaires de **80 millions d'euros** en croissance organique de +5%. Cette activité réalisée entièrement au Royaume-Uni et composée de contrats pluri annuels, a vu ses volumes croître à nouveau au cours du premier semestre.

Chiffre d'affaires par entité opérationnelle (Global Business Unit)

En application de la norme IFRS 8, la segmentation géographique est présentée selon le pilotage opérationnel, c'est-à-dire par entité opérationnelle (GBU - Global Business Unit), et non plus en fonction de la seule géographie.

- En **France**, le chiffre d'affaires s'est stabilisé au premier semestre grâce à une reprise sur les activités cycliques, Intégration de Systèmes et Conseil,
- l'activité au **Benelux** a chuté de -11%, la baisse de chiffre d'affaires s'est poursuivie dans les activités cycliques. Cependant, elle a été limitée à -9% au second trimestre,
- au **Royaume-Uni**, la variation du chiffre d'affaires a été contenue à -4% grâce aux activités HTTS et BPO Médical, qui ont permis de compenser pour partie la décroissance observée dans les activités cycliques,
- **Atos Worldline** a affiché une légère progression de 1%, malgré la baisse prévue de l'activité Marché Financiers,
- l'**Espagne** a connu une décroissance de -9% dans un contexte économique qui est resté difficile,
- l'activité en **Allemagne/ Europe Centrale / MA** a connu une décroissance organique de -16%, dont -11% proviennent, comme anticipé par le Groupe, d'un moindre chiffre d'affaires avec le client Arcandor,
- Le segment « **Autres Pays** », qui regroupe principalement l'Asie et l'Amérique a enregistré une croissance de +7% grâce au fort développement du Groupe en Asie. L'activité liée aux Jeux Olympiques d'hiver de Vancouver a également contribué à la croissance sur ce segment.

Performance opérationnelle

Au premier semestre 2010, la marge opérationnelle a atteint **150 millions d'euros, soit 6,0% du chiffre d'affaires**, tenant compte des nouvelles règles relatives à la réforme de la taxe professionnelle (CVAE) en France. Sans cet impact comptable, la marge a atteint 141 millions d'euros, à 5,7% du chiffre d'affaires, comparé à 4,6% du chiffre d'affaires réalisés au premier semestre 2009, soit une augmentation de 110 points de base.

Dans un environnement économique qui est resté difficile et malgré un chiffre d'affaires en baisse, le Groupe est parvenu à améliorer sa profitabilité opérationnelle, en poursuivant le déploiement de son programme TOP conformément au plan triennal.

Cette performance a pu être réalisée grâce à l'amélioration de la marge opérationnelle :

- Au **Benelux**, où la marge a fortement cru en passant de 6,7% à 9,3% à 43 millions d'euros au premier semestre 2010, grâce à une forte amélioration en Infogérance, provenant en particulier de la mise en place des processus *Lean* du Programme TOP ;
- en **Allemagne CEMA** où la marge a été rétablie à 4,5% comparé à 1,5% au premier semestre 2009. Cette forte amélioration provient de l'Infogérance malgré la baisse de chiffre d'affaires avec Arcandor ;
- dans l'entité **Atos Worldline**, où la marge opérationnelle a progressé de 14,7% à 16,6%, grâce à des volumes de transactions plus élevés sur l'activité Paiements, et à un strict contrôle des coûts indirects ;
- au **Royaume-Uni**, où malgré une légère décroissance de chiffre d'affaires, la marge a été maintenue à 8,2%. Cette performance a pu être réalisée grâce à la réallocation des ressources vers les activités en croissance et une nouvelle amélioration sur la base de coûts ;
- dans l'entité « **Autres Pays** » où la marge opérationnelle a considérablement progressé, en passant de 1,6% à 10,8% du chiffre d'affaires, tirant les bénéfices de l'amélioration sensible du modèle de production en Asie mis en place en 2009 dans l'Infogérance et dans l'Intégration de Systèmes.

Ces performances opérationnelles ont permis d'absorber une marge négative de -9 millions d'euros observée dans les activités cycliques en **Espagne**. Ce pays a été affecté par les conditions économiques restées particulièrement difficiles (pression sur les prix et baisse des volumes), des dépassements sur des projets spécifiques au forfait, et une base de coûts insuffisamment ajustée. Les effets du programme de restructurations et le changement de direction intervenus au premier semestre doivent permettre un redressement au second semestre.

En **France**, si l'amélioration de la marge s'est poursuivie en Intégration de Systèmes, cette entité a connu un semestre plus difficile en Infogérance compte tenu d'un manque de chiffre d'affaires additionnel sur les contrats existants habituellement générés avec une forte marge. Globalement, la marge a baissé de 80 points de base.

Les coûts des **Fonctions Globales** (pour les lignes de services et les GBU) ont bénéficié des effets du programme TOP, de l'adoption du *Lean* et de l'AVA (*Analyse de la Valeur Ajoutée*). Ils ont ainsi été réduits de 20% et représentent 39 millions d'euros sur le premier semestre 2010 en baisse de -9 millions d'euros comparé à la même période en 2009, et dont -2 millions d'euros proviennent des rémunérations à base d'actions.

Résultat opérationnel et résultat net

Le **résultat opérationnel** s'est établi à **96 millions d'euros** après 30 millions d'euros de charges de réorganisation et rationalisation.

Compte tenu de l'évolution de la situation économique en Espagne et plus particulièrement de sa filiale, le Groupe a enregistré sur ce pays une charge de dépréciation de goodwill pour un montant de 25 millions d'euros.

Le résultat financier a représenté -10 millions d'euros, la charge d'impôt a été de 24 millions d'euros et les intérêts minoritaires se sont élevés à 2 millions d'euros.

Ainsi, le **résultat net part du Groupe** a été de **60 millions d'euros** par rapport à 18 millions d'euros au premier semestre 2009

Le **résultat net normalisé** (part du Groupe, avant éléments inhabituels, anormaux ou irréguliers, nets d'impôt) s'est élevé à **98 millions d'euros** en augmentation de 33% par rapport aux 74 millions d'euros du premier semestre 2009.

Endettement net

L'**endettement net** s'est établi à **119 millions d'euros** à fin juin 2010 par rapport à 328 millions d'euros au 30 Juin 2009 et 139 millions d'euros à fin décembre 2009. Ce montant comprend les décaissements effectués dans le cadre de l'acquisition de Shere au Royaume-Uni et des intérêts minoritaires de la filiale allemande Atos Worldline Processing pour un total de 54 millions d'euros.

Au delà de l'augmentation de l'OMDA de 25 millions d'euros pour atteindre 240 millions d'euros au premier semestre 2010, l'amélioration sensible de la génération de flux de trésorerie est liée à une attention particulière portée, dans le cadre des différents projets du programme TOP, au Besoin en Fonds de Roulement, avec un délai de recouvrement clients en diminution de 6 jours, et au contrôle strict des investissements, réduits à 73 millions d'euros représentant 2,9% du chiffre d'affaires comparés à 107 millions en 2009.

Comme prévu, les décaissements relatifs aux réorganisations ont représenté 47 millions d'euros au premier semestre 2010 principalement en Allemagne (effet Arcandor) et aux Pays-Bas. Les décaissements concernant les rationalisations de locaux se sont élevés à 22 millions d'euros et concernent les fermetures de sites.

Ressources humaines

L'effectif total du Groupe est passé de 49 036 au 31 décembre 2009 à **48 188** au 30 juin 2010. Les effectifs directs sont globalement stables depuis Avril 2010, alors que les effectifs indirects sont encore en baisse, dans le contexte d'Analyse de Valeur Ajoutée (AVA) mis en place par le Groupe.

Les recrutements d'effectifs directs ont représenté près de 2 500 ingénieurs, avec une accélération sur le second trimestre où 1 500 entrées ont été enregistrées. La moitié des recrutements sur le premier semestre a été effectuée dans les pays émergents, en Asie et en Amérique du Sud, ainsi qu'au Maroc.

Le taux de départs volontaires a légèrement augmenté pour se situer à 8,8% fin Juin 2010 comparé à 7,5% fin Juin 2009.

Le nombre de départs à l'initiative du Groupe a été proche de 1 200 personnes en ligne avec les attentes du Groupe.

Le nombre de sous-traitants s'est élevé à 2 337 personnes, niveau relativement stable depuis un an. Ce chiffre est resté, conformément à la politique actuelle du Groupe, autour de 5% de l'effectif total. Le coût de la sous-traitance a pour sa part diminué de 13% (environ 40 millions d'euros) au premier semestre 2010 comparé au premier semestre 2009.

Enfin, le Groupe a poursuivi ses efforts de formation et de mobilité professionnelle dans le cadre de la politique initiée au début de l'année 2009. A ce titre, les effectifs en intercontrat ont à nouveau été réduits pour représenter 834 salariés fin juin 2010 comparé à 1 044 personnes fin Juin 2009, effectif déjà en forte baisse.

Activité commerciale

Le montant total des **prises de commandes** s'est élevé à **2 844 millions d'euros**. Le ratio de prises de commandes sur facturations s'est établi à **114%** au premier semestre 2010, au-dessus du niveau de 112% du premier semestre 2009.

Au cours du second trimestre 2010, ce ratio a été de 100% et le Groupe a renouvelé et signé de nouveaux contrats, en particulier dans le secteur de l'Energie et Utilities et pour les sociétés de services financiers. La **France** a ainsi remporté un contrat avec Veolia en Infogérance et renouvelé des services d'intégration de systèmes pour EDF. En **Allemagne**, le Groupe a renouvelé le contrat avec E-Plus. Au **Benelux**, les contrats pluriannuels d'infogérance ont été reconduits avec un client leader dans les services dans l'Energie et avec KPN, et de nouveaux contrats ont été signés avec Philips et Schiphol Telematics. Au **Royaume-Uni**, de nouvelles signatures ont été conclues dans le Secteur Public, et dans le Secteur Privé avec WhitBread et Britvic, leaders britanniques sur les marchés respectifs de l'hôtellerie et des boissons non alcoolisées. **Atos Worldline** a renouvelé ses contrats avec Mercedes Benz Bank et Orange Voice, et signé un nouveau contrat avec Altadis. **Atos Worldline** a également renégocié ses contrats avec les trois caisses d'épargne allemandes de Berlin, du Bad Württemberg et de Bavière. En **Espagne**, le contrat dans les services financiers avec une grande Caisse d'Epargne en Intégration de Systèmes a été renouvelé et un nouveau contrat a été remporté auprès de l'Agencia de Informatica dans le Secteur Public. Aux **Etats-Unis**, un nouveau contrat a été conclu avec la Federal Home Loan Bank - Seattle, un

établissement fournisseur de crédit pour les banques, et un renouvellement de contrat avec un acteur majeur dans le domaine de l'Energie a été signé.

Conformément aux prévisions, le déploiement de **l'initiative Groupe HTTS** a démarré au premier semestre 2010 sur les géographies prioritaires, l'accent ayant porté sur les aspects commerciaux avec la génération d'un portefeuille d'affaires pour signer des contrats significatifs à partir du second semestre 2010. A ce titre, à la fin du premier semestre 2010, la forte dynamique du premier trimestre a été maintenue avec un portefeuille commercial non pondéré compris entre 350 et 400 millions d'euros pour les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Chine et l'Allemagne. Ce chiffre ne prend pas en compte quelques opportunités additionnelles de taille très significative.

La création de la nouvelle filiale internationale **Atos WorldGrid** dédiée au déploiement du portefeuille de solutions et de savoir-faires distinctifs du Groupe dans la gestion « intelligente » de l'Energie et des Services Publics est en ligne avec le calendrier. A ce titre, cette filiale sera opérationnelle en France dès la fin du mois de Juillet 2010, et pour l'Espagne et la Chine au troisième trimestre 2010.

Au 30 juin 2010, le carnet de commandes total s'élevait à **7,3 milliards d'euros** représentant 1,4 année de chiffre d'affaires, et en croissance de +5% par rapport au 31 décembre 2009.

Le montant total pondéré des propositions commerciales en cours s'élevait à **2,6 milliards d'euros** au niveau de celui au 30 Juin 2009.

Programme TOP

Globalement, le programme TOP a fortement contribué à l'augmentation de la marge opérationnelle du Groupe au premier semestre 2010.

Le programme TOP mis en place dès le mois de décembre 2008 avait produit ses premiers effets dès l'exercice 2009. Au-delà des vingt projets initiaux de transformation qui sont essentiellement orientés vers des baisses de coûts et une amélioration du cash flow, le Groupe a ajouté début 2010 douze nouvelles initiatives. Celles-ci se décomposent en cinq mesures d'amélioration des processus de vente (TOP sales), et sept programmes de Well Being at Work (Bien Etre au Travail), qui correspondent à la gestion des talents.

Les bénéfices du Programme TOP sur la marge opérationnelle se sont poursuivis au cours du premier semestre de l'année 2010 grâce à une nouvelle réduction de la base de coûts. Les réductions les plus significatives sur le semestre concernent les prestations de maintenance, réduites de -17% (base annuelle 2009 de 257 millions d'euros), les véhicules de fonction dont les coûts, à la suite des actions engagées dès l'année dernière ont été réduits de -17% (base annuelle 2009 de 93 millions d'euros). Dans le même temps les loyers des locaux ont été réduits de -5%, et les rationalisations des bureaux en région parisienne dans le cadre du déménagement en cours vers le Campus de Bezons se matérialiseront par des économies au cours des douze prochains mois.

Enfin, la mise en œuvre du *Lean* management se poursuit. Celui-ci a pour but d'améliorer la performance opérationnelle, le niveau de qualité des services et l'implication des collaborateurs. A fin Juin 2010, 4 900 salariés sont passés au *Lean*, comparé à 2 800 fin Décembre 2009, et 9 000 salariés devraient utiliser ces techniques au quotidien d'ici la fin de l'année.

Objectifs 2010

Après six mois d'activité le Groupe confirme ses objectifs tels qu'il les avait communiqués au marché lors de la présentation des résultats 2009 le 17 Février 2010. A ce titre, les priorités du Groupe en 2010 restent le maintien et le renforcement des compétences, l'amélioration de la marge opérationnelle et la génération de cash flow, conformément au plan triennal.

Marge opérationnelle

Dans le cadre du plan 2008-2011 d'amélioration de la profitabilité, le Groupe confirme son ambition d'augmenter en 2010 sa marge opérationnelle de 50 à 100 points de base.

Cash Flow

Le Groupe s'est fixé comme objectif de confirmer en 2010 les progrès réalisés en 2009 en générant un cash flow opérationnel du même ordre.

Chiffre d'affaires

Du fait de la faillite d'Arcandor, le Groupe envisage en 2010 une légère décroissance organique de son chiffre d'affaires, cependant inférieure à celle constatée en 2009.

13 GLOSSAIRE – DEFINITIONS

Termes et indicateurs clés de performance : Finance

- Capitaux employés opérationnels
- Actifs et passifs courants et non-courants
- Délai de recouvrement client
- Endettement net
- Marge brute – coûts directs
- Marge opérationnelle
- Marge opérationnelle avant amortissements et dépréciation (EBITDA ou EBO)
- Ratio d'endettement net sur capitaux propres
- Ratio de couverture d'intérêt
- Ratio de levier financier
- Résultat opérationnel
- Résultat net normalisé
- Retour sur capitaux employés
- RNPA

Termes et indicateurs clés de performance : Activité

- Carnet de commandes
- Chiffre d'affaires externe
- Croissance organique du CA
- Effectif direct ou indirect
- Effectif permanent et temporaire
- Effectif légal
- Equivalents Temps Plein (ETP)
- Prises de commandes sur facturation
- Propositions commerciales
- Ratio S
- Sous-traitants et personnel intérimaire
- Taux d'utilisation et taux de non-utilisation
- Taux de départs volontaires
- Taux de rotation du personnel
- TCV (*Total Contract Value* ou valeur contractuelle totale)
- Volume de prises de commandes / commandes enregistrées

Termes relatifs à l'activité

- BPO
- CMM et CMMI
- CRM
- ERP
- LAN
- MMS
- SCM
- TCO
- TIC
- WAN
- SEPA

Termes relatifs au marché boursier

- Capitalisation boursière
- Capitalisation du flottant
- Consensus
- Dividendes
- Flottant
- Instruments dilutifs
- PEG (*Price Earnings Growth*)
- PER (*Price Earnings Ratio*)
- Valeur d'entreprise (EV)
- Volatilité

Termes et indicateurs clés de performance : finance

Marge opérationnelle. La marge opérationnelle inclut le résultat opérationnel avant plus ou moins-values de cession d'actifs, coûts de réorganisation et de rationalisation, pertes de valeur sur actifs à long terme, charge nette aux provisions pour litiges significatifs et reprise de provisions de bilan d'ouverture qui ne sont plus nécessaires.

Résultat opérationnel. Le résultat opérationnel comprend le résultat net avant charge d'impôt courant et impôt différé, résultat financier, quote-part du résultat net des entreprises associées et résultat des activités abandonnées.

EBITDA : terme anglais fréquemment utilisé en français (Earnings Before Interests, Tax, Depreciation and Amortisation correspond au résultat avant charge d'intérêts, impôts, dotation nette aux provisions et dotation aux amortissements). Pour Atos Origin, l'EBITDA se base sur la marge opérationnelle minorée des éléments sans impact sur les flux de trésorerie et se nomme **EBO** (Excédent Brut Opérationnel) et correspond à la marge opérationnelle avant dotation aux amortissements et dotation nette aux provisions (**OMDA** en anglais).

Excédent Brut Opérationnel. Il se calcule comme suit :

Marge opérationnelle

- moins dotation aux amortissements des immobilisations (tel que présenté en « Résultats financiers »)
- moins dotation nette aux provisions (composée de la dotation nette aux provisions pour actif courant et de la dotation nette aux provisions d'exploitation, telles que présentées en « Résultats financiers »)
- moins dotation nette aux provisions pour retraite (telle que présentée en « Résultats financiers »)
- moins coût des options de souscription d'actions et du plan d'épargne entreprise

Marge brute et Coûts indirects. La marge brute se compose du chiffre d'affaires minoré des coûts directs des biens et services vendus. Les coûts directs se réfèrent à la production des produits et / ou services délivrés aux clients, alors que les coûts indirects comprennent tous les coûts liés aux effectifs indirects (tels que définis ci-après), qui ne sont pas directement liés à la réalisation du chiffre d'affaires. La marge opérationnelle englobe la marge brute moins les coûts indirects.

Résultat net normalisé. Résultat net (part du Groupe) avant éléments inhabituels, anormaux et irréguliers, net d'impôt.

RNPA (Résultat Net Par Action). Le RNPA est le résultat net divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le RNPA dilué est le résultat net divisé par le nombre moyen dilué pondéré d'actions ordinaires sur la période (nombre d'actions en circulation + instruments dilutifs avec effet dilutif). **Le RNPA normalisé** est basé sur le résultat net normalisé.

Capitaux employés opérationnels. Les capitaux employés opérationnels comprennent l'actif immobilisé et le fonds de roulement, hors goodwill et actifs destinés à être cédés ou abandonnés.

Actifs et passifs courants et non courants. Une distinction est faite au bilan entre éléments d'actif et de passif courants et non courants. Les actifs et passifs courants sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser, consommer ou régler durant le cycle d'exploitation normal, lequel peut s'étendre au-delà des 12 mois suivant la clôture de l'exercice. Tous les autres actifs et passifs sont non courants.

Les actifs et passifs courants, à l'exclusion de la part à court terme des emprunts, des créances financières et des provisions, constituent le besoin en fonds de roulement du Groupe.

Endettement net. L'endettement net est constitué du total des emprunts (obligations, contrats de location-financement, prêts bancaires à court et long termes, titrisation et autres passifs financiers), des actifs financiers à court terme et des passifs porteurs d'intérêt à échéance de moins d'un an, moins la trésorerie nette (disponibilités et dépôts bancaires à vue et SICAV monétaires).

Délai de recouvrement client. Le délai de recouvrement moyen représente la somme des créances clients (y compris les travaux en cours) exprimée en jours de chiffre d'affaires (sur la base du « dernier entré, premier sorti »). Le nombre de jours se base sur le calendrier civil.

Ratio d'endettement net sur capitaux propres. Le ratio d'endettement net sur capitaux propres représente la part, exprimée en pourcentage, de l'endettement net sur le total des capitaux propres (part du Groupe et intérêts minoritaires).

Ratio de couverture d'intérêt. Le ratio de couverture d'intérêt représente un multiple de la marge opérationnelle divisée par le coût net de l'endettement financier.

Ratio de levier financier. Le ratio de levier financier représente l'endettement net divisé par la marge opérationnelle avant amortissement et dépréciation, ou EBO.

Retour sur capitaux employés. Le retour sur capitaux employés est le résultat net (part du Groupe), hors coût d'endettement financier (net d'impôt) et pertes de valeur sur actifs à long terme, divisé par les capitaux employés.

13.1 TERMES RELATIFS AU MARCHÉ BOURSIER

Consensus. Le consensus reprend l'opinion qui ressort de la communauté financière au sein de laquelle les analystes financiers jouent un rôle prédominant. Le consensus peut avoir trait aux perspectives de résultats (consensus sur un titre donné) ou à un groupe de sociétés appartenant au même secteur d'activité (consensus de marché).

Instruments dilutifs. Les instruments dilutifs sont des instruments financiers (obligations, bons de souscription d'actions, options de souscription d'actions, actions gratuites) qui peuvent être convertis en actions et qui ont donc un impact dilutif potentiel sur le capital social.

Dividendes. Les dividendes représentent la part des bénéfices d'une entreprise distribuée aux actionnaires sous la forme de liquidités ou d'actions.

Flottant. Le flottant représente la proportion du capital social effectivement échangé sur le marché. Il exclut les actions des six catégories présentées ci-dessous (source Euronext) :

- *Auto-détention*
Actions de la société cotée détenues par des sociétés contrôlées au sens de l'article 233/3 du Code de Commerce. Les actions autodétenues (actions détenues en propre par la société cotée) ne sont pas comprises dans le calcul.
- *Actions détenues par des fondateurs*
Actions détenues directement ou indirectement par les fondateurs (personnes physiques ou groupes familiaux), lesdits fondateurs exerçant une influence sur la gestion ou le contrôle de la société (dirigeants, contrôle en droit de vote, influence notoire....).
- *Participations détenues par l'Etat*
Il s'agit des participations directes mais aussi des participations via des collectivités publiques et des participations détenues par des sociétés elles-mêmes contrôlées par l'Etat.
- *Actions liées par un pacte d'actionnaires*
Actions comprises dans le champ d'un pacte d'actionnaires au sens de l'article 233/10 et 11 du Code du Commerce en dehors des actions détenues par les fondateurs ou l'Etat.
- *Bloc contrôlant*
Actions détenues par des personnes morales (hors fondateurs et Etat) qui exercent un contrôle au sens de l'article 233-3 du Code du Commerce.
- *Participations analysées comme stables*
Participations supérieures à 5% et qui n'ont pas évoluées de manière significative à la baisse (-1% hors dilution) depuis trois ans. Sont inclus des actionnaires qui, parallèlement ou conjointement au lien capitalistique, ont, avec la société cotée, des accords industriels ou stratégiques sur une période récente.

Capitalisation du flottant. Elle représente le cours de l'action d'une société multiplié par le flottant tel que défini ci-dessus.

Capitalisation boursière. Elle représente le cours de l'action d'une société multiplié par le nombre d'actions émises.

Volatilité. Elle représente la fluctuation du cours d'une action, mesurée par l'écart type du rapport entre deux cours successifs.

Valeur d'entreprise (EV). Elle représente la capitalisation boursière d'une entreprise, plus son endettement.

PER (*Price Earnings Ratio* ou Rapport cours/bénéfices). Il représente la capitalisation boursière d'une entreprise divisée par ses bénéfices après impôt sur une période suivie (ou à terme) de douze mois.

PEG (*Price Earnings Growth* ou taux de croissance moyen des bénéfices attendus). Il s'agit du rapport cours/bénéfices d'un titre divisé par son taux de croissance des bénéfices en glissement annuel.

13.2 TERMES RELATIFS A L'ACTIVITÉ

BPO (*Business Process Outsourcing* ou externalisation des processus). Le BPO correspond à l'externalisation d'un certain nombre de fonctions ou procédures de l'entreprise, notamment des fonctions administratives, telles que la comptabilité, la gestion des ressources humaines, les centres d'appels, etc.

CMM (*Capability Maturity Model*). Le CMM est une méthode d'évaluation et de mesure, sur une échelle de 1 à 5, de l'efficacité du processus de développement logiciel dans une entreprise. CMMI fait référence à l'intégration du CMM.

CRM (*Customer Relationship Management* ou gestion de la relation client). La gestion de la relation client (service après-vente, conseil à l'achat, conseil d'utilisation, fidélisation de la clientèle) est devenue un axe stratégique de la réussite d'une entreprise. Non seulement la gestion de la relation client favorise la rentabilité, mais elle conduit également à une augmentation du chiffre d'affaires grâce à son action sur la fidélisation de la clientèle.

ERP (*Enterprise Resource Planning* ou planification des ressources d'entreprise). Un système ERP est un progiciel de gestion intégré conçu sous la forme de modules, capable d'intégrer les systèmes de ventes, de production, d'achat, de comptabilité et de ressources humaines en un vaste système de gestion de l'information, à l'échelle de l'entreprise toute entière.

LAN (*Local Area Network* ou réseau local). Il s'agit d'un réseau local reliant un certain nombre d'ordinateurs au sein d'un même bâtiment ou d'une même zone.

MMS (*Multimedia Message Service*). Un MMS est un message pouvant transporter du texte, du son, des images en couleur fixes ou animées, envoyé en général à destination d'un téléphone portable.

SCM (*Supply Chain Management* ou gestion de la chaîne logistique). Il s'agit d'un système conçu pour optimiser la chaîne logistique et améliorer la souplesse et la gestion des coûts.

SEPA (*Single Euro Paiement Area*). Espace de paiement européen unifié au sein duquel toutes les transactions sont traitées dans les mêmes conditions qu'une transaction domestique (sans surcoût lié à un transfert transfrontalier).

TCO Total Cost of Ownership : coût total de possession dans un projet informatique

TIC Technologies de l'information et de la Communication

WAN (*Wide Area Network*). Un réseau WAN est un réseau longue distance généralement composé de plusieurs réseaux locaux (LAN), qui couvre une zone géographique étendue.

13.3 TERMES ET INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE :

13.3.1 Chiffre d'affaires

Le **chiffre d'affaires externe** représente les ventes d'Atos Origin à des tiers externes (hors TVA et chiffre d'affaires interne). Le chiffre d'affaires externe inclut la vente de services et de biens (logiciels ou matériels) mais exclut les ventes où le Groupe n'agit qu'en tant qu'agent entre le client et le fournisseur.

Volumes de prises de commandes / commandes enregistrées. La valeur totale des contrats, commandes ou avenants conclus sur une période définie. 3 principaux types de contrats :

- **Contrat avec commande ferme**

Lorsqu'une proposition commerciale est gagnée (engagement contractuel signé par le client), la prise de commande est constatée et la valeur contractuelle totale (TCV) est ajoutée au carnet de commandes.

- **Contrat basé sur des volumes**

Lorsque l'engagement contractuel est signé par le client, la prise de commande constatée correspond à la valeur contractuelle totale définie dans le projet commercial du contrat.

- **Contrat cadre**

Lorsqu'un contrat cadre est signé par le client, sans engagement de volume ou de chiffre d'affaires, la valeur contractuelle totale constatée en prise de commande correspond, dans le cas où Atos Origin a l'exclusivité du contrat, à 70% du chiffre d'affaires prévisionnel sur toute la durée de vie du contrat cadre, ou, dans le cas où Atos Origin n'a pas l'exclusivité du contrat, à 80% du chiffre d'affaires prévisionnel sur les 12 prochains mois divisé par le nombre de fournisseurs retenus dans le contrat cadre.

- Tout ajustement subséquent de la prise de commande est constaté dans le carnet de commandes.

Prises de commandes sur facturation. Il s'agit du rapport, exprimé en pourcentage, entre le volume de prises de commandes sur une période, divisé par le chiffre d'affaires réalisé sur la même période.

TCV (Total Contract Value ou valeur contractuelle totale). La TCV représente la valeur totale d'un contrat à la signature (prévue ou estimée) sur sa durée totale. Elle représente la commande ferme et la valeur contractuelle du contrat en dehors de toute clause activée du fait du client, telle que la clause de résiliation anticipée, ou toute option sur des prestations complémentaires ou tout renouvellement.

Carnet de commandes / couverture des commandes. Ce rapport correspond à la valeur des contrats, commandes et avenants signés qui restent à reconnaître en chiffre d'affaires sur leur durée de vie résiduelle. Pour une période donnée, la valeur du carnet de commandes à la fin de la période correspond à la valeur du carnet de commandes au début de cette période à laquelle on ajoute le montant des prises de commandes constatées moins le chiffre d'affaires externe reconnu sur cette période.

Propositions commerciales. Cet indicateur correspond à la valeur du chiffre d'affaires potentiel à tirer des propositions commerciales en cours faites à des clients. Les propositions commerciales qualifiées appliquent une probabilité estimée du succès de la proposition, sous forme d'un pourcentage.

Croissance organique. La croissance organique représente le pourcentage de croissance d'un secteur d'activité à périmètre et taux de change constants (hors acquisitions et cessions majeures et au taux de change de la période en cours).

13.3.2 Ressources Humaines

Effectif légal. L'effectif légal représente le nombre total de salariés enregistrés dans les effectifs d'Atos Origin à la clôture de la période. L'effectif légal inclut les salariés en longue maladie ou en longue indisponibilité, les étudiants en cours de qualification, les stagiaires, les congés maternité, mais ne comprend pas les sous-traitants et le personnel intérimaire.

Equivalents Temps Plein (ETP). Représente le nombre total de salariés calculé en fonction des informations reprises des feuilles horaires sur la base du temps de travail effectif, divisé par le temps de travail contractuel standard par salarié. En général, une personne qui a un contrat de travail à temps plein est considérée comme un ETP, alors qu'une personne qui travaille à temps partiel sera considérée comme représentant moins qu'un ETP.

Les calculs sont effectués sur la base de la durée de travail fixée par la législation en vigueur (hors heures supplémentaires et congés sans solde), le temps de travail potentiel (en heures ou jours) étant égal au

temps nominal + le solde d'heures supplémentaires - les congés sans soldes. Pour les sous-traitants et le personnel intérimaire, les heures de travail potentielles sont fonction du nombre d'heures facturées par le fournisseur à Atos Origin.

Sous-traitants. Les sous-traitants externes sont des fournisseurs tiers externes. Les activités externalisées (comme les activités d'impression ou de centre d'appels, ou les activités de centres de services partagés) et la sous-traitance sur la base d'un montant forfaitaire sont exclues de la comptabilisation des sous-traitants ou intérimaires.

Personnel intérimaire. Il correspond au personnel d'une agence de travail temporaire. Il est habituellement fait recours aux intérimaires pour couvrir les pics d'activité saisonniers ou dans des circonstances exigeant du personnel sur une courte période.

Effectifs directs. Les effectifs directs (appelés aussi productifs) incluent les effectifs permanents (en contrat à durée indéterminée) et les sous-traitants dont le travail peut être facturé à un tiers.

Effectifs indirects. Les effectifs indirects incluent les effectifs permanents (en contrat à durée indéterminée) et les sous-traitants dont le travail ne peut pas être facturé à un tiers. Les effectifs indirects ne sont pas directement impliqués dans la production des produits et/ou services vendus aux clients.

Effectifs permanents. Il s'agit des effectifs en contrat à durée indéterminée.

Effectifs temporaires. Il s'agit des effectifs en contrat à durée déterminée.

Ratio S. Le Ratio S mesure les effectifs indirects en pourcentage de l'effectif ETP total, y compris à la fois le personnel propre à la société et les sous-traitants.

Taux de rotation du personnel et taux de départs volontaires (pour l'effectif légal). Le taux de rotation du personnel et le taux de départs volontaires mesurent la part de l'effectif légal ayant quitté la Société (de manière volontaire ou non) sur une période définie.

Le taux de rotation mesure le pourcentage de l'effectif légal ayant quitté l'entreprise sur une période donnée.

Le taux de départs volontaires mesure le pourcentage d'effectifs permanents ayant volontairement quitté l'entreprise sur une période donnée. Le taux de départs volontaires est un rapport entre le total des départs volontaires sur une période annuelle divisé par les effectifs moyens en contrat à durée indéterminée sur cette période.

Taux d'utilisation et taux de non-utilisation. Le taux d'utilisation mesure la part du temps de travail potentiel (en heures ou jours) pour les ETP directs-productifs (salariés en propre hors sous-traitants) facturable au client. Ce rapport s'exprime sous la forme d'un pourcentage, basé sur les heures facturables (effectivement produites) divisées par le temps de travail potentiel hors congés. Le taux de non-utilisation mesure le temps de travail potentiel (en heures ou jours) pour les ETP directs productifs (salariés en propre hors sous-traitants) qui n'est pas facturé au client.

Le taux d'utilisation + le taux de non-utilisation = 100% du temps de travail potentiel des ETP directs productifs, hors congés légaux, congés de longue maladie, congés sabbatiques de longue durée et congés parentaux. Le temps de travail potentiel se compose du temps facturable, de l'inactivité pouvant être facturée mais non facturée (congés exceptionnels, maladie, disponibilité entre deux missions appelée temps d'inter-contrats, autre inactivité comme la délégation) et le temps non facturable (avant-vente, formation, réunions d'encadrement, recherche et développement, déplacements).

14 IMPLANTATIONS

Argentine Vedia 3892 P.B. C1430 DAL - Buenos Aires Tél : +54 11 6315 8800 Autriche Technologiestraße 8 / Gebäude D A-1120 Wien Tél : +43 1 605430 Belgique Da Vincilaan 5 B-1935 Zaventem Tél : +32 2 690 28 00 Conseil et Intégration de Systèmes Da Vincilaan 5 B-1935 Zaventem Tél : +32 2 690 28 00 Atos Worldline Belgique Chaussée de Haecht 1442 Haachtsesteenweg 1130 Brussels Tél : +32 (0)2 727 61 11 Brésil Avenida Maria Coelho Aguiar, 215 - Bloco E - 5º andar Cep: 05804-900 - Jardim São Luis - São Paulo – SP Tél : +55 11 2183-2344 Rua da Candelária, 65 - 22º andar Cep. 20091-906 – Centro-Rio de Janeiro - RJ Tel: +55 21 3265-9200 Chine 5th Floor, Lido Commercial Center Jichang Road Pékin 100004 Tél : +86 10 6437 6668 France Siège Social Tour les Miroirs - Bât C 18, avenue d'Alsace 92926 Paris La Défense Cedex Tél : +33 1 55 91 2000	Atos Worldline France Tour Manhattan 5-6 place de l'Iris 92926 Paris La Défense Cedex Tél : +33 1 49 00 90 00 Infogérance Tour Horizon 64 Rue du 8 Mai 1945 92025 Nanterre Tél : +33 1 46 14 50 00 Intégration de Systèmes Tour les Miroirs - Bât C 18, Avenue d'Alsace 92926 Paris La Défense Cedex Tél : +33 1 55 91 20 00 Atos Consulting Tour Manhattan 5-6 place de l'Iris 92926 Paris La Défense Cedex Allemagne Theodor-Althoff-Str. 47 D-45133 Essen Tél : +49 (0) 20 14 3050 Atos Worldline GmbH Hahnstraße 25 D-60528 Frankfurt/Main Tél : +49 (0) 69 66 5710 Grèce 18 Kifisias Avenue 151 25 Athens Tél : +30 210 688 9016 Hong Kong Exchange Tower, 33 Wang Chiu Road Kowloon Bay, Kowloon, Hong Kong Inde SDF-IV, Units 126/127 SEEPZ, Andheri (east) Mumbai 400 096 Tél : +91 22 28 29 0743 Indonésie Wisma Kyoei Prince, #1707 Jalan Jenderal Sudirman Kav. 3 Jakarta, 10220 Tél : +62 21 572 4373	Japon 20/F Shinjuku Park Tower, 3-7-1 Nishi-shinjuku, Shinjuku-ku, Tokyo 163-1020 Tél : +81 3 3344 6631 Luxembourg Rue Nicolas Bové 2a 1253 Luxembourg Tél : +352 31 36 37 1 Malaisie Suite F01, 1st Floor 2310 Century Square Jalan Usahawan 63000 Cyberjaya Selangor Darul Ehsan Malaysia Tél : +60 3 8318 6100 Pologne ul. Domaniewska 41 02-672 Warszawa (budynek Taurus) Tél : +48 22 606 1900 Maroc Avenue Annakhil – Espace High Tech Hall B – 5ème étage Hay Ryad Rabat Tél : +212 (0)5 37 57 79 79 Atos Origin Casablanca Nearshore Park – Shore 7 1100, boulevard El Qods – Quartier Sidi Maârouf Casablanca Tél : +212 (0)5 29 04 45 29 Singapour 620A Toa Payoh Lorong 1 TP4 Level 5 Singapore 319762 Tel: +65 6496 3888 Afrique du Sud 204 Rivonia Road, Sandton Private Bag X136 Bryanston 2021 Tél : +27 11 895 2000	Espagne Albarracín, 25 28037 Madrid Tél : +34 91 440 8800 Atos Consulting Albarracín, 27 28037 Madrid Tél : +34 91 214 9500 Suisse Industriestrasse 19 8304 Wallisellen Tél : +41 44 877 6969 Taiwan 5F, No.100, Sec.3 , Min-Sheng E.Road, Taipei , Taiwan , R.O.C. Tel : +886 - 2 - 2514 2500 Pays Bas Papendorpseweg 93 3528 BJ Utrecht Tél: +31 (0) 88 265 5555 Atos Consulting Papendorpseweg 93 3528 BJ Utrecht Tél : +31 (0) 88 265 5555 Turquie Kisikli Caddesi N°37 Aksel Is Merkezi 2 Kat Altunizade 34 662 Istanbul Tél : +90 216 531 7383 Royaume-Uni 1 Triton Square Regent's Place London NW1 3HG Tél : +44 20 7830 4444 Etats-Unis 5599 San Felipe Suite 300 Houston TX, 77056 Tél : +1 713 513 3000
---	---	--	--